

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union - Discipline - Travail

-----  
MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

-----  
CELLULE DE COORDINATION DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES EN CÔTE D'IVOIRE



## PROJET DE CONNECTIVITE INCLUSIVE ET D'INFRASTRUCTURES RURALES (PCR)

---

### PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DES PERSONNES AFFECTEES PAR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA - BOUANDOUGOU

---

Rapport final

Novembre 2024

<b>LISTE DES TABLEAUX .....</b>	<b>6</b>
<b>LISTE DES FIGURES .....</b>	<b>7</b>
<b>LISTE DES PHOTOS .....</b>	<b>8</b>
<b>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS .....</b>	<b>9</b>
<b>RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>18</b>
<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>31</b>
1.1. Contexte et justification du sous projet .....	31
1.2. Approche méthodologique d'élaboration du PAR .....	32
1.2.1. Préparation de la mission .....	32
1.2.2. Réalisation de l'enquête socio-économique dans la zone du projet .....	32
1.2.3. Analyse et traitement des données recueillies .....	33
1.2.4. Exploitation des résultats d'enquête socio-économique et rédaction du PAR .....	33
<b>2. PRESENTATION DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA - BOUANDOUGOU .....</b>	<b>33</b>
2.1. Localisation de la zone du projet .....	33
2.1.1. Généralités sur la région du Béré et les départements de Dianra et de Mankono .....	34
2.1.2. Caractéristiques spécifiques des localités riveraines du projet .....	38
2.1.3. Aperçu général de l'occupation de l'emprise du projet .....	39
2.2. Consistance et caractéristiques du projet .....	41
<b>3. IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS DU PROJET .....</b>	<b>43</b>
3.1. Alternatives et mécanismes pour minimiser la réinstallation .....	43
3.2. Activités sources d'impacts sociaux négatifs .....	44
3.3. Impacts négatifs sur les populations, les biens, les sources de revenus et de subsistance .....	45
3.3.1. Impact sur le foncier .....	46
3.3.2. Impact sur les cultures agricoles .....	47
3.3.3. Impact sur les bâtis .....	51
3.3.4. Impact sur les commerces et services .....	52
3.3.5. Impact sur les équipements .....	55
3.3.6. Impact sur les emplois et les revenus .....	55
3.3.7. Impacts sur les logis (logement des locataires) .....	55
<b>4. OBJECTIFS DU PAR .....</b>	<b>56</b>
<b>5. DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES DE REFERENCE SUR LES PAP .....</b>	<b>57</b>
5.1. Caractéristiques générales des ménages des PAP .....	57
5.2. Caractéristiques spécifiques des principales catégories de PAP .....	57
5.2.1. Catégories des PAP identifiées .....	57

5.2.2.	Validité des pièces d'identité .....	57
5.2.3.	Genre et nationalité .....	58
5.2.4.	Groupe socio-culturel d'appartenance.....	58
5.2.5.	Situation matrimoniale.....	59
5.2.6.	Situation d'emploi ou activités exercées.....	59
5.2.7.	Revenus et charges mensuelles .....	60
5.2.8.	Situation de vulnérabilité des personnes dans les ménages des PAP .....	60
6.	Cadre normatif et institutionnel du PAR .....	62
6.1.	Cadre légal et réglementaire national.....	62
6.2.	Cadre institutionnel national.....	63
7.	<b>CRITERES D'ADMISSIBILITE A LA COMPENSATION DES PERTES ET AUX MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DES PAP .....</b>	<b>65</b>
7.1.	Critères d'éligibilité .....	65
7.2.	Date butoir d'éligibilité.....	65
8.	<b>EVALUATION DES PERTES ET DES COMPENSATIONS .....</b>	<b>65</b>
8.1.	Principes de compensation et d'accompagnement social des PAP .....	66
8.2.	Méthodes d'évaluation des pertes et des compensations.....	66
8.2.1.	Evaluation des terres affectées par le projet .....	66
8.2.2.	Evaluation des cultures agricoles .....	68
8.2.3.	Evaluation des bâtis .....	69
8.2.4.	Evaluation des pertes de revenus mensuels .....	70
8.2.5.	Evaluation de l'équipement communautaire .....	73
8.2.6.	Evaluation de l'aide à la réinstallation.....	74
8.3.	Matrice d'indemnisation.....	77
8.4.	Récapitulatif des coûts d'indemnisations et d'aide à la réinstallation .....	82
9.	<b>ASSISTANCE AUX PERSONNES VULNERABLES .....</b>	<b>84</b>
9.1.	Mesures d'assistance .....	84
9.2.	Evaluation des mesures d'assistance .....	86
9.3.	Suivi des personnes vulnérables .....	86
10.	<b>RESTAURATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE.....</b>	<b>87</b>
10.1.	Appui à l'amélioration de la productivité des exploitants agricoles .....	87
10.2.	Appui aux gérants d'activités commerciales et services.....	88
10.3.	Accompagnement dans la sécurisation foncière.....	89
10.4.	Récapitulatif du coût des mesures de restauration des moyens de subsistance .....	89
11.	<b>CONSULTATION ET PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES .....</b>	<b>90</b>
11.1.	Méthodologies de consultation.....	90
11.2.	Bilan d'exécution du programme de consultation des parties prenantes....	90
12.	<b>MECANISMES DE GESTION DES PLAINTES.....</b>	<b>94</b>

12.1.	Dispositif organisationnel de gestion des plaintes .....	94
12.2.	Procédure de gestion des plaintes.....	95
12.3.	Mode de résolution des plaintes.....	95
12.4.	Délais du mécanisme de gestion des plaintes.....	96
13.	RESPONSABILITE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAR .....	98
13.1.	Organes de mise en œuvre du PAR.....	98
13.1.1.	Comité de Suivi Régional du PAR .....	98
13.1.2.	Commission Administrative.....	99
13.1.3.	Cellule d'Exécution du PAR .....	99
13.2.	Procédures de mise en œuvre du PAR.....	101
13.2.1.	Mise en place des organes de mise en œuvre du PAR.....	101
13.2.2.	Mobilisation des fonds pour le financement du PAR.....	101
13.2.3.	Information et consultation des PAP .....	101
13.2.4.	Suivi social des PAP et intermédiation .....	102
13.2.5.	Instruction ou actualisation des données d'enquête .....	102
13.2.6.	Identification des propriétés foncières et établissement des accords de négociations.....	102
13.2.7.	Négociation, établissement et signature des actes de compensation ....	102
13.2.8.	Traitement et paiement des compensations.....	103
13.2.9.	Suivi social du déplacement et de la réinstallation des PAP .....	104
13.2.10.	Traitement des dossiers de non-indemnisation .....	104
13.2.11.	Suivi de la libération des emprises du projet .....	104
13.2.12.	Mise en œuvre des mesures de restauration des moyens d'existence ..	104
13.2.13.	Suivi et évaluation des activités de mise en œuvre du PAR.....	104
13.3.	Récapitulatif des activités et responsabilités des intervenants dans l'exécution du PAR .....	105
13.4.	Mécanisme de financement de la mise en œuvre du PAR.....	106
14.	BUDGET DETAILLE DE MISE EN ŒUVRE DU PAR .....	107
15.	CALENDRIER D'EXECUTION DU PAR .....	109
16.	SUIVI ET EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAR .....	111
16.1.	Objectifs .....	111
16.2.	Suivi interne des activités de mise en œuvre du PAR.....	111
16.3.	Évaluation externe de l'exécution du PAR.....	111
16.4.	Responsables du suivi participatif et évaluation participative.....	112
17.	MODALITES DE VALIDATION, D'APPROBATION ET DE DIFFUSION DU RAPPORT DU PAR.....	113
18.	CONCLUSION .....	114
19.	REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	115
ANNEXES .....		116
Annexe 1 : Les principaux outils de collecte des données socio-économiques.....		117



<b>Annexe 2 : Protocole de gestion des bases de données socio-économiques des PAP .....</b>	<b>139</b>
<b>Annexe 3 : Procès-verbaux et comptes rendus des réunions de consultations des parties prenantes organisées du 07 au 08 novembre 2023 dans les chefs-lieux de préfecture et de sous-préfectures .....</b>	<b>142</b>
<b>Annexe 4 : Procès-verbaux des réunions d'information et de consultation des parties prenantes organisées du 05 au 08 mai 2024 dans les chefs-lieux de préfecture et de sous-préfecture .....</b>	<b>174</b>
<b>Annexe 5 : Budget de maîtrise d'œuvre du PAR .....</b>	<b>199</b>
<b>Annexe 6 : Listes des catégories de Personnes Affectées par le projet .....</b>	<b>200</b>
<b>Annexe 7 : Quelques images de l'habitat dans les localités riveraines du projet (Novembre-Décembre 2023).....</b>	<b>224</b>

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition de la population de la Région du Béré par département et sous-préfecture .....	35
Tableau 2 : Aperçu général de l'occupation de l'emprise du projet par localité .....	39
Tableau 3 : Principales caractéristiques des profils en travers types de l'aménagement et du bitumage de la route Dianra – Bouandougou .....	41
Tableau 4 : Analyse comparative de l'impact du projet dans les deux variantes d'emprise du projet .....	43
Tableau 5 : Aperçu général de la caractérisation des impacts socio-économique du projet .....	45
Tableau 6 : Récapitulatif des parcelles agricoles coutumières affectées par le projet.....	46
Tableau 7 : Répartition par localité et circonscription administrative des propriétaires et cultures agricoles affectés par le projet .....	47
Tableau 8: Récapitulatif par sous-préfecture des spéculations agricoles affectées par le Projet .....	48
Tableau 9: Récapitulatif par sous-préfecture des Catégories de PAP liées aux parcelles agricoles .....	49
Tableau 10 : Répartition par localité et circonscription administratives des bâtis, des terrains bâtis et leurs propriétaires affectés par le projet .....	51
Tableau 11 : Type de commerces et de services par localité .....	53
Tableau 12 : Salaires des employés .....	55
Tableau 13 : Récapitulatif de la répartition des pièces d'identité produit par les PAP pour leur recensement .....	58
Tableau 14 Répartition des PAP chefs de ménage par nationalité.....	58
Tableau 15 : Répartition des PAP ivoiriennes par ethnie .....	59
Tableau 16 : Répartition des PAP selon la situation matrimoniale.....	59
Tableau 17 : Répartition des PAP selon la situation d'emploi.....	59
Tableau 18 : Répartition des revenus mensuels déclarés par les PAP.....	60
Tableau 19 : Répartition par catégorie des personnes vulnérables identifiées dans les ménages des PAP .....	61
Tableau 20 : Récapitulatif de l'estimation maximale de la purge des droits coutumiers sur le sol .....	68
Tableau 21 : Récapitulatif de l'évaluation des cultures agricoles .....	69
Tableau 22 : Récapitulatif de l'évaluation des bâtis.....	70
Tableau 23 : Récapitulatif de l'évaluation de la surface des bâtis.....	70
Tableau 24 : Récapitulatif de l'évaluation du montant moyen calculés des propriétaires de commerces et services.....	71
Tableau 25 : Récapitulatif du calcul de l'indemnité de revenus des propriétaires de commerces et services affectés par le projet .....	71
Tableau 26 : Récapitulatif du calcul de l'indemnité de revenus des employés de commerces et services affectés par le projet .....	72
Tableau 27 : Récapitulatif du calcul de l'indemnité des revenus des propriétaires de bâtis non-résidents bailleurs affectés par le projet .....	72
Tableau 28 : Récapitulatif de l'estimation du coût de réalisation du système d'hydraulique villageoise améliorée à Kan-Sokoura.....	73
Tableau 29 : Récapitulatif de l'évaluation des indemnités de déménagement ménages résidents propriétaires de bâtis .....	74

Tableau 30 : Récapitulatif de l'évaluation des indemnités de déménagement ménages résidents locataires de bâtis .....	74
Tableau 31 : Récapitulatif de l'évaluation des indemnités de déménagement des gérants de commerces et services propriétaires et locataires de bâtis .....	74
Tableau 32 : Récapitulatif de l'évaluation des indemnités de garantie locative des ménages résidents propriétaires de bâtis .....	75
Tableau 33 : Récapitulatif de l'évaluation des indemnités de garantie locative des propriétaires de commerces et service propriétaires de bâtis .....	75
Tableau 34 : Récapitulatif du calcul de l'indemnité de perte de loyer des propriétaires d'activités commerciales locataire de bâtis .....	76
Tableau 35 : Récapitulatif de l'évaluation des indemnités de garantie locative des ménages résidents locataires de bâtis .....	76
Tableau 36 : Récapitulatif des frais d'enregistrement des parcelles coutumières .....	76
Tableau 37 : Matrice des droits à compensation des Personnes Affectées par la réalisation des travaux du projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra – Bouandougou ..	77
Tableau 38 : Récapitulatif des coûts d'indemnisations et des mesures de réinstallation des PAP .....	82
Tableau 39 : Matrice des mesures d'assistance spécifiques aux différentes catégories de personnes vulnérables dans les ménages des PAP .....	85
Tableau 40: Récapitulatif du coût des mesures d'assistance .....	86
Tableau 41: Récapitulatif du coût de l'appui à l'amélioration de la productivité des exploitations agricoles des PAP .....	87
Tableau 42: Récapitulatif du coût de l'appui aux gérants d'activités commerciales et services .....	88
Tableau 43: Coût de l'accompagnement à la sécurisation foncière .....	89
Tableau 44 : Récapitulatif du coût estimatif des mesures de restauration des moyens de subsistance des PAP .....	89
Tableau 45 : Programme de consultation des parties prenantes exécuté .....	90
Tableau 46 : Etape et délai maximum de traitement des plaintes .....	97
Tableau 47 : Tâches et responsabilités des intervenants .....	105
Tableau 48 : Détail du budget de mise en œuvre du PAR des Personnes Affectées par le projet .....	107
Tableau 49 : Chronogramme de mise en œuvre du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des personnes affectées par le Projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou .....	109
Tableau 50 : Repartition des tâches et responsabilité dans la gestion des bases de données .....	140

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Localisation Géographique du site du sous-projet .....	34
Figure 2 : Carte de localisation de la zone du projet. ....	35

## LISTE DES PHOTOS

Photos 1 et 2 : Vue des participants à la réunion publique d'information et de consultation des parties prenantes tenue à la Sous-préfecture de Bouandougou.....	91
Photos 3 et 4 : Vue des participants à la réunion publique d'information et de consultation des parties prenantes tenue à la Sous-préfecture de Marandallah .....	92
Photos 5 et 6 : Vue des participants à la réunion publique d'information et de consultation des parties prenantes tenue à la Sous-préfecture de Marandallah .....	92

## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABREVIATIONS	SIGNIFICATIONS
<b>AGEROUTE</b>	Agence de Gestion des Routes
<b>AGR</b>	Activité Génératrice de Revenu
<b>ANDE</b>	Agence Nationale De l'Environnement
<b>BM</b>	Banque mondiale
<b>CC-PRICI</b>	Cellule de Coordination des Projets d'Infrastructures en Côte d'Ivoire
<b>CEDEAO</b>	Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CE-PAR</b>	Cellule d'Exécution du PAR
<b>CFA</b>	Communauté Financière Africaine
<b>CGES</b>	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
<b>CPR</b>	Cadre de Politique de Réinstallation
<b>CSR-PAR</b>	Comité de Suivi Régional du PAR
<b>EIES</b>	Étude d'Impact Environnemental et Social
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>GPS</b>	Global Positioning System
<b>Ha</b>	Hectare
<b>INS</b>	Institut National de la Statistique
<b>IST</b>	Infection Sexuellement Transmissible
<b>MGP</b>	Mécanisme de Gestion des Plaintes
<b>m</b>	Mètre
<b>m<sup>2</sup></b>	Mètre carré
<b>ml</b>	Mètre linéaire
<b>MCLU</b>	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
<b>MEER</b>	Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier
<b>MFB</b>	Ministère des Finances et du Budget
<b>MIS</b>	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité
<b>MIE</b>	Ministère des Infrastructures Économiques
<b>MADERPV</b>	Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières
<b>HV</b>	Hydraulique Villageoise
<b>HVA</b>	Hydraulique Villageoise Améliorée
<b>MGP</b>	Mécanisme de Gestion des Plaintes
<b>ODP</b>	Objectif de développement du projet
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PAP</b>	Personne Affectée par le Projet
<b>PAR</b>	Plan d'Action de Réinstallation
<b>PT</b>	Personne ou Population touchée par le Projet
<b>PR</b>	Plan de Réinstallation
<b>PCR</b>	Projet de Connectivité inclusive et d'Infrastructures Rurales
<b>PEPP</b>	Plan d'Engagement des parties Prenantes
<b>PGES</b>	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
<b>PMPP</b>	Plan de Mobilisation des parties Prenantes
<b>PNR</b>	Propriétaire de bâti Non-Résident
<b>PRME</b>	Plan de Restauration des Moyens d'Existence
<b>PRMS</b>	Plan de Restauration des Moyens de Subsistance
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>PV</b>	Procès-Verbal
<b>RGPH</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
<b>VBG</b>	Violence Basée sur le Genre

## TERMES ET EXPRESSIONS CLES

**Abus sexuel** : Toute intrusion physique à caractère sexuel commise par la force, sous la contrainte ou à la faveur d'un rapport inégal, ou la menace d'une telle intrusion (*Glossaire des Nations Unies sur l'exploitation et les atteintes sexuelles, 2017, p. 5*)

**Acquisition de terre** : désigne toutes les méthodes d'obtention de terres aux fins du projet, qui peuvent inclure l'achat ferme, l'expropriation et l'acquisition de droits d'accès, comme des servitudes ou des droits de passage. L'acquisition de terres peut également se définir comme : a) l'acquisition de terres inoccupées ou inutilisées, que le propriétaire foncier tire ou non ses revenus ou sa subsistance de ces terres ; b) la saisie de terres domaniales utilisées ou occupées par des individus ou des ménages ; et c) la submersion des terres ou l'impossibilité d'utiliser les terres ou d'y accéder par suite du projet. « La terre » comprend tout ce qui pousse ou est fixé en permanence au sol, comme les cultures, les bâtiments et d'autres aménagements, ainsi que les plans d'eau qui s'y trouvent. (« *Cadre environnemental et social de la Banque mondiale* » Banque mondiale, Washington, D.C.] Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO, glossaire P.103-104)

**Aide ou assistance à la réinstallation** : C'est une forme d'aide qui est fournie aux personnes déplacées physiquement par le Projet. Cette aide ou assistance peut comprendre les appuis en espèces et/ou nature pour couvrir les frais de déménagement et de recasement, d'hébergement ainsi que divers services aux personnes affectées tels que les dépenses de déménagement et le temps de travail perdu. (*Cadre de Réinstallation (CR) des Populations, MENA/PAAQE, SERF Sarl, Juin 2014, P.5*)

**Bénéficiaires du projet** : Ce sont les personnes des six (06) régions frontalières du pays (Bagoue, Bounkani, Folon, Kabadougou, Poro et Tchologo) et celles des cinq (5) autres régions (Bafing, Béré, Gontoungo, Hambol et Worodougou) qui tireront directement profit des activités mises en œuvre dans le cadre du projet. Il s'agit des personnes directement ciblées par les interventions du projet. Les bénéficiaires directs sont les personnes qui participeront directement au projet et bénéficieront ainsi de son existence ; quant aux bénéficiaires indirects, il s'agit de toutes les personnes ou familles qui vivent dans la zone d'influence du projet (*FAO, préparation et analyse des avant-projets d'investissement*).

**Cadre de Politique de Réinstallation** : décrit les principes, les modalités d'organisation et les critères de conception de la réinstallation qui doivent s'appliquer aux composantes ou aux sous-projets devant être préparés durant la mise en œuvre du projet (« *Cadre environnemental et social de la Banque mondiale* » Banque mondiale, NES N°5, paragraphe 30).

**Compensation** : paiement monétaire ou en nature ou les deux combinés des coûts de tous les biens (terres, structures, aménagements fixes, cultures, arbres, revenus, etc.) perdus à cause d'un usage public et/ou communautaire (« *Cadre environnemental et social de la Banque mondiale* » Banque mondiale, NES N°5).

**Conflits** : renvoient aux divergences de points de vue, découlant des logiques et enjeux entre les différents acteurs affectés lors de l'expropriation et/ou de réinstallation. Il s'agit des situations dans lesquelles deux ou plusieurs parties poursuivent des intentions concurrentes ou adhèrent à des valeurs divergentes, de façon incompatible et de telle sorte qu'elles s'affrontent (négatif) ou, négocient et s'entendent (positif). Dans les deux cas, le Projet doit disposer des mécanismes de médiation sociale et de prévention des conflits. (*Op.cit., P.5*).

**Coût de remplacement** : est défini comme une méthode d'évaluation qui établit une indemnisation suffisante pour remplacer les actifs, plus les coûts de transaction nécessaires associés au remplacement desdits actifs. Là où existent des marchés qui fonctionnent, le coût de remplacement correspond à la valeur marchande établie à partir d'une évaluation immobilière indépendante et compétente, plus les coûts de transaction. Là où des marchés fonctionnels font défaut, le coût de remplacement peut être déterminé par d'autres moyens, tels que le calcul de la valeur de production

des terres ou des actifs productifs, ou de la valeur non amortie du matériel de substitution et de la main-d'œuvre à utiliser pour la construction des structures ou d'autres actifs immobilisés, plus les coûts de transaction. Dans tous les cas où le déplacement physique se traduit par la perte de logements, le coût de remplacement doit être au moins suffisant pour permettre l'achat ou la construction d'un logement qui réponde aux normes minimales de qualité et de sécurité acceptables pour la communauté. La méthode d'évaluation appliquée pour déterminer le coût de remplacement doit être consignée dans les documents pertinents de planification de la réinstallation. Les coûts de transaction incluent les frais administratifs, les frais d'enregistrement ou d'acte, les frais de déménagement raisonnables et tous autres frais semblables imposés à la personne concernée. (« *Cadre environnemental et social de la Banque mondiale* » Banque mondiale, NES N°5, Note de bas de page « 6 » à la page 54

**Date limite ou date butoir** : C'est la date de finalisation de l'opération de recensement des personnes et de leurs biens. Les personnes qui s'installent dans la zone du projet après la date limite ne sont pas éligibles aux indemnisations ni à l'assistance à la réinstallation. De même, les biens (maisons, champs, arbres...) mis en place après la date limite ne sont pas indemnisés. (*Op. cit* P.5).

**Déclaration d'utilité publique** : abrégée par le sigle DUP, la déclaration d'utilité publique est une procédure administrative qui permet de réaliser une opération d'aménagement sur des terrains privés en les expropriant, précisément pour cause d'utilité publique ; elle est obtenue à l'issue d'une enquête d'utilité publique. L'expropriation pour cause d'utilité publique est régie en Côte d'Ivoire par le Décret du 25 novembre 1930. Ce texte précise les conditions et la procédure applicable pour l'expropriation pour cause d'utilité publique, à savoir que l'expropriation ne peut être prononcée que « si ce n'est pour cause d'utilité publique », l'utilité publique doit être légalement constatée : c'est la vocation de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) que de constater légalement cette utilité, l'indemnisation est une condition de l'expropriation, elle doit être juste et elle doit être préalable.

**Déplacement économique** : C'est la perte de terres, d'actifs ou d'accès à des actifs, qui donne notamment lieu à une perte de source de revenus ou de moyens de subsistance) ou les deux. (*NES n°5, introduction P.53*)

**Déplacement physique** : Ce concept renvoie au déménagement, à la perte de terrain résidentiel ou de logement du fait des acquisitions de terres par le projet, nécessitant que la personne affectée se déplace sur un nouveau site. (*Op.cit., NES n°5, introduction P.53*)

**Discrimination** : La discrimination désigne toute distinction, exclusion ou préférence fondée, entre autres, sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, qui a pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité des chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession (*OIT, 2014, Systèmes de résolution des conflits du travail : lignes directrices pour une performance accrue, p. 232*).

**Exploitation agricole** : c'est une unité économique de production agricole exploitée par un particulier, par un ménage, une personne morale telle que société, entreprise collective, coopérative ou organisme d'état. Il peut s'agir également du lieu où l'on met en œuvre les moyens matériels nécessaires à la production agricole.

**Exploitation sexuelle** : Cette expression désigne le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris mais non exclusivement en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique. Certains types de « prostitution forcée » peuvent également entrer dans cette catégorie (*UNFPA, Prise en charge de la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence, guide de la formation en ligne, annexe 4*).

**Expulsion forcée** : Éviction permanente ou temporaire, contre leur volonté, de personnes, de familles et/ou de communautés de leurs foyers et/ou des terres qu'elles occupent, sans leur fournir une forme

appropriée de protection juridique ou autre, ni leur permettre d'avoir accès à une telle protection, y compris toutes les procédures et tous les principes applicables en vertu de la NES n° 5. L'exercice par un Emprunteur (partenaire) du droit d'expropriation pour cause d'utilité publique, d'appropriation ou de pouvoirs semblables ne sera pas considéré comme une expulsion forcée à condition qu'il se conforme aux exigences de la législation nationale et aux dispositions de la NES n° 5, et qu'il soit mené d'une manière compatible avec les principes fondamentaux d'une procédure équitable (y compris en donnant un préavis suffisant, des possibilités réelles de déposer plainte et d'action en recours, et en s'abstenant d'employer une force inutile, disproportionnée ou excessive) (*Op.cit. P.104*).

**Expropriation de terres** : processus par lequel une administration publique, généralement en échange d'une indemnisation, amène un individu, un ménage ou un groupe communautaire à renoncer aux droits sur la terre qu'il occupe ou utilise d'une autre façon.

**Groupe vulnérable** : Individus ou groupes qui risquent davantage de souffrir des effets du projet et/ou sont plus limités que d'autres dans leur capacité à profiter des avantages d'un projet. Ces individus ou ces groupes sont aussi plus susceptibles d'être exclus du processus général de consultation ou de ne pouvoir y participer pleinement, et peuvent exiger de ce fait des mesures et/ou une assistance spécifique. À cet égard, il faudra tenir compte de considérations liées à l'âge, notamment les personnes âgées et les mineurs, y compris dans les cas où ceux-ci pourraient être séparés de leur famille, de leur communauté ou d'autres individus dont ils dépendent. (*Op.cit NES n°1, note 28, P.19*)

**Harcèlement sexuel** : Désigne toute avance sexuelle importune, demande de faveurs sexuelles et tout comportement verbal ou physique de nature sexuelle (*Comité permanent inter organisations, 2015, Directives pour l'intégration d'interventions ciblant la violence basée sur le genre dans l'action humanitaire : réduction des risques, promotion de la résilience et aide au relèvement*).

**Indemnisation** : sommes d'argent ou paiements en nature auxquels les populations affectées par le projet ont droit en vertu des lois ou règlements du pays, pour remplacer les biens, ressources ou revenus perdus.

**Mécanisme de Gestion des Plaintes** : Un mécanisme de gestion des plaintes est un système ou un processus accessible et ouvert à tous qui sert à prendre acte en temps utile de plaintes et de suggestions d'améliorations à apporter au Projet, et à faciliter le règlement des problèmes et des réclamations liées au Projet. Un mécanisme efficace de gestion des plaintes propose aux parties touchées par le Projet des solutions qui permettront de corriger les problèmes à un stade précoce. (*NES 10/Banque mondiale, version numérique, page 8, note d'orientation 26.1*).

**Ménage affecté par un projet** : Un ménage est considéré comme affecté si un ou plusieurs de ses membres subit un préjudice causé par les activités du projet (perte de propriété, de terres ou perte d'accès à des ressources naturelles ou à des sources de revenus, ou tout autre préjudice). Ce préjudice peut toucher (i) un membre du ménage (homme, femme, enfant, autre dépendant, etc.), (ii) des personnes rendues vulnérables par l'âge ou par la maladie et qui ne peuvent exercer aucune activité économique, (iii) d'autres personnes vulnérables qui ne peuvent prendre part, pour des raisons physiques ou culturelles, au processus de production. (*Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) du PCR, page 10*).

**Ménage vulnérable** : Les ménages vulnérables sont ceux qui risquent de devenir plus vulnérables suite au processus de réinstallation. Il s'agit de ménages ayant des besoins en mesures de compensation et en mesures additionnelles d'atténuation qui se trouvent supérieurs aux autres ménages. Ces ménages vulnérables comprennent principalement : (i) les femmes chefs de ménage ; (ii) les personnes âgées dépendantes (dont la réinstallation involontaire ne doit pas conduire à les séparer des personnes ou du ménage dont ils dépendent) ; (iii) les handicapés (ceux qui éprouvent des difficultés, à cause d'un handicap physique ou visuel, d'exercer normalement leurs activités économiques) ; et (iv) les enfants en situation difficile particulièrement ceux sans domicile fixe (Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV)).



**Mesure d'accompagnement** : c'est une aide accordée aux propriétaires de terrain lotis, pour faire face aux coûts directs et indirects liés à la délivrance des actes administratifs afférents au terrain nouvellement acquis.

**Moyens de subsistance** : Éventail complet des moyens que les individus, les familles et les communautés mettent en œuvre pour gagner leur vie, tels que l'occupation d'un commerce, emploi salarié, la pratique de l'agriculture, de la pêche, de la cueillette, d'autres moyens de subsistance fondés sur les ressources naturelles, le petit commerce et le troc (*Op.cit, P.105*).

**Personne vulnérable** : personne qui, de par leur sexe, appartenance ethnique ou âge, du fait d'un handicap physique ou mental, parce qu'elle est économiquement défavorisée ou encore en raison de son statut social, risque d'être plus affectée que d'autres par une réinstallation et de ne pas être pleinement à même de se prévaloir ou de bénéficier d'une aide à la réinstallation et des avantages connexes en termes de développement.

**Personne Affectée par le Projet (PAP)** : Il s'agit des personnes, des ménages et des communautés dont les moyens d'existence se trouvent négativement affectés à cause de la réalisation d'un projet du fait (i) d'un déplacement involontaire ou de la perte du lieu de résidence ou d'activités économiques ; (ii) de la perte d'une partie ou de la totalité des investissements (biens et actifs) ; (iii) de la perte de revenus ou de sources de revenus de manière temporaire ou définitive ; ou (iv) de la perte d'accès à ces revenus ou sources de revenus.

On distingue deux groupes de Personnes affectées par les actions du projet :

- Personnes physiquement déplacées : personnes ayant subi une perte de l'hébergement et des biens du fait des acquisitions de terres par le Projet, nécessitant que la personne affectée se déplace sur un nouveau site. Les personnes physiquement déplacées doivent déménager du fait de la mise en œuvre du projet.
- Personnes économiquement déplacées : personnes ayant subi une perte de sources de revenus ou de moyens d'existence du fait de l'acquisition de terrain ou de restrictions d'accès à certaines ressources (terre, eau, parcours, forêt), par la construction ou l'exploitation du Projet ou de ses installations annexes. Les personnes économiquement déplacées n'ont pas forcément besoin de déménager du fait des actions du Projet. (Source : CES de la Banque mondiale)

**Plan d'Action de Réinstallation (PAR)** : C'est un document qui est conçu de manière à atténuer les impacts négatifs du déplacement et à mettre en évidence les possibilités de développement, quel que soit le nombre de personnes affectées. Le PAR contient un budget de réinstallation et un échéancier de mise en œuvre, et définit les droits de toutes les catégories de personnes affectées (y compris les communautés hôtes). Une attention particulière sera portée aux questions de genre et aux besoins des populations pauvres et des groupes vulnérables. (*NES n°5, introduction P.58*)

**Plan de Réinstallation (PR)** : il décrit et définit tout le processus de réinstallation d'une population à la suite d'un déplacement forcé : (i) analyse de la situation avant le déplacement (information démographique, socio-économique et socioculturelle sur la population affectée et la population hôte); (ii) identification et évaluation des biens et ressources perdus ; (iii) identification et évaluation du site de réimplantation; (iv) plan de préparation du site de réimplantation, (v) plan de transition (y compris les aspects de transport, etc.), (vi) définition du cadre administratif (responsabilités) ; (vii) description du processus participatif du suivi, du budget ainsi que le calendrier.

**Plan de Restauration des Moyens de Subsistance (PRMS)** : Dans le cas de projets ayant un impact sur les moyens de subsistance ou la création de revenus, il sera élaboré un plan contenant des mesures pour aider les personnes touchées à améliorer, ou tout au moins rétablir leurs revenus ou moyens de subsistance. Ce plan établira les prestations auxquelles les personnes et/ou les communautés touchées ont droit, en portant une attention particulière aux questions de genre et aux besoins des couches vulnérables de ces communautés, et fera en sorte que ces prestations soient accordées d'une manière transparente, cohérente et équitable. Il intégrera des mécanismes de suivi de l'efficacité des

mesures appliquées pour préserver les moyens de subsistance, tant pendant la mise en œuvre du projet qu'au moment de l'évaluation réalisée au terme de celui-ci. L'atténuation des déplacements économiques sera considérée comme terminée une fois que l'audit d'achèvement aura conclu que les personnes ou les communautés touchées ont reçu toutes les aides auxquelles elles pouvaient prétendre, et qu'elles ont des possibilités suffisantes de rétablir leurs moyens de subsistance. (CES paragraphe 33, page. 59)

**Propriétaire de bâti résident** : chef de ménage ayant réalisé lui-même le bâtiment qu'il habite et qui est contraint de déménager du fait du projet.

**Propriétaire de bâti non-résident** : désigne une personne propriétaire d'un bien immobilier, qui sera affecté par le projet mais n'y habite pas.

**Recensement** : Opération pour identifier les personnes qui seront affectées par le projet, établir un inventaire des terres et des actifs concernés dans le cadre de l'évaluation environnementale et sociale, afin d'identifier les personnes qui auront droit à une indemnisation et à une aide, et pour décourager les personnes, telles que les occupants opportunistes, qui ne sont pas admis à bénéficier de ces droits. (« Cadre environnemental et social de la Banque mondiale » Banque mondiale, Washington, D.C.] Licence: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO, NES n°5, paragraph 20, page 57).

**Réhabilitation économique** : Ce sont les mesures à prendre pour restaurer les revenus ou sources de revenus des personnes affectées par les activités du projet. La réhabilitation économique doit permettre aux PAP d'avoir un niveau de revenu au moins équivalent au revenu avant l'exécution du projet.

**Réinstallation involontaire** : selon la NES N°5, la réinstallation est considérée comme involontaire lorsque les Personnes Touchées par le projet ne sont pas en mesure de refuser les activités qui entraînent leur déplacement physique ou économique. Cela se produit dans les cas d'expropriation légale ou de restrictions temporaires ou permanentes de l'utilisation des terres, et de règlements négociés dans lesquels l'acheteur peut recourir à l'expropriation ou imposer des restrictions légales sur l'utilisation des terres au cas où les négociations avec le vendeur échouent.

**Restauration des moyens de subsistance** : ensemble des mesures sociales économiques à définir et à mettre œuvre pour permettre aux personnes dont les revenus sont définitivement affectés par le projet, de restaurer et/ou améliorer leurs capacités à optimiser les ressources disponibles pour générer des revenus et des moyens de subsistance leur permettant de maintenir ou améliorer leurs conditions de vie.

**Restrictions à l'usage des terres** : Limitations ou interdictions d'utilisation de terrains agricoles, résidentiels, commerciaux ou d'autres terrains, qui sont directement imposées et mises en œuvre dans le cadre du projet. Il peut s'agir de restrictions à l'accès à des aires protégées et des parcs établis par voie juridique, de restrictions à l'accès à d'autres ressources communes, de restrictions à l'utilisation des terres dans des zones de servitude d'utilité publique ou de sécurité. (Op.cit, glossaire, P.106)

**Sécurité de jouissance** : Cela signifie que les personnes ou les communautés déplacées sont réinstallées sur un site qu'elles peuvent occuper en toute légalité, d'où elles ne peuvent être expulsées et où les droits fonciers qui leur sont attribués sont adaptés à leurs us et coutumes. Les personnes réinstallées ne peuvent en aucun cas se voir attribuées des droits de jouissance inférieurs à ceux dont elles bénéficiaient sur les terres ou les actifs dont elles ont été déplacées. (Op.cit, glossaire, P.105-106).

**Violences Basées sur le Genre (VBG)** : Expression générique qui désigne tout acte préjudiciable perpétré contre le gré d'une personne et fondé sur les différences que la société établit entre les hommes et les femmes (genre). Elle englobe les actes qui provoquent un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, la menace de tels actes, la contrainte, et d'autres formes de privation de liberté. Ces actes peuvent se produire dans la sphère publique ou privée (Directives du Comité permanent inter-organisations sur la VBG, 2015, p.5).

## FICHE RECAPITUATIVE DES PRINCIPALES DONNEES DU PAR

N°	Désignation	Donnée de base
	Localisation du projet	Région du BERE
	Départements concernés	Mankono et Dianra
	Sous-préfectures	Sous préfecture de Dianra ; Dianra-village, Sarhala, Marrandalla, Bouandougou
	Types de travaux envisagés dans le cadre du projet	-Aménagement et bitumage de la route en 2x2 voies à la traversée des chefs-lieux de préfectures et sous-préfecture, dont la largeur de la plate-forme est 25 mètres - Aménagement et bitumage de la route en 1x2 voies à la traversée des villages, dont la largeur de la plate-forme est 15 mètres ; - Aménagement et bitumage de la route en 1x2 voies en rase campagne, dont la largeur de la plate-forme est 12 mètres.
	Budget du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) (Compensation et mise en œuvre du PAR et PRMS)	1 987 949 873
	Date de recensement	7 novembre au 19 décembre 2023
	Date limite d'admissibilité	19 décembre 2023
<b>IMPACTS SOCIO-NEGATIFS DU PROJET</b>		
	<b>Nombre de personnes affectées</b>	<b>660</b>
	Pertes de parcelles de terres agricoles coutumières	200
	Perte de bâtiments impactés	294
	Perte de commerciales et services	135
	Perte d'emploi	29
	Perte de pieds de cultures	15 211
	Perte d'habitats	13

N° Ordre	Types d'indemnisation par Catégories de PAP	Montant d'indemnisation (FCFA)
<b>I</b>	<b>COMPENSATION</b>	
<b>I.1.</b>	<b>Propriétaires de parcelles agricoles coutumières</b>	<b>330 200 280</b>
I.1.1	Compensation des droits coutumiers sur le sol	330 200 280
<b>I.2.</b>	<b>Propriétaires de cultures agricoles</b>	<b>112 502 312</b>
I.2.1	Compensation des cultures agricoles	112 502 312
<b>I.3.</b>	<b>Propriétaires de bâtis non-résidents bailleurs</b>	<b>741 040 065</b>
I.3.1	Compensation des bâtis	724 795 065
I.3.2	Compensation des surfaces des bâtis	16 245 000
<b>I.4.</b>	<b>Propriétaires de commerces et services</b>	<b>234 000 000</b>
I.4.1	Compensation de revenus des propriétaires de commerces et services affectés	234 000 000
<b>I.5.</b>	<b>Employés de commerces et services</b>	<b>6 525 000</b>

I.5.1	Compensation des revenus des employés de commerces et services	6 525 000
<b>I.6</b>	<b>Propriétaires de bâtis non-résidents bailleurs</b>	<b>5 980 500</b>
I.6.1	Compensation des propriétaires de bâtis non-résidents bailleurs	5 980 500
<b>I.7</b>	<b>Equipement communautaire</b>	<b>80 000 000</b>
I.7.1	Compensation de l'équipement communautaire	80 000 000
<b>Sous total 1 compensation de pertes des biens</b>		<b>1 510 248 157</b>
<b>I.8</b>	<b>Aide à la réinstallation des PAPs</b>	<b>43 054 000</b>
I.8.1	Ménages résidents propriétaires de bâtis	1 100 000
I.8.2	Ménages résidents locataires de bâtis	100 000
I.8.3	Gérants de commerces et services propriétaires de bâtis	10 500 000
I.8.4	Garantie locative des ménages résidents locataires de bâtis	1 320 000
I.8.5	Garantie locative des propriétaires d'activités commerciales et service propriétaire de bâtis	18 000 000
I.8.6	Garantie locative des propriétaires de commerces et services locataire de bâtis	9 874 000
I.8.7	Garantie locative des locataires ménages résidents locataires de bâtis	160 000
I.8.8	Frais d'enregistrement des parcelles coutumières	2 000 000
<b>Sous total 2 aide à la réinstallation</b>		<b>43 054 000</b>
<b>I.9</b>	<b>Aide à l'établissement des CNI et carte consulaire</b>	<b>3 200 000</b>
I.9.1	Etablissement des CNI	1 100 000
I.9.2	Etablissement des cartes consulaires	2100000
<b>Sous total 3 aide l'établissement des CNI et cartes consulaires</b>		<b>3 200 000</b>
<b>SOUS TOTAL COMPENSATION</b>		<b>1 556 502 157</b>
<b>II</b>	<b>RESTAURATION DES MOYENS D'EXISTENCE</b>	
<b>II.1</b>	<b>Appui à l'amélioration de la productivité des exploitants agricoles affectées</b>	<b>83 520 000</b>
II.1.1	Provision pour acquisition d'intrants et de renforcement de capacité des PAP	83 520 000
<b>II.2</b>	<b>Appui aux gérants d'activités commerciales et services</b>	<b>22 750 000</b>
II.2.1	Appui aux gérants d'activités commerciales et services	22 750 000
<b>II.3</b>	<b>Accompagnement dans le sécurisation foncière</b>	<b>7 500 000</b>
II.3.1	Accompagnement dans le sécurisation foncière	7 500 000
<b>SOUS TOTAL RESTAURATION DES MOYENS D'EXISTENCE</b>		<b>113 770 000</b>
<b>III</b>	<b>ASSISTANCE AUX PERSONNES VULNERABLES</b>	
III.1	Provision pour assistance aux personnes vulnérables	4 095 000
<b>SOUS-TOTAL-3 ASSISTANCE AUX PERSONNES VULNERABLES</b>		<b>4 095 000</b>
<b>IV</b>	<b>MAITRISE D'ŒUVRE</b>	
IV.1	Maitrise d'œuvre de mise en œuvre du PAR	140 900 000
<b>SOUS-TOTAL 4- MAITRISE D'ŒUVRE</b>		<b>140 900 000</b>
<b>TOTAL INDEMNISATION</b>		<b>1 815 267 157</b>
<b>V</b>	<b>DIVERS ET IMPREVUS</b>	

V.1	Divers et imprévus 10% du montant des sous-totaux	181 526 716
SOUS-TOTAL 5- DIVERS ET IMPREVU		181 526 716
Ensemble		
TOTAL GENERAL		1 996 793 873

## **RESUME EXECUTIF**

### **I. Introduction**

Dans le cadre du Projet de Connectivité inclusive et d'infrastructures Rurales (PCR) initié par l'Etat ivoirien avec l'appui de la Banque mondiale et de la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures (AIIB) pour améliorer l'accessibilité aux zones rurales des onze (11) régions du Nord aux services sociaux de base (écoles, centres de santé, etc.) par l'aménagement et l'entretien des routes rurales dites « stratégiques », il est prévu l'aménagement et le bitumage de la route Dianra – Dianra-village – Marandallah – Bouandougou, longue de 113 km, comme un itinéraire prioritaire dans la région du Béré.

Pour atteindre les principaux objectifs du PAR, l'approche méthodologique adoptée se décline en quatre principales étapes suivantes : (i) la préparation de la mission marquée par la revue des exigences du client lors de la réunion de démarrage, l'information des autorités administratives de la zone du projet, et l'élaboration des outils de collecte de données, (ii) la réalisation de l'enquête socio-économique consistant à l'enquête localité auprès des autorités administratives et coutumières, à l'inventaire des biens et services affectés, et le recensement des personnes affectées par le projet, (iii) l'exploitation des résultats d'enquête socio-économique et la rédaction du rapport du PAR, (iv) la validation, l'approbation et la diffusion du rapport du PAR avant sa mise en œuvre.

### **II. Présentation du projet**

Il s'agit d'une route interurbaine à aménager globalement en 2x1 voie traversant la Région du Béré et permettant d'assurer une connexion privilégiée entre la région de la Bagoué au nord et celle du Gbêkê au sud. A la traversée des chefs-lieux de sous-préfecture, la route sera aménagée en 2x2 voies. La chaussée sera bordée par des accotements en rase campagne et des trottoirs en agglomération.

Les travaux concernent le bitumage d'un linéaire total de 117 km traversant 32 localités, y compris, la bretelle de 4 km ralliant la localité de N'guissidougou à partir de Kafegué, sur l'axe principal.

Dans la mise en œuvre du projet, le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier (MEER) assure la Maîtrise d'Ouvrage et la tutelle du projet, la Cellule de Coordination des Projets d'Infrastructures en Côte d'Ivoire (CC-PRICI) en assure la coordination opérationnelle, l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE) est le responsable de la supervision technique des activités (études et travaux).

### **III. Description de la zone du projet**

Le projet traverse au total deux (2) départements (Dianra et Mankono) et cinq (05) sous-préfectures (Dianra, Dianra-village, Sarhala, Marandallah et Bouandougou) dans la région du Béré localisée au centre-nord de la Côte d'Ivoire à 520 km d'Abidjan.

Ce sont au total 32 localités dont 02 campements, 04 chefs-lieux de sous-préfectures et 01 chef-lieu de préfecture (Dianra) qui sont effectivement traversées par la route projetée.

### **IV. Identification des impacts du projet**

L'impact du projet sur les populations riveraines et leurs biens et services s'établit comme suit : (i) 146 propriétaires de 200 parcelles de terres rurales, (ii) 324 propriétaires de 345 exploitations agricoles, (iii) 183 personnes propriétaires de bâtis composés de 294 bâtiments répartis dans 19 localités, (iv) 135 commerces et services, (v) 13 ménages résidents dont 11 propriétaires et 02 locataires des habitations réparties dans 08 localités, (vi) 47 Propriétaires de bâtis Non-Résidents (PNR) bailleurs percevant des loyers mensuels variant de 5 000 FCFA à 100 000 FCFA, soit un loyer moyen mensuel de 36 667 FCFA par propriétaire, et 50 PNR non bailleurs, (vii) 29 employés de commerces et services.

A l'issue de l'enquête socio-économique, ce sont au total 660 personnes qui ont été effectivement recensés dans les 32 localités (incluant 02 campements) traversées par le projet dont 13 localités se retrouvent dans le département de Dianra et 19 dans celui de Mankono.

## **V. Données socio-économiques de référence sur les PAP**

Dans l'ensemble des ménages des 660 PAP recensées, il est dénombré une population de 1 273 personnes dont 678 hommes (soit, 53,3%) et 595 femmes (soit, 46,7%). Cette population compte 96,8% d'ivoiriens et 3,2% de ressortissants d'autres pays de la CEDEAO composés de Burkinabé (0,9%), de Guinéens (0,4%), de Malien (1,3%), de Nigériens (0,5%) et de Sénégalais (0,03%).

Cette population, est majoritairement analphabète (61,8%). Le reste de la population se compose de 1,2% de personnes de formation franco-arabe, de 21,7% de personnes de niveau primaire, de 14,3% de personnes de niveau secondaire et 1,1% de personnes de niveau supérieur. La situation matrimoniale des membres des ménages des PAP révèle que 45,5% d'entre eux vivent en couple dont 0,2% en concubinage, 38% mariés coutumièrement, 0,6% mariés légalement et 6,7% mariés religieusement. Les autres membres des ménages comprenant les enfants, vivent seuls et se composent de 51,6% de célibataires, 2,1% de personnes divorcées et 0,7% de veufs(ves).

Les PAP recensées se composent de 87,5% d'hommes et 12,5% de femmes, et sont presque toutes (96,1%) d'origine ivoirienne. Toutefois, la minorité des non-ivoiriens est dominée par les Nigériens (1,2%) et les Burkinabés (1,2%), les autres nationalités comptant pour moins de 1%.

## **VI. Cadre législatif, réglementaire et institutionnel du PAR**

### **• Cadre législatif et réglementaire**

Au plan national, les textes législatifs et réglementaires applicables en matière de réinstallation sont largement explicités dans le Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) élaboré dans le cadre du PCR, même si la nouvelle loi n°2023-900 du 23 novembre 2023 portant code de l'environnement abrogeant l'ancien introduit des ajustements notables. Il faut retenir pour l'essentiel que l'élaboration et la mise en œuvre du présent PAR trouvent leur fondement dans la constitution de la République de Côte d'Ivoire du 08 novembre 20216 qui consacre l'inviolabilité du domicile et garantit le droit de propriété à tous. Ainsi, nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation.

Conformément à ces dispositions fondamentales de la constitution ivoirienne, les autres textes juridiques de référence encadrent spécifiquement l'exploitation et la gestion de l'environnement, du foncier rural et urbain, de la construction et de l'habitat, tout en tenant compte des compétences des institutions impliquées, du domaine public et du domaine privé dans la procédure d'expropriation nécessitant l'évaluation préalable des biens et services affectés par le projet conformément aux barèmes officiels applicables et aux bonnes pratiques internationales.

Au plan international, le PAR se réfère aux Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque mondiale, notamment la NES n°5 : « Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire ».

L'analyse comparative du cadre juridique national et de la NES n°5 relève des divergences et des convergences dans le processus de mise en œuvre de la réinstallation.

En effet, la législation ivoirienne n'envisage pas de façon explicite la réinstallation comme un objectif de développement devant permettre aux Personnes affectées par les activités d'un projet de bénéficier de ressources suffisantes leur permettant de retrouver leurs moyens d'existence, leur niveau de vie voire de l'améliorer. Ainsi, la compensation en passant par l'évaluation des biens est faite sur la base des barèmes des ministères techniques et ne tient pas compte de la valeur vénale du bien. De plus, dans le cadre de la législation nationale les occupants irréguliers ou illégaux sont inéligibles à une

indemnisation et il n'y a pas de dispositions particulières au niveau des textes relatifs aux groupes vulnérables.

La NES°5 quant à elle recommande la préparation et la mise en œuvre d'un PAR. Elle est plus contraignante au point de vue de la prise en compte des dommages subis par les personnes affectées, en offrant à ces dernières une indemnisation et si nécessaires des aides pour leur permettre d'améliorer ou, au moins, de rétablir leurs niveaux de vie ou moyens de subsistance. Elle tient compte de toutes les personnes affectées par le projet et accorde une attention particulière aux groupes vulnérables.

Au regard des divergences majeures constatées entre les textes nationaux et la NES°5 du Groupe de la Banque mondiale, lorsqu'il y a conflit d'interprétation entre la législation nationale ivoirienne et la NES N°5, c'est cette norme qui s'appliquera.

- **Cadre institutionnel**

Les structures impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre du présent PAR sont :

- Le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier (MEER), est chargé, à travers l'agence de mise en œuvre qu'est l'AGEROUTE, d'apporter son appui en matière de définition et de libération des emprises nécessaires pour le projet, et de suivi des travaux ;
- Le Ministère des Finances et du Budget, assurant la tutelle financière du PCR, est chargé de prévoir dans le budget national et de mobiliser les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du PAR, et d'en assurer le contrôle ;
- Le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU) est chargé d'apporter son appui au Projet en matière de recherche, de clarification, d'expertise et d'expropriation foncière, de libération et d'aménagement des sites dédiés à la réinstallation des PAP ;
- Le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique, à travers l'Agence National De l'Environnement (ANDE), est chargé de veiller au respect des normes environnementales et sociales dans les opérations de réinstallation des PAP et de réalisation des ouvrages relatifs au PCR-CI ;
- Le Ministère d'État, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières, à travers sa direction régionale du Béré, est chargé d'apporter son appui en matière d'évaluation et d'expropriation d'actifs agricoles pouvant être affectés par le projet ;
- Le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, à travers les administrations déconcentrées (Préfectures de Mankono et de Dianra et Sous-préfecture de Dianra, Dianra Village, Sarhala, Marandallah et Bouandougou), participent activement à la mobilisation des populations intéressées et à la sécurisation des opérations de mise en œuvre du PAR ;
- Les administrations décentralisées (Conseil Régional du Béré, la Mairie de Dianra) participent également de façon active à la mobilisation des populations intéressées par la- mise en œuvre du PAR ;
- L'Unité de Coordination du PCR (UC-PCR), assurant l'exécution opérationnelle du projet, veille à la régularité des opérations relatives au PAR.

## **VII. Objectif du PAR**

Le présent PAR a pour objectifs l'identification, la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités d'acquisition de terres et de réinstallation involontaire conformément à la NES n°5 « acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire » de la Banque mondiale et à la législation ivoirienne.

## **VIII. Eligibilité à la compensation et aux autres formes d'assistance et date limite d'éligibilité**

Sont considérées comme des personnes touchées :

- a. les personnes qui ont des droits légaux formels sur les terres ou biens visés ;



- b. les personnes qui n'ont pas de droits légaux formels sur les terres ou les biens visés, mais ont des revendications sur ces terres ou ces biens ; ou
- c. les personnes qui n'ont aucun droit légal sur les terres ou les biens qu'elles occupent ou qu'elles utilisent.

Les personnes relevant des catégories a) et b) reçoivent une compensation pour les terres et autres biens qu'elles perdent. Les personnes relevant de l'alinéa c) ne peuvent pas prétendre à une indemnisation foncière mais reçoivent une aide à la réinstallation et une assistance pour le rétablissement de leurs moyens d'existence ainsi que d'une indemnisation pour la perte de leurs biens. A noter que lorsque les moyens d'existence sont fondés sur la terre, la NES n°5 propose une assistance pour l'acquisition de la terre de remplacement ou un accès à celle-ci.

Les personnes recensées dans les emprises du projet appartiennent aux 3 catégories.

S'agissant de la date d'éligibilité, le recensement et les enquêtes socioéconomiques effectués dans le cadre du présent PAR, couvrent la période du 7 novembre au 19 décembre 2023.

La date d'achèvement de l'inventaire des biens qui correspond

Ainsi, lors des consultations publiques il a été expliqué aux populations que toute personne qui s'installerait après la date butoir ou d'éligibilité est fixée au 19 décembre 2023 ne seront pas prise en compte dans les indemnisations ou compensation.

L'information concernant cette date butoir a été suffisamment détaillée et diffusée dans toute la zone du projet notamment dans les sous-préfectures, les préfectures et les villages traversés, à travers un vaste programme participatif déroulé avant le démarrage du recensement.

Par conséquent, au-delà de cette date, l'occupation et/ou l'exploitation d'une terre ou d'une ressource visée par le projet ne peut plus faire l'objet d'une compensation ou indemnisation.

## **IX. Évaluation des pertes et des compensations**

L'évaluation des terres et cultures agricoles a été réalisée par la Direction Régionale du Béré du ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières (conformément au décret n°2023-769 du 28 septembre 2023 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général, et à l'Arrêté interministériel n°453 portant fixation du barème d'indemnisation pour la destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural), tandis que celle des bâtiments susceptibles d'être affectés a été fait conformément au barème ministériel. Quant à l'évaluation des revenus (des propriétaires de commerces et services, des propriétaires de bâtis non-résidents bailleurs, des employés) et des mesures d'accompagnement social des PAP, elle a été réalisée par le spécialiste en réinstallation sur la base des résultats d'enquête socio-économique, notamment les revenus déclarés des PAP.

## **X. Consultation et participation des parties prenantes**

La consultation et participation des parties prenantes de l'élaboration du présent PAR a consisté à la réalisation des activités ci-après présentées.

- L'élaboration et la transmission de courriers d'information annexés du programme de la mission de terrain et de la liste des personnes à rencontrer aux autorités préfectorales et sous-préfectorales de la zone du projet, à l'effet de mobiliser et préparer l'organisation des réunions publiques d'information et de consultation des parties prenantes.
- La tenue de trois (03) réunions publiques dont deux (02) dans les locaux des Sous-préfectures de Bouandougou et Marandallah et une (01) dans les locaux de la préfecture de Dianra intégrant les Sous-préfectures de Dianra et Dianra-village. Ces réunions ont enregistré la participation des représentants des structures de l'État, des populations riveraines, des Organisations de la Société Civile, ainsi que, des responsables d'activités économiques riveraines du projet et des PAP, en vue d'obtenir leur implication et leur adhésion au projet et à la mission d'élaboration du PAR. Il y a eu ensuite la tenue de réunions publiques délocalisées dans tous les villages riverains de la route projetée. Les préoccupations et recommandations issues de ces consultations tenues du 07 au 19 novembre 2023 sont essentiellement : (i) l'indemnisation des personnes qui seront affectées par le Projet, à la

mesure des préjudices subis, (ii) la compensation sans intermédiaire des personnes affectées par le projet dans leurs localités respectives, (iii) la prise en compte des attentes des localités (construction de château, de centre de santé,...), (iv) une indemnisation en numéraire pour les personnes qui seront affectées par la réalisation du Projet, (v) pour les personnes sans pièces d'identité, permettre que la compensation se fasse par l'intermédiaire d'un membre de sa famille, (vi) la réalisation effective et rapide du Projet.

## **XI. Mécanisme de gestion des plaintes**

Des conflits ou plaintes peuvent subvenir au cours des opérations de compensation et/ou de restauration des moyens d'existence. Pour leur règlement ou la prise en compte des préoccupations exprimées, un mécanisme de gestion des plaintes sera mis en place à l'entame de la mise en œuvre du PAR. Ce mécanisme décrit les principales étapes de traitement des plaintes, ainsi que, les principales voies de recours avec une préférence du projet pour le règlement à l'amiable par rapport au recours judiciaire.

Le règlement à l'amiable avec ou sans médiation est piloté par la CE-PAR, la Commission Administrative, le Comité de Suivi Régional du PAR et l'UC-PCR, en collaboration avec l'ONG chargée du suivi social des PAP et de l'intermédiation, tandis que le recours judiciaire relève du tribunal compétent dans la circonscription administrative d'accueil du projet.

## **XII. Responsabilités organisationnelles pour la mise en œuvre du PAR**

La définition de la stratégie de mise en œuvre du PAR a consisté à la présentation des organes d'exécution du PAR à mettre en place, à la déclinaison de la procédure de mise en œuvre du PAR, à la description de la procédure de financement du PAR, et puis, des modalités de suivi-évaluation.

### **• Organes de mise en œuvre du PAR**

Le dispositif organisationnel nécessaire pour la mise en œuvre du présent PAR se compose, outre l'Unité de Coordination du PCR-CI déjà créée, des trois organes suivants à mettre en place :

- Le Comité de Suivi Régional du PAR : joue le rôle d'interface entre toutes les structures intervenant dans la mise en œuvre du PAR, et se charge du pilotage et du contrôle du processus d'exécution du PAR ;
- La Commission Administrative du PAR (CA-PAR) : est chargée de conduire les opérations d'expropriation des biens immeubles affectés dans le cadre de la mise en œuvre du PAR, en procédant à l'identification des terres impactées, de leurs détenteurs et à la fixation du coût unitaire de compensation des terres rurales ;
- La Cellule d'Exécution du PAR (CE-PAR) : chargée de l'exécution opérationnelle des activités de mise en œuvre du présent PAR.

### **• Procédures de mise en œuvre du PAR**

Après la validation et l'approbation du présent PAR, les principales activités à réaliser dans le processus de mise en œuvre du PAR sont :

- Mise en place des organes d'exécution du PAR ;
- Mobilisation des fonds pour le financement du PAR ;
- Organisation de réunions d'information et de consultation des PAP ;
- Suivi social des PAP et intermédiation ;
- Instruction ou actualisation des données d'enquête socio-économique à partir des bases de données des PAP, de l'affichage des listings des PAP et du traitement des réclamations ;
- Identification des propriétés foncières et établissement des accords de négociations ;
- Négociation, établissement et signature des actes de compensation des pertes ;
- Publication des arrêtés de cessibilité ;
- Études et/ou aménagement de sites de recasement des ménages, commerces et services ;
- Traitement et paiement des indemnisations des PAP ;

- Suivi social du déplacement et de la réinstallation des PAP ;
- Traitement des dossiers de non-indemnisation ;
- Suivi de la libération de l'emprise du projet ;
- Mise en œuvre des mesures de restauration des moyens d'existence ;
- Suivi et évaluation des activités de mise en œuvre du PAR (impliquant la production périodique de rapports d'activités, des missions d'appui des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), et la réalisation d'audit d'achèvement).

#### • **Procédures de financement du PAR**

Pour réaliser l'opération d'indemnisation des personnes affectées par le projet dans un délai compatible au projet, l'État de Côte d'Ivoire prendra toutes les dispositions utiles pour la mobilisation et la mise en place des fonds requis. La gestion du compte bancaire dédié au PAR relèvera de la responsabilité de l'UC-PCR et se fera conformément au budget du PAR validé et approuvé, et à la procédure requise pour la liquidation des dépenses.

### **XIII. Budget détaillé de mise en œuvre du PAR**

Le budget global de mise en œuvre du PAR est 1 996 793 873 francs CFA soit 3,203,116.96 dollars US (1 USD= 623,39 FCFA), décomposé comme suit :

- **1 556 502 157F CFA** pour la compensation des pertes de biens ;
- **113 770 000F CFA** la restauration des moyens d'existence ;
- **4 095 000 F CFA** pour l'assistance aux personnes vulnérables ;
- **3 200 000 pour l'établissement des CNI et Cartes consulaire ;**
- **140 900 000 F CFA** pour la maîtrise d'œuvre du PAR ;
- **181 526 716 F CFA** pour les divers et imprévus (représentant 10% de la somme totale des montants précédents).

Le PAR sera entièrement financé par l'État de Côte d'Ivoire

### **XV. Calendrier d'exécution du PAR**

Le PAR sera mis en œuvre dans un délai de quatre (04) mois dont 01 mois pour la préparation de l'exécution du PAR (mise en place des organes d'exécution, mobilisation des fonds et actualisation des données d'enquête socio-économiques), et pour les négociations et signature des accords de compensation et 01 mois pour le paiement des compensations, et 02 mois pour la mise en œuvre des mesures de restauration des moyens d'existence et l'assistance aux personnes vulnérables. L'audit d'achèvement interviendra 06 mois après la fin de mise en œuvre des mesures de restauration.

### **XIV. Suivi et évaluation de la mise en œuvre du PAR**

L'objectif du suivi est de signaler aux responsables du Projet tout problème qui survient et de s'assurer que les procédures du PAR sont respectées. La CE-PAR s'appuiera sur l'ONG pour assurer le suivi interne de la mise en œuvre du PAR qui consiste à s'assurer que les principales activités se déroulent conformément au calendrier, aux dispositions et exigences prévus, à partir des principaux indicateurs à refléter dans les rapports d'activités périodiques.

L'évaluation du plan de réinstallation peut être menée une fois que toutes les PAP (exceptées celles dont les indemnités seront éventuellement consignées sur un compte séquestre pour des motifs justifiés) aient été indemnisées et réinstallées. L'objectif de l'évaluation est de certifier que toutes les PAP sont bien réinstallées et que toutes les activités sont bien restaurées, en réalisant un audit d'achèvement sur la base des indicateurs d'évaluation contenus dans les Termes de Référence (TDR) de ladite étude.

### **XV. Modalités de validation, d'approbation et de diffusion du rapport du PAR**

A l'issue de l'élaboration du présent PAR, le document sera soumis à une validation en comité interministériel et approuvé par l'émission d'un Avis de Non-Objection de la Banque Mondiale. Ensuite, le PAR sera publié sur les sites web de la CC-PRICI, du Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier, du Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme. Enfin, le rapport final du PAR sera disponible auprès des administrations locales concernées et publié sur le site de la Banque Mondiale

## EXECUTIVE SUMMARY

### I. Introduction

As part of the Inclusive Connectivity and Rural Infrastructure Project (PCR) initiated by the Ivorian State with the support of the World Bank and the Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) to improve accessibility to rural areas of the eleven (11) regions of the North with basic social services (schools, health centers, etc.) through the development and maintenance of so-called “strategic” rural roads, the development and asphaltting is planned of the Dianra – Dianra-village – Marandallah – Bouandougou road, 113 km long, as a priority route in the Béré region.

To do this, the Coordination Unit for Infrastructure Projects in Côte d'Ivoire (CC-PRICI) requested the services of an individual consultant for the development of a Resettlement Action Plan (RAP) for people likely to be affected by the said works to facilitate the release of the rights-of-way, in accordance with national legislation and the standards of the technical and financial partners of the said project.

To achieve the main objectives of the RAP, the Consultant adopted a methodological approach broken down into the following four main stages: (i) preparation of the mission marked by the review of client requirements during the start-up meeting, information of the administrative authorities of the project area, and the development of data collection tools, (ii) carrying out the socio-economic survey consisting of the locality survey with administrative and customary authorities, the inventory of goods and services affected, and the census of people affected by the project, (iii) the exploitation of the socio-economic survey results and the drafting of the RAP report, (iv) the validation, approval and dissemination of the report of the RAP before its implementation.

### II. Project display

This is an interurban road to be developed as a 2x1 lane crossing the Béré region and ensuring a privileged connection of this region with that of Bagoué to the north and the town of Bouake to the south. When crossing the sub-prefecture capitals, the road will be converted into 2x2 lanes. The roadway will be bordered by shoulders in open country and sidewalks in built-up areas.

The work concerns the asphaltting of a total length of 117 km crossing 32 localities, including the 4 km ramp joining the locality of N'guissidougou from Kafegué, on the main axis.

In the implementation of the project, the Ministry of Road Equipment and Maintenance (MEER) ensures project management and supervision of the project, the Coordination Unit for Infrastructure Projects in Côte d'Ivoire (CC-PRICI) ensures operational coordination, the Road Management Agency (AGEROUTE) is responsible for the technical supervision of activities (studies and works).

### III. Description of the project area

The project crosses a total of two (2) departments (Dianra and Mankono) and five (05) sub-prefectures (Dianra, Dianra-village, Saralah, Marandalah and Bouandougou) in the Béré region and is located in the north-central part of the Coast. d'Ivoire 520 km from Abidjan.

There are a total of 33 localities including 2 camps, 4 sub-prefecture capitals and 1 prefecture capital (Dianra) which are crossed by the planned road.

### IV. Identification of project impacts

The impact of the project on the local populations and their goods and services is as follows: (i) 146 owners of 200 plots of rural land, (ii) 324 owners of 345 farms, (iii) 183 people owners of as many buildings composed of 294 buildings in 19 localities, (iv) 135 shops and services for an equal number

of owners, of whom were actually surveyed, (v) 13 resident households including 11 owners and 02 tenants of the dwellings spread over 08 localities, (vi) 47 Non-Resident Owners of Buildings (PNR) landlords receiving monthly rents ranging from 5,000 FCFA to 100,000 FCFA, i.e. an average monthly rent of 36,667 FCFA per owner, (vii) and 04 employees of shops and services who 02 declared salaries ranging from 15,000 FCFA to 45,000 FCFA, i.e. an average monthly income of 30,000 FCFA per employee.

At the end of the socio-economic survey, a total of 660 people were actually surveyed in the 32 localities crossed by the project. Of these, 13 localities are in the department of Dianra and 19 in the department of Mankono

## **V. Socio-economic reference data on PAPs**

In the 334 PAP households surveyed, there is a population of 1,273 persons, of whom 678 are men (53.3%), 595 women (46.7%). This population includes 96.8% of Ivorians and 3.2% of nationals of other ECOWAS countries, composed of Burkinabé (0.9%), Guineans (0.4%), Malians (1.3%), Nigeriens (0.5%) and Senegalese (0.03%).

The majority of this population is illiterate (61.8%). The rest of the population is made up of 1.2% of people with a Franco-Arab education, 21.7% of people with primary education, 14.3% of people at secondary level and 1.1% of people with higher education. The marital status of the members of PAP households reveals that 45.5% of them live with a partner, of whom 0.2 are cohabiting, 38% are customarily married, 0.6% are legally married and 6.7% are religiously married. The remaining members of households with children live alone and are made up of 51.6% singles, 2.1% divorced and 0.7% widowed.

The PAPs surveyed are composed of 87.5% men and 12.5% women, and almost all (96.1%) are of Ivorian origin. However, the minority of non-Ivorians is dominated by Nigeriens (1.2%) and Burkinabés (1.2%), with other nationalities accounting for less than 1%.

## **VI. Legal, regulatory and institutional framework of the RAP**

### **• Legislative and regulatory framework**

At the national level, the legislative and regulatory texts applicable to resettlement are largely explained in the Resettlement Policy Framework (CPR) developed within the framework of the PCR, even if the new law n°2023-900 of 23 November 2023 on the environmental code repealing the old one introduces significant adjustments. It should be noted that the development and implementation of this RAP are based on the Constitution of the Republic of Côte d'Ivoire of 8 November 2021, which enshrines the inviolability of the home and guarantees the right to property to all. Thus, no one should be deprived of his property except for reasons of public utility and on the condition of fair and prior compensation.

In accordance with these fundamental provisions of the Ivorian Constitution, the other legal texts of reference specifically provide a framework for the exploitation and management of the environment, rural and urban land, construction and housing, while taking into account the skills of the institutions involved, the public domain and the private domain in the expropriation procedure requiring the prior evaluation of the goods and services affected by the project in accordance with the scales

-

At the international level, the RAP refers to the Environmental and Social Standards (ESS) of the World Bank, in particular ESS No. 5: "Land acquisition, restrictions on land use and involuntary resettlement".

The comparative analysis of the national legal framework and ESS No. 5 reveals divergences and convergences in the resettlement implementation process.

Indeed, Ivorian legislation does not explicitly consider resettlement as a development objective that should enable people affected by the activities of a project to benefit from sufficient resources allowing them to regain their means of existence, their level of life or even improve it. Thus, compensation through the valuation of the property is made on the basis of the scales of the technical ministries and

does not take into account the market value of the property. Furthermore, under national legislation, irregular or illegal occupants are ineligible for compensation and there are no specific provisions in the texts relating to vulnerable groups.

NES°5 for its part recommends the preparation and implementation of a PR, it is more restrictive from the point of view of taking into account the damage suffered by the affected people, by offering them compensation and if necessary aid to enable them to improve or, at least, restore their standards of living or means of subsistence. It takes into account all people affected by the project and pays particular attention to vulnerable groups.

In view of the major discrepancies that have emerged between national texts and ESS No. 5 of the World Bank Group, when there is a conflict of interpretation between Ivorian national legislation and ESS No. 5 of the World Bank, it World Bank ESS No. 5 will apply.

- **Institutional frame**

The structures involved in the development and implementation of this RAP are:

- The Ministry of Road Equipment and Maintenance (MEER), is responsible, through the implementation agency AGEROUTE, for providing support in the definition and release of rights-of-way necessary for the project, and monitoring of the work;
- The Ministry of Finance and Budget, ensuring financial supervision of the PCR, is responsible for planning in the national budget and mobilizing the financial resources necessary for the implementation of the RAP, and ensuring its control;
- The Ministry of Construction, Housing and Urban Planning (MCLU) is responsible for providing support to the Project in terms of research, clarification, expertise and land expropriation, release and development of sites dedicated to the resettlement of PAP;
- The Ministry of the Environment, Sustainable Development and Ecological Transition, through the National Environment Agency (ANDE), is responsible for ensuring compliance with environmental and social standards in the resettlement operations of PAPs and carrying out works relating to the PCR-CI;
- The Ministry of State, Ministry of Agriculture, Rural Development and Food Production, through its regional directorate of Béré, is responsible for providing support in the evaluation and expropriation of agricultural assets that could be affected by the project;
- The decentralized administrations (Regional Council of Béré, the City of Dianra) also actively participate in the mobilization of the populations interested in the implementation of the RAP;
- 
- Decentralized administrations (Béré Regional Council, Dianra Town Hall) also actively participate in mobilizing interested populations and securing PR implementation operations;
- The PCR Coordination Unit (UC-PCR), ensuring the operational execution of the project, ensures the regularity of operations relating to the RAP.

## **VII. Objective of the RAP**

The objectives of this RAP are the identification, planning, implementation and monitoring of land acquisition and involuntary resettlement activities in accordance with ESS No. 5 “land acquisition, restrictions on land use and involuntary resettlement” of the World Bank and Ivorian legislation.

## **VIII. Eligibility criteria for compensation for losses and support measures for PAPs**

Affected persons are considered to be:

- a- Has people who have formal legal rights to the land or property in question ;
- b- people who do not have formal legal rights to the land or property in question, but have claims to that land or property; or
- c- people who have no legal rights to the land or property they occupy or use.

People falling under categories (a) and (b) receive compensation for the land and other property they lose. Persons falling under subparagraph (c) are not eligible for land compensation but receive resettlement assistance and livelihood restoration assistance as well as compensation for loss of property.

Note that when livelihoods are based on land, NES n°5 offers assistance for the acquisition of replacement land or access to it.

The people identified in the project areas belong to the 3 categories.

Regarding the eligibility date, the census and socio-economic surveys carried out as part of this RAP cover the period from November 7 to December 19, 2023.

The dates for the completion of the inventory of assets in the initial right-of-way and in the modified right-of-way (including that of the construction of the sites of the cut-off points on the Dianra – Bouandougou interurban road) which correspond to the deadlines or eligibility deadlines are set at December 19, 2023. Therefore beyond this date, the occupation and/or exploitation of land or a resource targeted by the project can no longer be subject to compensation or compensation.

Owners of inventoried properties absent during the census will be taken into account in the implementation of the PR through the complaints resolution mechanism.

### **VIII. Assessment of losses and compensation**

The evaluation of agricultural land and crops was carried out by the Béré Regional Directorate of the Ministry of Agriculture, Rural Development and Food Production (in accordance with Interministerial Order No. 453 establishing the compensation scale for the destruction or planned destruction of crops and other investments in rural areas), while that of buildings likely to be affected was entrusted to the Béré Regional Directorate of the Ministry of Construction, Housing and Urban Planning (in accordance with scale of the said ministry). As for the assessment of the income and social support measures of the PAPs, it was carried out by the resettlement specialist on the basis of the results of the socio-economic survey

### **IX. Stakeholder consultation and participation**

The consultation and participation of stakeholders in the development of this RAP consisted of carrying out the activities presented below.

consultation and participation of stakeholders in the development of this RAP consisted of carrying out the activities presented below.

- The development and transmission of information letters annexed to the field mission program and the list of people to be met to the prefectural and sub-prefectural authorities of the project area, in order to mobilize and prepare the organization of public information and consultation meetings with stakeholders.
- The holding of three (03) public meetings including 02 in the premises of the Sub-prefectures of Bouandougou and Marandallah and 01 in the premises of the Dianra prefecture integrating the Sub-prefectures of Dianra and Dianra-village. These meetings recorded the participation of representatives of State structures, local populations, Civil Society Organizations, as well as those responsible for economic activities bordering the project and PAPs, with a view to obtaining their involvement and their support for the project and the mission of developing the PAR. There was then the holding of local public meetings in all the villages bordering the planned road. The concerns and recommendations arising from these consultations held from November 7 to 19, 2023 are essentially: (i) compensation for people who will be affected by the Project, commensurate with the damage suffered, (ii) compensation without intermediary for affected people by the project in their respective localities, (iii) taking into account the expectations of the localities, (iv) cash compensation for people who will be affected by the



implementation of the Project, (v) for people without identity documents , allow compensation to be made through a family member, (vi) taking into account the graves likely to be affected in the execution of the Project, (vii) the effective and rapid completion of the Project.

## **X. Complaints management mechanism**

Conflicts or complaints may arise during compensation and/or livelihood restoration operations. For their resolution or the taking into account of the concerns expressed, a complaints management mechanism put in place at the start of the implementation of the PR. This mechanism describes the main stages of processing complaints, as well as the main avenues of appeal with a project preference for amicable settlement over legal recourse.

The amicable settlement with or without mediation is managed by the CE-PAR, the RAP Regional Monitoring Committee and the UC-PCR, in collaboration with the NGO responsible for social monitoring of PAPs and intermediation, while legal recourse lies with the competent court in the administrative district hosting the project.

## **XI. Organizational responsibilities for RAP implementation**

The definition of the RAP implementation strategy consisted of the presentation of the RAP execution bodies to be put in place, the breakdown of the RAP implementation procedure, the description of the RAP financing procedure. PR and then, monitoring-evaluation methods.

### **• RAP implementation bodies**

The organizational system necessary for the implementation of this RAP consists, in addition to the PCR-CI Coordination Unit already created, of the following three bodies to be set up:

- The RAP Regional Monitoring Committee plays the role of interface between all structures involved in implementing the RAP, and is responsible for steering and controlling the RAP execution process;
- The PR Administrative Commission (CA-PAR) is responsible for carrying out expropriation operations of affected real estate as part of the implementation of the RAP, by identifying the impacted lands, their owners and setting the unit cost of compensation for rural land;
- The PR Execution Unit responsible for the operational execution of the implementation activities of this RAP.

### **• RAP implementation procedures**

After the validation and approval of this RAP, the main activities necessary to carry out in the RAP implementation process are:

- Establishment of RAP execution bodies;
- Mobilization of funds for financing the RAP;
- Organization of information and consultation meetings for PAPs;
- Social monitoring of PAPs and intermediation;
- Instruction or updating of socio-economic survey data from PAP databases, display of PAP listings and processing of complaints;
- Identification of land properties and establishment of negotiation agreements;
- Negotiation, establishment and signing of acts of compensation for losses;
- Publication of transferability orders;
- Studies and/or development of resettlement sites for households, businesses and services;
- Grave moving;
- Processing and payment of compensation for PAPs;
- Social monitoring of the displacement and resettlement of PAPs;
- Processing of non-compensation files;
- Monitoring the release of the project area;

- Implementation of measures to restore livelihoods;
- Monitoring and evaluation of RAP implementation activities (involving the periodic production of activity reports, support missions from Technical and Financial partners (PTF), and the carrying out of completion audits).

#### • **RAP financing procedures**

To carry out the compensation operation for people affected by the project within a timeframe compatible with the project, the State of Côte d'Ivoire will take all necessary measures for the mobilization and implementation of the required funds. Management of the bank account dedicated to the RAP will be the responsibility of the UCPCR-CI and will be done in accordance with the validated and approved RAP budget, and the procedure required for the liquidation of expenses.

### **XII. Detailed RAP implementation budget**

The overall budget for the implementation of the RAP is 1, 996, 793, 873 XOF (3,203,116.96 USD), including

- **1,556, 502, 157XOF** for compensation for loss of property, 1
- **113 ,770, 000 XOF** for the restoration of livelihoods,
- **3,200,000 XOF** establishment of the CNI or consular card,
- **4,095,000 XOF** for assistance to vulnerable persons,
- **140,900,000 XOF** for the project management of the RAP,
- **181,526,716XOF** for miscellaneous and unforeseen events (representing 10% of the total sum of the previous amounts).

The RAP will be entirely pre-financed by the State of Côte d'Ivoire.

### **XIII. RAP implementation schedule**

The RAP will be implemented within four (04) months including 01 months for the preparation of the execution of the RAP (establishment of executing bodies, mobilization of funds and updating of socio-economic survey data) 01 months for the negotiations and signing of compensation agreements and for the payment of compensation, and 02 months for the implementation of measures to restore livelihoods and assistance to vulnerable people. The completion audit will take place 3 months after the end of the implementation of the restoration measures.

### **XIV. Monitoring and evaluation of RAP implementation**

The objective of monitoring is to report to Project managers any problems that arise and to ensure that RAP procedures are respected. The CE-PAR will rely on the NGO to ensure internal monitoring of the implementation of the PAR, which consists of ensuring that the main activities take place in accordance with the planned schedule, provisions and requirements, based on the main indicators. to be reflected in periodic activity reports.

The assessment of the resettlement plan can be carried out once most of the compensation has been paid and almost all of the resettlement has been completed. The objective of the evaluation is to certify that all PAPs are properly resettled and that all activities are properly restored, by carrying out a completion audit based on the evaluation indicators contained in the Terms of Reference (TOR). of said study.

### **XV. Modalities for validation, approval and dissemination of the RAP report**

At the end of the development of this RAP, the document will be submitted to validation by an interministerial committee and approved by issuing a Notice of No Objection from the World Bank. Then, the RAP will be published on the websites of the PCR-CI, the Ministry of Equipment and Road Maintenance, and the Ministry of Construction, Housing and Urban Planning. Finally, the final RAP report will be available from the local administrations concerned.

## 1. INTRODUCTION

### 1.1. Contexte et justification du sous projet

La Côte d'Ivoire, face aux crises socio-politiques qu'elle a connues, a retrouvé de nos jours la stabilité, et renoué progressivement avec la prospérité. En effet, en 2019, le pays était devenu une des économies à la croissance la plus rapide d'Afrique subsaharienne, avec une croissance du PIB réel par habitant de 5,7% en moyenne. Sur la base du seuil de pauvreté national (avec 241 145 FCFA par personne en un an<sup>1</sup>), le taux de pauvreté a diminué, passant d'un taux estimé à 55% en 2011 à 39% en 2018. Toutefois, des disparités régionales persistent et les taux de pauvreté les plus élevés sont enregistrés dans les régions du Nord.

Ce niveau de pauvreté est la résultante des difficultés d'accès aux opportunités économiques, à la couverture numérique et aux infrastructures socio-économiques de base telles que les routes, écoles, centres de santé, etc. Aussi, Les zones rurales de ces régions sont confrontées à plusieurs chocs internes et externes tels que les conflits entre éleveurs et agriculteurs, la violence relative au terrorisme et les impacts du changement climatique.

Afin d'apporter un appui à la résorption de la situation de conflits entre éleveurs et agriculteurs, la violence relative au terrorisme et les impacts du changement climatique dans les zones rurales des 11 régions de la partie nord de la Côte d'Ivoire, la Banque mondiale et la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures (AIIB) ont décidé de cofinancer le Projet de Connectivité inclusive et d'infrastructures Rurales (PCR). Ce projet vise principalement l'accessibilité aux zones rurales des régions cibles aux services sociaux de base (écoles, centres de santé, etc.) par l'aménagement et l'entretien des routes rurales dites « stratégiques ». C'est dans le cadre de ce projet, qu'il est prévu l'aménagement et le bitumage de la route Dianra – Dianra-village – Marandallah – Bouandougou, longue de 113 km, comme un itinéraire prioritaire dans la région du Béré. A ce linéaire s'ajoute 4 km de bretelle ralliant Kafegué à Nguissidougou, soit un linéaire total de 117 km<sup>2</sup>. (STUDI International : Rapport technique d'APD, Version définitive, Octobre 2023.).

En dépit des impacts positifs attendus à travers la réalisation de ce sous-projet, sa réalisation pourrait engendrer des impacts sociaux négatifs notamment des pertes de biens, d'actifs et de sources de revenus susceptibles de porter préjudices aux personnes affectées.

Ce contexte justifie la préparation du présent Plan d'Action de Réinstallation (PAR) requis au titre de la NES n°5 du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale.

Il s'inspire du Cadre de Politique de Réinstallation (CPR<sup>3</sup> décembre 2022) conçu en amont lors de la préparation du PCR et qui donne les lignes directrices du PAR et les principes sur lesquels il doit être élaboré conformément à la norme environnementale et sociale (NES) 5 « Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire » du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale, ainsi que de la réglementation ivoirienne, qui établit les principes de réinstallation, les dispositions organisationnelles, les mécanismes de financement et les critères de conception à appliquer aux projets à préparer pendant la mise en œuvre du PCR.

Le PAR fournit des informations socio-économiques de référence sur les personnes affectées, identifie et évalue les impacts et leurs implications sur le processus de réinstallation et d'indemnisation. Aussi, il présente une matrice des indemnisations, décrit les mesures de réinstallation et d'assistance aux personnes vulnérables. Enfin, il définit les modalités de mise en œuvre et les indicateurs de suivi de la mise en œuvre de tous les aspects du PAR.

---

<sup>1</sup> Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement : Rapport de l'enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire (ENV 2015)

<sup>2</sup> STUDI International : Rapport technique d'APD, Version définitive, Octobre 2023.

<sup>3</sup> CC-PRICI : Cadre de Réinstallation du Projet de Connectivité inclusive et d'infrastructures Rurales en Côte d'Ivoire (PCR-CI), Décembre 2022. <https://www.prici.ci/autres-rapports/pacoga/2212201656.html>

## **1.2. Approche méthodologique d'élaboration du PAR**

La méthodologie utilisée pour l'élaboration du présent PAR se décline en quatre (4) principales étapes ci-après explicitées. Il s'agit :

- préparation de la mission : du 20 octobre au 05 novembre 2024 ;
- réalisation de l'enquête socio-économique dans la zone du projet : du 07 novembre au 19 décembre 2023 ;
- analyse et le traitement des données recueillies (20 décembre 2023 au 10 janvier 2024); exploitation des résultats d'enquête socio-économique et rédaction du PAR ( 15 au 31 janvier 2024).

### **1.2.1. Préparation de la mission**

La phase préparatoire de la mission a été l'occasion de réaliser les principales activités suivantes du 20 octobre au 05 novembre 2023 :

- la réunion de cadrage méthodologique et de démarrage de la mission le 20 octobre 2023 ;
- l'élaboration du rapport de démarrage de la mission intégrant le détail de la méthodologie, les outils de collecte et le planning de la mission ;
- l'élaboration et la diffusion de courriers par la coordination du projet aux autorités administratives (Préfets et Sous-préfets) pour information et mobilisation des parties prenantes à participer aux réunions de lancement de la mission ;
- les échanges téléphoniques et les rencontres préliminaires avec les autorités administratives pour préparer la tenue des réunions de lancement de la mission ;
- la recherche documentaire qui a consisté à consulter et exploiter les documents sur le projet (termes de références de la mission, rapport d'études techniques et plans du projet (APD) , CR, CGES, EIES, MGP, PMPP, etc.), les documents relatifs à l'environnement socioéconomique de la zone d'influence directe et indirecte du projet (les fiches monographiques des sous-préfectures de Dianra, Dianra village, de Marandallah, Sarhala et Bouandougou le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2021) , les rapports statistiques, démographiques et socio-économiques comme l'Enquête sur le Niveau de Vie des ménages en Côte d'Ivoire de 2015 (ENV 2015) et le Plan National de Développement 2016 – 2020 (PND 2016 – 2020) ;
- la préparation des supports d'enquête qui a consisté à élaborer le questionnaire général d'identification des personnes, des biens et services affectés par le projet (en annexe 1). Ce questionnaire a été élaboré suite à une identification précise des types de pertes et des catégories de personnes affectées (chef de ménage, responsable d'équipement, gérant d'activité commerciale, exploitants agricoles, propriétaires de terrains impactés, propriétaires non résident) retrouvés dans l'emprise de la route.

### **1.2.2. Réalisation de l'enquête socio-économique dans la zone du projet**

L'enquête socio-économique a consisté à la réalisation des principales activités suivantes :

- l'organisation, dans les locaux des sous-préfectures riveraines du projet, des réunions de consultation et de lancement de la mission d'enquête socio-économique pour l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des personnes affectées par les travaux d'aménagement et de bitumage de la route Dianra – Bouandougou (du 07 au 08 novembre 2023) cf annexe 3 ;
- la réalisation de l'enquête localité avec les autorités coutumières et les responsables de groupes sociaux dans les localités (villes, villages et campements) riveraines de la route à aménager (du 09 novembre au 19 décembre 2023) ;

- l'identification des biens et services dans l'emprise des travaux de la route Dianra - Bouandougou par la numérotation des bâtiments en utilisant de la peinture jaune pour le marquage (du 07 novembre au 19 décembre 2023) ;
- le recensement ou le profilage des personnes affectées par l'aménagement et le bitumage de la route Dianra – Bouandougou sur la période ci-dessus précisée ;
- l'expertise immobilière des bâtiments et terrains urbains identifiés dans l'emprise des travaux de construction de la route Dianra – Bouandougou sur la période ci-dessus précisée ;
- la constitution des bases de données des PAP et des biens immobiliers et agricoles évalués sur la période ci-dessus précisée ;
- la rédaction du rapport provisoire du PAR a été fait suite à la transmission des rapports d'évaluation des biens agricoles et immobiliers.

### **1.2.3. Analyse et traitement des données recueillies**

À l'issue des missions de collecte de données, il a été procédé au dépouillement, à l'analyse et au traitement des données à l'aide du logiciel Excel qui ont permis de dresser une liste exhaustive des Personnes affectées par le Projet (PAP), d'évaluer l'ensemble des pertes et des préjudices subis par ces personnes affectées et d'établir leur profil socio-économique.

### **1.2.4. Exploitation des résultats d'enquête socio-économique et rédaction du PAR**

Le procédé a consisté à :

- la consolidation et la validation des bases de données des PAP et des biens évalués ;
- la réalisation de requêtes dans la base de données des PAP suivant les variables de localisation et de caractérisation socio-économique ;
- l'analyse des résultats des requêtes et rédaction du rapport du PAR conformément au plan proposé dans les TDR.

## **2. PRESENTATION DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA - BOUANDOUGOU**

### **2.1. Localisation de la zone du projet**

Le projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou est localisé dans la région du Béré faisant partie des onze (11) régions de la partie nord de la Côte d'Ivoire.

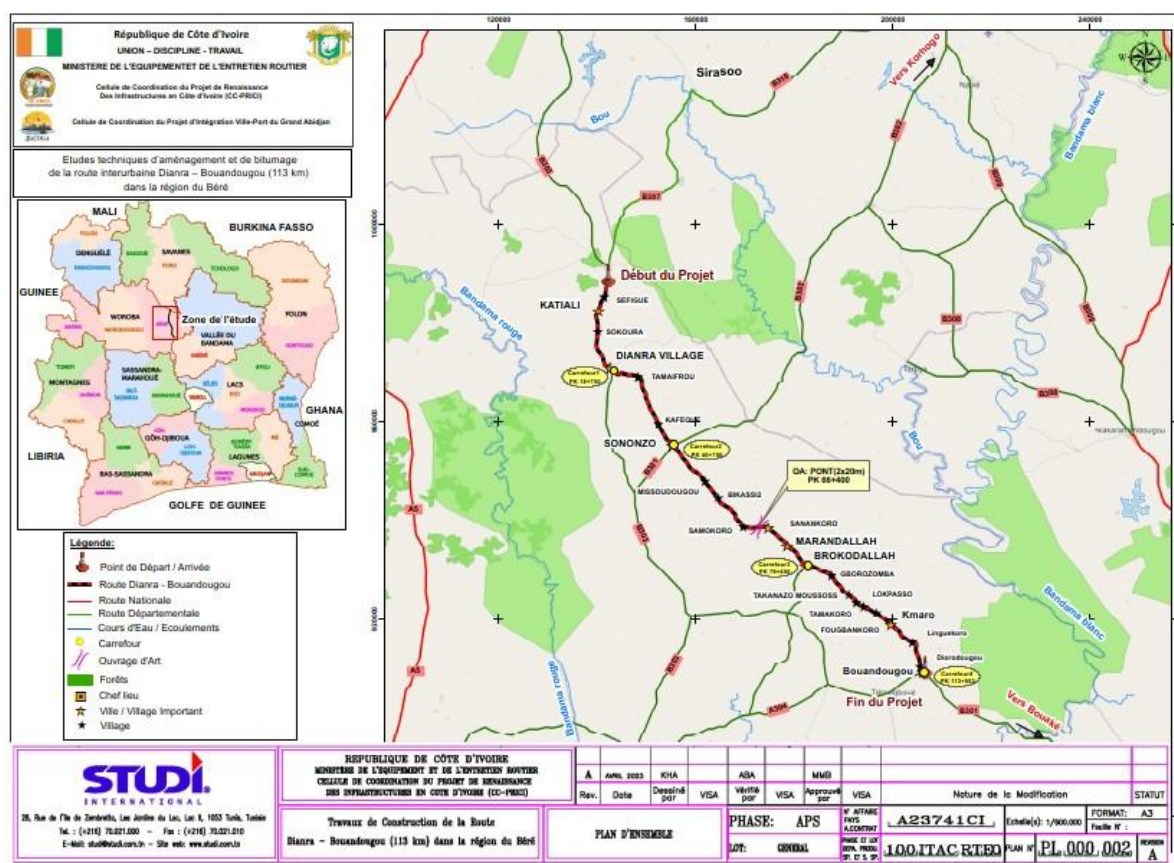
La région du Béré se localise au centre-nord de la Côte d'Ivoire à 520 km d'Abidjan. Elle est limitée au nord par les régions de la Bagoué et du Poro, au sud par les régions du Gbêkê, de la Marahoué et du Haut Sassandra, à l'est par la région du Hambol et à l'ouest par la région du Worodougou. Elle a une superficie de 13 293 km<sup>2</sup>.

Le projet traverse au total deux (2) départements (Dianra et Mankono) et cinq (05) sous-préfectures (Dianra, Dianra-village, Saralah, Marandalah et Bouandougou) comptant 32 localités dont les populations et biens riverains de la route sont susceptibles d'être affectés par les travaux envisagés. Les localités traversées par la route Dianra – Bouandougou (113 km) et la bretelle de 4 km ralliant la localité de N'guissidougou à partir de Kafegué sont : Dianra, Séfigué, Katiali, Toutey, Campement Daouda, Campement Nanourougokaha, Kan-Sokoura, Tomikro, Dianra-village, Tamafourou, Kafigué, N'guissidougou, Sononzo, Missidougou, Bikassi 2, Somokoro ; Sanankoro ; Tégupé ; Marandalah, Kpesso, Brokodallah 1, Brokodallah 2, Gborozomba, Takanazo/Moussosso, Takakoro/Dioulasso, Fouroubankoro, Lokpasso, Kamoro, Kpalé, Linguékoro, Diorodougou, Bouandougou.

La carte ci-dessous donne un aperçu de la localisation du sous-projet.



Figure 1 : Localisation Géographique du site du sous-projet



Source : Rapport d'APS, Etude Technique, STUDI INTERNATIONAL, avril 2023

La zone du projet est décrite en distinguant, d'une part, la zone d'influence indirecte constituée de la région du Béré avec les départements, sous-préfectures et localités riveraines de la route projetée, et d'autre part, la zone d'influence directe qui se limite à l'emprise des travaux et son environnement immédiat.

Il s'agit ici de présenter les généralités en matière de situation géographique, administrative, démographique, sociale, économique et culturelle de la région du Béré avec les spécificités des départements de Dianra et de Mankono et de leurs sous-préfectures traversées par le projet. D'autre part, les caractéristiques spécifiques des localités riveraines du projet seront synthétisées par sous-préfecture. La présentation synthétique de l'occupation de l'emprise des travaux désignant la nature des biens et services affectés par le projet est dans le tableau (2).

## 2.1.1. Généralités sur la région du Béré et les départements de Dianra et de Mankono

### 2.1.1.1. Situation géographique et administrative

La région du Béré se localise au centre-nord de la Côte d'Ivoire à 520 km d'Abidjan. Elle est limitée au nord les régions de la Bagoué et du Poro, au sud par les régions du Gbêkê, de la Marahoué et du Haut Sassandra, à l'est par la région du Hambol et à l'ouest par la région du Worodougou. Elle a une superficie de 13 293 km<sup>2</sup>.

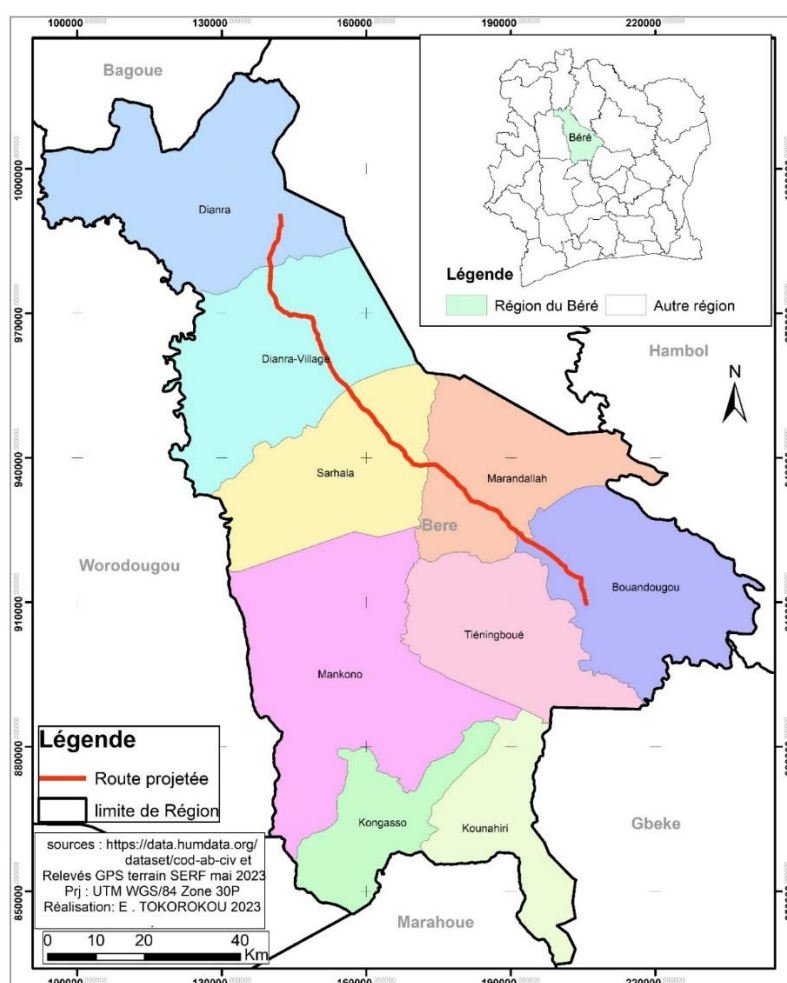
Par sa localisation au nord de la Côte d'Ivoire, la zone du projet se distingue par un seul régime climatique : le régime subtropical ou climat soudanais, caractérisé par deux saisons, une saison pluvieuse d'avril à octobre (7 mois) et une saison sèche de novembre à mars (5 mois) accentuée par

l'Harmattan. Les précipitations moyenne annuelles enregistrées sont de 899.6 mm et inférieures à 1200 mm (ASSOKO Sandrine, mai 2023).

La région du Béré fait partie des circonscriptions administratives créées ~~PR~~ par le décret n° 2011-263 du 28 septembre 2011 portant organisation du territoire national en districts et en régions. Les départements de Dianra (comprenant les sous-préfectures de Dianra et Dianra village), Kounahiri (constitué des sous-préfectures de Kongasso et Kounahiri) et Mankono (avec les sous-préfectures de Bouandougou, Mankono, Marandalah, Sarhala et Tiéningboué) composent la région du Béré.

Les sous-préfectures de Dianra, Dianra village, Sarhala, Marandalah et Bouandougou (dans les départements de Dianra et Mankono) sont particulièrement concernées par le projet qui les traverse. La figure ci-dessous donne un aperçu de la localisation de la région du Béré et des sous-préfectures traversées par le projet.

Figure 2 : Carte de localisation de la zone du projet.



### 2.1.1.2. Situation démographique et organisation socio-culturelle

La population de la région du Béré est, selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2021 (RGPH 2021) de 492 151 habitants dont 256 585 hommes (soit, 52%) et 235 566 femmes (soit, 48%). Le tableau ci-dessous donne répartition de la population par département et sous-préfecture de la région du Béré.

Tableau 1 : Répartition de la population de la Région du Béré par département et sous-préfecture

Département	Sous-préfecture	Population 2021				Ménage	
		Homme	Femme	Total	Proportion (%)	Nombre	Taille moyenne
Dianra	Dianra	31 363	30 164	61 527	12,5	11 176	5,5
	Dianra village	29 172	28 447	57 619	11,7	9 752	5,9
<b>Total Dianra</b>		<b>60 535</b>	<b>58 611</b>	<b>119 146</b>	<b>24,2</b>	<b>20 928</b>	<b>5,7</b>
Kounahiri	Kongasso	19 709	17 572	37 281	7,6	5 462	6,8
	Kounahiri	33 781	30 049	63 830	12,9	9 326	6,8
<b>Total Kounahiri</b>		<b>53 490</b>	<b>47 621</b>	<b>101 111</b>	<b>20,5</b>	<b>14 788</b>	<b>6,8</b>
Mankono	Bouandougou	23 612	21 882	45 494	9,2	9 705	4,7
	Mankono	39 359	34 806	74 165	15,1	11 877	6,2
	Marandalah	22 006	20 723	42 729	8,7	6 243	6,8
	Sarhala	22 617	19 834	42 450	8,6	9 372	4,5
	Tiéningboué	34 965	32 090	67 055	13,6	8 640	7,8
<b>Total Mankono</b>		<b>142 560</b>	<b>129 334</b>	<b>271 894</b>	<b>55,2</b>	<b>45 837</b>	<b>5,9</b>
<b>Région Béré</b>		<b>256 585</b>	<b>235 566</b>	<b>492 151</b>	<b>100,0</b>	<b>81 553</b>	<b>6,0</b>

Source : RGPH 2021

A l'exception des sous-préfectures du département de Kounahiri et de celles de Mankono et de Tiéningboué dans le département de Mankono, **la population des cinq autres sous-préfectures traversées par le projet est de 249 820 habitants, soit 50,7% de l'ensemble de la Région du Béré.**

La population de la zone du projet est cosmopolite et constituée d'autochtones Sénoufo et Malinké, d'allochtones originaires de diverses régions de la Côte d'Ivoire, et d'allogènes ressortissants des pays de la CEDEAO, notamment des Burkinabés, Maliens, Nigériens, Sénégalais et Guinéens. (Rapport général du RGPH 2021).

La société autochtone est stratifiée en castes (les Nobles, les Forgerons, les Cordonniers) ; et le pouvoir est exercé par les Nobles. Par le passé, les castes ne se mariaient pas entre elles ; et pendant longtemps des sociétés secrètes ont existé (les chasseurs, les masques).

L'un des traits les plus caractéristiques de cette société, comme ailleurs, c'est l'existence de la notion de famille élargie. Le chef de famille c'est le père, ou plus généralement l'homme le plus âgé ; à la mort du père, les responsabilités de chef de famille sont assumées par l'oncle aîné.

Ce patriarcat groupe autour de lui ses « femmes et ses enfants, ses frères avec leurs femmes et leurs enfants. Les étrangers qui ont séjourné dans une famille pendant deux ans environ deviennent des membres à part entière de cette famille. L'excision et la circoncision faisaient partie de l'éducation de la jeune fille et du jeune garçon. Mais cette pratique est désormais proscrite.

La population embrasse plusieurs religions dont les plus significatives sont : l'Islam, le Christianisme et l'Animisme.

#### **2.1.1.3. Situation économique**

L'économie de la Région du Béré, notamment de la zone du projet, s'appuie sur un modèle centré sur l'agriculture et l'élevage. Au niveau de l'agriculture, il se pratique des cultures de rentes (coton, anacarde, mangue et canne à sucre), des cultures vivrières (maïs, arachide, riz et igname, sorgho,



haricot...) et des cultures maraîchères (oignon, tomate, aubergine, piment, gombo, chou, concombre...). On note également d'autres cultures telles que le néré et le karité. (PS Gouv, 2019). De façon générale, les femmes participent significativement dans la production des cultures vivrières. Toutefois, de plus en plus, on rencontre quelques femmes dans la production de cultures pérennes notamment dans la culture d'anacarde.

Naguère pratiqué par des allochtones, l'élevage est depuis peu principalement du domaine des populations locales qui possèdent des bovins, ovins, porcins et caprins. Hormis ces grands animaux, de petits animaux tels que les volailles (poulets de chair, pondeuses, poulets indigènes) sont aussi élevés dans des fermes avicoles standards, en batteries ou en plein air.

Le secteur industriel dans le Béré est dominé par la production et l'exploitation de l'anacarde et du coton qui à cet effet représentent les principales cultures industrielles. Plusieurs unités industrielles y mènent des activités de collecte et de transformation de ces matières premières. Ce sont entre autres : Ivoire Coton, la Compagnie Ivoirienne de Coton (COIC) et la Compagnie Ivoirienne de Développement du Textile (CIDT).

La région compte également des ressources géologiques et minières. En effet, la carte métallogénique régionale, selon la Société de Développement des Mines (SODEMI), indique la présence en quantité importante de différents types de minerais, tels que l'or, le diamant, le tungstène, le cuivre, le graphite, le nickel, le manganèse, le chrome, le baryum, le lithium, le thorium, les roches et les graviers. (<https://ivoirepolitique.org/presentation-de-bere/>)

Le commerce dans le Béré est plutôt une affaire de particuliers vendant au gros et au détail des produits de première nécessité. Ce secteur est dominé par des ressortissants de la sous-région, notamment des Nigériens, Guinéens et Maliens qui possèdent des boutiques et de grands magasins. Les autochtones intervenant dans ce secteur, sont surtout spécialisés dans la vente de produits agricoles. Le bétail et les volailles sont commercialisés sur des marchés dédiés. Mais aussi différentes sortes de poisson, conditionnés dans des entrepôts frigorifiques (*Enquête socioéconomique du PR décembre 2023*).

L'artisanat est représenté par des métiers essentiellement manuels tels que la bijouterie, la poterie, le tissage, la vannerie, la sculpture et plusieurs autres petits métiers dont la particularité est l'utilisation de matières premières locales.

#### **2.1.1.4. Régime foncier**

Les règles qui régissent l'accès au foncier exercent aussi une influence sur le type d'agriculture et d'autres usages des terres, et par conséquent, sur la nature et le rythme des destructions des ressources naturelles. Le développement des cultures commerciales a bouleversé les règles traditionnelles dans l'occupation des terres agricoles. Le développement des grandes villes exerce une pression supplémentaire sur le foncier non bâti. La loi n° 2019-868 du 14 octobre 2019 modifiant la loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural, telle que modifiée par les lois n° 2004-412 du 14 août 2004 et n° 2013-655 du 13 septembre 2013, ainsi que la Stratégie et le Programme National de Sécurisation Foncière (2023), visent à résoudre les nombreux problèmes fonciers. Cette loi constitue le cadre juridique permettant de transformer en droit de propriété moderne les droits coutumiers non écrits et de sécuriser l'accès à la terre des propriétaires ivoiriens du Domaine Foncier Rural Coutumier (DFRC) et celui des occupants ivoiriens non admis au Titre Foncier (SANGARE A. et al., 2009).

#### **2.1.1.5. Situation de l'habitat et du cadre de vie**

Les localités traversées par le projet sont en majorité loties avec des rues non bitumées. Il existe dans ces localités quatre (04) principaux types d'habitats (voir photo annexe 7) plus ou moins importants en nombre :

- Habitat de haut et moyen standing : les villas et appartements anciens possédant un certain confort (au niveau surtout des chefs-lieux de circonscriptions administratives).

- Habitat économique moderne : constitué de logements « en bande » et des logements « en hauteur ».
- Habitat évolutif ou cour commune.
- Habitat traditionnel (typique des villages) : ce sont des cases traditionnelles rectangulaires, aux murs de terre battis sur une structure en bois.

La région du Béré compte plusieurs établissements scolaires publics et privés en fonction des différents ordres d'enseignement. Ainsi, selon l'annuaire statistique 2022 du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) les Taux Brut de Scolarisation (TBS) sont :

- de 7,45% au préscolaire,
- de 79,0% pour les garçons et 89,1% pour les filles au primaire,
- de 51,7% au premier cycle et de 16,9% au second cycle dans le secondaire.

Quelques images en annexe 7 donnent un aperçu de l'habitat et des équipements dans quelques localités riveraines de la route Dianra – Bouandougou.

## **2.1.2. Caractéristiques spécifiques des localités riveraines du projet**

### **2.1.2.1. Localités de la Sous-préfecture de Dianra**

Ce sont six (06) localités de la Sous-préfecture de Dianra qui sont traversées par la route projetée. Ces localités se composent de la ville de Dianra, chef-lieu de préfecture et de sous-préfecture, de trois (03) villages (Séfigué, Katiali, Toutey) et de deux (02) campements (Nanourougokaha et campement Daouda) rattachés au village de Katiali.

A l'exception des campements, toutes les localités sont loties, électrifiées, accessibles aux ondes de radios, télévisions et téléphonie mobile. Elles disposent également de pompes hydrauliques villageoises et d'écoles primaires (à l'exception de Toutey). Dianra est doté spécifiquement de trois (03) écoles préscolaires dont 02 privées, de deux (02) écoles primaires publiques et de sept (07) écoles secondaires d'enseignement général dont six (06) privées.

### **2.1.2.2. Localités de la Sous-préfecture de Dianra-village**

Les localités de cette sous-préfecture traversées par le projet sont au nombre de sept (07) dont Dianra-village, le chef-lieu de sous-préfecture et six (06) villages (Kan-Sokoura, Tomikro, Tamafrou, N'guissidougou, Kafégué et Sononzo).

Toutes ces localités sont loties, électrifiées, accessibles aux ondes de radios, télévisions et de téléphonies mobiles. Elles disposent également de pompes hydrauliques villageoises et d'écoles primaires. Il n'existe qu'un centre de santé à Dianra-village, Kan-Sokoura, Sononzo et Tammafrou tandis que Tomikro, Kafégué et N'guissidougou n'en disposent pas.

### **2.1.2.3. Localités de la Sous-préfecture de Sarhala**

Les localités de cette sous-préfecture traversées par la route sont essentiellement les villages de Missidougou, Bikassi 2 et Somokoro. Ces villages sont lotis, électrifiés, accessibles aux ondes de radios, de télévision, de téléphonie mobile, et bénéficient de pompes hydrauliques villageoises, d'écoles primaires et de centre de santé. Bikassi 2 reste le seul village qui ne dispose pas encore de centre de santé.

### **2.1.2.4. Localités de la Sous-préfecture de Marandallah**

Dans la Sous-préfecture de Marandallah, il y a sept (07) localités qui sont traversées par le projet dont Marandallah, le chef-lieu de circonscription, et les villages de Samakoro, Tégupé, Kpesso, Brokodallah 1, Brokodallah 2 et Gborozamba. Marandallah est loti et dispose d'une école préscolaire et de deux (02) écoles primaires publiques, de deux (02) écoles secondaires générales dont une (01)

privée, d'un (01) centre de santé, d'un (01) centre de santé privé et d'un (01) dépôt de pharmacie. Les villages sont lotis, électrifiés et dotés d'écoles primaires et de centre de santé, à l'exception de Sanankoro, Tégupé, Brokodallah 1 et Brokodallah 2 qui ne sont pas encore dotés de centre de santé.

#### **2.1.2.5. Localités de la Sous-préfecture de Bouandougou**

La Sous-préfecture de Bouandougou compte huit (08) localités traversées par le projet dont Bouandougou, le chef-lieu de circonscription, et sept (07) villages que sont Linguékro, Kpalé, Kamoro, Tabakoro-Dioulaso, Fourougbankoro, Lokpasso et Takanazo-Moussosso. Loti et électrifié, Bouandougou dispose d'un centre de santé, d'une (01) pharmacie, de deux (02) écoles préscolaires publiques, de deux (02) écoles primaires publiques, de trois (03) écoles secondaires générales dont deux (02) écoles privées. Les villages sont lotis, électrifiés et dotés de pompes hydrauliques villageoises et d'écoles primaires. Dans cette circonscription, il n'existe pas de structures de santé dans les localités de Takanazo-Moussosso, Lokpasso, Tabakoro-Dioulaso, Fourougbankoro, Pkalè, Linguékoro et Diorodougou.

#### **2.1.3. Aperçu général de l'occupation de l'emprise du projet**

La mission d'enquête socio-économique conduite de novembre à décembre 2023 a permis d'identifier les différents types de biens et services occupant l'emprise du projet dans les localités traversées. Les biens et services établis dans l'emprise se composent essentiellement de : (i) terres rurales coutumières, terrains ruraux, cultures agricoles, bâtis à usages divers, habitations, commerces, services artisanaux, pharmacie, niches de compteurs électriques (prises en compte dans le déplacement de réseau). La presque totalité des localités riveraines de la route projetée compte tous ces biens et services.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu général de l'occupation de l'emprise du projet par localité.

*Tableau 2 : Aperçu général de l'occupation de l'emprise du projet par localité*

<b>N° Ordre</b>	<b>Localité</b>	<b>Types de biens et services dans l'emprise du projet</b>
1	Dianra	Cultures agricoles et terre rurale
2	Séfigué	Bâti (enclos), cultures agricoles, terre rurale,
3	Katiali	Bâtis (ménage), cultures agricoles, terre rurale,
4	Toutey	Bâtis (ménage), Terre rurale
5	Nanougoukaha (campement)	Bâtis (habitation)
6	Campement Daouda	Terre rurale, commerces
7	Kan-Sokoura	Bâtis (magasins, habitation, pompe hydraulique villageoise), cultures agricoles, terre rurale, commerces et services artisanaux
8	Tomikro	Bâti (habitation), cultures agricoles, terre rurale,
9	Dianra-village	Bâtis (habitations, magasins, douche/wc, niches, pancarte, hangar, kiosque, cabines téléphoniques, lavage auto, moulin, poissonnerie, ...), cultures agricoles, terre rurale, commerces et services artisanaux
10	Tamafourou	Bâtis (douche), cultures agricoles, terre rurale,
11	Kafigué	Bâtis (habitation, magasins, niche, cuisine), cultures agricoles, terre rurale, commerces et services artisanaux

N° Ordre	Localité	Types de biens et services dans l'emprise du projet
12	N'guissidougou	Bâtis (cuisine), cultures agricoles, terre rurale,
13	Sononzo	Bâtis (habitation, clôture, douche, magasins) cultures agricoles, terre rurale, commerces et services artisanaux
14	Missidougou	Cultures agricoles, terre rurale,
15	Bikassi 2	Cultures agricoles, terre rurale,
16	Sanakoro	Bâtis, cultures agricoles, terre rurale, commerces et services artisanaux
16	Somokoro	Bâtis (magasins, hangars, kiosque), cultures agricoles, terre rurale, commerces et services artisanaux
17	Sanankoro	Bâti (habitation), cultures agricoles, terre rurale, commerces et services artisanaux
18	Téguépé	Cultures agricoles, terre rurale
19	Marandallah	Bâtis (habitations, magasins, garage, kiosque, restaurant, hangar, pancarte, lavage auto, ...), cultures agricoles, terre rurale, commerces et services artisanaux
20	Kpesso	Bâtis (magasins, terrasses magasins, hangars, contener, ...), cultures agricoles, terre rurale, commerces et services artisanaux
21	Brokodallah 1	Cultures agricoles, terre rurale
22	Brokodallah 2	Cultures agricoles, terre rurale
23	Gborozomba	Cultures agricoles, terre rurale
24	Takanazo/Moussosso	Cultures agricoles, terre rurale
25	Takakoro/Dioulasso	
26	Fourougbankoro	Cultures agricoles, terre rurale
27	Lokpasso	Bâti (magasin), cultures agricoles, terre rurale, commerces et services artisanaux
28	Kamoro	Bâtis (conteneur pour poissonnerie et lavage auto), cultures agricoles, terre rurale, commerces
29	Kpalé	Cultures agricoles, terre rurale
30	Linguékoro	Cultures agricoles, terre rurale
31	Diorodougou	Bâtis (habitation, magasins, hangar), commerces et services artisanaux
32	Bouandougou	Bâtis (habitations, niches, hangars, magasin, cuisine, lavage auto, kiosque, étables, enseigne lumineux, terrasse), cultures agricoles, terre rurale, commerces et services artisanaux

Source : Résultats d'enquêtes Direction Régionale de l'Agriculture (Novembre-Décembre 2023, Janvier 2024)

## 2.2. Consistance et caractéristiques du projet

Les travaux concernent l'aménagement et le bitumage d'un linéaire total de 117 km, y compris la bretelle d'accès à N'guissidougou. Il s'agit d'une route interurbaine à aménager globalement en 2x1 voie traversant la Région du Béré et permettant d'assurer une connexion privilégiée entre la région de la Bagoué au nord et celle du Gbêkê au sud. A la traversée des chefs-lieux de sous-préfecture (Dianra village, Marandallah et Bouandougou), la route sera aménagée en 2x2 voies.

Conformément au rapport technique d'APD d'octobre 2023 (pages 43 – 45), les principales caractéristiques des profils en travers types sont récapitulés dans le tableau ci-dessous.

*Tableau 3 : Principales caractéristiques des profils en travers types de l'aménagement et du bitumage de la route Dianra – Bouandougou*

Désignation	Caractéristiques des profils en travers types		
	Rase campagne (Section courante)	Traversée des villages	Traversée des chefs- lieux de sous- préfecture
Largeur de la plate-forme	12,00 m	15,00 m	25,00 m
Largeur de la chaussée	7,00 m (02 voies de 3,5 m chacune)	7,00 m (02 voies de 3,5 m chacune)	14,00 m (02 chaussées de 7 m chacune)
Largeur du TPC	-	-	3,00 m
Largeur de l'aire de stationnement	-	2 x 2,5 m	2 x 2,5 m
Largeur des Trottoirs	-	2 x 1,5 m	2 x 1,5 m
Largeur de l'accotement	2 x 2 m	-	-
Arrondi de talus	0,5 m côté remblai	-	-

L'aménagement propose le tracé de la route existante avec par endroit une rectification au niveau des virages pour respecter les normes de sécurité routière. Cela est perceptible au niveau de la bretelle Kafégoué – N'guissidougou (4 km environ) où les travaux impacteront les cultures agricoles existantes. En outre, on note des impacts au niveau de l'aménagement des carrefours (au nombre de six (06) dont la localisation et les caractéristiques<sup>4</sup> se présentent comme suit :

- Carrefour n°1 - Pk 18+753 : Situé au point de croisement avec la route départementale n°B303, à la traversée du village de Dianra, ce carrefour est de type giratoire (type 1) à 5 branches ;
- Carrefour n°2 – Pk 31+388 : situé au point de croisement avec la voie de liaison de N'GUESSEDOUDOU, ce carrefour est type 2. Des îlots séparateurs et des voies de stockage sont prévus afin de faciliter les mouvements de "Tourne à Gauche" à partir de la voie principale DIANRA BOUANDOUGOU.
- Carrefour n°3 - Pk 40+825 : Situé au Pk 40+825, à la traversée de SONONZO, ce carrefour est de type giratoire à 4 branches et se croise avec la route départementale n°B302.

<sup>4</sup> Rapport technique d'APD, Octobre 2023 (pages 45 – 49)

- Carrefour n°4 - Pk 63+100 : Situé au Pk 63+100, à la traversée de SAMOKORO, ce carrefour est de type giratoire à 4 branches.
- Carrefour n°5 - Pk 79+450 : Situé au Pk 79+450, à la traversée de KPESSO, ce carrefour est de type giratoire à 3 branches.
- Carrefour n°6 - À la fin du projet : Situé à Bouandougou, au point de croisement avec la route départementale n°B301, ce carrefour est de type giratoire à 3 branches.

### 3. IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS DU PROJET

#### 3.1. Alternatives et mécanismes pour minimiser la réinstallation

L'élaboration du présent PAR repose sur les principes de base de la NES n°5 « Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire » dont les deux ci-dessous cités invitent à explorer ou envisager toutes les alternatives possibles pour minimiser le déplacement de populations.

L'un des premiers principes de base de la NES n°5 « Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire » est d'éviter la réinstallation involontaire ; ou bien, lorsqu'elle est inévitable, la minimiser en envisageant des solutions de rechange lors de la conception du projet. Sur cette base, face à l'ampleur de l'impact du projet révélée par les premiers résultats consolidés des missions d'enquête socio-économique de novembre et décembre 2023, il a été convenu de minimiser les impacts négatifs en restant dans l'emprise défini conformément à l'APD qui est de 12-16 m en rase campagne (section courante), 15-19 m à la traversée des villages, et 25-29 m à la traversée des agglomérations (notamment les chefs-lieux de sous-préfectures).

En effet, l'étude d'impact environnemental et social du projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra – Bouandougou (février 2024 <https://www.prici.ci/eies/category/pcr-ci-2-8.html>) révèle des impacts dans l'emprise des travaux. Pour minimiser ces impacts socio-économiques, trois profils en travers types ont été retenus par rapport à la traversée des chefs-lieux de sous-préfecture, des villages et en section courante dont les plateformes ont respectivement une largeur de 25 m, 15 m et 12 m.

Cette initiative a permis de réduire le nombre de personnes et de biens impactés. Ainsi, le nombre de bâtis est passé de 710 à 183, le nombre de culture est passé de 421 à 324.

Le tableau ci-dessous permet d'apprécier les efforts de minimisation de l'impact négatif du projet sur les populations riveraines et leurs biens et services à travers une analyse comparative de l'ampleur des impacts dans les emprises initiale et modifiée.

*Tableau 4 : Analyse comparative de l'impact du projet dans les deux variantes d'emprise du projet*

Nature de l'impact	Emprise initiale <sup>5</sup> (3 m de recul)		Emprise définie dans l'APD		Ecart observé		Pourcentage (%)	
	Nombre	Superficie (ha)	Nombre	Superficie (ha)	Nombre	Superficie (ha)	Nombre	Superficie (ha)
Perte de foncier dans l'emprise	-	293,14	-	55,95	-	237,19	-	67,95%
Perte de parcelle agricoles coutumière	200	224,24	200	53,45	52	170,79	0 <sup>6</sup>	23,84%
Propriétaires de parcelles agricoles coutumière	198	-	146 <sup>7</sup>	-	52	-	15,12%	-
Propriétaires de cultures agricoles	421	-	324	-	97	-	13,02%	-
Perte de pieds de cultures agricoles	22 816	-	15 163	-	7 653	-	3,28%	-
Perte de bâtis	710	-	183	-	527	-	59,01%	-
Perte de Bâtiments composant les bâtis	1 037	-	294	-	743	-	55,82%	-

<sup>5</sup> Emprise initiale (3 m de recul) est égale à l'emprise défini dans l'APD plus 3 mètres de part et d'autre.

<sup>6</sup> Le nombre de parcelle agricole coutumière n'a pas changé, ce sont plutôt les superficies qui ont été réduites de 224,24 ha à 53,45ha.

<sup>7</sup> Sur les 146 propriétaires de parcelles agricoles coutumière, 85 d'entre eux sont exploitants agricoles propriétaires de parcelles et les 61 restants ont cédé leurs parcelles gracieusement aux 239 exploitants agricoles.

Nature de l'impact	Emprise initiale <sup>5</sup> (3 m de recul)		Emprise définie dans l'APD		Ecart observé		Pourcentage (%)	
	Nombre	Superficie (ha)	Nombre	Superficie (ha)	Nombre	Superficie (ha)	Nombre	Superficie (ha)
Perte de loyers pour les PNR bailleurs	78	-	47	-	31		24,08%	-
Perte de revenus tirés des commerces et services	536	-	135		401		59,76%	-
Perte de bâtis à usage d'habitations	115	-	11		-104	-	46,01%	-
Perte d'équipement (pompe hydraulique)	01	-	01	-	00	-	0%	-
Perte d'emplois et revenus	29	-	29	-	00	-	0%	

Source : Résultats d'enquêtes Direction Régionale de l'Agriculture (Novembre-Décembre 2023, Janvier 2024)

Il ressort du tableau que la minimisation de l'impact du projet est traduite par la réduction de l'assiette foncière de l'emprise du projet (réduite à 67,95% de superficie), des bâtis et des bâtiments qui les composent (réduits en nombre respectivement de 59,01% et de 55,82%), des habitations (réduites en nombre de 46,01%), des commerces et services (de nombre en baisse de 59,76%), et par le maintien en nombre inchangé de l'équipement.

### 3.2. Activités sources d'impacts sociaux négatifs

Les activités du projet qui sont à l'origine d'impacts sociaux négatifs sont à relier principalement avec la prise de possession des terres en phase de préparation pour construire la route selon les caractéristiques présentées à la section 2.2 du chapitre II du présent rapport, d'une part, et à la construction de la route elle-même, d'autre part.

De manière spécifique, les activités qui engendreront la réinstallation involontaire sont notamment le le dégagement des emprises techniques requises pour l'aménagement et le bitumage de la route et la la réalisation des ouvrages hydrauliques.

Les terres localisées dans les emprises du projet sont acquises de manière permanentes et temporaires.

En effet, pendant la phase de préparation du projet, la libération de l'emprise des travaux constitue la principale source d'impact temporaire ou permanent sur les biens et services identifiés ci-dessus (terres rurales coutumière exploitations agricoles, bâtis à usages divers, commerces, services artisanaux, habitations, niches de compteurs électriques, emplois et revenus) par localité riveraine.

En phase des travaux, il peut avoir la restriction d'accès à des habitations, commerces et services riverains, et/ou la perturbation de la fourniture d'électricité aux abonnés du fait du déplacement des réseaux et du déroulement des travaux avec ses corolaires de nuisances et risques suivants :

- émissions de poussière, bruit, et la survenue d'accidents, de fermeture d'accès, ... ;
- risques de Violences Basées sur le Genre (VBG) dont les Exploitations et Abus Sexuels/Harcèlement sexuel EAS/HS)) avec la présence d'ouvriers qui ne respecteront pas le code de bonne conduite qui sera exigé aux entreprises adjudicatrices ;
- risques de propagation des Infections sexuellement transmissibles, du VIH/SIDA, des grossesses non désirées du fait des ouvriers des entreprises qui se livreraient à des actes sexuels sans protection lors des travaux ;
- risques d'impact sur les bâtis du fait de vibration engendrées par les travaux.



Les activités sources d'impact et les types d'impacts négatifs qu'elles occasionnent sur les personnes et leurs biens et services sont déclinés dans le tableau ci-dessous.

*Tableau 5 : Aperçu général de la caractérisation des impacts socio-économique du projet*

Phase	Activités sources d'impact	Nature de la perte	Durée de l'impact	Zones d'impact
Phase de préparation	Libération de l'emprise	Perte de parcelles agricoles coutumières	Permanente	Toutes les localités riveraines à l'exception de Takakoro/Dioulasso
		Perte de cultures agricoles	Permanente	Toutes les localités riveraines à l'exception de Takakoro/Dioulasso
		Perte de bâtis	Permanente	Toutes les localités concernées à l'exception de Dianra, Takakoro/Dioulasso, Bikassi 2, Tégoué, Brokodallah 1 & 2, gborozomba, Takanazo/Moussosso, takakoro/Dioulasso, Fourougbankoro et Kpalè
		Perte de logement	Permanente	Toutes les localités concernées
		Perte d'activités, d'emplois et de revenus	Temporaire	Toutes les localités concernées
		Perte d'équipement (pompe hydraulique villageoise)	Permanente	Kan-Sokoura
Phase de travaux	Réalisation des travaux d'aménagement et de bitumage	Restriction d'accès aux commerces et services	Temporaire	Toutes les localités concernées
		Restriction d'accès aux habitations et services sociaux de base	Temporaire	Toutes les localités concernées
		Perturbation de la fourniture d'électricité	Temporaire	Toutes les localités riveraines exceptés celles non électrifiées (notamment les campements)

Source : Résultats d'enquêtes Direction Régionale de l'Agriculture (Novembre-Décembre 2023, Janvier 2024)

Par ailleurs, il faut noter que l'élevage des bovins, ovins et caprins est une activité de type traditionnel dans les localités traversées, Il n'a pas été identifié de fermes impactées par le projet.

### 3.3. Impacts négatifs sur les populations, les biens, les sources de revenus et de subsistance

Malgré les mesures d'optimisation discutées à la section 3.1, le Projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra – Bouandougou induira des pertes temporaires ou permanentes des biens, d'activités et moyens de subsistance.

Ces impacts sociaux négatifs du projet concernent suivants :

- les pertes de parcelles agricoles coutumières ;
- les pertes de cultures agricoles et de revenus tirés de ces cultures ;
- les pertes de bâtis à différents usages (habitation, agricole, commercial, etc);
- les pertes de commerces et services et les revenus qui en sont tirés ;
- les pertes d'emploi et de revenu des employés ;
- une pertes d'équipement (01 hydraulique villageoise).

Ces pertes concernent : (i) 146 propriétaires de 200 parcelles de terres rurales, (ii) 324 propriétaires de 345 exploitations agricoles, (iii) 183 personnes propriétaires de bâtis composés de 294 bâtiments répartis dans 19 localités, (iv) 135 commerces et services, (v) 13 ménages résidents dont 11

propriétaires et 02 locataires des habitations réparties dans 08 localités, (vi) 47 Propriétaires de bâtis Non-Résidents (PNR) bailleurs et 50 PNR non bailleurs, (vii) 29 employés de commerces et services.

L'ampleur de ces pertes se justifie par la position de l'emprise du projet (12 à 16 m en rase campagne et 15 à 19 m à la traversée des villages, et 25-29 m à la traversée des agglomérations (notamment les chefs-lieux de sous-préfecture) vis-à-vis des biens appartenant à ces personnes de part et d'autre de la route projetée. En considérant cette emprise déterminée par l'APD sur tout le linéaire de 117 km conformément à l'implantation faite par l'expert géomètre, la superficie totale de l'emprise des travaux est estimée à 2 340 000 m<sup>2</sup>, soit 234 ha. y compris l'emprise de la voie existante qui fait 1 811 876,52 m<sup>2</sup> soit 181,186 ha-

Par ailleurs, considérant l'aménagement de bandes d'arrêt, le redressement et le dédoublement par endroit de la voie existante, il est nécessaire d'acquérir de terres nouvelles dont la superficie totale est de 528 123,48 m<sup>2</sup> (soit, 52,81 ha) dont 277 740,48 m<sup>2</sup> et 250 383 m<sup>2</sup> respectivement dans les départements de Dianra et Mankono, selon l'expertise agricole réalisée de novembre 2023 à janvier 2024 par la Direction Régionale de l'agriculture du Béré. L'enquête socio-économique réalisée de novembre à décembre 2023 révèle un nombre relativement important de bâtis (710) et de petites parcelles agricoles coutumière (200) en moyenne (0,27ha) qui seront affectés.

### 3.3.1. Impact sur le foncier

Dans le cadre des travaux d'aménagement et de bitumage de la route Dianra-Bouandougou, le foncier urbain n'est pas concerné, ce sont au total 200 parcelles agricoles coutumière (dont 196 pour l'emprise de la route et 04 pour celle des pylônes) appartenant à 146 personnes réparties dans 32 localités qui seront affectées par le projet. Sur l'ensemble des 146 propriétaires de parcelles agricoles coutumière, 85 sont des exploitants agricoles propriétaires de parcelles et 61 sont des propriétaires de parcelles non exploitants agricoles qui ont cédé leurs parcelles gracieusement à 239 exploitants agricoles.

Aucun des propriétaires de parcelles agricoles n'a produit de titre de propriété pour attester son droit de jouissance légal sur les terres rurales affectées par le projet. La superficie totale des terres rurales affectées est de 534524 m<sup>2</sup> (soit, 53,45 ha) dont 280 941 m<sup>2</sup> (soit, 28, 09 ha) pour le département de Dianra et 253 583 m<sup>2</sup> (soit, 25, 35 ha) pour le département de Mankono. Pour ce qui concerne les sites de pylônes, il a été identifié quatre sites fonciers appartenant à quatre propriétaires. Celui de Bouandougou<sup>8</sup> situé dans l'enceinte de la Sous-préfecture relève du domaine public et ne fera pas objet d'indemnisation. Quant aux sites de Dianra-village et de Sononzo, ils bénéficieront respectivement d'une indemnisation relative à la perte de culture et de parcelles. Le site de Marrandalah n'ayant pas de culture bénéficiera d'une indemnisation de parcelle. Il y a lieu de mentionner que le foncier urbain n'est pas concerné par ce présent PAR.

Le tableau ci-dessous donne le détail sur la répartition par localité du nombre de parcelles agricoles et de propriétaires de parcelles agricoles coutumières, et des superficies affectées.

Tableau 6 : Récapitulatif des parcelles agricoles coutumières affectées par le projet

Localité	Nombre de propriétaires de parcelles agricoles coutumière			Nombre de parcelles agricoles coutumière			Superficie totale (en m <sup>2</sup> )			Superficie totale en hectare (ha)
	Emprise Route	Emprise Pilonnes	Total	Emprise Route	Emprise Pilonnes	Total	Emprise Route	Emprise Pilonnes	Total	Emprise totale
<b>Sous-préfecture de Dianra</b>										

<sup>8</sup> Le site prévu pour la construction du pylône à Bouandougou est situé dans l'enceinte de la sous-préfecture et relève du domaine public. Ce site n'étant pas exploité ne fera pas objet d'indemnisation.

Dianra	1	-	1	1	-	1	10 440	-	10 440	1,04
Séfiugué	1	-	1	1	-	1	23 280	-	23 280	2,33
Katiali	1	-	1	1	-	1	22 200	-	22 200	2,22
Toutey	1	-	1	1	-	1	7 320	-	7 320	0,73
<b>S/Total Dianra</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>63 240</b>	<b>-</b>	<b>63 240</b>	<b>6,32</b>
<b>Sous-préfecture de Dianra-Village</b>										
Dianra-Village	1	1	2	1	1	2	28349,28	1600	29 949,28	2,99
Kansokoura	3	-	3	3	-	3	27 365	-	27 365	2,74
Tomikro	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tamafrou	4	-	4	4	-	4	60693,24	-	60693,24	6,07
N'Guissidougou	1	-	1	1	-	1	13 070,52	-	13 070,52	1,31
Kafégué	4	-	4	4	-	4	54218,22	-	54218,22	5,42
Sononzo	3	1	4	3	1	4	30804,54	1600	32 404,54	3,24
<b>S/Total Dianra-Village</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>18</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>18</b>	<b>214 500,80</b>	<b>3 200</b>	<b>217 700,80</b>	<b>21,77</b>
<b>Total Département Dianra</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>22</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>22</b>	<b>277 741</b>	<b>3 200</b>	<b>280 941</b>	<b>28,09</b>
<b>Sous-préfecture de Sarhala</b>										
Missidougou	4	-	4	9	-	9	31 950	-	31 950	3,19
Bikassi 2	4	-	4	9	-	9	25 580	-	25 580	2,56
Somokoro	10	-	10	18	-	18	25 863	-	25 863	2,59
<b>S/Total Sarhala</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>18</b>	<b>36</b>	<b>-</b>	<b>36</b>	<b>83393</b>	<b>-</b>	<b>83 393</b>	<b>8,34</b>
<b>Sous-préfecture de Marandallah</b>										
Sanakoro	11	-	11	21	-	21	12 164	-	12 164	1,22
Téguépé	3	-	3	6	-	6	14 225	-	14 225	1,42
Marandallah	3	1	4	6	1	7	4 645	1600	6245	0,62
Kpesso	19	-	19	22	-	22	16 297	-	16 297	1,63
Brokodallah	12	-	12	14	-	14	8 805	-	8 805	0,88
Gborozamba	11	-	11	15	-	15	15 836	-	15 836	1,58
<b>S/Total Marandallah</b>	<b>59</b>	<b>1</b>	<b>60</b>	<b>84</b>	<b>1</b>	<b>85</b>	<b>71972</b>	<b>1600</b>	<b>73 572</b>	<b>7,36</b>
<b>Sous-préfecture de Bouandougou</b>										
Bouandougou	10	1	11	11	1	12	16 602	1600	18 202	1,82
Linguékro	3	-	3	5	-	5	13 900	-	13 900	1,39
Kpalé	1	-	1	1	-	1	7 000	-	7 000	0,7
Kamoro	10	-	10	11	-	11	31 650	-	31 650	3,17
Fourougbankoro	13	-	13	15	-	15	8 110	-	8 110	0,81
Lokpasso	3	-	3	3	-	3	7 660	-	7 660	0,77
Takanazo-Moussosso	5	-	5	10	-	10	10 096	-	10 096	1,01
<b>S/Total Bouandougou</b>	<b>45</b>	<b>1</b>	<b>46</b>	<b>56</b>	<b>1</b>	<b>57</b>	<b>95018</b>	<b>1600</b>	<b>96 618</b>	<b>9,66</b>
<b>Total Département Mankono</b>	<b>122</b>	<b>2</b>	<b>124</b>	<b>176</b>	<b>2</b>	<b>178</b>	<b>250383</b>	<b>3200</b>	<b>253 583</b>	<b>25,36</b>
<b>Ensemble des départements de Dianra et Mankono</b>										
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>142</b>	<b>4</b>	<b>146</b>	<b>196</b>	<b>4</b>	<b>200</b>	<b>528 124</b>	<b>6 400</b>	<b>534 524</b>	<b>53,45</b>

Source : Résultats d'enquêtes Direction Régionale de l'Agriculture du Béré (Novembre-Décembre 2023, Janvier 2024)

### 3.3.2. Impact sur les cultures agricoles

Pour l'ensemble des cultures agricoles, on dénombre 345 cultures agricoles pour 324 propriétaires, comme l'indique le tableau ci-dessous qui en fait la répartition par localité concernée.

*Tableau 7 : Répartition par localité et circonscription administrative des propriétaires et cultures agricoles affectés par le projet*

Localité	Nombre de propriétaires de cultures agricoles			Nombre de cultures agricoles			Superficie totale (en ha)			Nombre de pieds de cultures		
	Emprise Route	Emprise Pilonnes	Total	Emprise Route	Emprise Pilonnes	Total	Emprise Route	Emprise Pilonnes	Total	Emprise Route	Emprise Pilonnes	Total
<b>Sous-préfecture de Dianra</b>												
Dianra	3	-	3	3	-	3	-	-	-	36	-	36
Séfigué	2	-	2	2	-	2	0,3	-	0,3	2	-	2
Katiali	7	-	7	7	-	7	1,75	-	1,75	103	-	103
Toutey	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>S/Total Dianra</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>2,05</b>	<b>-</b>	<b>2,05</b>	<b>141</b>	<b>-</b>	<b>141</b>
<b>Sous-préfecture de Dianra-Village</b>												
Dianra-Village	2	1	3	2	1	3	-	-	-	53	22	75
Kansokoura	3	-	3	3	-	3	-	-	-	40	-	40
Tomikro	6	-	6	6	-	6	0,25	-	0,25	60	-	60
Tamafrou	34	-	34	34	-	34	1,85	-	1,85	1 497	-	1 497
N'Guissidougou	9	-	9	9	-	9	1,43	-	1,43	902	-	902
Kafégué	27	-	27	27	-	27	3,15	-	3,15	2 371	-	2 371
Sononzo	33	1	34	33	1	34	1	-	1	1 647	26	1 673
<b>S/Total Dianra-Village</b>	<b>114</b>	<b>2</b>	<b>116</b>	<b>114</b>	<b>2</b>	<b>116</b>	<b>7,68</b>		<b>7,68</b>	<b>6 570</b>	<b>48</b>	<b>6 618</b>
<b>Total Département Dianra</b>	<b>126</b>	<b>2</b>	<b>128</b>	<b>126</b>	<b>2</b>	<b>128</b>	<b>9,73</b>		<b>9,73</b>	<b>6 711</b>	<b>48</b>	<b>6 759</b>
<b>Sous-préfecture de Sarhala</b>												
Missidougou	27	-	27	32	-	32	0,04	-	0,04	1 115	-	1 115
Bikassi 2	8	-	8	11	-	11	-	-	-	829	-	829
Somokoro	34	-	34	36	-	36	-	-	-	1 176	-	1 176
<b>S/Total Sarhala</b>	<b>69</b>	<b>-</b>	<b>69</b>	<b>79</b>		<b>79</b>	<b>0,04</b>	<b>-</b>	<b>0,04</b>	<b>3 120</b>	<b>-</b>	<b>3 120</b>
<b>Sous-préfecture de Marandallah</b>												
Sanakoro	15	-	15	16	-	16	-	-	-	197	-	197
Tégupé	14	-	14	14	-	14	-	-	-	253	-	253
Marandallah	4	-	4	5	-	5	-	-	-	114	-	114
Kpesso	13	-	13	13	-	13	0,06	-	0,06	297	-	297
Brokodallah	10	-	10	10	-	10	-	-	-	531	-	531
Gborozamba	10	-	10	13	-	13	-	-	-	364	-	364
<b>S/Total Marandallah</b>	<b>66</b>		<b>66</b>	<b>71</b>		<b>71</b>	<b>0,06</b>		<b>0,06</b>	<b>1 756</b>		<b>1 756</b>
<b>Sous-préfecture de Bouandougou</b>												
Bouandougou	13	-	13	13	-	13	0,15	-	0,15	371	-	371
Linguékro	6	-	6	6	-	6	0,75	-	0,75	264	-	264
Kpalé	2	-	2	2	-	2	-	-	-	296	-	296
Kamoro	16	-	16	19	-	19	-	-	-	1 538	-	1 538
Fourougbankoro	12	-	12	13	-	13	-	-	-	286	-	286
Lokpasso	2	-	2	2	-	2	-	-	-	363	-	363
Takanazo-Moussosso	10	-	10	12	-	12	-	-	-	458	-	458
<b>S/Total Bouandougou</b>	<b>61</b>		<b>61</b>	<b>67</b>		<b>67</b>	<b>0,9</b>		<b>0,9</b>	<b>3 576</b>		<b>3 576</b>
<b>Total Département Mankono</b>	<b>196</b>		<b>196</b>	<b>217</b>		<b>217</b>	<b>1,01</b>		<b>1,01</b>	<b>8 452</b>		<b>8 452</b>
<b>Ensemble des départements de Dianra et Mankono</b>												
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>322</b>	<b>2</b>	<b>324</b>	<b>343</b>	<b>2</b>	<b>345</b>	<b>10,74</b>		<b>10,74</b>	<b>15 163</b>	<b>48</b>	<b>15 211</b>

Source : Résultats d'enquêtes de la Direction Régionale de l'Agriculture du Béré (Novembre-Décembre 2023, Janvier 2024)

Les cultures agricoles identifiées dans l'emprise du projet se composent essentiellement de : (i) cultures pérennes ou annuelles (l'anacarde, le coton, le néré, le palmier à huile, le colatier et le teck), (ii) arbres fruitiers (manguier, orangers, goyaviers, papayer), et cultures vivrières (igname, manioc, banane plantain, banane dessert, maïs, riz). Le tableau ci-dessous présente le récapitulatif de la répartition par sous-préfecture des pieds et superficies des spéculations agricoles affectées.

Tableau 8: Récapitulatif par sous-préfecture des spéculations agricoles affectées par le Projet

Spéculations agricoles	S/P Dianra	S/P Dianra-village	S/P Sarhala	S/P Marandallah	S/P Bouandougou	TOTAL
------------------------	------------	--------------------	-------------	-----------------	-----------------	-------

	Nbre pieds	Superf. (ha)	Nbre pieds	Superf. (ha)	Nbre pieds	Superf. (ha)	Nbre pieds	Superf. (ha)	Nbre pieds	Superf. (ha)	Nbre pieds	Superf. (ha)
<b>Cultures pérennes ou annuelles</b>												
Anacardier	108	-	6 202	-	2 996	-	1 476	-	3 568	-	14 350	-
Palmier	-	-	43	-	76	-	65	-	-	-	184	-
Colatier	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2	-
Néré	-	-	146	-	37	-	25	-	8	-	216	-
Coton	-	0,3	-	4,13	-	-	-	-	-	-	-	4,43
Teck	-	-	44	-	-	-	45	-	-	-	89	-
<b>S/Total</b>	<b>108</b>	<b>0,3</b>	<b>6 435</b>	<b>4,13</b>	<b>3 109</b>	<b>-</b>	<b>1 613</b>	<b>-</b>	<b>3 576</b>	<b>-</b>	<b>14 841</b>	<b>4,43</b>
<b>Arbres fruitiers</b>												
Manguier	33	-	58	-	9	-	6	-	-	-	106	-
Oranger	-	-	-	-	-	-	9	-	-	-	9	-
Papayer	-	-	10	-	-	-	-	-	-	-	10	-
Goyavier	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	3	-
<b>S/Total</b>	<b>33</b>	<b>-</b>	<b>71</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>128</b>	<b>-</b>
<b>Cultures vivrières</b>												
Igname	-	0,15	-	0,65	-	-	-	0,07	-	-	-	0,87
Manioc	-	-	-	0,50	-	0,04	-	-	-	0,9	-	1,44
Banane plantain	-	-	110	-	-	-	35	-	-	-	145	-
Banane dessert	-	-	-	-	2	-	93	-	-	-	95	-
Maïs	-	1,6	-	1,25	-	-	-	-	-	-	-	2,85
Riz	-	-	-	1,15	-	-	-	-	-	-	-	1,15
<b>S/Total</b>	<b>-</b>	<b>1,75</b>	<b>112</b>	<b>3,55</b>	<b>2</b>	<b>0,04</b>	<b>128</b>	<b>0,07</b>	<b>-</b>	<b>0,9</b>	<b>242</b>	<b>6,31</b>
<b>Ensemble des spéculations agricoles</b>												
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>141</b>	<b>2,05</b>	<b>6 618</b>	<b>7,68</b>	<b>3 120</b>	<b>0,04</b>	<b>1 756</b>	<b>0,07</b>	<b>3 576</b>	<b>0,9</b>	<b>15 211</b>	<b>10,74</b>

Source : Résultats d'enquêtes Direction Régionale de l'Agriculture du Béré (Novembre-Décembre 2023, Janvier 2024)

Il ressort du tableau ci-dessus qu'au total 15 163 pieds et 10,74 ha de cultures agricoles sont susceptibles d'être affectés par le projet dans l'ensemble des localités riveraines. Le décompte par sous-préfecture se présente comme suit : la sous-préfecture de Dianra totalise 141 pieds (soit, 0,9% de l'ensemble) et 2,05 ha (soit, 19% de l'ensemble), la sous-préfecture de Dianra-village compte 6 618 pieds (soit, 43,5%) et 7,68 ha (soit, 71,5%), la sous-préfecture de Sarhala enregistre 3 120 pieds (soit, 20,6%) et 0,04 ha (soit, 0,4%), la sous-préfecture de Marandallah comptabilise 1 756 pieds (soit, 11,6%) et 0,07 ha (soit, 0,6%), et la sous-préfecture de Bouandougou totalise 3 576 pieds (soit, 23,6%) et 0,9 ha (soit, 8,4%).

Ainsi, la sous-préfecture de Dianra-village est la plus affectée en nombre de pieds et en superficie de cultures agricoles. Les sous-préfectures de Bouandougou, de Sarhala, de Marandallah et de Dianra occupent respectivement la deuxième, la troisième, la quatrième et la cinquième place en nombre de pieds de cultures agricoles affectés par le projet. Au niveau des superficies de cultures agricoles affectées, les sous-préfectures de Dianra, de Bouandougou, de Marandallah et Sarhala occupent respectivement la deuxième, la troisième, la quatrième et la cinquième place.

Les catégories des PAP liées aux parcelles agricoles coutumières par localité sont consignées dans le tableau suivant.

Tableau 9: Récapitulatif par sous-préfecture des Catégories de PAP liées aux parcelles agricoles

Localité	Nombre de propriétaires de parcelle non exploitants agricoles			Nombre d'exploitants agricoles propriétaires de parcelle			Nombre d'exploitants agricoles gracieux			Total par localité
	Emprise Route	Emprise Pylônes	Total	Emprise Route	Emprise Pylônes	Total	Emprise Route	Emprise Pylônes	Total	
Sous-préfecture de Dianra										
Dianra	1	-	1	-	-	-	3	-	3	4
Séfiqué	1	-	1	-	-	-	2	-	2	3

Localité	Nombre de propriétaires de parcelle non exploitants agricoles			Nombre d'exploitants agricoles propriétaires de parcelle			Nombre d'exploitants agricoles gracieux			Total par localité
	Emprise Route	Emprise Pylônes	Total	Emprise Route	Emprise Pylônes	Total	Emprise Route	Emprise Pylônes	Total	
Katiali	1	-	1	-	-	-	7	-	7	8
Toutey	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
<b>S/Total Dianra</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>16</b>
<b>Sous-préfecture de Dianra-village</b>										
Dianra-Village	1	-	1	1	-	1	2	-	2	4
Kansokoura	-	-	-	3	-	3	-	-	-	3
Tomikro	1	-	1	-	-	-	6	-	6	7
Tamafrou	1	-	1	3	-	3	31	-	31	35
N'Guissidougou	1	-	1	-	-	-	9	-	9	10
Kafégué	1	-	1	3	-	3	24	-	24	28
Sononzo	3	-	3	-	1	1	32	-	32	36
<b>S/Total Dianra-Village</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>104</b>	<b>-</b>	<b>104</b>	<b>123</b>
<b>Total Département Dianra</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>116</b>	<b>-</b>	<b>116</b>	<b>139</b>
<b>Sous-préfecture de Sarhala</b>										
Missidougou	1	-	1	3	-	3	24	-	24	28
Bikassi 2	1	-	1	3	-	3	5	-	5	09
Somokoro	2	-	2	8	-	8	26	-	26	36
<b>S/Total Sarhala</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>55</b>	<b>-</b>	<b>55</b>	<b>73</b>
<b>Sous-préfecture de Marandallah</b>										
Sanakoro	1	-	1	10	-	10	5	-	5	16
Téguépé	1	-	1	2	-	2	12	-	12	15
Marandallah	-	-	-	3	1	4	-	-	-	4
Kpesso	6	-	6	13	-	13	-	-	-	19
Brokodallah	2	-	2	10	-	10	-	-	-	12
Gborozamba	2	-	2	9	-	9	-	-	-	11
<b>S/Total Marandallah</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>47</b>	<b>1</b>	<b>48</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>77</b>
<b>Sous-préfecture de Bouandougou</b>										
Bouandougou	7	1	8	3	-	3	10	-	10	21
Linguékro	2	-	2	1	-	1	5	-	5	8
Kpalé	1	-	1	-	-	-	2	-	2	3
Kamoro	4	-	4	5	-	5	10	-	10	19
Fourougbankoro	11	-	11	2	-	2	13	-	13	26
Lokpasso	3	-	3	-	-	-	2	-	2	5
Takanazo-Moussosso	4	-	4	1	-	1	9	-	9	14
<b>S/Total Bouandougou</b>	<b>32</b>	<b>1</b>	<b>33</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>51</b>	<b>-</b>	<b>51</b>	<b>96</b>
<b>Total Département Mankono</b>	<b>48</b>	<b>1</b>	<b>49</b>	<b>73</b>	<b>1</b>	<b>74</b>	<b>123</b>	<b>-</b>	<b>123</b>	<b>246</b>
<b>Ensemble des départements de Dianra et Mankono</b>										
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>60</b>	<b>1</b>	<b>61</b>	<b>83</b>	<b>2</b>	<b>85</b>	<b>239</b>	<b>-</b>	<b>239</b>	<b>385</b>

- Sur 385 PAP liées aux parcelles agricoles coutumières : 61 sont des propriétaires de parcelles agricoles coutumières non exploitant ;
- 85 sont des propriétaires de parcelles exploitants agricoles ;
- 239 sont des exploitants agricoles qui ont reçus la parcelle gracieusement.

### 3.3.3. Impact sur les bâtis

Sur la base de l'inventaire des biens immobiliers réalisé dans l'emprise du projet, il est dénombré 183 personnes propriétaires de 183 bâtis composés de 294 bâtiments (dont certains sont à usage d'habitations, de commerce de services et d'autres inachevés ou hors d'usage). Ces Bâtiments sont construits en ciment, en terre ou en banco, en bois, en métal, répartis dans 19 localités des 05 sous-préfectures concernées par ledit projet. La surface totale des terrains bâtis (ou surface hors œuvre) impactée par le projet est de 26 950 m².

Le tableau ci-dessous présente la répartition par localité et circonscription administrative des bâtis et leurs propriétaires.

*Tableau 10 : Répartition par localité et circonscription administratives des bâtis, des terrains bâtis et leurs propriétaires affectés par le projet*

Localité	Nombre de propriétaires	Nombre de bâtis	Nombre de bâtiments	Surface de terrains bâtis (surface Hors Œuvre) (en m²)
<b>Sous-préfecture de Dianra</b>				
Dianra	-	-	-	-
Séfigué	1	1	1	100
Katiali	2	2	1	100
Nanougoukaha (Campement)	1	1	5	200
Toutey	1	1	1	100
<b>S/Total Dianra</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>500</b>
<b>Sous-préfecture de Dianra-Village</b>				
Dianra-Village	55	55	84	8 450
Kansokoura	9	9	18	1 100
Tomikro	1	1	6	100
Tamafrou	1	1	1	100
N'Guissidougou	1	1	1	100
Kafégué	5	5	6	500
Sononzo	12	12	15	1 800
<b>S/Total Dianra-Village</b>	<b>84</b>	<b>84</b>	<b>131</b>	<b>12 150</b>
<b>Total Département Dianra</b>	<b>89</b>	<b>89</b>	<b>139</b>	<b>12 650</b>
<b>Sous-préfecture de Sarhala</b>				
Missidougou	-	-	-	-
Bikassi 2	-	-	-	-
Somokoro	6	6	6	600
<b>S/Total Sarhala</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>600</b>
<b>Sous-préfecture de Marandallah</b>				
Sanankoro	1	1	1	100
Téguépé	-	-	-	-
Marandallah	31	31	49	6 000
Kpesso	15	15	23	1 800
Brokodallah 1	-	-	-	-
Brokodallah 2	-	-	-	-
Gborozamba	-	-	-	-
<b>S/Total Marandallah</b>	<b>47</b>	<b>47</b>	<b>73</b>	<b>7 900</b>
<b>Sous-préfecture de Bouandougou</b>				
Bouandougou	36	36	63	5 300
Diorodougou	3	3	6	300
Linguékro	-	-	-	-



Localité	Nombre de propriétaires	Nombre de bâtis	Nombre de bâtiments	Surface de terrains bâtis (surface Hors Œuvre) (en m²)
Kpalé	-	-	-	
Kamoro	1	1	3	100
Fourougbankoro	-	-	-	
Takakoro / Dioulasso	-	-	-	
Lokpasso	1	1	1	100
Takanazo-Moussosso	-	-	-	
<b>S/Total Bouandougou</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>73</b>	<b>5 800</b>
<b>Total Département Mankono</b>	<b>94</b>	<b>94</b>	<b>152</b>	<b>14 300</b>
<b>Ensemble des localités</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>183</b>	<b>183</b>	<b>291</b>	<b>26 950</b>

- Source : Résultats d'enquêtes Direction Régionale de l'Agriculture du Béré (Novembre-Décembre 2023, Janvier 2024)- bailleurs (bâtis non utilisés) avec un effectif de 50
- Gérants de commerce et services propriétaires de bâtis avec un effectif de 75
- Ménages résidents propriétaires de bâtis avec un effectif de 11

### 3.3.4. Impact sur les commerces et services

L'enquête socio-économique a permis de recenser effectivement 135 gérants de commerces et services dont 75 propriétaires d'activités commerciales propriétaires de bâtis et 60 propriétaires d'activités commerciales locataires de bâtis. Le loyer moyen mensuel est d'environ 40 000 FCFA pour les locataires.

Ces activités exercées dans l'emprise des travaux ont été classées en quatre (4) catégories :

- les petites activités commerciales (commerces amovibles) dont les structures sont déplaçables et les gérants perdent temporairement les revenus et lieu d'exercice d'activités : ce sont les activités qui permettent de réaliser un bénéfice mensuels compris entre 60 000 et 100 000 FCFA. Il s'agit de trois (3) gérants de cabine téléphonique et deux (2) lavages auto ;
- les moyennes activités sont les activités qui permettent de réaliser un bénéfice mensuel compris entre : 100 001 FCFA et 300 000 FCFA. Il s'agit de sept (7) ferronneries, de sept (7) ateliers mécaniques, d'une (1) menuiserie, de deux (2) salons de coiffure et d'un (1) restaurant;
- les grandes activités sont les activités qui réalisent un bénéfice mensuel compris entre 300 001 FCFA et 1 000 000 FCFA. Il s'agit de cent-dix (110) commerçants d'articles divers (commerce de vente de vêtements, commerce de produits phytosanitaires, quincaillerie, commerce de pièces détachées de véhicules, commerce de carburant, commerce de fournitures, commerce d'appareils électroniques divers, boutique),
- les plus grandes activités sont les activités qui permettent aussi de réaliser un bénéfice mensuel compris entre 1 000 001 FCFA et 1 500 000 FCFA. Il s'agit de deux (02) commerçants dont une (1) station de service et d'un (1) acheteur de produit.

Les principaux commerces et services identifiés dans l'emprise du projet sont repartis dans le tableau suivant :



Tableau 11 : Type de commerces et de services par localité

Localité	Type de commerce et services										Total
	Commerce divers	Acheteurs de produits	Coiffure	Mécanique	Ferronnerie	Menuiserie	Restaurant/maquis	Station-service	Cabine	Lavage	
Sous-préfecture de Dianra											
Dianra	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Séfigué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Katiali	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Toutey	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
S/Total Dianra	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-préfecture de Dianra-Village											
Dianra-Village	48	1	1	4	1	-	-	-	3	2	-
Kansokoura	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Tomikro	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tamafrou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N'Guissidougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kafégué	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Sononzo	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
S/Total Dianra-Village	57	1	1	4	2	1	-	-	3	2	-
Total Département Dianra	58	1	1	4	2	1	-	-	3	2	-
Sous-préfecture de Sarhala											
Missidougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bikassi 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somokoro	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
S/Total Sarhala	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-préfecture de Marandallah											
Sanakoro	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Localité	Type de commerce et services										Total
	Commerce divers	Acheteurs de produits	Coiffure	Mécanique	Ferronnerie	Menuiserie	Restaurant/maquis	Station-service	Cabine	Lavage	
Téguépé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marandallah	21	-	1	2	2	-	-	-	-	-	-
Kpesso	12	-	-	1		-	-	-	-	-	-
Brokodallah	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gborozamba	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>S/Total Marandallah</b>	<b>33</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Sous-préfecture de Bouandougou</b>											
Bouandougou	13	-	-	-	3	-	1	1	-	-	-
Diorodougou	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Linguékro	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kpalé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kamoro	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fourougbankoro	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lokpasso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Takanazo-Moussosso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>S/Total Bouandougou</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Département Mankono</b>	<b>52</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<i>Ensemble des départements de Dianra et Mankono</i>											
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>110</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>135</b>

Source : Résultats d'enquêtes Direction Régionale de l'Agriculture du Béré (Novembre-Décembre 2023, Janvier 2024)

### 3.3.5. Impact sur les équipements

L'équipement affecté par le projet est une (01) pompe hydraulique villageoise situé à Kan-Sokoura.

### 3.3.6. Impact sur les emplois et les revenus

Ce sont 29<sup>9</sup> employés qui ont été recensés avec des salaires mensuels déclarés par vingt-trois d'entre eux variant de 40 000 FCFA à 500 000 FCFA. Ils subiront la perte ou la réduction de leurs revenus pendant la période d'inactivité due aux travaux du projet. Les déclarations des employés n'ont été soutenues d'aucun document, ils seront indemnisés sur la base du SMIG lors des négociations le cas échéant. Les salaires sont répartis comme suit :

Tableau 12 : Salaires des employés

Salaires mensuels	Nombre d'employés
Moins de 40 000 F CFA	0
Entre 40 001 F CFA et 50 000 F CFA	16
Entre 50 001 F CFA et 100 000 F CFA	3
Entre 100 001 F CFA et 200 000 F CFA	1
Entre 200 001 F CFA et 500 000 F CFA	3

### 3.3.7. Impacts sur les logis (logement des locataires)

Ce sont 02 locataires de bâtis à usage d'habitation qui ont été recensés. Le coût locatif déclaré par ces 02 PAP est de 20 000 FCFA. Ils subiront une perte de logement.

---

<sup>9</sup> 6 employés ont refusé de déclarer leur salaire lors des enquêtes

#### 4. OBJECTIFS DU PAR

Le présent PAR est préparé pour répondre aux exigences de la Norme Environnementale et Sociale (NES) n°5 (acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire) et celles de la NES n°10 (mobilisation des parties et prenantes et information) ainsi qu'à la réglementation nationale dans le cadre du sous-projet d'aménagement et le bitumage de la route Dianra – Dianra-village – Marandallah – Bouandougou.

En effet, la Banque mondiale considère (paragraphe n°1 de la NES n°5) que « la réinstallation est considérée comme involontaire lorsque les personnes ou les communautés touchées n'ont pas le droit de refuser l'acquisition de terres ou les restrictions à leur utilisation qui sont à l'origine du déplacement ».

Par conséquent, tout processus d'acquisition de terres ou d'imposition de restrictions à l'utilisation qui en est faite peut entraîner le déplacement physique (déménagement, perte de terrain résidentiel ou de logement), le déplacement économique (perte d'actifs ou d'accès à ces actifs ou à des ressources, qui donne notamment lieu à une perte de source de revenus ou d'autres moyens de subsistance), ou les deux. La « réinstallation involontaire » se rapporte à ces effets.

C'est pourquoi la NES n°5 prévoit des mesures destinées : (i) à éviter les incidences susceptibles d'être préjudiciables aux populations locales affectées par le projet ; ou (ii) au cas où cela ne serait pas possible, à atténuer, minimiser ou compenser de telles incidences.

Sous ce rapport, les objectifs du PAR sont :

- Éviter la réinstallation involontaire ou, lorsqu'elle est inévitable, la minimiser en envisageant des solutions de rechange lors de la conception du projet ;
- Éviter l'expulsion forcée ;
- Atténuer les effets sociaux et économiques néfastes de l'acquisition de terres ou des restrictions à l'utilisation qui en est faite, grâce aux mesures ci-après : a) assurer une indemnisation rapide au coût de remplacement des personnes spoliées de leurs biens et b) aider les personnes déplacées à améliorer, ou au moins rétablir en termes réels, leurs moyens de subsistance et leur niveau de vie d'avant leur déplacement ou celui d'avant le démarrage de la mise en œuvre du projet, l'option la plus avantageuse étant à retenir ;
- Améliorer les conditions de vie des personnes pauvres ou vulnérables qui sont déplacées physiquement en leur garantissant un logement adéquat, l'accès aux services et aux équipements, et le maintien dans les lieux ;
- Concevoir et mettre en œuvre les activités de la réinstallation involontaire comme un programme de développement durable, en fournissant suffisamment de ressources d'investissement pour permettre aux personnes déplacées de tirer directement parti du projet, selon la nature de celui-ci ;
- Veiller à ce que l'information soit bien disséminée, que de réelles consultations aient lieu, et que les personnes touchées participent de manière éclairée à la planification et à la mise en œuvre des activités de réinstallation.

## **5. DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES DE REFERENCE SUR LES PAP**

### **5.1. Caractéristiques générales des ménages des PAP**

Dans l'ensemble des ménages des 660 PAP chefs et membres de ménage recensées, il est dénombré une population de 1 273 personnes dont 678 hommes (soit 53,3%) et 595 femmes (soit 46,7%). Cette population compte 96,8% d'ivoiriens et 3,2% de ressortissants d'autres pays de la CEDEAO composés de Burkinabé (0,9%), de Guinéens (0,4%), de Malien (1,3%), de Nigériens (0,5%) et de Sénégalais (0,03%).

Cette population est majoritairement analphabète (61,8%). Le reste de la population se compose de 1,2% de personnes de formation franco-arabe, de 21,7% personnes de niveau primaire, de 14,3% de personnes de niveau secondaire et 1,1% de personnes de niveau supérieur. La situation matrimoniale des membres des ménages des PAP révèle que 45,5% d'entre eux vivent en couple dont 0,2% en concubinage, 38% mariés coutumièrement, 0,6% mariés légalement et 6,7% mariés religieusement. Les autres membres des ménages comprenant les enfants, vivent seuls et se composent de 51,6% de célibataires, 2,1% de personnes divorcées et 0,7% de veufs(ves).

Les PAP recensées sont des chefs et membres de ménage et se composent de 87,5% d'hommes et 12,5% de femmes, et sont presque toutes (96,1%) d'origine ivoirienne. Toutefois, la minorité des non-ivoiriens est dominée par les Nigériens (1,2%) et les Burkinabés (1,2%), les autres nationalités comptant pour moins de 1%.

### **5.2. Caractéristiques spécifiques des principales catégories de PAP**

#### **5.2.1. Catégories des PAP identifiées**

Les principales catégories des 660 PAP chefs et membres de ménage recensées se compose de :

- Propriétaires de bâti Non-résidents au nombre de 97 dont 47 bailleurs perçoivent des loyers mensuels variant de 35 000 FCFA à 45 000 FCFA, et 50 non-bailleurs dont les bâtis sont inachevés, abandonnés ou non exploités ; propriétaires de bâtis résident au nombre de (11), et 02 locataires payent chacun un loyer mensuel de 20 000 FCFA ;
- Gérants de Commerces et Services au nombre de 135 dont 75 propriétaires d'activités commerciales propriétaire de bâtis occupés et 60 propriétaires d'activités locataires de bâtis occupant un loyer mensuel compris entre 35 000 FCFA à 45 000 FCFA ;
- Sur un effectif de 146 propriétaires de parcelles agricoles coutumière, 85 sont des propriétaires de parcelles exploitants agricoles et 61 sont des propriétaires de parcelles agricoles coutumière non exploitant qui ont cédés gracieusement leurs parcelles à 239 exploitants agricoles.

Ces différentes catégories de PAP ont été recensées sur présentation des pièces d'identité pour celles qui en disposent pour satisfaire aux exigences de transcription de leurs références exactes. Pour celles qui n'en possèdent pas, le guide ou le représentant de la chefferie facilite leur identification, sous réserve de la production de pièces d'identité valides en phase de mise en œuvre du PAR.

#### **5.2.2. Validité des pièces d'identité**

Les personnes susceptibles d'être affectées par le projet, pour leur recensement, ont produit différents types de pièces d'identité dont la répartition est récapitulée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 13 : Récapitulatif de la répartition des pièces d'identité produit par les PAP pour leur recensement

N° Ordre	Types de pièce d'identité	Nombre	Pourcentage
1	Carte Nationale d'Identité (CNI) ivoirienne	624	94,5%
2	Attestation d'Identité (AI) ivoirienne	01	0,2%
3	Permis de Conduire (PC)	07	1,1%
4	Carte Couverture Maladie Universelle (CMU)	07	1,1%
5	Carte Consulaire (CC)	16	2,4%
6	Carte de Séjour (CS) Extrait d'acte de naissance	01	0,2%
7	Aucune pièce d'identité fournie	03	0,5%
<b>TOTAL</b>		<b>660</b>	<b>100%</b>

Source : Résultats d'enquêtes socio-économique (Novembre-Décembre 2023)

Après vérification de la date de validité des pièces d'identité produites, ce sont au total 624 pièces (soit, 94,5%) qui restent valides en 2024 pour certaines et pour d'autres au-delà de 2024 jusqu'en 2035. Pour le reste des 36 PAP (soit, 5,5%), il appartient au Projet de faire une provision pour les aider à se faire établir des pièces d'identité valides. Cette provision de trois millions deux cents mille (3 200 000) francs est calculée sur la base d'un montant forfaitaire par PAP de 50 000 FCFA intégrant les frais de transport et d'établissement des documents administratifs nécessaires (extrait d'acte de naissance, certificat de nationalité), de timbre (5000 FCA) pour la CNI ivoirienne) ou 150 000 FCFA pour la carte consulaire) Cette provision sera intégrée au frais de prestation de l'ONG qui sera recrutée pour le suivi social des PAP dans la mise en œuvre du PAR. Elle accompagnera les PAP auprès des structures pour les aider à obtenir leurs pièces.

### 5.2.3. Genre et nationalité

Les PAP chefs de ménage recensées se composent de 88,7% d'hommes et 11,3% de femmes dont la répartition par nationalité est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 144 Répartition des PAP chefs de ménage par nationalité

N° Ordre	Nationalité	Nombre	Pourcentage
1	Ivoirien	624	94,5%
2	Burkinabé	9	1,4%
3	Malien	20	3,03%
4	Guinéen	01	0,2%
5	Nigérien	05	0,8%
6	Sénégalais	01	0,2%
<b>TOTAL</b>		<b>660</b>	<b>100%</b>

Source : Résultats d'enquêtes socio-économique (Novembre-Décembre 2023)

Le tableau ci-dessus indique que la quasi-totalité des PAP sont d'origine ivoirienne. Toutefois, la minorité de non-ivoiriens est dominée par les Maliens (3,03%) et les Burkinabés (1,4%) les autres nationalités (Guinéens, Sénégalais et Nigériens) comptant pour moins de 1%.

### 5.2.4. Groupe socio-culturel d'appartenance

Les PAP ivoiriennes recensées sont issues des groupes socio-culturels suivants que compte la Côte d'Ivoire : Gur (26,4%), Kwa Akan (0,8%), Mandé Nord (71,3%). Le tableau ci-dessous donne le détail de leur répartition par ethnie.

Tableau 15 : Répartition des PAP ivoiriennes par ethnie

N° Ordre	Ethnie	Nombre	Pourcentage
1	Malinké	453	72,6%
2	Senoufo	127	20,35%
3	Koro	27	4,33%
4	Baoulé	6	0,96%
5	Koyaka	7	1,12%
6	Kouzié	3	0,48%
7	Bété	1	0,16%
<b>TOTAL</b>		<b>624</b>	<b>100%</b>

Source : Résultats d'enquêtes socio-économique (Novembre-Décembre 2023)

Le tableau ci-dessus montre bien que les PAP malinké et senoufo sont les plus nombreux avec respectivement une proportion de 72,6% et 20%.

### 5.2.5. Situation matrimoniale

Les PAP recensées présentent différentes situations matrimoniales dont la répartition figure dans le tableau ci-dessous.

Tableau 16 : Répartition des PAP selon la situation matrimoniale

N° Ordre	Situation matrimoniale	Nombre	Pourcentage
1	Mariage coutumier	562	85,15 %
2	Mariage légal	9	1,36%
3	Concubinage	22	3,33%
4	Célibataire	55	8,3%
5	Veuf (ve)	12	1,81%
<b>TOTAL</b>		<b>660</b>	<b>100%</b>

Source : Résultats d'enquêtes socio-économique (Novembre-Décembre 2023)

Il ressort du tableau ci-dessus que 85,15% des PAP sont mariés coutumièrement suivi des veufs (1,8%).

### 5.2.6. Situation d'emploi ou activités exercées

Les PAP profilées présentent diverses situations d'emploi avec une variété d'activités exercées qui récapitulées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 17 : Répartition des PAP selon la situation d'emploi

N° Ordre	Situation d'emploi	Nombre	Pourcentage
1	Exploitant Agricole	324	49%
2	Salariés privé	1	0,2%
3	Commerçants	183	28%
4	Fonctionnaires	2	0,3%
5	Couturier	3	0,5%
6	Coiffure	3	0,5%
7	Retraité	1	0,2%

8	Ferronnier	8	1,2%
9	Religieux	108	16%
10	Maçon	1	0,2%
11	Mécanicien	16	2,4%
12	Sans emploi	10	1,5%
<b>TOTAL</b>		<b>660</b>	<b>100%</b>

Source : Résultats d'enquêtes socio-économique (Novembre-Décembre 2023)

Il ressort du tableau ci-dessus que les activités dominantes des PAP restent l'agriculture (49%) et le commerce (28%).

#### 5.2.7. Revenus et charges mensuelles

Les PAP ne disposent pas de comptabilité (activités informelles) ou n'ont pas fourni de données comptables (pour les activités formelles). Les calculs des coûts des indemnisations ont donc été faits sur la base des revenus moyens (RM) mensuels déclarés par les PAP et sur la base des activités observées. Ainsi les revenus mensuels des PAP chefs et membres de ménage tirés de leurs activités principales varient de 30 000 FCFA à 13 000 000 FCFA. Ces revenus sont répartis comme suit :

Tableau 18 : Répartition des revenus mensuels déclarés par les PAP

Revenus mensuels déclarés	Nombre de PAP
Entre de 30 000 et 100 000 F CFA	220
Entre 100 001 F CFA et 500 000 F CFA	162
Entre 500 001 F CFA et 1 000 000 F CFA	128
Entre 1000 001 F CFA et 5 000 000 F CFA	84
Entre 5 000 001 F CFA et 10 000 000 F CFA	56
Supérieur à 10 000 000 F CFA	10

#### 5.2.8. Situation de vulnérabilité des personnes dans les ménages des PAP

La vulnérabilité fait référence à un état pour des individus ou des groupes d'individus qui risquent davantage de souffrir des effets du Projet et/ou sont plus limités que d'autres dans leur capacité à profiter des avantages d'un Projet. Ces individus ou ces groupes sont aussi susceptibles d'être exclus du processus général de consultation ou de ne pouvoir y participer pleinement, et peuvent de ce fait avoir besoin de mesures et/ou d'une assistance particulière (NES 10 CES/Banque mondiale, page 19, note de bas de page 28).

Dans le cadre du présent PAR, les indicateurs de vulnérabilité étudiés sont les suivants :

- les PAP qui ne sont pas propriétaires de parcelles agricoles et vivant essentiellement de l'agriculture comme la source principale de revenu affectée par le projet ;
- Les PAP femme chef de ménage monoparental ayant la source principale de revenu affectée par le projet;
- les PAP chef de ménage ayant un revenu modeste inférieur ou égal au SMIG avec des revenus variant de 30 000 FCFA à 75 000 FCFA.

Le tableau ci-dessous présente la répartition par catégorie des personnes vulnérables identifiées dans les ménages des PAP.



*Tableau 19 : Répartition par catégorie des personnes vulnérables identifiées dans les ménages des PAP*

Types de ménage vulnérable	Nombre	Pourcentage
PAP ayant la source principale de revenu (agriculture) affectée par le projet	83	81,37%
PAP femme chef de ménage monoparental	04	3,92%
PAP chef de ménage ayant un revenu modeste inférieur ou égal au SMIG	15	14,71%
<b>TOTAL</b>	<b>102</b>	<b>100%</b>

Les mesures d'assistance aux personnes vulnérables ci-dessus identifiées sont présentées et évaluées au point 9 du présent rapport de PAR.

## 6. Cadre normatif et institutionnel du PAR

### 6.1. Cadre légal et réglementaire national

Les textes législatifs et réglementaires applicables au niveau national en matière de réinstallation sont ci-après récapitulés :

- la Loi n° 2016-886 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire : Ce texte juridique constitue le fondement de l'ensemble des devoirs de l'Etat en matière d'expropriation et de réinstallation involontaire des populations ;
- La loi n°2023-900 du 23 Novembre 2023 portant code de l'environnement : c'est un texte de loi composé de l'ensemble des définitions et des principes généraux applicables à la préservation de l'environnement en République de Côte d'Ivoire. Cette loi fait obligation d'informer et de consulter le public concerné par le projet pour obtenir sa participation à toutes les principales étapes du processus de préparation et de mise en œuvre de PAR. En outre, les aménagements envisagés pour la réinstallation des PAP doivent prendre en compte les mesures de protection de l'environnement et les préoccupations environnementales et sociales des parties prenantes ;
- la loi n° 2019-868 du 14 octobre 2019 modifiant la loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural, telle que modifiée par les lois n° 2004-412 du 14 août 2004 et n° 2013-655 du 13 septembre 2013 : Le domaine foncier rural est constitué par l'ensemble des terres rurales mises en valeur ou non et quelle que soit la nature de mise en valeur. Il constitue un patrimoine national auquel toute personne physique ou morale peut accéder. Toutefois, seuls l'Etat, les collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes sont admis à en être propriétaires." Selon la Loi, l'occupation et la jouissance des terres du domaine foncier national requièrent la détention d'un des titres reconnus, délivrés à titre onéreux ou exceptionnellement gratuit. Les droits coutumiers des usagers sont néanmoins reconnus. Cependant, l'autorité administrative, pour faciliter la réalisation des programmes de développement ou d'intérêt général, peut, nonobstant le droit de propriété des collectivités et des personnes physiques, interdire certaines activités constituant des nuisances auxdits programmes ou à l'environnement ;
- la Loi 2003-208 du 07 juillet 2003 portant transfert et répartition des compétences de l'Etat aux collectivités territoriales : Cette loi accorde des compétences en matière de planification, d'urbanisme et d'habitat aux collectivités locales, notamment aux Communes. Celles-ci se doivent d'élaborer et exécuter les plans d'investissement communaux, les plans directeurs d'urbanisme, les plans d'urbanisme de détails des zones d'aménagement concerté, de rénovation urbaine et de remembrement, les lotissements, leur extension ou restructuration, la délivrance de permis de construire, d'accords préalable, de certificats d'urbanisme et de permis de démolir, la délivrance de permis de clôturer, de permis de coupe et d'abattage d'arbres, l'autorisation d'installation et de travaux divers. L'implication des collectivités locales dans les programmes de développement liés au projet est donc essentielle dans le processus de réinstallation ;
- la loi n°2019-576 du 26 Juin 2019 instituant le code de la construction et de l'habitat : Le présent Code de 553 articles a pour objet de régir toutes les activités en matière de construction et d'habitat et de logement sur l'étendue du territoire de la République de Côte d'Ivoire. Dans le cadre du présent PR, toutes les opérations de libération d'emprise, d'aménagement de sites de réinstallation et de construction sont soumises aux dispositions pertinentes de la présente loi ;
- la Loi n°2020-624 du 14 août 2020 instituant Code de l'urbanisme et du domaine foncier urbain : elle a pour objet d'organiser et de réglementer les matières relevant de l'urbanisme et du domaine foncier urbain en Côte d'Ivoire. Dans ce cadre, l'Etat et les collectivités territoriales ont le devoir de planifier et d'organiser l'utilisation du sol en vue d'assurer, sans discrimination défavorables aux populations, des conditions durables et optimales. Ils ont également le devoir d'aménager le cadre de vie des populations sur le territoire national ;

- l'ordonnance n°2016-588 du 03 Août 2016 portant titre d'occupation du domaine public : conformément aux dispositions de ce texte juridique, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public présente un caractère précaire et révocable. Les activités prévues dans le présent sous-projet sont d'intérêt général, et il sera mis fin à l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public dans les limites d'emprise par les autorités compétentes. Toute activité installée après la date butoir d'éligibilité et la prise du décret de DUP ne peut être éligible au présent PAR ;
- le Décret du 25 novembre 1930 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique modifié PR les décrets du 24 août 1933 et du 8 février 1949 : Il prend en compte l'ensemble de la procédure applicable à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Ainsi, les procédures d'indemnisation des dommages causés aux tiers relèvent de ce décret. Un Décret portant déclaration d'utilité publique du site affecté au projet est pris avant l'expropriation et précise, la superficie totale du site et sa décomposition ;
- le Décret n° 71-74 du 16 février 1971, relatif aux procédures domaniales et foncières conformément à ce texte juridique, Les droits portant sur l'usage du sol, dits droits coutumiers, sont personnels à ceux qui les exercent et ne peuvent être cédés à quelque titre que ce soit. Nul ne peut se porter cessionnaire desdits droits sur l'ensemble du Territoire de la République (Article 2) ;
- le Décret n°2023-769 du 28 septembre 2023 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général : il actualise les règles relatives à la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général. Les dispositions de ce décret s'appliquent aux terres détenues sur la base des droits coutumiers, mises en valeur ou non, comprises dans les périmètres des plans d'urbanisme ou d'opérations d'aménagement d'intérêt général ;
- le Décret n°2016-788 du 12 Octobre 2016 relatif aux modalités d'application de l'ordonnance n°2016-588 du 03 Août 2016 portant titre d'occupation du domaine public : Ce texte juridique s'applique à l'emprise du présent projet déclarée d'utilité publique ;
- l'Arrêté interministériel N°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEF/MCLU/MMG/ MPEER/ SEPMBPE du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage : Il définit le barème officiel d'évaluation des biens agricoles se trouvant dans l'emprise des travaux de réalisation du présent projet ;
- le Programme Nationale de Sécurisation Foncière (PNSF) (2023), vise à assurer à l'ensemble des acteurs ruraux, l'accès équitable au foncier, la garantie de leurs investissements et la gestion efficace des différends fonciers, afin de contribuer à la réduction de la pauvreté, à la consolidation de la paix sociale et à la réalisation du développement durable. La PNSF, à travers les textes d'application, permet de prendre en compte la gestion des droits des possesseurs fonciers dans la mise en œuvre de l'action publique en matière de développement. La mise en œuvre du sous-projet engendrera nécessairement l'acquisition ou l'annexion de terres ou d'investissements fonciers privées dont les effets devront être pris en charge.

L'analyse comparative du cadre juridique national et de la NES n°5 relève des divergences et des convergences dans le processus de mise en œuvre de la réinstallation (voir CR chapitre 5 tableau 5).

Au regard des divergences majeures constatées entre les textes nationaux et la NES°5 du Groupe de la Banque mondiale, lorsqu'il y a conflit d'interprétation entre la législation nationale ivoirienne et la NES N°5, c'est cette norme qui s'appliquera.

## 6.2. Cadre institutionnel national

Le cadre institutionnel régissant la réinstallation comprend les parties prenantes qui interviennent aux différents stades du processus et définie au chapitre 5.2 CR. Il s'agit notamment des structures ou personnes ci-après présentées.

- Le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier (MEER), assurant la maîtrise d'ouvrage du projet, est chargé, à travers l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE), de faire le suivi de la mise en œuvre des activités du Projet, le suivi de la conception et de la réalisation des travaux ainsi que leur entretien et la réglementation de leur gestion. Le MEER interviendra aussi dans la gestion du domaine public et dans la validation à travers l'AGEROUTE des options techniques visant à minimiser les impacts sociaux des travaux de construction qui nécessiteront la réalisation de plans de réinstallation.
- Le Ministère des Finances et du Budget, assurant la tutelle financière et la caution du financement du Projet, est chargé de prévoir dans le budget national et de mobiliser les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du PAR, et d'en assurer le contrôle
- Le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU) intervient dans la le suivi du processus de purge de droits coutumier et la veille de la qualité des infrastructures. Il intervient également dans l'évaluation des pertes éventuelles dans le domaine du bâti en vue de leur indemnisation par le porteur du projet. Il instruit l'acte administratif de déclaration d'utilité publique.
- Le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique, à travers l'Agence National De l'Environnement (ANDE), est responsable de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de protection de l'environnement et de développement durable.. Il veillera également aux respects des prescriptions environnementales en matière de déplacement involontaire de populations.
- Le Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières a pour mission l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de la politique du gouvernement dans les domaines de l'agriculture et du développement rural. Il procède à l'Encadrement des paysans et à la vulgarisation agricole. Sa participation au suivi, à la planification des programmes d'amélioration du cadre de vie en milieu rural, en liaison avec les ministères compétents est l'une de ses priorités. La Direction du Foncier Rural et du Cadastre Rural, assure, dans le cadre des projets, plans et programmes réalisés dans les zones rurales, la mise en œuvre de la purge des droits coutumiers et de l'évaluation des pertes éventuelles de cultures à travers ses directions déconcentrées, en vue de leur indemnisation par le promoteur.
- Le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, à travers les administrations déconcentrées (Préfecture de Région du Béré représentée par le Préfet de Région du Béré, Préfectures des département de Dianra et Dianra-village, Sous-préfectures de Dianra, Dianra-village, Sarhala, Marandallah et Bouandougou), participent activement à la mobilisation des parties prenantes, notamment les populations riveraines et les personnes affectées par le projet, et à la sécurisation des opérations de mise en œuvre du PAR à travers les commissariats pouvant se faire appuyer par les brigades de gendarmerie.
- Le Comité de Pilotage est chargée de définir une orientation stratégique globale au projet et de superviser son exécution. Il approuve également les plans de travail et les budgets annuels et analysera les rapports d'avancement du projet et les rapports d'audit indépendants. Il facilitera également la communication et la coopération entre les parties prenantes du projet et supervise les activités de l'UGP, y compris les activités de réinstallation des PAP.
- L'Unité de Gestion du Projet, sous la supervision du Comité de Pilotage, coordonne l'ensemble des actions de réinstallation. Une spécialiste en développement social et Genre est recrutée à plein temps pour assurer la préparation et la mise en œuvre des mesures d'atténuations des impacts sociaux en étroite collaboration avec le conseil régional de la région du Béré.

## **7. CRITERES D'ADMISSIBILITE A LA COMPENSATION DES PERTES ET AUX MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DES PAP**

Les critères d'admissibilité s'appuient sur les critères définis au chapitre 7 du CR.

### **7.1. Critères d'éligibilité**

Les personnes éligibles aux bénéfices de la réinstallation dans le cadre du présent PAR de PCR-CI sont catégorisées en fonction du droit d'occupation, de la nature et de la sévérité de l'impact subi et de leur vulnérabilité.

Ainsi, les trois (03) catégories de personnes éligibles sont les suivantes :

- a) les personnes détentrices de droits légaux formels sur les terres ou biens visés ;
- b) les personnes qui n'ont pas de droits légaux formels sur les terres ou les biens visés, mais ont des revendications légitimes sur ces terres ou ces biens qui sont ou pourraient être reconnus en vertu du droit national (régimes coutumiers ou traditionnels) ; ou
- c) les personnes qui n'ont aucun droit légal ni de revendications légitimes sur les terres ou les biens qu'elles occupent ou qu'elles utilisent.

Les personnes relevant des alinéas a) et b) ci-dessus reçoivent une compensation pour les terres qu'elles perdent. Les personnes relevant du c) reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent, et toute autre aide permettant d'atteindre les objectifs énoncés dans le présent Cadre de Réinstallation, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée à la fin du recensement. Les personnes occupant ces zones après la date limite n'ont droit à aucune compensation ni autre forme d'aide à la réinstallation.

### **7.2. Date butoir d'éligibilité**

La date butoir pour le présent PAR est celle marquant la fin de l'identification des biens et services dans l'emprise du projet. Cette date limite d'éligibilité ou la date butoir est reconnue par la Banque Mondiale comme un moyen pour déterminer l'admissibilité au droit d'assistance ou de compensation. La date butoir est mise en place afin d'éviter l'afflux de population dans la zone du projet. Les personnes qui empiètent sur la zone du projet après la date butoir n'ont droit à aucune compensation ou autre forme d'assistance à la réinstallation. Les facilitateurs et guides de la mission d'enquête ont été invités à traduire en langues locales (senoufo et malinké) séance tenante pour l'information et la compréhension des populations locales.

Lors des réunions publiques du 07 au 8 novembre 2023, le 08 novembre 2023 a été retenu comme date marquant la fin de la mission d'identification des biens et services dans l'emprise du projet. Mais, avec le prolongement de la mission d'enquête socio-économique, c'est finalement la date du 19 décembre 2023 marquant la fin de la mission d'identification des biens qui a été retenue à cet effet.

Cette date a été également communiquée dans les langues locales pour une large diffusion et une bonne compréhension. Les guides ont été chargés de jouer le rôle d'interprète pour relayer l'information.

Cette date butoir du 19 décembre 2023 sera encore rappelée lors des réunions de restitution des résultats du PAR auxquelles participeront les autorités administratives et coutumières, ainsi que les PAP. A cette occasion, il leur sera rappelé que tous les biens installés ou modifiés après la date butoir n'ont pas été pris en compte par le Projet, et que tout le monde devrait cesser de construire de nouveaux bâtiments ou de faire des aménagements dans la zone d'emprise du projet.

## **8. EVALUATION DES PERTES ET DES COMPENSATIONS**

Les principes de base utilisés pour les évaluations des biens s'appuient sur les méthodes définies au chapitre 8 du CR page 39.

## **8.1. Principes de compensation et d'accompagnement social des PAP**

Les principes de base auxquels s'engage l'Etat ivoirien, en matière de compensation et de réinstallation dans le cadre du présent PAR sont les suivants<sup>10</sup> :

- le déplacement des PAP s'inscrit dans la logique des déplacements involontaires et doit, à ce titre, se faire dans le cadre des dispositions prévues en la matière ;
- toutes les PAP doivent être indemnisées indépendamment de leur statut juridique, sans discrimination de nationalité, d'appartenance ethnique, culturelle ou sociale ou de genre, dans la mesure où ces facteurs n'accroissent pas leur vulnérabilité et donc ne justifient pas des mesures d'appui bonifiées;
- les PAP doivent être consultées et participer activement à toutes les étapes du processus d'élaboration et de mise en œuvre du PAR ;
- les PAP seront compensées pour les pertes de biens et actifs à leur valeur de remplacement sans dépréciation, avant le déplacement effectif, au moment de l'expropriation des terres et des biens qui s'y trouvent.
- les compensations vont couvrir les pertes de revenus ou offrir de nouvelles sources de revenus équivalentes, et prendre en considération les frais de déménagement, lorsqu'ils sont applicables ;
- les personnes qui seront déplacées seront compensées conformément aux règlements en vigueur en République de Côte d'Ivoire, avec des prix actualisés conformément à la NES n°5 de la Banque Mondiale. Elles seront assistées dans leurs efforts d'amélioration, ou du moins de rétablissement de leurs moyens de subsistance et leur niveau de vie, ceux-ci étant considérés, en terme réels, aux niveaux qui prévalaient au moment de la phase précédant le déplacement ou celle de la mise en œuvre du projet, selon la formule la plus avantageuse ;
- les PAP les plus pauvres ou vulnérables vont être assistées dans le processus de mise en œuvre du PAR. Une attention particulière doit être portée aux besoins des groupes vulnérables au sein des personnes déplacées, particulièrement ceux vivant en dessous du seuil de pauvreté, les personnes sans terre, les personnes âgées, les femmes et les enfants, les populations autochtones, les minorités ethniques et toutes les autres personnes déplacées qui ne seraient pas protégées par la législation nationale en République de Côte d'Ivoire, relative à la compensation sur le foncier.
- la mise en œuvre du présent PAR portera essentiellement sur l'indemnisation des PAP identifiées dans l'emprise directe des travaux.

## **8.2. Méthodes d'évaluation des pertes et des compensations**

Conformément aux principes de base indiqués au point 8 du CR, l'évaluation des pertes a consisté à calculer le coût de remplacement des biens affectés et la détermination de la perte de revenus tirés des commerces et services impactés par le sous-projet. Compte tenu des petites superficies de terres rurales affectées (moins de 0,5 ha pour la majorité des propriétaires), la compensation en nature des terres rurales n'est retenue, surtout que les PAP ne l'exigent et on choisit le type de compensation en numéraire. Les bases de calcul utilisées sont présentées ci-après pour chaque type de biens et services concernés.

### **8.2.1. Evaluation des terres affectées par le projet**

L'évaluation et la détermination du coût de la perte de foncier ont été confiées à deux structures distinctes selon le type de foncier. Conformément à l'arrêté interministériel N°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEF/MCLU/MMG/MPEER /SEPMBPE du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage (intégrant les formules de calcul en

---

<sup>10</sup> Conformément aux recommandations formulées dans le Cadre de Réinstallation, Décembre 2022

annexe 10), la détermination des superficies des terres rurales ou agricoles affectées relèvent de la compétence de le Ministère de l'Agriculture, du développement rural et des productions vivrières, tandis que le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme est compétents pour l'évaluation des terrains urbains

Dans le cadre du présent PAR, la Direction Régionale du Béré du Ministère de l'Agriculture, du développement rural et des productions vivrières pour l'évaluation des terres rurales agricoles, et la Direction Régionale du Béré du Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme pour l'évaluation des terrains urbains dans le cadre de l'évaluation des bâtis.

#### ❖ **Evaluation des terres rurales agricoles**

L'évaluation des terres rurales agricoles a consisté pour les agents enquêteurs de la Direction Régionale de l'Agriculture du Béré à délimiter les parcelles par l'ouverture de layons et à relever les coordonnées géographiques des sommets par le biais d'un appareil GPS de chacune des parcelles, en présence de leurs propriétaires et des voisins immédiats respectifs. L'inventaire se poursuit par l'identification du propriétaire et de la détermination de la superficie de la parcelle concernée.

Pour la détermination du coût d'indemnisation pour perte de terres agricoles, trois catégories de PAP sont considérées selon le statut d'occupation du foncier, en rapportant à la superficie affectée un prix unitaire fixé conformément au décret n°2023-769 du 28 septembre 2023 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général. Il établit les fondements de la politique foncière relative à la purge des droits coutumiers, notamment :

- les règles relatives à la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général ;
- la composition de la Commission Administrative constituée pour l'opération.

Elle indique en son article 7, le barème de la purge pour la perte des droits liés à l'usage du sol définit un montant maximum réparti comme suit :

- District Autonome d'Abidjan : deux mille (2000) Francs CFA, le m<sup>2</sup> ;
- District Autonome de Yamoussoukro : mille cinq cent (1500) Francs CFA, le m<sup>2</sup> ;
- Chefs-lieux de Région : mille (1000) Francs CFA, m<sup>2</sup> ;
- Chefs-lieux de Département : sept cent cinquante (750) Francs CFA, m<sup>2</sup> ;
- Chefs-lieux de Sous-préfecture : six cents (600) Francs CFA, m<sup>2</sup>.

En ce qui concerne la purge des droits coutumiers un décret a été pris et la valeur indiquée dans le décret est celle appliquée dans la zone du projet. Aucun vendeur ne peut aller au-delà de ce prix. La valeur définie est la valeur marchande de vente de terre dans la zone du projet qui est de 750 FCFA pour les terres situées à Dianra chef de Département et 600 FCFA pour les terres situées dans les sous-préfectures de Dianra village, de Marandallah, de Sarhala et de Bouandougou. Dans le cadre de ce projet, les détenteurs de parcelles ne disposent pas de document et ils ont tous optés pour une indemnisation en numéraire.

Il s'agit notamment des :

- Détenteurs de droits coutumiers ou de droits légaux sur le sol et reconnus comme tels. À l'exception de l'État de Côte d'Ivoire propriétaire foncier des domaines publics dans l'emprise du Projet, les bénéficiaires auront droit chacun, dans le cadre de la législation sur la purge des droits coutumiers, à une indemnisation fixée par arrêté préfectorale de moins de 600 FCFA/m<sup>2</sup> rapportée à la superficie totale affectée ;
- Acquéreurs de parcelles sans titre de propriété légalement reconnu qui n'existe pas dans l'emprise du projet.
- Occupants bénéficiant d'un prêt gracieux ou de don temporaire de parcelles de terre rurale reconnu qui continueront de bénéficier de la générosité des familles hôtes. Ces PAP au nombre de 239 ne bénéficieront pas de la compensation relative à la purge des droits coutumiers.

Le tableau ci-dessous fait le récapitulatif de la proposition de calcul des droits coutumiers sur le sol à purger au bénéfice des détenteurs de droits coutumiers identifiés.



Tableau 20 : Récapitulatif de l'estimation maximale de la purge des droits coutumiers sur le sol

Sous-préfecture	Nombre de propriétaires de parcelles agricoles coutumières	Nombre de parcelles agricoles coutumières	Superficie totale (en m²)	Prix unitaire (FCFA/m²)	Montant total (FCFA)
Dianra	04	04	63 240	750	47 430 000
Dianra-village	18	18	217 700,80	600	130 620 480
Sarhala	18	36	83 393	600	50 035 800
Marandallah	60	85	73 572	600	44 143 200
Bouandougou	46	57	96 618	600	57 970 800
<b>TOTAL</b>	<b>146</b>	<b>200</b>	<b>534 524</b>	<b>-</b>	<b>330 200 280</b>

Source : Résultats d'enquêtes Direction Régionale de l'Agriculture (Novembre-Décembre 2023, Janvier 2024)

### 8.2.2. Evaluation des cultures agricoles

L'inventaire des cultures agricoles a été réalisé conformément à l'Arrêté interministériel n°453 portant fixation du barème d'indemnisation pour la destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural, a consisté à :

- délimiter les parcelles agricoles par des ouvertures de layons,
- relever les coordonnées géographiques des sommets de chacune d'elles par le biais d'un appareil GPS pour en déterminer les superficies respectives,
- faire l'état des lieux par l'identification des cultures, l'évaluation de leur âge et taux d'occupation.

Pour chaque parcelle agricole, ces opérations se sont déroulées en présence de l'exploitant agricole et du propriétaire de la terre identifié ou de leur représentant, et des voisins de champ avec lesquels ils font évidemment limite.

La détermination du coût d'indemnisation des cultures affectées par le projet est conforme aux calculs prévus aux termes de l'Arrêté interministériel susmentionné. Comme indiqué dans le CR, il s'agit de barèmes de références qui ont été complétés par des enquêtes de terrain pour mettre à jour les prix des intrants ou les prix du marché des cultures à indemniser.

Dans l'ensemble, le calcul du montant d'indemnisation (M) prend en compte les paramètres suivants :

- la superficie détruite (S) exprimée en hectare ;
- le coût de mise en place de l'hectare (Cm) exprimé en FCFA/ha ;
- le prix bord champ (FCFA) du kilogramme ou du plan en vigueur au moment de la destruction (P) ;
- le rendement à l'année de destruction (Rn) exprimé en kg/ha ;
- le nombre d'années nécessaires à l'entrée en production d'une nouvelle parcelle de même type (N) ;
- la densité normale (d) exprimée en nombre de pieds/ha ;
- le coût d'entretien jusqu'à l'entrée en production (CE) exprimé en FCFA/ha ;
- le coût d'entretien cumulé à l'hectare jusqu'à l'année de destruction (Cce) exprimé en FCFA/ha ;
- le coefficient de majoration de 10% correspondant à un montant forfaitaire du préjudice moral ( $\mu$ ).

Selon qu'il s'agisse de cultures annuelles (vivrières ou maraîchères), de plants sélectionnés ou greffés, de cultures pérennes en production ou non, les formules de calcul se présentent comme suit :

- pour les cultures annuelles :  $M = (1 + \mu) \times S \times R \times P$
- pour les cultures pérennes dans une plantation immature :  $M = S \times ((1 + \mu) \times (Cm + Cce))$



- pour les cultures pérennes dans une plantation en production :  $M = S \times ((C_m + C_E) + (P \times R_n))$
- pour les plants sélectionnés ou greffés :  $M = (1 + \mu) \times P \times (d \times S)$

Pour toutes les cultures agricoles, la valeur d'un pied isolé se calcule comme suit :  $M/d$ . Les données de base des calculs du barème d'indemnisation par hectare figurent dans les tableaux en annexe dudit Arrêté.

Le récapitulatif de l'évaluation des cultures agricoles est présenté dans le tableau ci-dessous.

*Tableau 21 : Récapitulatif de l'évaluation des cultures agricoles*

Sous-préfecture	Nombre de propriétaires de culture agricoles	Nombre de pieds de culture agricole	Superficie totale (en m <sup>2</sup> )	Montant total (FCFA)
Dianra	12	141	2,05	2 205 755
Dianra-village	116	<b>6 618</b>	7,68	51 687 835
Sarhala	69	3 120	0,0419	20 603 938
Marandallah	66	1 756	0,065	12 055 264
Bouandougou	61	3 576	0,90	25 949 520
<b>TOTAL</b>	<b>324</b>	<b>15 211</b>	<b>10,7369</b>	<b>112 502 312</b>

Source : Résultats d'enquêtes Direction Régionale de l'Agriculture (Novembre-Décembre 2023, Janvier 2024)

### 8.2.3. Evaluation des bâtis

Dans le cadre de cette évaluation, deux aspects, selon le CR et la NES 5, régissent les principes de compensation des infrastructures et aménagements. D'une part, en parallèle aux terrains, on compense la partie de l'infrastructure qui sera acquise si le reste est toujours viable. A ce niveau, soit la perte est complète, alors chaque infrastructure est valorisée au taux de remplacement de l'infrastructure neuve sans tenir compte de la dépréciation, soit la perte est partielle avec un reste viable, ainsi la partie perdue est valorisée au prix de remplacement pour que la PAP puisse la remplacer, soit la perte est partielle avec un reste non viable, alors lorsque l'expropriation prend une partie aussi importante que le reste de l'infrastructure n'est plus utilisable, l'acquisition est traitée comme une perte complète. En plus, l'évaluation considérera les pertes temporaires. La compensation comprend les bâtiments et les infrastructures, les clôtures de maisons et de cases, les abris et diverses installations notamment infrastructures de commerce, ateliers ; etc.

Sur cette base, les principales tâches de l'évaluation des bâtiments ont consisté à :

- faire le métré des bâtis identifiés dans l'emprise du projet ;
- faire l'état des lieux des bâtis et du foncier ;
- calculer le coût des bâtis.

La détermination du coût des bâtis s'est faite sur la base des paramètres suivants :

- la surface totale hors œuvre des bâtiments (S1) exprimée en m<sup>2</sup> ;
- la cotation ou nombre de points (NP) déterminé ;
- le coût unitaire de base officiel du mètre carré (m<sup>2</sup>) fixé à 500 FCFA ;
- le coefficient d'exécution (Cex) déterminé ;
- le coefficient d'entretien (Cen) déterminé ;
- le coefficient d'éloignement (Cel) déterminé ;
- le coefficient de vétusté (Cv) déterminé ;
- le coût moyen du terrain au m<sup>2</sup> (CMT) dans la zone du projet (600 FCFA au plus pour les chefs-lieux de sous-préfecture et 750 FCFA au plus pour les chefs-lieux de département) ;
- la surface du terrain non bâti (S2) exprimée en m<sup>2</sup>.

La combinaison de ces paramètres a permis d'obtenir différents coûts avec les formules suivantes :

- la Valeur à Neuf (VN) du bâti :  $VN = NP \times S1 \times 500 \text{ FCFA}$
- la Valeur Résiduelle du bâti :  $VR = VN \times Cex \times Cen \times Cel \times Cv$

- la Valeur du Terrain non bâti :  $VT = S2 \times CMT$

Ces valeurs ont permis de calculer pour un même bâti les deux différents coûts d'indemnisation suivants :

- la Valeur Vénale (VV) du patrimoine immobilier :  $VV = VR + VT$
- la Valeur à Neuf du Patrimoine immobilier :  $VNP = VN + VT$ , qui correspond à la valeur intégrale de remplacement prévue par la NES n°5.

La dernière valeur généralement supérieure à la première est celle retenue pour l'indemnisation du propriétaire de bâtis susceptible d'être affecté par le projet, conformément à la NES n°5.

La synthèse de l'évaluation des bâtis est présentée dans les tableaux ci-après.

*Tableau 22 : Récapitulatif de l'évaluation des bâtis*

Sous-préfecture	Nombre de propriétaires	Nombre de bâtis	Montant total (FCFA)
Dianra	5	5	7 225 200
Dianra-village	84	84	373 015 340
Sarhala	6	6	4 149 400
Marandallah	47	47	139 638 300
Bouandougou	41	41	200 766 825
<b>TOTAL</b>	<b>183</b>	<b>183</b>	<b>724 795 065</b>

Source : Résultats d'enquêtes Direction Régionale du ministère de la Construction du Logement et de l'Urbanisme (Novembre-Décembre 2023, Janvier 2024)

*Tableau 23 : Récapitulatif de l'évaluation de la surface des bâtis*

Sous-préfecture	Nombre de propriétaires	Nombre de bâtis	Superficie M²	Coût unitaire/M²	Montant total (FCFA)
Dianra	5	5	500	750	375 000
Dianra-village	84	84	12 150	600	7 290 000
Sarhala	6	6	600	600	360 000
Marandallah	47	47	7 900	600	4 740 000
Bouandougou	41	41	5 800	600	3 480 000
<b>TOTAL</b>	<b>183</b>	<b>183</b>	<b>26 950</b>		<b>16 245 000</b>

#### 8.2.4. Evaluation des pertes de revenus mensuels

Dans les cas où les interventions du projet impactent négativement les moyens de subsistance, les sources de revenus ou la création de revenus, les PAP doivent bénéficier d'une compensation pour perte de revenu à l'issue d'une enquête socio-économique. Même si l'infrastructure que ces personnes doivent occuper est achevée avant le déménagement, il leur faut du temps pour avoir une nouvelle clientèle, du temps pour s'adapter au milieu et au type de concurrence en cours sur le nouveau site. L'évaluation de la compensation devra tenir compte de la période transitoire. En outre, la compensation sera calculée sur la base du revenu journalier de la catégorie socioprofessionnelle.

Pour les employés des entreprises « formelles » et « informelles » et les ouvriers agricoles qui vont perdre leur emploi du fait des activités du projet ils doivent bénéficier d'une compensation en numéraire pour leur permettre de faire face à leur besoin le temps de retrouver un autre emploi. Cette compensation est calculée sur la base du salaire mensuel perçu multiplié par la durée de suspension du salaire de 03 mois.

Dans le cadre du présent PAR, cette évaluation concerne essentiellement les gérants de commerces et services (formelles et informelles) affectés par le projet, les employés de commerces et services, les propriétaires de bâti non-résidents bailleurs.

Dans tous les cas, la perte de revenu mensuel de chaque catégorie ou sous-catégorie de PAP est calculée sur la base du revenu mensuel déclaré multiplié par la durée d'impact estimée en nombre de mois. Les revenus et durées d'impact spécifiques aux sous-catégories de PAP considérées sont ci-après explicités.

##### ❖ Pour les propriétaires de commerces et services

Pour les entreprises formelles, les pertes en matière d'exploitation sont estimées sur la base des principales lignes de comptabilité suivantes :

- (i) **le bénéfice mensuel net perdu** par l'entreprise de sorte à maintenir le revenu des propriétaires (sur la base de pièces comptables et de rapports annuels d'activités validés et selon la durée de l'impact estimée à 3 mois nécessaire pour la reprise des activités déplacées) ;
- (ii) **les salaires qui ne seraient pas versés au personnel**, de sorte à garantir le revenu du personnel et sauvegarder les emplois dont le montant est calculé sur la base du salaire mensuel versé et prouvé par des bulletins valides multiplié par la durée d'impact estimée à 3 mois nécessaires pour la reprise des activités du personnel.

Alors que le bénéfice mensuel net perdu est compensé ici, les salaires mensuels perdus seront directement payés aux employés.,

L'évaluation du montant réel à verser se fera sur la base de pièces comptables ou de rapports d'activités certifiés.

Pour les activités pratiquées dans la zone du projet, aucun document comptable n'a été produit pour attester la déclaration du bénéfice net. Les pertes sont estimées sur la base du revenu mensuel net déclaré multiplié par la durée d'impact estimée à 3 mois nécessaire pour la reprise des activités. La fixation de l'indemnisation pour perte de revenu a été faite sur la base des informations obtenues sur les revenus lors de l'enquête socioéconomique. En effet, la moyenne des revenus mensuels se situe entre 60 000 F CFA et 100 000 F CFA pour les petites activités, de 100 001 F CFA à 300 000 F CFA pour les moyennes activités, 300 001 FCFA et 1 000 000 FCFA pour les activités intermédiaires ou diverses activités et 1 000 001 et 1 500 000 FCFA pour les grandes activités.

Ces montants sont :

*Tableau 24 : Récapitulatif de l'évaluation du montant moyen calculés des propriétaires de commerces et services.*

Catégories	Moyenne
Petites activités	80 000F FCA
Moyennes activités	200 000 F CFA
Grandes activités	650 000 FCFA
Très Grandes activités	1 250 000 FCFA

Ces montants moyens vont servir d'élément de base pour négocier l'indemnisation pour la perte de revenu avec ces gérants d'activités et services.

Par ailleurs, cette indemnité de revenu ne prend pas en compte les salaires des employés identifiés à évaluer distinctement ci - dessous.

Sur la base de ces informations, une indemnisation correspondant à 3 mois de revenus a été proposée pour les trois catégories de gérants d'activités. Cette indemnisation calculée sur la base des montants forfaitaires<sup>11</sup> déclarés multiplié par trois (3).

*Tableau 25 : Récapitulatif du calcul de l'indemnité de revenus des propriétaires de commerces et services affectés par le projet*

Types d'activités	Nombre de propriétaires	Moyenne des bénéfices mensuels déclarés (FCFA)	Durée d'impact (en mois)	Montant total (FCFA) des revenus
Petites activités commerciales	5	80 000	3	1 200 000
Moyenne activités	18	200 000	3	10 800 000
Grandes activités	110	650 000	3	214 500 000

<sup>11</sup> Pour le calcul de la moyenne ; il a été additionné par type d'activité les bénéfices divisés par deux. Exemple pour les petites activités  $[(60\,000 + 100\,000) / 2] \times 3$

Très grandes activités	2	1 250 000	3	7 500 000
<b>TOTAL</b>	<b>135</b>	<b>-</b>		<b>234 000 000</b>

Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023

#### ❖ Pour les employés de commerces et services

L'indemnité de revenu à verser aux employés de commerces et services est calculée sur la base du SMIG multiplié par la durée d'impact estimée à 3 mois nécessaire pour la reprise de l'activité affectée par le projet. Ce montant sera directement versé à l'employé éligible pour garantir le maintien de ses conditions de vie initiales pendant la période d'inactivité. Le paiement de ce montant ne sera pas automatique, mais en connaissance de cause d'inactivité des employés concernés.

Il est rappelé qu'aucun document n'a été fourni par les employés ni par les employeurs pour prouver la déclaration des employés.

Le tableau ci-dessous présente le récapitulatif du calcul de l'indemnité de revenus mensuels des employés de commerces et services.

Tableau 26 : Récapitulatif du calcul de l'indemnité de revenus des employés de commerces et services affectés par le projet

Sous-préfecture	Nombre d'employés	Moyenne des salaires mensuels déclarés (FCFA)	Durée d'impact (en mois)	Montant total (FCFA) des revenus
Dianra-village	10	75 000	3	2 250 000
Marandallah	12	75 000	3	2 700 000
Bouandougou	7	75 000	3	1 575 000
<b>TOTAL</b>	<b>29</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 525 000</b>

Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023

#### ❖ Pour les propriétaires de bâtis non-résidents bailleurs

Cette aide est accordée aux bailleurs immobiliers pour compenser le manque à gagner sur les loyers perçus qui seront perdus du fait des travaux d'aménagement et de bitumage de la route. L'évaluation de cette indemnité est faite sur la base du loyer actuel perçu rapporté à la durée d'impact estimée à 03 mois nécessaires pour la reconstruction et la mise en exploitation du nouveau bâti pourvu en remplacement de celui affecté par le projet. Le montant total des indemnités à payer pour la perte de revenu locatif est égal à 5 980 500 FCFA.

Le récapitulatif du calcul de cette indemnité est présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 27 : Récapitulatif du calcul de l'indemnité des revenus des propriétaires de bâtis non-résidents bailleurs affectés par le projet

Nombre de propriétaires non-résidents bailleurs	Moyenne des revenus locatifs mensuels déclarés (FCFA)	Durée d'impact (en mois)	Montant total (FCFA) des revenus
5	35 000	3	525 000
3	36 500	3	328 500
2	37 000	3	222 000
6	40 000	3	720 000
31	45 000	3	4 185 000
<b>47</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 980 500</b>

Source CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre

### 8.2.5. Evaluation de l'équipement communautaire

Un (01) d'équipement public a été identifié dans l'emprise du projet. Il s'agit d'une pompe hydraulique villageoise qui appartient au village de Kan-Sokoura. Pour ce type de site il est prévu une reconstruction de l'infrastructure. L'équipement a été évalué à quatre-vingts millions francs (80 000 000) FCFA.

En effet, les niches des compteurs électriques étant prises en charge dans le déplacement des réseaux, il ne reste plus à réinstaller la pompe hydraulique villageoise de Kan-Sokoura qui est un équipement communautaire important dans l'approvisionnement en eau de la population. Il est donc vital que le projet améliore les conditions d'approvisionnement en eau de la localité prenant en charge la réalisation d'un système d'Hydraulique Villageoise Améliorée (HVA) en réalisant les activités suivantes :

- le recrutement d'un consultant pour les études de recherche d'un site approprié pour le forage et de son aménagement, de conception du réseau de 5 km de canalisation, de captage, de stockage et de distribution d'eau dans 04 bornes fontaines ;
- l'acquisition et le transport des matériels nécessaires pour l'installation du système HVA ;
- la réalisation des tranchées pour l'installation de la canalisation d'eau ;
- la construction de 04 bornes fontaines aux coins stratégiques du village de Kan-Sokoura ;
- le branchement du système HVA au réseau électrique ;
- le recrutement d'une entreprise spécialisée pour la réalisation du forage et l'installation de tous les matériels de système d'hydraulique villageois amélioré ;
- la mise en place d'une équipe de 05 personnes chargées de la gestion du système HVA pour assurer l'autofinancement des charges d'exploitation (règlement de factures d'électricité, frais d'entretien et maintenance, désintéressement du personnel de gestion des bornes fontaines) ;
- la formation du personnel local chargé de l'exploitation du système d'hydraulique villageoise améliorée.

Le tableau ci-dessous présente la synthèse du calcul du coût estimatif de réalisation du système d'hydraulique villageoise améliorée.

*Tableau 28 : Récapitulatif de l'estimation du coût de réalisation du système d'hydraulique villageoise améliorée à Kan-Sokoura*

Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Montant total (FCFA)
Prestations du consultant chargé des études techniques	Forfait	1	20 000 000	20 000 000
Achat des tuyaux de canalisation	Tuyau de 6 m	850	20 000	17 000 000
Achat des pièces accessoires	Forfait	1	2 000 000	2 000 000
Achat du réservoir	Forfait	1	2 000 000	2 000 000
Achat du support	Forfait	1	3 000 000	3 000 000
Frais de transport des matériels	Forfait	1	2 000 000	2 000 000
Prestations de réalisation de tranchées	Mètre linéaire	5 000	1 500	7 500 000
Construction de bornes fontaine	Borne fontaine	4	1 500 000	6 000 000
Moteur de pompage d'eau et accessoires	Forfait	1	3 000 000	3 000 000
Branchement au réseau électrique	Forfait	1	7 500 000	7 500 000
Prestations de l'entreprise chargé des travaux d'installation du système HVA	Forfait	1	8 000 000	8 000 000
Prestations du consultant chargé de la formation du personnel local de gestion du système HVA	Forfait	1	2 000 000	2 000 000
<b>TOTAL</b>		-	-	<b>80 000 000</b>

Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023

La construction de ces infrastructures fera l'objet d'un appel d'offre par la cellule de coordination du projet.

Pour rappel, le village de Kan-Sokoura est créé en 1935 de la volonté des chefs des trois villages voisins de Kan, Siakro et Touba de s'unir pour former un seul et même village. Aujourd'hui le village compte une population d'environ 5 000 habitants souhaitent avoir un château d'eau pour couvrir leurs besoins en eau, compte tenu de la capacité limitée de l'actuelle pompe hydraulique villageoise affectée par le projet.

### 8.2.6. Evaluation de l'aide à la réinstallation

Les principes de base utiliser pour les évaluations s'appuie les méthodes définies au tableau 10 « Matrice de compensation des pertes par catégorie d'impact » du CR page 48

#### ❖ Aide au déménagement

Les mesures d'aide à la réinstallation des PAP nécessaires dans le cadre du présent PAR se rapportent, d'une part, à l'octroi d'une indemnité d'aide au déménagement aux chefs de ménages résidents (propriétaires ou locataires de bâtis) et aux gérants de commerces et services (propriétaires et locataires de bâtis) pour assurer le transport de leurs affaires (bagages, marchandises, instruments et accessoires de travail) (CR tableau 10 page 48). Le montant totale des indemnités de déménagement est calculé sur la base du coût moyen de transport dans la zone du projet estimé à 50 000 FCFA appliqué au nombre total de PAP dans chaque catégorie éligible. Le récapitulatif du calcul de cette indemnité est présenté ci-dessous dans le tableau n° 29 pour les ménages résidents propriétaires de bâtis, le tableau n°30 pour les ménages résidents locataires de bâtis et le tableau n° 31 pour les gérants de commerces et services (propriétaires et locataires de bâtis).

*Tableau 29 : Récapitulatif de l'évaluation des indemnités de déménagement ménages résidents propriétaires de bâtis*

Localité	Nombre de ménages résidents propriétaires de bâtis	Coût forfaitaire de transport (FCFA)	Nombre de déménagement	Montant total (FCFA)
Katiali	01	50 000	2	100 000
Dianra-village	01	50 000	2	100 000
Kansokoura	02	50 000	2	200 000
Tomikro	01	50 000	2	100 000
Sononzo	04	50 000	2	400 000
Marandallah	02	50 000	2	200 000
<b>TOTAL</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 100 000</b>

Source CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre

*Tableau 30 : Récapitulatif de l'évaluation des indemnités de déménagement ménages résidents locataires de bâtis*

Sous-préfecture	Nombre de ménages résidents locataires de bâtis	Coût forfaitaire de transport (FCFA)	Nombre de déménagement	Montant total (FCFA)
Dianra	-	-	-	-
Dianra-village	2	50 000	1	100 000
Sarhala	-	-	-	-
Marandallah	-	-	-	-
Bouandougou	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>100 000</b>

Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023

*Tableau 31 : Récapitulatif de l'évaluation des indemnités de déménagement des gérants de commerces et services propriétaires et locataires de bâtis*

Catégories	Nombre de PAP	Coût forfaitaire de transport (FCFA)	Nombre de déménagement	Montant total (FCFA)
------------	---------------	--------------------------------------	------------------------	----------------------

Propriétaires d'activités commerciales et services propriétaires de bâtis	75	50 000	2	7 500 000
Propriétaires d'activités commerciales et services locataires de bâtis	60	50 000	1	3 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>135</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10 500 000</b>

Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023

#### ❖ Aide à la garantie locative

La garantie locative est une indemnité octroyée aux responsables d'entreprises (commerces et services) et aux chefs de ménage pour les aider à payer le loyer des nouveaux locaux nécessaires pour leur réinstallation. Cette aide est équivalente pour chaque PAP concernée au montant actuel du loyer déclaré ou pratiqué dans la zone<sup>12</sup> du projet pour les différents types de bâtis affectés par le projet sur une durée de 4 mois pour les ménages résidents locataires de bâtis et les responsables de commerces et services locataires de bâtis et de 6 mois pour les ménages propriétaires de bâtis et les responsables de commerces et services propriétaires de bâtis. Le récapitulatif du calcul de la garantie locative est présenté dans le tableau n° 32 pour les ménages résidents propriétaires de bâtis, le tableau n° 35 pour les ménages résidents locataires de bâtis, et le tableau n° 33 pour les propriétaires de bâtis de commerces et services et le tableau n°34 pour les propriétaires de commerces et services locataire de bâtis.

Tableau 32 : Récapitulatif de l'évaluation des indemnités de garantie locative des ménages résidents propriétaires de bâtis

Localité	Nombre de ménages résidents propriétaires de bâtis	<sup>13</sup> Coût moyen de loyer (FCFA)	Durée de location (en mois)	Montant total (FCFA)
Katiali	01	20 000	6	120 000
Dianra-village	01	20 000	6	120 000
Kansokoura	02	20 000	6	240 000
Tomikro	01	20 000	6	120 000
Sononzo	04	20 000	6	480 000
Marandallah	02	20 000	6	240 000
<b>TOTAL</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 320 000</b>

Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023

Tableau 33 : Récapitulatif de l'évaluation des indemnités de garantie locative des propriétaires de commerces et service propriétaires de bâtis

Nombre de propriétaires d'activités commerces et services propriétaires de bâtis	Coût moyen de loyer (FCFA)	Durée de location (en mois)	Montant total (FCFA)
75	40 000	6	18 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18 000 000</b>

<sup>12</sup> Le montant de location des loyers attribuer aux propriétaires des activités de commerces et de services est déduit de la moyenne des loyers fixés par les propriétaires bailleurs.

<sup>13</sup> Le montant est déduit des résultats de l'enquête socioéconomique.



Tableau 34 : Récapitulatif du calcul de l'indemnité de perte de loyer des propriétaires d'activités commerciales locataire de bâtis

Nombre de propriétaires d'activités commerciales locataire de bâtis	Moyenne des revenus locatifs mensuels déclarés (FCFA)	Durée d'impact (en mois)	Montant total (FCFA) des revenus
10	35 000	4	1 400 000
7	36 500	4	1 022 000
4	37 000	4	592 000
8	40 000	4	1 280 000
31	45 000	4	5 580 000
<b>60</b>		<b>-</b>	<b>9 874 000</b>

Tableau 35 : Récapitulatif de l'évaluation des indemnités de garantie locative des ménages résidents locataires de bâtis

Sous-préfecture	Nombre de ménages résidents locataires de bâtis	Coût moyen de loyer (FCFA)	Durée de location (en mois)	Montant total (FCFA)
Dianra-village	2	20 000	4	160 000
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>160 000</b>

Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023

#### ❖ Frais d'enregistrement

Les propriétaires de parcelle coutumière, il serait ajouté en plus de la purge des droits coutumiers, les frais d'enregistrement. Selon l'Agence Foncière Rurale (AFOR), les frais d'enregistrement est fixée à dix mille (10 000) francs CFA pour la liasse foncière. Ces frais d'enregistrement concernent les 146 propriétaires de parcelle coutumière.

Tableau 36 : Récapitulatif des frais d'enregistrement des parcelles coutumières

Sous-préfecture	Nombre de propriétaires de parcelles agricoles coutumières	Nombre de parcelles agricoles coutumières	Prix unitaire (FCFA/m²)	Montant total (FCFA)
Dianra	04	04	10 000	40 000
Dianra-village	18	18	10 000	180 000
Sarhala	18	36	10 000	360 000
Marandallah	60	85	10 000	850 000
Bouandougou	46	57	10 000	570 000
<b>TOTAL</b>	<b>146</b>	<b>200</b>	<b>-</b>	<b>2 000 000</b>

Source : Résultats d'enquêtes Direction Régionale de l'Agriculture (Novembre-Décembre 2023, Janvier 2024)



### 8.3. Matrice d'indemnisation

Tableau 37 : Matrice des droits à compensation des Personnes Affectées par la réalisation des travaux du projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra – Bouandougou

Type de pertes /Impacts	Catégories de personnes éligibles	Éléments à prendre en compte	Mesures de compensation	Mesures d'accompagnement, notamment pour les personnes vulnérables/Mesures de restauration des moyens de subsistance
Pertes de terres agricoles	Propriétaires exploitants avec droit coutumier	Terre (146 PAP)	Compensation en espèces au coût intégral de remplacement ;  Purge des droits coutumiers selon le décret n°2023-769 du 28 septembre 2023 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général	
		Cultures (85 PAP)	Compensation des pertes de cultures en tenant compte de la période nécessaire pour permettre à la PAP de retrouver sa capacité de production antérieure (Compensation en numéraire) ;  Indemnisation des cultures sur la base du barème officiel institué par l'arrêté interministériel n°453/ MINADER/ MIS/ MIRAH/ MEF/ MCLU/ MMG/ MPEER/ SEPMBPE du 01 août 2018.  Ces barèmes de références seront complétés par des enquêtes de terrain pour mettre à jour les prix des intrants ou les prix du marché des cultures à indemniser.	Octroi d'intrants pour l'amélioration de la productivité des cultures sur les terres restantes ; Renforcement de capacités et formations des PAP ; Suivi post formation de l'ANADER
	Propriétaires non exploitants avec droit coutumier	Terre (61 PAP)	Compensation en espèces au coût intégral de remplacement ;  Purge des droits coutumiers selon le décret n°2023-769 du 28 septembre 2023 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général	

Type de pertes /Impacts	Catégories de personnes éligibles	Éléments à prendre en compte	Mesures de compensation	Mesures d'accompagnement, notamment pour les personnes vulnérables/Mesures de restauration des moyens de subsistance
	Exploitants non propriétaires	Cultures (239 PAP)	<p>Compensation des pertes de cultures en tenant compte de la période nécessaire pour permettre à la PAP de retrouver sa capacité de production antérieure (Compensation en numéraire).</p> <p>Indemnisation des cultures sur la base du barème officiel institué par l'arrêté interministériel n°453/ MINADER/ MIS/ MIRAH/ MEF/ MCLU/ MMG/ MPEER/ SEPMBPE du 01 août 2018.</p> <p>Ces barèmes de références seront complétés par des enquêtes de terrain pour mettre à jour les prix des intrants ou les prix du marché des cultures à indemniser.</p>	<p>Octroi d'intrants pour l'amélioration de la productivité des cultures sur les terres restantes ;</p> <p>Renforcement de capacités et formations des PAP ;</p> <p>Suivi post formation de l'ANADER.</p>
Perte de terres d'habitation et de commerces et services	Propriétaire reconnu coutumièrement (183 PAP)	Terre	<p>Compensation en espèces au coût intégral de remplacement.</p> <p>Purge des droits coutumiers selon le décret n°2023-769 du 28 septembre 2023 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général</p>	
		Bâtis	<p>Compensation en espèces au coût intégral de remplacement compris tous les coûts de transaction.</p> <p>Valeur de remplacement expertisée du bâti suivant le barème en vigueur du MCLU (valeur du marché, coûts de transaction)</p>	
Perte de bâtis à usage d'habitation	Propriétaires des bâtis résident (11 PAP)	Terres	<p>Compensation en espèces au coût intégral de remplacement,</p> <p>Purge des droits coutumiers selon le décret n°2023-769 du 28 septembre 2023 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général</p>	<p>Aide au relogement calculé sur une base maximale de six (6) mois de loyer ;</p> <p>Aide au déménagement (forfait de 50 000 Fcfa fois 02)</p>

Type de pertes /Impacts	Catégories de personnes éligibles	Éléments à prendre en compte	Mesures de compensation	Mesures d'accompagnement, notamment pour les personnes vulnérables/Mesures de restauration des moyens de subsistance
		Bâties	Compensation en espèces au coût intégral de remplacement ;  Valeur de remplacement expertisée du bâti suivant le barème en vigueur du MCLU (valeur du marché, coûts de transaction).	
	Locataires (02 PAP)	Sécurité du logement	Païement d'une indemnité correspondant à de 4 mois de loyer (correspondant à 2 mois de caution + 2 mois de loyer)	Aide au déménagement (forfait de 50 000)
Perte de bâtiments locatifs à usage commerciaux et services	Propriétaires des bâtis bailleurs (47 PAP)	Terres	Compensation en espèces au coût intégral de remplacement,  Purge des droits coutumiers selon le décret n°2023-769 du 28 septembre 2023 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général	
		Bâtis (à usage commercial)	Compensation en espèces au coût intégral de remplacement ;  Valeur de remplacement expertisée du bâti suivant le barème en vigueur du MCLU (valeur du marché, coûts de transaction).	
		Revenu locatif	Compensation pour la perte de revenus locatifs sur une base maximale de trois (03) mois	
	Propriétaires des bâtis non bailleurs (50 PAP)	Terre	Compensation en espèces au coût intégral de remplacement. Purge des droits coutumiers selon le décret n°2023-769 du 28 septembre 2023 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général.	

Type de pertes /Impacts	Catégories de personnes éligibles	Éléments à prendre en compte	Mesures de compensation	Mesures d'accompagnement, notamment pour les personnes vulnérables/Mesures de restauration des moyens de subsistance
		Bâties (à usage commercial)	Compensation en espèces au coût intégral de remplacement ;  Valeur de remplacement expertisée du bâtiment suivant le barème en vigueur du MCLU (valeur du marché, coûts de transaction) ;	
	Propriétaires d'activités commerciales et de services propriétaires de bâtiments (75 PAP)	Terres	Compensation en espèces au coût intégral de remplacement. Purge des droits coutumiers selon le décret n°2023-769 du 28 septembre 2023 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général.	Aide au relogement calculé sur une base maximale de six mois de loyer ;  Aide au déménagement (forfait de 50 000 FCFA fois 2)
		Bâties (à usage commercial)	Compensation en espèces au coût intégral de remplacement ;  Valeur de remplacement expertisée du bâtiment suivant le barème en vigueur du MCLU (valeur du marché, coûts de transaction)	-un appui conseil pour une meilleure organisation de leurs activités -faciliter avec les établissements financiers pour l'obtention de crédit pour l'agrandissement de leurs affaires - appuyer les PAP à créer des sources de revenus alternatives ou des activités secondaires, (AGR).
		Revenu commercial	Compensation pour la perte de revenu commercial sur une base maximale de trois (03) mois	
	Propriétaires d'activités commerciales et de services locataires de bâtiments (60 PAP)	Revenu commercial	Paieement d'une indemnité correspondant à 04 mois de cautionnement de loyer	Paieement d'une indemnité de déménagement forfaitaire de 50 000 FCFA
			Paieement d'une indemnité correspondant à 03 mois de revenu commercial	un appui conseil pour une meilleure organisation de leurs activités  faciliter avec les établissements financiers pour l'obtention de crédit pour l'agrandissement de leurs affaires  - appuyer les PAP à créer des sources de revenus alternatives ou des activités secondaires, (AGR).

Type de pertes /Impacts	Catégories de personnes éligibles	Éléments à prendre en compte	Mesures de compensation	Mesures d'accompagnement, notamment pour les personnes vulnérables/Mesures de restauration des moyens de subsistance
	Employés (29 PAP)	Perte de salaire	Paiement d'une indemnité correspondant à 03 mois de salaire	
Perte d'équipement (01)	Perte définitive de bâti + Perte définitive de fourniture d'eau	Perte de pompe hydraulique villageoise	Remplacement en nature du système d'hydraulique villageoise par un système amélioré (conformément à la valeur du marché et coûts de transaction)	Appui à l'amélioration du système d'approvisionnement

Source : Résultats d'enquêtes Direction Régionale de l'Agriculture (Novembre-Décembre 2023, Janvier 2024)

#### 8.4. Récapitulatif des coûts d'indemnisations et d'aide à la réinstallation

A l'issue de l'évaluation des compensations, le tableau ci-dessous présente la synthèse des indemnisations par catégorie de PAP.

Tableau 38 : Récapitulatif des coûts d'indemnisations et des mesures de réinstallation des PAP

N° Ordre	Types d'indemnisation par Catégories de PAP	Nombre	Montant d'indemnisation (FCFA)
<b>COMPENSATION</b>			
1.	<b>Propriétaires de parcelles agricoles coutumières</b>	<b>146</b>	<b>330 200 280</b>
1.1	Compensation des droits coutumiers sur le sol	146	330 200 280
2.	<b>Propriétaires de cultures agricoles</b>	<b>324</b>	<b>112 502 312</b>
2.1	Compensation des cultures agricoles	324	112 502 312
3.	<b>Propriétaires de bâtis</b>	<b>183</b>	<b>741 040 065</b>
3.1	Compensation des bâtis	183	724 795 065
3.2	Compensation des surfaces des bâtis	183	16 245 000
4.	<b>Propriétaires de commerces et services</b>	<b>135</b>	<b>234 000 000</b>
4.1	Compensation de revenus des propriétaires de commerces et services affectés	135	234 000 000
5.	<b>Employés de commerces et services</b>	<b>29</b>	<b>6 525 000</b>
5.1	Compensation des revenus des employés de commerces et services	29	6 525 000
6	<b>Propriétaires de bâtis non-résidents bailleurs</b>	<b>47</b>	<b>5 980 500</b>
6.1	Compensation des propriétaires de bâtis non-résidents bailleurs	47	5 980 500
7	<b>Equipement communautaire</b>	<b>1</b>	<b>80 000 000</b>
7.1	Compensation de l'équipement communautaire	1	80 000 000
<b>Sous total 1 compensation de pertes des biens</b>			<b>1 510 248 157</b>
<b>AIDE A LA REINSTALLATION DES PAP</b>			
8	<b>Aide au déménagement</b>		<b>11 700 000</b>
8.1	Ménages résidents propriétaires de bâtis	11	1 100 000
8.2	Ménages résidents locataires de bâtis	2	100 000
8.3	Gérants de commerces et services propriétaires de bâtis	75	7 500 000

8.4	Propriétaires d'activités commerciales et services locataires de bâtis	60	3 000 000
<b>9</b>	<b>Aide à la garantie locative</b>		<b>29 354 000</b>
9.1	Garantie locative des ménages résidents propriétaires de bâtis	11	1 320 000
9.2	Garantie locative des propriétaires d'activités commerciales et service propriétaire de bâtis	75	18 000 000
9.3	Garantie locative des ménages résidents locataires de bâtis	2	160 000
9.4	Garantie locative des propriétaires de commerces et services locataire de bâtis	60	9 874 000
<b>10</b>	<b>Frais d'enregistrement des parcelles coutumières</b>	<b>146</b>	<b>2 000 000</b>
10.1	Frais d'enregistrement des parcelles coutumières	146	2 000 000
<b>Sous total 2 aide à la réinstallation</b>			<b>43 054 000</b>
<b>11</b>	<b>Aide à l'établissement des CNI et carte consulaire</b>		
11.1	Etablissement des CNI	20	1 100 000
11.2	Etablissement des cartes consulaires	16	2 100 000
<b>Sous total 3 aide l'établissement des CNI et cartes consulaires</b>			<b>3 200 000</b>
<b>Ensemble</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>660<sup>[1]</sup></b>	<b>1 556 502 157</b>

Source : Missions d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre et du 09 au 19 décembre 2023

## 9. ASSISTANCE AUX PERSONNES VULNERABLES

### 9.1. Mesures d'assistance

Dans le cadre du présent PAR, une attention particulière sera portée sur les besoins des personnes vulnérables dans les ménages des PAP de façon à éviter la détérioration de leurs conditions de vie et de travail par le projet.

Ainsi, l'assistance aux personnes vulnérables identifiées dans les ménages des Personnes Affectées par l'acquisition foncière et la réinstallation comprend les mesures suivantes :

- identification de la cause et des effets de la vulnérabilité des ménages, soit par le biais d'entrevues directes par un travailleur social du Projet ou de l'ONG chargée du suivi social et de la médiation ;
- identification de l'assistance supplémentaire nécessaire aux différentes étapes du processus : négociation, compensation, déménagement, relogement, etc. ;
- suivi et poursuite de l'assistance après la réinstallation et/ou compensation supplémentaires, si nécessaire ;
- autre assistance spécialisée, selon les demandes et les besoins des personnes vulnérables identifiées dans les ménages des PAP .

Les dispositions particulières dans le cadre du présent PAR sont à l'endroit des groupes vulnérables ciblés lors de l'étude socio-économique. Il s'agit selon les cas :

- mise à disposition des PAP ayant pour seule source de revenu l'agriculture, des kits composés d'engrais et de semences améliorées pour augmenter la productivité des sols exploités par ces derniers (montant est prise en charge dans le PMRS). L'ONG est chargé de les accompagner auprès des autorités coutumières pour l'acquisition de nouvelle terre de culture ;
- soutien à chaque PAP, femme chef de ménage dans le développement d'une AGR de son choix, susceptible d'améliorer durablement ses moyens de subsistance. Ce soutien prendra la forme d'équipement et/ou d'un fonds de démarrage ou de relance dont le montant par PAP est de 100.000 F<sup>14</sup> CFA maximum ;
- un mois de SMIG (75 000 FCFA) pour les PAP chef de ménage ayant un revenu inférieur ou égal au SMIG, en terme de bonus afin d'alléger leur situation de vulnérabilité;
- un appui pour le paiement des frais de scolarité y compris le kit scolaire. Cet appui concernera les femmes chef de ménage et PAP chef de ménage ayant un revenu inférieur ou égal au SMIG. Un montant forfaitaire de 30 000<sup>15</sup> FCFA par PAP leur sera accordé.

Le processus de mise en œuvre répondra également à une démarche adaptée à chaque PAP vulnérable et à la spécificité des activités à réaliser par chacun. Elle consistera à :

- organiser des séances de formation sur l'entrepreneuriat et la gestion de leur trésorerie ;
- former les PAP sur l'utilisation des intrants agricoles et des pesticides ;
- assurer l'accompagnement, l'appui technique et le suivi rapprochés y compris.

De façon spécifique, le Projet assiste les personnes vulnérables identifiées dans le cadre du processus de réinstallation en leur fournissant tout appui nécessaire pour un traitement digne et conséquent selon le niveau d'impact et les besoins d'assistances identifiés. Pour chacune des catégories de personnes vulnérables identifiées dans les ménages des PAP, le tableau ci-dessous présente les différentes mesures appropriées aux principales étapes de mise en œuvre du PAR.

---

<sup>14</sup> Le montant de 100 000 fcfa a été déterminé sur la base des enquêtes menées auprès des femmes exerçant des activités génératrices de revenu dans la zone du projet.

<sup>15</sup> Les trente mille (30 000 ) fcfa se compose de 5000 francs l'inscription, et 25 000 fcfa le kit scolaire (sac + fourniture)



Tableau 39 : Matrice des mesures d'assistance spécifiques aux différentes catégories de personnes vulnérables dans les ménages des PAP

Catégories de personnes vulnérables identifiées	Principales étapes de mise en œuvre du PAR					
	Actualisation des données	Négociation et signature des accords	Paiement des indemnités	Recasement des PAP	Libération de l'emprise	Suivi social après réinstallation
PAP chef de ménage ayant la source principale de revenu (agriculture) affectée par le projet	Visite et Identification des besoins en rapport avec les contraintes dans les étapes suivantes	* Accorder une priorité dans le traitement des dossiers * Conseil et renforcement de capacité dans la réinsertion socio-professionnelle et dans la gestion des affaires	* Accorder une priorité dans le paiement des indemnités * Conseiller la PAP dans les nouveaux projets de réinsertion	* Conseiller la PAP dans les nouveaux projets de réinsertion * Evaluer les besoins d'appui nécessaire à la reprise des activités professionnelles	* Information et sensibilisation sur le programme de libération d'emprise et les dispositions sécuritaires	* Visite et évaluation périodique de la relance des activités réinstallées. * Evaluation périodique des conditions de vie et de travail des PAP * Détermination des besoins d'appui supplémentaire et soumission d'une plaidoirie pour la prise en charge de l'appui nécessaire
PAP femme chef de ménage monoparental ayant la source principale de revenu affectée par le projet	Visite et Identification des besoins en rapport avec les contraintes dans les étapes suivantes	* Accorder une priorité dans le traitement des dossiers * Conseil et renforcement de capacité dans la réinsertion socio-professionnelle et dans la gestion des affaires	* Accorder une priorité dans le paiement des indemnités * Conseiller la PAP dans les nouveaux projets de réinsertion	* Faire un suivi particulier	* Information et sensibilisation sur le programme de libération d'emprise et les dispositions sécuritaires	* Visite et évaluation périodique de la relance des activités réinstallées. * Evaluation périodique des conditions de vie et de travail des PAP * Détermination des besoins d'appui supplémentaire et soumission d'une plaidoirie pour la prise en charge de l'appui nécessaire
PAP chef de ménage ayant un revenu modeste inférieur ou égal au SMIG	Visite et Identification des besoins en rapport avec les contraintes dans les étapes suivantes	-	-	-	* Information et sensibilisation sur le programme de libération d'emprise et les dispositions sécuritaires	* Visite et évaluation périodique de la relance des activités réinstallées. * Evaluation périodique des conditions de vie et de travail des PAP * Détermination des besoins d'appui supplémentaire et soumission d'une plaidoirie pour la prise en charge de l'appui nécessaire

Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023

## 9.2. Evaluation des mesures d'assistance

Le coût total des mesures d'accompagnement s'élève à quatre millions quatre-vingt-quinze mille (4 095 000) francs CFA.

Tableau 40: Récapitulatif du coût des mesures d'assistance

Désignation	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Montant total (FCFA)
Mise à disposition des intrants kits composés d'engrais et de semences	83	Inclus dans le PMRS	PMM
Dotation de fonds pour la réalisation des AGR	4	100 000	400 000
Appui au PAP ayant un revenu inférieur au SMIG	15	75 000	1 125 000
Frais de scolarité y compris le kit scolaire	19	30 000	570 000
Organiser des séances de formation sur l'entreprenariat et la gestion de leur trésorerie	10	200 000	2 000 000
TOTAL			4 095 000

Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023

Cette indemnité n'est pas versée automatiquement aux personnes concernées. C'est à l'issue d'une évaluation préalable que le travailleur social élabore et soumet un rapport de plaidoirie à la CE-PAR et au CS-PAR pour validation et approbation en vue du financement des mesures arrêtées.

## 9.3. Suivi des personnes vulnérables

Il est donc nécessaire pour le Projet, à travers l'ONG d'établir un programme spécial de suivi pour évaluer les progrès réalisés dans l'assistance apportée aux ménages ou personnes vulnérables au cours du processus de compensation et réinstallation.

Le Projet surveille l'état des ménages ou personnes vulnérables avant la réinstallation et sur un an après leur réinstallation. Ce suivi se fera sur une base trimestrielle et comprend des entretiens avec toutes les personnes vulnérables. Les informations clés devant être recueillies et présentées comprennent ce qui suit :

- nombre total de ménages vulnérables identifiés par le PAR ;
- recensement au cas par cas des personnes vulnérables dans les ménages des PAP ;
- type (s) de vulnérabilité ;
- type (s) d'assistance fournie ;
- les efforts visant à restaurer les moyens de subsistance, les réseaux sociaux et les niveaux de vie ;
- les PAP vulnérables qui n'ont pas été en mesure de restaurer leurs moyens de subsistance, leurs réseaux sociaux et/ou niveaux de vie, et les raisons.

Toutes les données sur les ménages ou personnes vulnérables doivent être maintenues à jour dans la base de données du Projet.

## 10. RESTAURATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE

La NES N°5 de la Banque mondiale recommande que les personnes déplacées puissent être aidées dans leurs efforts d'amélioration, ou du moins de rétablissement, de leurs moyens d'existence et de leur niveau de vie, ceux-ci étant considérés, en termes réels, aux niveaux qui prévalaient au moment de la phase précédant le déplacement ou celle de la mise en œuvre du projet, selon la formule la plus avantageuse. En application de ce principe, il est prévu une ligne dans le budget du PAR pour les mesures de restauration de moyens de subsistance pour les PAP suivantes :

- les exploitants agricoles à assister pour l'augmentation de la productivité de leurs exploitations ;
- les gérants d'activités commerciales afin de leur permettre de pourvoir poursuivre leurs activités dans les mêmes conditions qu'avant le projet ou les améliorer . Ce parce que ces activités se pratiquent en zone rurale et certains gérants pourraient avoir méconnaissance d'un suivi éclairé de la gestion financière.

Les mesures de restauration des moyens de subsistance de chaque catégorie de PAP éligible sont ci-après explicitées.

### 10.1. Appui à l'amélioration de la productivité des exploitants agricoles

Conformément au Cadre de Réinstallation du PCR-CI, la mesure pour améliorer la productivité des superficies des cultures agricoles épargnées ou des champs à créer en compensation concerne tous les exploitants agricoles qui ont besoin de :

- sacs d'engrais bio de 50 kg pour un coût unitaire de 30 000 FCFA par exploitant ;
- cartons d'herbicide homologués de 10 contenants d'un litre pour un coût unitaire de 50 000 FCFA à raison d'un carton par exploitant agricole pour réduire l'effort physique et augmenter la superficie de production ;
- cartons d'insecticide homologués de 10 contenants d'un litre pour un coût unitaire de 80 000 FCFA à raison d'un carton par exploitant agricole pour avoir un meilleur rendement en protégeant les plantes contre les insectes nuisibles ;
- renforcement de capacités pour les 324 exploitants en matière d'utilisation des intrants, de techniques culturales et la distribution des intrants pour apprendre davantage de bonnes pratiques culturales;
- suivi post formation de l'ANADER opérationnalisé par deux passages sur les exploitations agricoles pour s'assurer que les conseils sont bien mis en pratique ou faire des réajustements nécessaires pour maintenir l'amélioration continue de la productivité ;
- faciliter avec les établissements financiers pour l'obtention de crédit pour l'agrandissement de leurs plantations et l'amélioration de leurs productivités. Les microfinances seront invitées au cours des séances publiques à informer et sensibiliser les PAP des conditions d'obtention de crédit. Il est prévu cinq (5) séances d'information et de sensibilisation soit une séance par sous-préfecture. Un montant d'un million cinq cent mille (1 500 000) de FCFA est prévu par séance ;

Le tableau ci-dessous présente la synthèse du calcul de la provision destinée à l'appui des exploitants agricoles éligibles au renforcement de la productivité de leurs exploitations

*Tableau 41: Récapitulatif du coût de l'appui à l'amélioration de la productivité des exploitations agricoles des PAP*

Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Montant total (FCFA)
Sacs d'engrais	Sac de 50 kg	324	30 000	9 660 000
Cartons d'herbicide de 10 contenants d'un litre	Carton	324	50 000	16 100 000

Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Montant total (FCFA)
Cartons d'insecticide de 10 contenants d'un litre	Carton	324	80 000	25 760 000
Prestations pour renforcement des capacités et distribution d'intrants pour 324 exploitants	Homme/Jour	30	300 000	9 000 000
Prestations de suivi post formation opérationnalisée par des passages sur les exploitations agricoles	Homme/Jour	60	300 000	18 000 000
Faciliter avec les établissements financiers pour l'obtention de crédit pour l'agrandissement de leurs affaires	Séance	5	1 000 000	5 000 000
<b>TOTAL</b>		-	-	<b>83 520 000</b>

Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023

## 10.2. Appui aux gérants d'activités commerciales et services

Les mesures définies font suites aux séries de rencontres et de partage avec les PAP gérantes d'activités commerciales afin d'avoir un suivi éclairé dans la gestion financière.

En sus de la compensation des pertes économiques subies, les PAP sont accompagnées pour la reprise des activités économiques utiles à sa réinstallation. Aussi, un appui spécifique est dédié à cette catégorie pour permettre la continuité de leur activité. Il s'agit de :

- renforcer les capacités en gestion financière d'une petite entreprise des 135 PAP : Le renforcement des capacités sera réalisé au profit des PAP menant des activités commerciales et services ;
- appuyer les PAP à créer des sources de revenus alternatives ou des activités secondaires, (AGR). Il s'agira de faire bénéficier aux PAP subissant des pertes de revenu d'un fonds de 50 000 fcfa par PAP leur permettant de développer une activité secondaire ;
- faciliter avec les établissements financiers pour l'obtention de crédit pour l'agrandissement de leurs affaires. Les microfinances seront invitées au cours des séances publiques à informer et sensibiliser les PAP des conditions d'obtention de crédit. Il est prévu cinq (5) séances d'information et de sensibilisation soit une séance par sous-préfecture. Un montant d'un million (1 000 000) de FCFA est prévu par séance ;
- faire un appui conseil pour une meilleure organisation de leurs activités. Un consultant sera convié à des séances d'information et de sensibilisation des PAP. Il est prévu cinq (5) séances d'information et de sensibilisation soit une séance par sous-préfecture. Un montant d'un million (1 000 000) de FCFA est prévu par séance.

Ces différents axes d'intervention sont tous fondés sur les préférences exprimées par les personnes affectées lors des enquêtes socioéconomiques.

Le tableau ci-dessous présente la synthèse du calcul de la provision destinée à l'appui des PAP gérants d'activités commerciales et services.

Tableau 42: Récapitulatif du coût de l'appui aux gérants d'activités commerciales et services

Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Montant total (FCFA)
Renforcer les capacités en gestion d'une petite entreprise	Homme/Jour	20	300 000	6 000 000

Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Montant total (FCFA)
Appui aux PAP pour le développement des Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour les 135 PAP concernées	Nbre de AGR	135	50 000	6 750 000
Faciliter avec les établissements financiers pour l'obtention de crédit pour l'agrandissement de leurs affaires	Séance	5	1 000 000	5 000 000
Faire un appui conseil pour une meilleure organisation de leurs activités	Séance	5	1 000 000	5 000 000
<b>TOTAL</b>		-	-	<b>22 750 000</b>

Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique

### 10.3. Accompagnement dans la sécurisation foncière

Le gouvernement veut simplifier le processus et accélérer les opérations de délimitation des biens fonciers ruraux ainsi que la création des titres de propriété sur les terres du domaine foncier rural à travers l'AFOR. Dans le cadre de la mise du PAR le projet accompagnera les propriétaires de terre dans la sécurisation foncière à travers des séances de sensibilisation, soit une sensibilisation par sous-préfecture.

Tableau 43: Coût de l'accompagnement à la sécurisation foncière

Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Montant total (FCFA)
Sensibilisation sur la sécurisation foncière	Séance	5	1 500 000	7 500 000
<b>TOTAL</b>		-	-	<b>7 500 000</b>

### 10.4. Récapitulatif du coût des mesures de restauration des moyens de subsistance

Le coût total des trois mesures de restauration des moyens de subsistance évaluées est de **cent treize millions sept cent soixante dix mille (113 770 000) FCFA** réparti dans le tableau ci-dessous.

Tableau 44 : Récapitulatif du coût estimatif des mesures de restauration des moyens de subsistance des PAP

Mesures de restauration	Population bénéficiaires	Coût des mesures (FCFA)
Appui à l'amélioration de la productivité des exploitants agricoles affectés par le projet	324	83 520 000
Accompagnement dans la sécurisation foncière	146	7 500 000
Appui aux gérants d'activités commerciales et services	135	22 750 000
<b>TOTAL</b>		<b>113 770 000</b>

## 11. CONSULTATION ET PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES

### 11.1. Méthodologies de consultation

Avant le démarrage effectif de la mission de terrain, l'équipe du PCR-CI, en collaboration avec la Consultante, a adressé des courriers officiels aux autorités préfectorales et sous-préfectorales de Mankono, Dianra, Dianra-village, Marandallah et Bouandougou à l'effet d'informer les préfets, sous-préfets et responsables de services de Dianra, dianra village, Manrandallah et Bouandougou, ainsi que les autorités coutumières du lancement de la mission d'élaboration du PAR du projet routier Dianra – Bouandougou, à l'occasion d'une réunion publique dans chacun des chefs-lieux de sous-préfecture et des réunions éclatées dans les villages riverains du projet du 07 au 19 novembre 2023. Les structures et personnes à rencontrer et le programme des activités de la mission avaient été annexés aux courriers officiels. La Sous-préfecture de Sarhala, qui compte trois villages traversés par le projet, a été finalement associée à la mission. Ce sont donc au total 32 localités (dont 02 campements rattachés au village de Katiali) réparties dans cinq sous-préfectures qui ont été consultées. (voir PV en annexe 3)

Ces réunions avaient pour objectifs d'une part d'informer les populations sur la consistance du Projet et de collecter les informations sur leurs localités. Et d'autre part, de présenter la méthodologie pour la campagne de collecte de données et de recueillir leurs doléances et leurs attentes.

### 11.2. Bilan d'exécution du programme de consultation des parties prenantes

Réunions d'information et de consultation des parties prenante du 07 au 08 novembre 2023 Le programme des réunions de lancement de la mission d'élaboration du PAR dans les chefs-lieux de sous-préfecture et de façon éclatée dans les 30 localités (non compris les 02 campements) est présenté dans le tableau ci-dessous avec la composition et le dénombrement des participants. Les deux campements ont été associés à la localité dont ils dépendent.

Tableau 45 : Programme de consultation des parties prenantes exécuté

Date	Catégories des parties prenantes	Lieu de réunion	Nbre homme	Nbre femme	Nbre total
Réunions de lancement dans les chefs-lieux de circonscription administratives					
07/11/2023	Autorités administratives	Sous-préfecture de Bouandougou	42	11	53
07/11/2023	Autorités coutumières des villages riverains du projet de la sous-préfecture de Bouandougou	Sous-préfecture de Marandallah	50	11	61
08/11/2023	AGEROUTE	Préfecture de Dianra	77	05	82
Réunions éclatées dans les villages riverains du projet					
09/11/2023	Autorités coutumières Groupe de jeunes Association de femmes Personnes susceptibles d'être affectées par le projet	Dianra	13	03	16
09/11/2023		Katiali	11	08	19
10/11/2023		Séfigué	27	04	31
10/11/2023		Toutey	37	40	77
10/11/2023		Kan Sokoura	03	00	03
10/11/2023		Tomikro	36	07	43
10/11/2023		Dianra-village	10	00	10
11/11/2023		Tamafourou	31	11	42
11/11/2023		Kafégué	40	22	62
11/11/2023		N'Guissidougou	78	34	112
12/11/2023		Sononzo	55	08	63
Chef-lieu Saralah					



Date	Catégories des parties prenantes	Lieu de réunion	Nbre homme	Nbre femme	Nbre total
18/11/2023	Autorités coutumières	Missidougou	25	10	35
18/11/2023	Groupe de jeunes	Bikassi 2	11	05	16
18/11/2023	Association de femmes Personnes susceptibles d'être affectées par le projet	Somonkoro	29	08	37
Chef-lieu Marandanllah					
13/11/2023	Autorités coutumières Groupe de jeunes Association de femmes Personnes susceptibles d'être affectées par le projet	Sonankoro	28	06	34
13/11/2023		Téguépé	50	28	78
13/11/2023		Marandanllah	90	18	108
14/11/2023		Kpéssou	63	15	78
14/11/2023		Brokodallah 2	16	14	30
15/11/2023		Brokodallah 1	41	33	74
15/11/2023		Gborozomba	20	07	27
Chef-lieu Bouandougou					
15/11/2023	Autorités coutumières Groupe de jeunes Association de femmes Personnes susceptibles d'être affectées par le projet	Takanazo-Moussosso	93	26	119
15/11/2023		Lopkasso	47	34	81
15/11/2023		Tabakoro-Dioullasso	35	11	46
16/11/2023		Fourougbankoro	07	04	11
16/11/2023		Kamoro	49	02	51
16/11/2023		Kpalè	32	0	32
16/11/2023		Linguèkoro	30	23	53
17/11/2023		Diorodougou	42	31	73
17/11/2023		Bouandougou	94	10	104

Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023

Les photos ci-dessous donnent un aperçu de la tenue des réunions publiques d'information et de consultation des parties prenantes dans les locaux des sous-préfectures de Bouandougou et Marandallah, et de la préfecture de Dianra.

*Photos 1 et 2 : Vue des participants à la réunion publique d'information et de consultation des parties prenantes tenue à la Sous-préfecture de Bouandougou*



Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023

*Photos 3 et 4 : Vue des participants à la réunion publique d'information et de consultation des parties prenantes tenue à la Sous-préfecture de Marandallah*



*Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023*

*Photos 5 et 6 : Vue des participants à la réunion publique d'information et de consultation des parties prenantes tenue à la Sous-préfecture de Marandallah*



*Source : CC PRICI, Mission d'enquête socio-économique du Consultant réalisée du 07 au 19 novembre 2023*

Les thématiques abordées au cours des échanges dans les réunions éclatées sont les suivantes :

- la situation géographique,
- la population ;
- l'organisation sociale et culturelle ;
- la situation foncière ;
- la vie économique ;
- l'habitat et le cadre de vie ;
- les infrastructures socioéconomiques ;
- la date butoir ;
- les barèmes d'évaluation
- les critères d'éligibilité
- les préoccupations et les attentes..

Les échanges ont également porté sur les mesures de compensation afin de recueillir les observations et préoccupations pour leur prise en compte dans la mise en œuvre du PAR. Les populations ont dans l'ensemble salué l'avènement de cet important Projet et ont marqué une adhésion totale à œuvrer à



son bon déroulement. Cependant, elles ont souligné quelques préoccupations par rapport à la réalisation du Projet et formulés des doléances, afin de les considérer dans les mesures qui seront proposées. Elles ont exprimé les suggestions et les attentes suivantes :

- l'indemnisation des personnes qui seront affectées par le Projet, à la mesure des préjudices subis ;
- la compensation sans intermédiaire aux personnes concernées.
- le dédommagement et la réinstallation des personnes affectées dans leurs localités respectives.
- la prise en compte des attentes des localités.
- une indemnisation en numéraire pour les personnes qui seront affectées par la réalisation du Projet
- le prolongement de l'enquête afin de tenir compte des personnes touchées travaillant à l'usine de Dianra, .
- pour les personnes sans pièces d'identité, permettre que la compensation se fasse par l'intermédiaire d'un membre de sa famille.
- la réalisation effective et rapide du Projet.

Dans le cadre des réunions éclatées, un guide d'entretien destiné aux groupes sociaux dans les villages et quartiers traversés par le projet a permis de consulter les organisations des femmes et des jeunes pour recueillir leurs préoccupations et attentes vis-à-vis du projet et particulièrement dans le cadre de la mission d'élaboration du présent PAR.

## 12. MECANISMES DE GESTION DES PLAINTES<sup>16</sup>

Il s'agit de mettre en place un Mécanisme de Gestion des Plaintes visant les objectifs suivants :

- fournir un canal pour les personnes et les communautés affectées par le Projet pour exprimer leurs préoccupations de manière efficace et transparente ;
- mettre à la disposition des personnes potentiellement déplacées un lieu où elles pourront enregistrer des plaintes ou des revendications concernant des problématiques liées à la réinstallation et à la compensation (ex : taux de compensation, critères d'éligibilité, etc.)
- établir une relation transparente et de respect mutuel avec les Personnes Affectées par le Projet (PAP ) en particulier, les communautés et autres parties prenantes en général;
- minimiser les conflits communautaires en traitant les problématiques au travers de changements systémique ;
- créer un processus culturellement acceptable et accessible pour que les personnes et les communautés affectées par le Projet puissent exprimer leurs inquiétudes, préoccupations, problèmes et plaintes ;
- Identifier et responsabiliser les entités chargées de la résolution des problématiques communautaires ;
- mettre en œuvre un processus par lequel les plaintes pourront être résolues de manière efficace, constructive, transparente et en temps utile pour éviter les litiges de longue durée.

Pour atteindre ces objectifs, l'UG-PCR a mis en place un mécanisme de gestion des plaintes. Ce MGP a pris en compte les plaintes liées au PAR.

### 12.1. Dispositif organisationnel de gestion des plaintes

La gestion des plaintes liées à l'élaboration et à la mise en œuvre du présent PAR implique l'intervention des structures ou entités suivantes :

- les comités villageois des différentes localités concernées par le projet. Ces comités constituent le premier niveau de traitement des plaintes. Ces comités se composent :
    - l'autorité locale (chef du village, chef religieux ou chef de quartier, notables) ;
    - la représentante des femmes qui sera désignée par l'ensemble des femmes ;
    - le représentant des jeunes désigné par l'ensemble des jeunes du village;
  - la Cellule d'Exécution du PAR et la Commission Administrative d'Indemnisation qui constituent le second niveau se compose :
    - des sous-préfets des localités concernées ou son représentant concernés, l'autorité locale (le chef du village et sa notabilité, chef de terre),
    - l'AGEROUTE,
    - le représentant des personnes affectées ;
    - le représentant de l'ONG de facilitation
  - le Comité de Suivi Régional et l'Unité de Gestion du Projet constituent le troisième niveau de traitement des plaintes. La composition des deux entités est décrit au chapitre 13
- L'ONG en charge de la gestion des plaintes recrutée par la CC-PRICI assurera l'opérationnalisation du mécanisme de gestion des plaintes.

Cette ONG doit être représentée à tous les niveaux de gestion des plaintes pour assurer :

- la vulgarisation dans les localités riveraines du projet du mécanisme de gestion des plaintes mis en place par le PCR-CI ;

---

<sup>16</sup> <https://www.prici.ci/autres-rapports/2607240050.html>

- l'enregistrement et la délivrance des accusés de réception aux plaignants ;
- la transmission des plaintes à la CE-PAR ou à la Commission Administrative habilitée pour le traitement ou la résolution des plaintes au premier niveau ;
- l'organisation des séances de traitement des plaintes et la rédaction des procès-verbaux de traitement ;
- le suivi du traitement des plaintes et de la mise en œuvre des décisions ou solutions arrêtées ;
- la rédaction et transmission à l'CC-PRICI pour observation et archivage des rapports périodiques ou circonstancier d'activités de gestion des plaintes.

## **12.2. Procédure de gestion des plaintes**

La procédure de gestion des plaintes dans le cadre du PCR-CI suit les principales étapes suivantes :

- Réception (l'accès à l'information concernant le fonctionnement du système de dépôt et de gestion des plaintes) ;
- Tri et traitement des plaintes ;
- Accusée de réception ;
- Examen et enquête ;
- Réponse ou retour de l'information ;
- Procédure d'appel ;
- Recours au Tribunal ;
- Suivi et enregistrement des plaintes ;
- Clôture et archivage.

## **12.3. Mode de résolution des plaintes**

Les voies de recours permettant de gérer efficacement les éventuelles plaintes formulées par les PAP sont présentées ci-après.

### **❖ Règlement à l'amiable**

L'option privilégiée pour le règlement des différents cas de plaintes et de doléances enregistrées et ceux qui peuvent subvenir dans le cadre du présent PAR, est le traitement à l'amiable. À cet effet, le dispositif suivant sera adopté.

#### **• Au niveau du comité villageois**

Au sein du comité villageois, un Agent de liaison communautaire de l'ONG est désigné pour recueillir les requêtes, plaintes ou doléances des personnes affectées par le projet. Il est aidé dans ses tâches par les agents de liaison communautaire locaux (désignés en collaboration avec les chefferies respectives) qui sont ses représentants locaux dans les villages impactés. L'ONG, dans sa mission, est en droit de recueillir les requêtes, plaintes et doléances des PAP pour les transmettre aux comités villageois.

Ce comité analyse la requête en premier lieu. La personne est ensuite invitée pour un règlement à l'amiable. En cas de désaccord, la requête est transmise à la Cellule d'exécution du PAR et la Commission Administrative d'Indemnisation.

Pendant l'identification des PAP, il a été mis en place une procédure de règlement des réclamations sous l'égide de la consultante en collaboration avec la CC-PRICI. Cette procédure permet d'établir ou d'affiner après conciliation la liste des PAP éligibles.

Pendant les négociations, les plaintes enregistrées par la CE-PAR seront traitées dans un délai de cinq jours ouvrables et les procès-verbaux des conclusions seront élaborés.

- **Au niveau de la Cellule d'Exécution du PAR (CE-PAR) ou de la Commission Administrative d'Indemnisation (CAI)**

Le comité villageois transmet à la CE-PAR et à la CAI toutes plaintes, doléances et réclamations qu'elle n'a pas pu résoudre en son sein. Ce comité dispose de cinq jours ouvrables pour traiter les plaintes. Après examen, il convoque le concerné pour une négociation à l'amiable. L'ONG est chargée de poursuivre l'intermédiation et rend compte à la CC-PRICI.

En cas d'échec ou après épuisement de toutes les voies de négociation à l'amiable, le plaignant peut saisir le troisième niveau composé du Comité de Suivi Régional et de l'Unité de Gestion du Projet.

- **Au niveau de la Cellule de Coordination du PRICI(CC-PRICI) et du Comité de Suivi Régional**

La CE-PAR transmet à la CC-PAR et au Comité de Suivi Régional du PAR toutes plaintes, doléances et réclamations qu'elle n'a pas pu résoudre en son sein. Le CSR-PAR et la CC-PRICI dispose de cinq jours ouvrables pour traiter les plaintes. Après examen, il convoque le concerné pour une négociation à l'amiable. L'ONG est chargée de poursuivre l'intermédiation et rend compte à la CC-PRICI

En cas d'échec ou après épuisement de toutes les voies de négociation à l'amiable, le plaignant peut saisir les juridictions compétentes en la matière.

Dans tous les cas, il est bon de développer une approche conciliante afin de préserver les droits et les intérêts de chaque partie. Le règlement à l'amiable est la seule voie privilégiée par le Projet pour rechercher et trouver les solutions idoines aux plaintes à la satisfaction des parties.

Il est, en outre, recommandé, le cas échéant, de solliciter la médiation des autorités administratives et/ou coutumières, les guides religieux, les leaders d'opinions, pour faciliter le règlement des litiges à l'amiable.

#### ❖ **Règlement des plaintes par voie judiciaire**

Toute personne affectée par le sous-projet qui n'est pas satisfaite des indemnisations proposées par le Comité Local de Suivi des Indemnisations peut saisir les tribunaux compétents. Dans ce cas, un procès-verbal de constat de désaccord est signé entre les parties et l'indemnité proposée est consignée au Trésor en attendant la décision du juge, sur la base des expertises contradictoires qu'il sera loisible à l'intéressé ou à l'administration de faire exécuter par un expert assermenté.

La démarche à suivre est la suivante :

- (i) La PAP rédige une plainte adressée au Juge du Tribunal d'Abidjan ;
- (ii) La PAP dépose la plainte au dit tribunal ;
- (iii) Le Juge convoque la PAP et les représentants du sous-projet pour les entendre ;
- (iv) Le Juge commet au besoin une commission d'évaluation du bien affecté aux frais du projet ;
- v) Le Juge rend son verdict.

Cependant, la résolution des plaintes à l'amiable est la meilleure voie de recours. Le système de gestion des plaintes doit privilégier ce recours au détriment de la voie judiciaire.

#### **12.4. Délais du mécanisme de gestion des plaintes**

Les délais de réponse pour les différentes étapes du MGP doivent être le plus court possible afin de rendre le projet réactif vis-à-vis d'une situation de conflit et maintenir ainsi la paix sociale. Le délai maximum de traitement des plaintes est de trente (30) jours.

Néanmoins, des situations graves ou complexes nécessiteront des analyses approfondies avec parfois la mise en place de structure de médiation. Le tableau ci-dessous présente les délais maximums recommandés pour le traitement des plaintes :

*Tableau 46 : Etape et délai maximum de traitement des plaintes*

	<b>Etapes et actions</b>	<b>Délais à compter de la date de dépôt, en nombre de jours</b>
<b>1</b>	Dépôt de la plainte	Immédiat
<b>2</b>	Enregistrement	Immédiat
<b>3</b>	Tri et traitement des plaintes	5 jours
<b>4</b>	Examen et enquête	10 jours
<b>5</b>	Règlement au niveau du comité villageois	10 jours
<b>6</b>	Règlement au niveau de la Cellule d'Exécution du PAR ou de la Commission Administrative	10 jours
<b>7</b>	Règlement au niveau de la Cellule de Coordination du PRICI(CC-PRICI) et du Comité de Suivi Régional	10 jours
<b>8</b>	Action corrective	15 jours
<b>9</b>	Suivi de la plainte	20 jours
<b>10</b>	Clôture et archivage	10 jours

## **13. RESPONSABILITE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAR**

### **13.1. Organes de mise en œuvre du PAR**

Le dispositif organisationnel nécessaire pour la mise en œuvre du présent PAR se compose, outre l'Unité de Coordination du PCR-CI déjà créée, des trois organes suivants à mettre en place :

- le Comité de Suivi Régional du PAR (CSR-PAR) ;
- la Commission Administrative du PAR (CA-PAR) ;
- la Cellule d'Exécution du PAR (CE-PAR).

#### **13.1.1. Comité de Suivi Régional du PAR**

Le Comité de Suivi Régional du PAR (CSR-PAR) est l'organe de pilotage et de contrôle du processus de mise en œuvre du présent PAR. Il est l'interface entre toutes les principales structures intervenant directement dans le PAR dont l'avis ou l'expertise est requis. Le Comité de Suivi Régional du PAR (CSR-PAR) a pour missions :

- l'élaboration des grandes orientations de mise en œuvre du PAR ;
- la supervision de la mise en œuvre du PAR permettant de suivre régulièrement l'avancement des activités de mise en œuvre du PAR pour le compte de toutes les parties concernées ;
- la négociation avec la PAP en cas d'échec du comité administrative d'indemnisation ou de la CE-PAR.

Le CSR-PAR est le dernier recours des négociations et du règlement à l'amiable des litiges qui surviennent dans le processus de mise en œuvre du PAR. À ce titre, il négocie avec les personnes affectées qui n'ont pu trouver d'accord avec la Cellule d'Exécution du PAR (CE-PAR).

Ce comité se réunit au moins une fois par mois au cours de la période de mise en œuvre du PAR. Le CS-PAR se réunit de manière extraordinaire en cas de nécessité exprimée par la CE-PAR. Dans tous les cas, chaque réunion est sanctionnée par un procès-verbal signé du président et du secrétaire de séance.

La composition du CS-PAR se présente comme suit :

- le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier représenté par le Directeur Régional du Béré ;
- le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité représenté par le Préfet de Région du Béré, le Préfet de Dianra, les Sous-préfets de Dianra, Dianra-village, Sarhala, Marandallah et Bouandougou ;
- le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme représenté par le Directeur Régional du Béré ;
- le Ministère d'État, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières représenté par le Directeur Régional du Béré ;
- le Ministère des Finances et du budget ;
- le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique représenté par le Directeur Régional du Béré ;
- l'Unité de Coordination du PCR-CI ;
- la Mairie de Dianra ;
- dix (10) représentants des PAP, en raison de deux représentants par sous-préfecture.

Le CSR-PAR sera présidé par le Préfet de Région du Béré, et le Préfet de Dianra assurera la fonction de Vice-président. Le secrétariat du CSR-PAR sera assuré par le coordonnateur de l'UC-PCR (qui est l'ordonnateur du Projet) ou son représentant.

### **13.1.2. Commission Administrative**

La Commission Administrative est chargée de conduire les opérations d'expropriation des biens immeubles affectés dans le cadre de la mise en œuvre du PAR. Elle procède à l'identification des terres impactées, de leurs détenteurs et propose une compensation. La Commission Administrative assure les missions suivantes :

- procéder, après enquête contradictoire, à l'identification des terres comprises dans le périmètre de l'opération projetée et soumises aux droits coutumiers ou modernes, ainsi qu'au recensement des détenteurs de ces droits ;
- proposer la compensation selon la parcelle concernée à partir du barème fixé ou du prix du marché appliqué dans la zone de l'opération projetée ;
- dresser un état comprenant la liste des terres devant faire l'objet d'expropriation ou de purge, des détenteurs des droits coutumiers ou titres de propriété sur ces terres, des compensations proposées à partir des barèmes fixés ou du prix du marché appliqué dans la zone, et des accords et désaccords enregistrés.

La Commission Administrative présidée par le Préfet de Région du Béré et dont le secrétariat est assuré par le représentant du Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, comprend les membres suivants, conformément au décret n°2023-769 du 28 septembre 2023 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général :

- le Préfet de Région du Béré (Président) ;
- le Directeur Régional de la Construction et de l'Urbanisme du Béré (Secrétaire) ;
- le Directeur Régional des Finances et du Budget du Béré ;
- le Directeur Régional du Ministère en charge des infrastructures économiques du Béré ;
- le Directeur Régional de l'Agriculture du Béré ;
- le Maire de Dianra ;
- un représentant par sous-préfecture traversée par le projet, soit un total de 05 représentants.

La Commission Administrative se réunit sur convocation de son président autant de fois que de besoin, dans un délai d'un (01) mois. Chaque réunion est sanctionnée par un procès-verbal qui est transmis au Comité de Suivi Régional du PAR.

A la demande du Président, elle peut entendre à titre de consultant, toute personne morale ou physique susceptibles de l'aider dans ses travaux.

La qualité de membre de la Commission Administrative donne droit à une indemnité forfaitaire au terme de la mission ne pouvant excéder un mois, conformément au décret cité ci-dessus. Cette indemnité est fixée par arrêté préfectoral.

### **13.1.3. Cellule d'Exécution du PAR**

Une Cellule d'Exécution du PAR (CE-PAR) des Personnes Affectées par le Projet sera créée par arrêté interministériel pour exécuter les activités de mise en œuvre du présent PAR. Les principales missions de la CE-PAR sont les suivantes :

- informer et consulter les PAP sur les opérations de mise en œuvre du PAR ;
- proposer à partir des barèmes fixés ou du prix du marché appliqué dans la zone, et des accords et désaccords enregistrés.
- actualiser/instruire les données des enquêtes démographique, agricole, foncière et immobilière ;
- élaborer la liste définitive des PAP ;
- organiser la tenue des négociations sur les compensations avec les PAP ;
- établir et faire signer les certificats de compensation ;
- organiser le paiement des compensations et la libération des emprises ;

- faire réaliser les études d'aménagement des sites de réinstallation et de construction d'infrastructures ;
- faire construire les infrastructures nécessaires ;
- assurer le suivi du déplacement et de la réinstallation des PAP ;
- assister de manière spécifique les groupes vulnérables avant, pendant et après le déplacement ;
- élaborer tous les documents nécessaires à l'exécution du programme : notes et rapports, etc. ;
- constituer l'archivage des documents du projet ;
- assister le Comité de Suivi sur toutes les questions se rapportant au programme.

La Cellule d'Exécution du PAR se compose essentiellement des représentants des structures suivantes :

- le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier (MEER) (maître d'ouvrage) dont le représentant est le chef de projet de la cellule ;
- le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU) dont le représentant est le chef de projet adjoint de la cellule chargé de suivre l'expertise des bâtis affectés par le projet, la libération des emprises, la clarification des questions foncières et l'établissement des actes relevant de son département ministériel ;
- le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MIS) dont le représentant assure la mobilisation des parties prenantes et la sécurité du processus de mise en œuvre du PAR, notamment les opérations d'indemnisation et de libération de l'emprise, et facilite l'organisation des réunions publiques ;
- le Ministère des Finances et du Budget dont le représentant assure la mobilisation, la sécurisation et le contrôle des fonds nécessaires à la mise en œuvre du PAR ;
- l'Unité de Coordination du PCR-CI dont le représentant supervise les activités du personnel d'appui technique de la CE-PAR.

La CE-PAR est aidée dans ses tâches par un personnel d'appui technique composé des spécialistes et techniciens suivants :

- un gestionnaire de base de données, responsable de la gestion de la base de données des personnes et biens recensés ;
- un(e) topographe ou géomaticien(ne) chargé(e) de la cartographie et de la surveillance des emprises du projet et du suivi de leur libération ;

La Cellule d'Exécution du PAR sera basée dans chaque sous-préfecture, et pourra recourir, si nécessaire, aux services de certains partenaires du projet et de prestataires extérieurs, dont notamment :

- avocat : suivi des intérêts de l'Administration dans les litiges éventuels traités par voie de justice ;
- huissier ou commissaire de justice : constat de lieux ;
- direction du Cadastre et de la Conservation foncière : réquisitions foncières, dossiers techniques de terrains à exproprier ;
- expert en évaluation agricole pour l'actualisation des données d'enquête agricole ;
- autorités administratives (Préfet, Sous-préfets, élus, etc.) : appui au règlement des problèmes relevant de leur compétence et médiation éventuelle entre les différentes communautés que composent les PAP ;
- enquêteurs spécialisés : actualisation des données d'enquêtes ménage et immobilière ;
- spécialiste des partenaires Techniques et Financiers (PTF) du PCR-CI pour un suivi externe et une assurance de la conformité à la NES n°5.

La CE-PAR bénéficiera, en outre, de l'appui d'une ONG pour assurer le suivi social et la médiation interne dans le cadre des activités de mise en œuvre du PAR. Cette ONG disposera d'un personnel



comprenant au moins un(e) Assistant(e) chargé(e) de la Mobilisation des parties prenantes pour assurer l'interface entre la cellule et les communautés riveraines du projet, coordonne les activités des agents de liaison communautaire locaux, suit au quotidien la gestion (enregistrement, traitement, monitoring et mise à jour de la base de données, archivage des dossiers, etc.) des plaintes relatives au projet.

Le recours à ce type de structure est un moyen nécessaire pour garantir un traitement équitable des droits des personnes affectées par le projet. Cette structure sera liée contractuellement à l'UC-PCR.

Les missions de cet organisme seront les suivantes :

- information et consultation des populations affectées par le projet ;
- assistance aux PAP pour le respect de leurs droits dans le processus d'indemnisation, et de réinstallation ;
- médiation dans le cadre du dispositif de gestion des plaintes ;
- assistance aux personnes vulnérables, notamment de la dotation prévue au budget pour l'assistance aux personnes vulnérables.

### **13.2. Procédures de mise en œuvre du PAR**

Dans la mise en œuvre du PAR, plusieurs activités nécessaires à réaliser à différentes étapes sont ci-après explicitées.

#### **13.2.1. Mise en place des organes de mise en œuvre du PAR**

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAR, après la validation et l'approbation du rapport, il est prévu la mise en place des organes suivants qui intègrent à différents niveaux les représentants des structures impliquées dans le projet :

- du Comité de Suivi Régional du PAR (CSR-PAR) dont la composition et les activités d'orientation et de supervision facilitent la mise en œuvre du PAR ;
- de la Cellule d'Exécution du PAR (CE-PAR) dont les compétences permettent d'exécuter et de suivre les opérations de réinstallation, sous la supervision et la coordination du premier organe.

Le recrutement du personnel d'appui technique et de l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) chargée du suivi social et de la médiation interne suivra pour rendre opérationnel la CE-PAR.

#### **13.2.2. Mobilisation des fonds pour le financement du PAR**

Le Ministère de l'Équipement et de l'entretien Routier, à travers l'UC PCR-CI se mettra en rapport avec le Ministère des Finances et du Budget pour obtenir les fonds nécessaires au financement de la mise en œuvre du présent PAR.

#### **13.2.3. Information et consultation des PAP**

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAR, une réunion de lancement sera organisée dans les locaux des sous-préfectures riveraines du projet, conformément au programme préétabli et diffusé. Elle permettra d'informer les PAP sur les différentes étapes et le calendrier d'exécution du PAR, la matrice des droits à compensation, les documents administratifs à présenter, les modalités de versement des indemnités financières, les personnes ressources des organes d'exécution du PAR, les modalités de suivi de la réinstallation, le mécanisme de gestion des requêtes ou plaintes. Ce sera aussi l'occasion de recueillir les préoccupations et suggestions des PAP et proposer ensemble des solutions idoines. A la suite de cette réunion publique inaugurale, d'autres réunions publiques ou des focus group seront

organisés à l'entame et pendant des différentes étapes qui suivront. Il y aura également des séances de consultation des PAP sur site avec l'appui de l'ONG. Ces réunions seront documentées et sanctionnées par des comptes rendus ou procès-verbaux.

#### **13.2.4. Suivi social des PAP et intermédiation**

Il s'agit pour l'ONG, sous la supervision de la spécialiste en développement social et genre du PCR, d'entreprendre des visites aux PAP, de faire des écoutes ou des enquêtes sociales pour évaluer les besoins, analyser la situation des nécessiteux, et proposer des actions ou mesures d'assistance aux personnes concernées. Les spécialistes de l'ONG formuleront également des plaidoyers et feront la médiation entre les PAP et les organes d'exécution du PAR, pour la prise en compte des préoccupations pertinentes.

#### **13.2.5. Instruction ou actualisation des données d'enquête**

C'est une étape importante qui permet de traiter les omissions et fautes dans la base des données, ainsi que, les cas d'absences des PAP constatées lors des enquêtes socio-économiques de novembre à décembre 2023.

Le traitement des omissions et fautes dans l'identification des PAP se fera, après affichage des listings, sur réclamation des intéressés avant ou pendant les séances de négociations et de signature des accords de compensation. Pour les absents, des enquêteurs spécialisés seront déployés dans les localités concernées aux fins de recenser les PAP et évaluer leurs biens respectifs initialement identifiés.

#### **13.2.6. Identification des propriétés foncières et établissement des accords de négociations**

Il s'agira pour la Commission Administrative du présent PAR de procéder, après enquête contradictoire, à l'identification des détenteurs de droits de propriété sur les parcelles de terre affectées par le projet, à la négociation et à l'établissement du protocole d'accord fixant le coût du mètre carré de terre dans la zone du projet applicable. Les coûts sont fixés conformément au décret n°2023-769 du 28 septembre 2023 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général prend en compte le cout intégral de remplacement.

La Commission Administrative du présent PAR dressera un état comprenant la liste des terres devant faire l'objet d'expropriation ou de purge, des détenteurs des droits coutumiers ou titres de propriété sur ces terres, des compensations proposées à partir des barèmes fixés pour la zone, et des accords et désaccords enregistrés.

#### **13.2.7. Négociation, établissement et signature des actes de compensation**

Cette étape consistera à présenter aux PAP, sur une base individuelle, les résultats de l'estimation des pertes les concernant et de déterminer d'un commun accord si l'indemnité est acceptable. La divulgation de l'estimation sera accompagnée d'une présentation des hypothèses de calcul afin que les Personnes Affectées puissent évaluer le bien-fondé de la compensation offerte.

Organisées avec le concours de l'ONG, les négociations se dérouleront dans les sous-préfectures où sont installés locaux de la CE-PAR ou sur le site du projet, précisément dans les localités riveraines impactées. Elles seront libres et individuelles, et sanctionnées par un procès-verbal (PV) co-signé par la PAP concernée et le chef de la CE-PAR.

S'il y a accord à la suite des négociations avec les PAP, les certificats de compensation seront traités et établis automatiquement en quatre (04) exemplaires et co-signés par :

- la personne affectée par le projet ;
- le chef de la Cellule d'Exécution du PAR ;
- le représentant de l'ONG à titre de témoin ;

Les certificats de compensation signés et les autres documents annexes constituent pour une PAP, un dossier d'indemnisation dont une copie sera remise à chaque signataire, après le paiement des indemnités.

Le dossier inclut notamment les pièces ou documents suivant(e)s :

- le PV ou le protocole d'accord individuel négocié et co-signé par le chef de la CE-PAR et la PAP avec les modalités de compensation ;
- le certificat de compensation comportant le nom et prénoms, les numéros ménage unique et de la pièce d'identité de la PAP , le récapitulatif des principaux biens indemnisés, et les places d'émargement des signataires ;
- les fiches d'évaluation détaillée des biens et services affectés par le projet comportant les numéros identifiant, la nature et la quantité, le prix unitaire et le montant total des biens et services affectés par le sous-projet ;
- la photocopie de la pièce d'identité valide produite ;
- les modalités particulières qui pourraient être convenues.

Les dossiers seront présentés en format papier pour les besoins d'affichage et de consultation par les populations. Les montants de chaque PAP ne figureront pas sur ce fichier pour des questions de confidentialité et d'anonymat.

### **13.2.8. Traitement et paiement des compensations**

Lorsqu'une entente est conclue sur l'indemnisation proposée, les dossiers d'indemnisation sont traités et mis en paiement par l'ordonnateur qui émet les chèques, afin de permettre à la CE-PAR de procéder à la remise des chèques ou au versement des indemnités, le cas échéant. Toute indemnité devra être versée avant que la personne affectée ne perde la propriété des biens visés par l'entente ou qu'elle ait à déménager.

- Le dossier de paiement des indemnités comprendra, entre autres documents :
  - o la photocopie de la pièce d'identité valide présentée par le bénéficiaire lui-même ;
  - o les certificats de compensation visés successivement par la PAP , le chef de la CE-PAR, le représentant de l'ONG, et le président du Comité de Suivi ;
  - o les annexes des certificats de compensation donnant le détail sur l'évaluation des biens affectés ;
  - o le certificat d'hérédité et une procuration spéciale établis par le Tribunal pour le mandataire d'une succession en cas de décès de la PAP identifiée ;
  - o le procès-verbal de négociation co-signé par le bénéficiaire et le chef de la CE-PAR ;
  - o la photocopie du chèque remis (éventuellement) avec décharge de la PAP bénéficiaire ;
  - o etc.

Le paiement des compensations ou la remise des chèques se fera sur place à la sous-préfecture concernée, suivant un programme préétabli. Dès réception des indemnités, les PAP s'engagent à libérer les sites dans un délai déterminé (en général, trois mois pour les ménages résidant dans l'emprise et un mois pour les activités économiques). Il est à noter que la remise de chèque ou le paiement de l'indemnisation a lieu sur présentation directe de l'intéressé, muni de sa pièce d'identité valide.

La réception sans réserve de l'indemnisation par la personne affectée libérera le Maître d'ouvrage du projet de ses obligations de compensation à l'exception de celles relatives au suivi-évaluation de l'exécution du PAR.

#### **13.2.9. Suivi social du déplacement et de la réinstallation des PAP**

Il s'agit d'abord d'organiser une réunion d'information et de sensibilisation portant sur les modalités et calendriers de déplacement et de réinstallation des PAP concernées. Les travailleurs sociaux de l'ONG devront faciliter le déplacement des PAP et suivre l'évolution de leurs conditions de vie ou de travail sur les différents sites de réinstallation, de sorte à restaurer ou améliorer leurs conditions initiales d'avant déplacement.

#### **13.2.10. Traitement des dossiers de non-indemnisation**

Pour les PAP non indemnisées, il sera procédé au traitement de leurs dossiers qui consiste à analyser les raisons de non-indemnisation et à trouver les solutions idoines pour régulariser la situation. Pour les négociations non conclues, le CSR-PAR se chargera de poursuivre les négociations avec les PAP concernées jusqu'à épuisement des voies de règlement à l'amiable.

Le CSR-PAR veillera à communiquer au ministère en charge des finances et du budget tous les dossiers non liquidés pour cause d'absence, de décès et/ou de litige, afin de consigner et sécuriser les indemnités non payées au trésor public ou sur un compte séquestre. Le point des dossiers transmis et des indemnités consignées doit être intégré aux rapports périodiques transmis au Maître d'ouvrage et au Comité de Suivi. Les PAP ou leurs ayants droits dans cette situation, seront, le cas échéant, informés et sensibilisés sur la procédure de réclamation de leurs dus.

#### **13.2.11. Suivi de la libération des emprises du projet**

Une fois les compensations payées, un délai sera accordé aux PAP pour libérer les emprises. La CE-PAR assurera le suivi de la libération des emprises et veillera également à la bonne exécution du déplacement et de la réinstallation des personnes concernées. Un procès-verbal (PV) de libération d'emprise et un constat d'Huissier seront élaborés à chaque étape de cette opération en vue d'en faire le point au Maître d'Ouvrage et au Comité de Suivi.

#### **13.2.12. Mise en œuvre des mesures de restauration des moyens d'existence**

La CE-PAR veillera à la mise en œuvre effective des quatre mesures de restauration des moyens de subsistance des PAP détaillées et budgétisées au point 10 plus haut du présent rapport de PAR.

Pour rappel, ces mesures se présentent comme suit :

- l'amélioration de la productivité de 324 exploitants agricoles dont les cultures sont affectées par le projet dans les localités riveraines ;
- l'amélioration des revenus de gérants d'activités commerciales et services (135).

#### **13.2.13. Suivi et évaluation des activités de mise en œuvre du PAR**

L'ensemble des activités de mise en œuvre du PAR seront suivies et évaluées selon le dispositif de suivi-évaluation mis en place dans le cadre du présent PAR. Il s'agira de conduire cette activité par sous-préfecture concernée par le PAR. Chacune des phases de mise en œuvre du PAR correspondant à une sous-préfecture sera sanctionnée par un rapport d'achèvement à soumettre à l'approbation des partenaires techniques et financiers du PCR.

Ainsi, l'obtention d'un avis de non-objection sur le rapport d'achèvement de chaque phase de mise en œuvre du PAR (consacrée à l'indemnisation des PAP identifiées dans la sous-préfecture) autorisera le démarrage effectif des travaux sur la section correspondante de la route.

Un avis de non-objection des partenaires techniques et financiers sur le rapport d'achèvement de la phase concernée (portant essentiellement sur l'indemnisation des PAP identifiées dans la sous-préfecture) autorisera le démarrage effectif des travaux sur la section correspondante de la route.

### 13.3. Récapitulatif des activités et responsabilités des intervenants dans l'exécution du PAR

Les principales étapes et activités de mise en œuvre du présent PAR sont récapitulées dans le tableau ci-dessous tout en précisant les tâches et responsabilités des intervenants.

Tableau 47 : Tâches et responsabilités des intervenants

N°	Tâches	Responsabilités	Exécution
1	Prise du Décret portant Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de l'emprise du projet	MEER/MCLU/AGEROUTE	MEER/UCPCR-CI / MCLU
2	Mise en place du Comité de Suivi Régional du PAR (CSR-PAR)	MEER/MCLU/MIS/MFB/MEER	MIS/MCLU/ MFB/MEER / UCPCR-CI
3	Mise en place de la Cellule d'Exécution (CE-PAR)	MEER/MCLU/MIS/ MFB	CSR-PAR/ UCPCR-CI
4	Recrutement de l'ONG et mise en place du suivi social des opérations du PAR et de la médiation interne	UCPCR-CI/ CSR-PAR/	CE-PAR/ UCPCR-CI
5	Finalisation et validation du PAR	UCPCR-CI/CSR-PAR/CE-PAR	CE-PAR/Consultant
6	Finalisation du mécanisme institutionnel et financier du PAR	MEER/UCPCR-CI /CSR-PAR/ CE-PAR	CE-PAR/ UCPCR-CI
7	Information et consultation des PAP	CSR-PAR/CE-PAR	CE-PAR/ONG
8	Actualisation/Instruction des données	CSR-PAR/CE-PAR	CE-PAR
9	Identification des propriétés foncières et établissement des actes de négociations	CSR-PAR/CE-PAR	CE-PAR
10	Négociations et Signature des certificats de compensation avec les PAP	CSR-PAR/UCPCR-CI	CE-PAR/ONG /PAP
11	Mobilisation des fonds nécessaires pour les indemnités en numéraires, et de construction des équipements	MEER/MFB/CS-PAR	MEER/MFB/UCPCR-CI/CE-PAR
12	Mise en paiement des indemnités en numéraire	CSR-PAR/UCPCR-CI	UCPCR-CI/CE-PAR/ONG
13	Préparation et signature des chèques	CSR-PAR/UCPCR-CI	UCPCR-CI/CE-PAR/ONG
14	Remise des chèques	CSR-PAR/UCPCR-CI	UCPCR-CI/CE-PAR/ONG
15	Mise en œuvre des mesures de restauration des moyens de subsistance	CSR-PAR/UCPCR-CI/	CE-PAR/Consultant /Entreprise des travaux/ PAP/ONG
16	Suivi de la réinstallation des PAP	CSR-PAR/UCPCR-CI	CE-PAR/ONG
17	Suivi social du déplacement et assistance aux personnes vulnérables	CSR-PAR/UCPCR-CI	CE-PAR/ONG
18	Libération des emprises du projet (Suivi de la destruction des biens et de l'abattage des arbres ou de l'exploitation des ressources forestières)	CSR-PAR/CE-PAR/UCPCR-CI/MIS	CE-PAR/ONG / PAP/MIS
19	Constat de l'état des lieux libérés	CSR-PAR/CE-PAR	CE-PAR/Huissier
20	Communication au Maître d'ouvrage des dossiers sans constat d'indemnisation	CSR-PAR/CE-PAR/UCPCR-CI	CE-PAR
21	Consignation des indemnités d'expropriation pour les dossiers transmis au Maître d'ouvrage	CSR-PAR/CE-PAR	CE-PAR
22	Élaboration du rapport d'achèvement du PAR	CSR-PAR/CE-PAR	CE-PAR/PTF
23	Démarrage des travaux sur les emprises libérées	MEER/UCPCR-CI /AGEROUTE	Entreprises des travaux/MdC

N°	Tâches	Responsabilités	Exécution
24	Évaluation externe du projet	UCPCR-CI/PTF	UCPCR-CI / Consultant indépendant

#### 13.4. Mécanisme de financement de la mise en œuvre du PAR

Le financement des activités du présent PAR (indemnisations, restauration des moyens de subsistance, assistance aux personnes vulnérables, maîtrise d'œuvre et charges diverses et imprévues) est assuré par l'État de Côte d'Ivoire chargé de mettre à la disposition du PCR-CI les emprises des travaux libérées de toute occupation. Pour réaliser l'opération d'indemnisation des personnes affectées par le projet dans un délai compatible au projet, l'État de Côte d'Ivoire prendra toutes les dispositions utiles pour la mobilisation et la mise en place des fonds requis. Pour ce faire, le compte du PCR-CI dédié au PAR sera approvisionné selon les besoins nécessités par la mise en œuvre du PAR.

La gestion de ce compte bancaire relèvera de la responsabilité de l'UC-PCR et se fera conformément au budget du PAR validé et approuvé, et à la procédure requise pour la liquidation des dépenses.

L'État de Côte d'Ivoire, représenté par les organes de mise en œuvre du PAR, s'emploiera au contrôle de l'exécution du PAR au regard de la réglementation en vigueur et de la planification des activités du PAR.

#### 14. BUDGET DETAILLE DE MISE EN ŒUVRE DU PAR

Le coût total estimatif de la mise en œuvre du PAR est **un milliard neuf cent quatre-vingt sept millions neuf cent quarante-neuf mille huit cent soixante-treize (1 996 793 873) francs CFA** qui se compose des principales rubriques suivantes :

- le montant des compensations évaluées à **un milliard cinq cent cinquante six millions cinq cent deux mille cent cinquante-sept (1 556 502 157) F CFA** ;
- le coût de restauration des moyens d'existence estimé à **cent treize millions sept cent soixante dix mille (113 770 000) F CFA** ;
- l'aide à l'établissement des CNI et carte consulaire es estimée à **trois millions deux cent mille (3 200 000) FCFA**
- la provision pour l'assistance aux PAP vulnérables évaluée à **quatre millions quatre-vingt-quinze mille (4 095 000) F CFA** ;
- le coût de la maîtrise d'œuvre chiffré à **cent quarante millions neuf cent mille francs (140 900 000 ) F CFA** dont le détail est en annexe 4 ;
- le montant des divers et imprévus représentant 10% de la somme des montants ci-dessus est estimé à **cent quatre-vingt un millions cinq cent vingt-six mille sept cent seize (181 526 716) F CFA.**

Le détail des coûts du budget est indiqué dans le tableau ci-dessous, et le Ministère de l'Équipement et l'Entretien Routier (MEER) à travers l'UCPCR-CI est responsable de la mise à disposition des fonds estimés pour l'exécution du budget.

*Tableau 48 : Détail du budget de mise en œuvre du PAR des Personnes Affectées par le projet*

N° Ordre	Types d'indemnisation par Catégories de PAP	Montant d'indemnisation (FCFA)
<b>I</b>	<b>COMPENSATION</b>	
<b>I.1.</b>	<b>Propriétaires de parcelles agricoles coutumières</b>	<b>330 200 280</b>
I.1.1	Compensation des droits coutumiers sur le sol	330 200 280
<b>I.2.</b>	<b>Propriétaires de cultures agricoles</b>	<b>112 502 312</b>
I.2.1	Compensation des cultures agricoles	112 502 312
<b>I.3.</b>	<b>Propriétaires de bâtis non-résidents bailleurs</b>	<b>741 040 065</b>
I.3.1	Compensation des bâtis	724 795 065
I.3.2	Compensation des surfaces des bâtis	16 245 000
<b>I.4.</b>	<b>Propriétaires de commerces et services</b>	<b>234 000 000</b>
I.4.1	Compensation de revenus des propriétaires de commerces et services affectés	234 000 000
<b>I.5.</b>	<b>Employés de commerces et services</b>	<b>6 525 000</b>
I.5.1	Compensation des revenus des employés de commerces et services	6 525 000
<b>I.6</b>	<b>Propriétaires de bâtis non-résidents bailleurs</b>	<b>5 980 500</b>
I.6.1	Compensation des propriétaires de bâtis non-résidents bailleurs	5 980 500
<b>I.7</b>	<b>Equipement communautaire</b>	<b>80 000 000</b>
I.7.1	Compensation de l'équipement communautaire	80 000 000
<b>Sous total 1 compensation de pertes des biens</b>		<b>1 510 248 157</b>
<b>I.8</b>	<b>Aide à la réinstallation des PAPs</b>	<b>43 054 000</b>



I.8.1	Ménages résidents propriétaires de bâtis	1 100 000
I.8.2	Ménages résidents locataires de bâtis	100 000
I.8.3	Gérants de commerces et services propriétaires de bâtis	10 500 000
I.8.4	Garantie locative des ménages résidents locataires de bâtis	1 320 000
I.8.5	Garantie locative des propriétaires d'activités commerciales et service propriétaire de bâtis	18 000 000
I.8.6	Garantie locative des propriétaires de commerces et services locataire de bâtis	9 874 000
I.8.7	Garantie locative des locataires ménages résidents locataires de bâtis	160 000
I.8.8	Frais d'enregistrement des parcelles coutumières	2 000 000
<b>Sous total 2 aide à la réinstallation</b>		<b>43 054 000</b>
I.9	<b>Aide à l'établissement des CNI et carte consulaire</b>	<b>3 200 000</b>
I.9.1	Etablissement des CNI	1 100 000
I.9.2	Etablissement des cartes consulaires	2100000
<b>Sous total 3 aide l'établissement des CNI et cartes consulaires</b>		<b>3 200 000</b>
<b>SOUS TOTAL COMPENSATION</b>		<b>1 556 502 157</b>
II	<b>RESTAURATION DES MOYENS D'EXISTENCE</b>	
II.1	<b>Appui à l'amélioration de la productivité des exploitants agricoles affectées</b>	<b>83 520 000</b>
II.1.1	Provision pour acquisition d'intrants et de renforcement de capacité des PAP	83 520 000
II.2	<b>Appui aux gérants d'activités commerciales et services</b>	<b>22 750 000</b>
II.2.1	Appui aux gérants d'activités commerciales et services	22 750 000
II.3	<b>Accompagnement dans le sécurisation foncière</b>	<b>7 500 000</b>
II.3.1	Accompagnement dans le sécurisation foncière	7 500 000
<b>SOUS TOTAL RESTAURATION DES MOYENS D'EXISTENCE</b>		<b>113 770 000</b>
III	<b>ASSISTANCE AUX PERSONNES VULNERABLES</b>	
III.1	Provision pour assistance aux personnes vulnérables	4 095 000
<b>SOUS-TOTAL-3 ASSISTANCE AUX PERSONNES VULNERABLES</b>		<b>4 095 000</b>
IV	<b>MAITRISE D'ŒUVRE</b>	
IV.1	Maitrise d'œuvre de mise en œuvre du PAR	140 900 000
<b>SOUS-TOTAL 4- MAITRISE D'ŒUVRE</b>		<b>140 900 000</b>
<b>TOTAL INDEMNISATION</b>		<b>1 815 267 157</b>
V	<b>DIVERS ET IMPREVUS</b>	
V.1	Divers et imprévus 10% du montant des sous-totaux	181 526 716
<b>SOUS-TOTAL 5- DIVERS ET IMPREU</b>		<b>181 526 716</b>
<b>Ensemble</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 996 793 873</b>



## 15. CALENDRIER D'EXECUTION DU PAR

Le présent PAR sera exécuté en 4 (04) mois en tenant compte du séquençage suivant défini par rapport à la disponibilité des fonds de financement :

- la section de la sous-préfecture de Dianra couvre essentiellement les localités rattachées à cette circonscription administrative ;
- la section de la sous-préfecture de Dianra-village intègre les localités traversées par le projet dans le ressort territorial de cette circonscription administrative ;
- la section de la sous-préfecture de Sarhala prend en compte les localités impactées par le projet dans cette circonscription administrative ;
- la section de la sous-préfecture de Marandallah concerne les localités riveraines du projet qui sont rattachées à cette sous-préfecture ;
- la section de la sous-préfecture de Bouandougou couvre renferme les localités affectées par le projet dans cette circonscription administrative.

Chaque section correspond à une phase de mise en œuvre du PAR qui sera sanctionnée par un rapport d'achèvement dont l'approbation par les PTF autorisera le démarrage effectif des travaux sur la section concernée.

Le chronogramme ci-dessous donne le détail sur le déroulement des activités de mise en œuvre du PAR sur les cinq (05) sections d'emprise considérées, ainsi que, les activités d'exécution du PRMS attendues en phase travaux.

*Tableau 49 : Chronogramme de mise en œuvre du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des personnes affectées par le Projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou*

N°	Activités de mise en œuvre du PAR	Durée (jour)	Mois 1				Mois 2				Mois 3				Mois 4			
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
1	Finalisation de la Prise du Décret portant Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de l'emprise du projet	30																
2	Mise en place du Comité de Suivi Régional du PAR (CSR-PAR)	01																
3	Mise en place de la Cellule d'Exécution (CE-PAR)	01																
4	Mise en place de la Commission Administrative du PAR (CA-PAR)	01																
5	Mise en place de l'ONG pour le suivi social des opérations du PAR	01																
6	Finalisation du mécanisme institutionnel et financier du PAR	30																
7	Information et consultation des PAP	10																
8	Actualisation/Instruction des données	15																
9	Négociation et Signature de protocole d'accord avec les propriétaires fonciers par la CA-PAR	30																
10	Négociations et Signature des actes de compensation avec les PAP	30																
11	Mobilisation des fonds nécessaires pour la mise en œuvre du PAR	180																
12	Préparation et paiement des indemnités	30																
13	Mise en œuvre des mesures de restauration des moyens de subsistance	60																

N°	Activités de mise en œuvre du PAR	Durée (jour)	Mois 1				Mois 2				Mois 3				Mois 4			
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
14	Suivi de la réinstallation des PAP	100																
15	Suivi social du déplacement et assistance aux personnes vulnérables	90																
16	Libération des emprises du projet et Constat de l'état des lieux libérés	30																
17	Élaboration du rapport d'achèvement	40																
18	Évaluation externe du projet	-																

## **16. SUIVI ET EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAR**

### **16.1. Objectifs**

L'objectif du suivi est de signaler aux responsables du Projet tout problème qui survient et de s'assurer que les procédures du PAR sont respectées. L'évaluation du plan de réinstallation peut être menée une fois que la plus grande part des indemnisations est payée et que la presque totalité de la réinstallation est achevée. L'objectif de l'évaluation est de certifier que toutes les PAP sont bien réinstallées et que toutes les activités sont bien restaurées.

### **16.2. Suivi interne des activités de mise en œuvre du PAR**

La CE-PAR s'appuiera sur l'ONG pour assurer le suivi interne de la mise en œuvre du PAR qui consiste à s'assurer que les principales activités se déroulent conformément au calendrier, aux dispositions et exigences prévus. Les personnes affectées par le projet seront consultées au cours du suivi. La CE-PAR communiquera les résultats du suivi aux PAP une semaine après la réception du rapport du suivi.

Pour ce faire, les principaux indicateurs à suivre par rapport aux PAP identifiées sont, entre autres :

- le nombre de PAP ayant négocié ;
- le nombre de PAP indemnisées ;
- le nombre de réclamations enregistrées, en cours de traitement, traitées et clôturées ;
- le nombre de PAP ayant repris leurs activités ;
- le nombre de PAP vulnérables identifiées, suivies et assistées ;
- la satisfaction des PAP avec les actions d'indemnisation et de réinstallation.

L'UC-PCR, à travers la CE-PAR, remettra par trimestre aux partenaires techniques et financiers, un rapport de suivi sur le déroulement des activités de mise en œuvre du PAR. Les rapports incluront entre autres informations :

- les montants alloués pour les activités ou les compensations ;
- le nombre de réclamations enregistrées et le nombre de celles qui ont été traitées ;
- les activités planifiées pour le prochain mois.

Au terme de la mise en œuvre du PAR dans chaque section, la CE-PAR produira un rapport de mise en œuvre du PAR de la section concernée à soumettre aux partenaires techniques et financiers pour approbation. L'obtention d'un avis de non-objection sur le rapport de mise en œuvre du PAR de la (ou des) section(s) considérée(s) autorisera le démarrage effectif des travaux sur la (ou les) section(s) concernée(s) de la route Dianra - Bouandougou.

### **16.3. Évaluation externe de l'exécution du PAR**

La Cellule de Coordination du projet confiera à un organisme indépendant, l'évaluation externe du PAR. Cette évaluation consistera à vérifier l'adéquation de la mise en œuvre du PAR avec les objectifs qui y sont énoncés, avec les dispositions de la législation ivoirienne et avec la NES n°5 de la Banque mondiale. Il s'agit également le niveau de satisfaction des différentes catégories de PAP, au regard des modalités de compensation, ainsi que le niveau de restauration des moyens d'existence. En outre, l'évaluateur du PAR mènera une enquête de satisfaction des PAP sur les différents aspects du PAR et vérifiera le déroulement du processus de traitement des recours.

Le suivi du projet, renforcé par un suivi indépendant, permettra d'orienter de manière efficace l'exécution du PAR. Enfin, il est recommandé une consultation continue avec les PAP et autres acteurs,

afin de mettre en lumière tout problème qui pourrait survenir et de gérer convenablement les plaintes ou réclamations.

En se basant sur l'expérience capitalisée dans les projets similaires pour les différentes mesures du PAR, de façon pratique, les indicateurs appropriés permettant de rendre compte de l'exécution des mesures sont, entre autres :

- le nombre d'éventuelles PAP indemnisées ;
- le nombre d'actifs agricoles perdus et compensés ;
- le nombre d'éventuelles plaintes enregistrées ;
- le nombre d'éventuelles plaintes traitées,
- le type de plaintes ;
- le nombre de plaintes reçues, des plaintes traitées par type
- la satisfaction des PAP avec les actions d'indemnisation et de réinstallation, et de traitement des plaintes ;
- l'évolution des revenus et moyens de subsistance des PAP ;
- le niveau de participation des PAP au réunion d'information.

#### **16.4. Responsables du suivi participatif et évaluation participative**

Dans chaque localité, le suivi de proximité et l'évaluation des activités de mise en œuvre seront assurés sous la responsabilité de l'UGP par :

- les représentants des sous-préfectures concernées ;
- les représentants de la population affectée des localités concernées ;
- les représentants des personnes vulnérables ;
- le représentant de l'ONG sélectionnée pour le suivi des activités de la mise du PAR.

## **17. MODALITES DE VALIDATION, D'APPROBATION ET DE DIFFUSION DU RAPPORT DU PAR**

Après sa validation en comité et son approbation par l'émission d'un Avis de Non-Objection de la Banque Mondiale, le présent Plan de Réinstallation sera publié sur les sites web du PCR-CI, du Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier, du Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, etc. Il sera aussi disponible auprès des administrations locales concernées (Préfectures de Dianra et de Mankono, Sous-préfectures de Dianra, Dianra-village, Sarhala, Marandallah et Bouandougou), et des services techniques et administratifs pour assurer l'information aux populations affectées. Il sera ensuite publié sur l'infoshop de la Banque mondiale.

Les dispositions en matière de diffusion/publication visent à rendre disponible aux populations affectées et aux tiers une information pertinente et dans des délais appropriés.

## 18. CONCLUSION

Le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) initié dans le cadre des travaux d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou a permis d'identifier au total **six cent soixante (660)** personnes affectées par le projet. Les enquêtes de recensement des biens impactés et de recueil d'informations sur la situation socioéconomique des personnes affectées par le projet se sont déroulées de façon inclusive et participative. Elles ont permis d'identifier et d'établir dans l'emprise la liste des personnes affectées et des biens impactés par le projet.

Le présent Plan d'Action de Réinstallation a été élaboré conformément à la Norme Environnementale et Sociale N° 5 « Acquisition de terre, restriction d'accès à l'utilisation de terres et réinstallation » de la Banque Mondiale. Il a été préparé avec la participation de toutes les parties prenantes, à savoir les autorités administratives et coutumières, les organisations communautaires de base, etc. La mise en œuvre de ce PAR contribuera à atténuer considérablement les impacts sociaux négatifs du projet.

Les impacts sociaux négatifs se traduisent en termes de : pertes de terres rurales coutumières, terrains ruraux, cultures agricoles, bâtis à usages divers, habitations, commerces et services artisanaux.

Après l'évaluation de toutes les pertes et de l'ensemble des coûts, le budget total du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) relatif aux travaux d'aménagement et de bitumage de la route Dianra – Bouandougou est estimé à un milliard neuf cent quatre-vingt-sept millions neuf cent quarante-neuf mille huit cent soixante-treize (1 996 793 873) francs CFA soit 3,203,116.96 1dollars US (USD=623,39 FCFA)

## 19. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Banque mondiale, 2016 : Cadre environnemental et social de la Banque mondiale, Washington DC, 106 pages.

Cellule de Coordination du Projet de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (CC-PRICI), 2022 : Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) du Projet de Connectivité inclusive et d'infrastructures Rurales en Côte d'Ivoire (PCR-CI), 133 pages.

Cellule de Coordination du Projet de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (CC-PRICI), février 2024) : Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du Projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra – Bouandougou (113 km), 256 pages. <https://www.prici.ci/eies/category/pcr-ci-2-8.html> Cellule de Coordination du Projet de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (CC-PRICI), 2023 : Mécanisme de Gestion des Plaintes du Projet de Connectivité inclusive et d'infrastructures Rurales en Côte d'Ivoire (PCR-CI), 49 pages.

Projet de Connectivité inclusive et d'infrastructures Rurales en Côte d'Ivoire (PCR-CI), 2023 : Termes de références (TDR) pour le recrutement d'un consultant pour l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des personnes affectées par les travaux d'aménagement et de bitumage de la route Dianra – Bouandougou (113 km), 14 pages.

Cellule de Coordination du Projet de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (CC-PRICI), 2022 : Études techniques d'aménagement et de bitumage de la route Dianra – Bouandougou (113 km), 97 pages.

Cellule de Coordination du Projet de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (CC-PRICI), 2024 : Dossier de plans du Projet de bitumage de la route Dianra – Bouandougou, Revision A réalisée par BIG-BTP, 78 pages.

Préfecture de Dianra, 2023 : Monographie du Département, 24 pages.

Sous-préfecture de Bouandougou, 2023 : Monographie de la Sous-préfecture de Bouandougou, 11 pages.

Sous-préfecture de Sarhala, 2023 : Monographie de la Sous-préfecture de Sarhala.

## ANNEXES



## Annexe 1 : Les principaux outils de collecte des données socio-économiques

- **Questionnaire général d'identification des personnes, des biens et services**

PCR	QUESTIONNAIRE GENERAL D'IDENTIFICATION DES PERSONNES, DES BIENS ET SERVICES AFFECTES PAR LE PROJET	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 28/11/2023
			Page 1/10
PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU			

Date de l'enquête : ...../...../.....	Heure début enquête : .....H .....mn						
Équipe:.....							
Nom de l'enquêteur : .....							
N° de fiche : .....							
Section du tronçon : .....							
Localité (Ville/Quartier/Village/Campement) : .....							
Rattachement administratif :							
Région : .....							
Département : .....							
Sous-Préfecture/Commune : .....							

<b>CATEGORIES PAP:</b> PNR <input type="checkbox"/> MR <input type="checkbox"/> RCS <input type="checkbox"/> RE <input type="checkbox"/> PF <input type="checkbox"/> EAH <input type="checkbox"/> EAP <input type="checkbox"/> PP <input type="checkbox"/> EMP <input type="checkbox"/>			
RSC <input type="checkbox"/> RAERIA <input type="checkbox"/>			
<b>SOUS CATEGORIES PAP:</b> PNR/NB <input type="checkbox"/> PNR/B <input type="checkbox"/> MRP <input type="checkbox"/> MRL <input type="checkbox"/> MRH <input type="checkbox"/> MRS <input type="checkbox"/> RCS/P <input type="checkbox"/>			
RCS/L <input type="checkbox"/> RCS/H <input type="checkbox"/> RCS/S <input type="checkbox"/> RCS/PA <input type="checkbox"/> REP/BL <input type="checkbox"/> REP/BNL <input type="checkbox"/> REL/BL <input type="checkbox"/>			
REL/BNL <input type="checkbox"/> REH/BL <input type="checkbox"/> REH/BNL <input type="checkbox"/> PFUT/B <input type="checkbox"/> PFUNT/B <input type="checkbox"/> PFRC/B <input type="checkbox"/> PFRT/B <input type="checkbox"/>			
PFRNT/B <input type="checkbox"/> PFUT/NB <input type="checkbox"/> PFUNT/NB <input type="checkbox"/> PFRC/NB <input type="checkbox"/> PFRT/NB <input type="checkbox"/> PFRNT/NB <input type="checkbox"/> EAH/PF <input type="checkbox"/>			
EAH/LF <input type="checkbox"/> EAH/PGF <input type="checkbox"/> EAH/SF <input type="checkbox"/> F/PF <input type="checkbox"/> F/LF <input type="checkbox"/> F/PGF <input type="checkbox"/> F/SF <input type="checkbox"/> PP <input type="checkbox"/> AP <input type="checkbox"/>			
EMP/CS <input type="checkbox"/> EMP/A <input type="checkbox"/> EMP/E <input type="checkbox"/> EMP/AERIA <input type="checkbox"/> RSC/PA <input type="checkbox"/> RSC/B <input type="checkbox"/> RAERIA/FT <input type="checkbox"/>			
RAERIA/RAC <input type="checkbox"/>			
<b>N° IDENTIFIANT MENAGE/PAP :</b> ...../.....-MEN/.....-.....			<div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 40px; margin: 0 auto;"></div>
<div style="display: flex; justify-content: space-between; font-size: small;"> <span>\Code Projet /</span> <span>\Code localité/</span> <span>\N° d'Ordre/</span> <span>\Code PAP/</span> </div>			<div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 40px; margin: 0 auto;"></div>

A - IDENTIFICATION DE L'ENQUETE	
1 - Nom : .....	
2 - Prénoms : .....	
3 - Date de Naissance:...../...../.....	<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>
4 - Genre : ..... (Femme =1, Homme=2, Autre (à préciser)=3)	<div><div></div></div>
5 - Niveau d'éducation : ..... (Analphabète=1; Primaire=2; Secondaire Niveau 1=3; ; Secondaire Niveau 2=4; Supérieur=5; Ecole Coranique=6, Autres (à préciser)=7)	<div><div></div></div>
6 - Nature de la Pièce d'Identité : ..... (CNI=1, Passeport=2, P.C=3, A.I=4, Carte de séjour=5, Carte consulaire=6, Carte professionnelle=7, Extrait Nce=8, Carte scolaire/étudiant=9, Autre (à préciser)=10)	<div><div></div></div>
7 - N° de la pièce produite.....	<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>
8 - Date de validité de la pièce produite.....	<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>
9 - Nationalité : ..... (Ivoirien=1, Burkinabé=2, Malien=3, Nigérien=4, Libérien=5, Guinéen=6, Togolais=7, Béninois=8, Ghanéen=9, Nigérian=10, Sénégalais=11, Sierra-Léonais=12, Gambien=13, Cap-verdien=14, Bissau-guinéen=15, Mauritanien=16, Autre africain=17, Européen=18, Asiatique=19, Américain=20, Autre (à préciser)=21)	<div><div></div></div>
10 - Ethnie (Si Ivoirien) : ..... Bakwé=1, Bété=2, Kouya=3, Kouzié=4, Baoulé=5, Agni=6, Abron=7, Guéré=8, Yacouba=9, Malinké=10, Sénoufo=11, Kroumen=12, Gouro=13, Abbeys=14, Attié=15, Ebré=16, Abouré=17, Godié=18, Adjoukrou=19, Alladjan=20, Ahizi=21, Abidji=22, Agouri=23, Dida=24, M'botto=25, Koulango=26, Lobi=27, Wan=28, , Krobou=29, Gagou=30, Avikam=31, Appolo=32, Wôbé=33, Toura=34, Newo=35, Gnaboua=36, Mono=37, Naturalisé (préciser la nationalité d'origine)=38, Autre (à préciser) =39)	<div><div></div></div>

PCR	<b>QUESTIONNAIRE GENERAL D'IDENTIFICATION DES PERSONNES, DES BIENS ET SERVICES AFFECTES PAR LE PROJET</b>	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 28/11/2023
			Page 2/10
<b>PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUYOU</b>			

10.1 Appartenance socio-culturelle :..... <i>(Kwa Lagunaire =1, Kwa Akan=2, Krou=3, Gur=4, Mandé nord=5, Mandé sud=6, Naturalisé=7)</i>	<input type="text"/>
11 - Situation matrimoniale :..... <i>(Marié légal=1, Marié coutumièrement/religieusement=2, Concubinage=3, Divorcé=4, Célibataire=5, Veuf (ve)=6, Autre à préciser=7)</i>	<input type="text"/>
12 – Qualification/Profession :.....	
13 - Année d'installation dans la localité :.....	<input type="text"/>
14 - Principal motif d'installation dans la localité : ..... <i>(Quartier/Village d'origine=1, Intérêt économique=2, Mariage=3, Propriété immobilière=4, Déplacé de projet=5, Autre à préciser =6)</i>	<input type="text"/>
15 - Lieu de résidence actuelle : ..... <i>(Dans la zone directe du projet=1, Dans la zone périphérique de l'emprise du projet=2, Autre zone (à préciser)=3)</i>	<input type="text"/>
16 - Coordonnées GPS du domicile riverain de l'emprise : X ..... , Y .....	
17 - Boîte postale:.....	
18 - Téléphone : .....	<input type="text"/>
19 - E-mail :.....	
20 - Représentant légal de la structure dénommée : .....	

<b>B - CARACTERISTIQUES SOCIALES DU MENAGE</b>	
--	--

<b>I - Composition du ménage</b>	
1 - Êtes-vous le chef de ménage ? :..... <i>(Oui=1, Non=2)</i>	<input type="text"/>
2 - Si non, Identifiez le chef de ménage :	
2.1 - Nom et prénoms :.....	
2.2 - N° Pièce d'identité : .....	
2.3 - Lien de parenté:.....	<input type="text"/>
2.4 - Téléphone:.....	
3 - Nombre de personnes dans le ménage? <i>(y compris l'enquête)</i> :.....	<input type="text"/>
4 - Identification des membres du ménage <i>(Citez- les, y compris l'enquête en premier)</i> :	

Nom et Prénoms	Sexe (F/M)	Parenté avec chef ménage (a)	Année de Naissance	Nationalité (b)	Niveau Étude (c)	Statut matri. (d)	Nbre d'enfants vivants	Occupation actuelle (e)	Type de vulnérabilité (f)

(a): époux (se)=1, enfant=2, père /mère=3, belle-fille/beau-fils=4, frère/sœur=5, beau-frère/belle-sœur=6, oncle/tante=7, neveu/nièce=8, autre=9 (à préciser)

(b) : Se référer aux codes relatifs à la question A8

(c) : Analphabète=1, Primaire=2, Secondaire=3, Supérieur=4

(d) : (Marié légal=1, Marié coutumièrement=2, Concubinage=3, Divorcé=4, Célibataire=5, Veuf (ve)=6)

(e) : Pas de travail=1, Secteur public=2, Secteur privé=3, Emploi libéral=4, Agriculture=5, Ménage=6, Commerce=7, Artisanat=8, Élève/Étudiant=9

(f) : Enfant de moins d'un an=1, Personne âgée de + de 70 ans=2, Handicapé physique=3, Handicapé mental=4, Handicapé physique et mental=5, Femme en état de grossesse=6, Grand malade=7, Personne rejetée par la société (drogué, fou)=8, Personne ayant des problèmes de communication=9

PCR	<b>QUESTIONNAIRE GENERAL D'IDENTIFICATION DES PERSONNES, DES BIENS ET SERVICES AFFECTES PAR LE PROJET</b>	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 28/11/2023
			Page 3/10
<b>PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU</b>			

<b>5 - Type de ménage :</b> ..... <i>(Ménage unipersonnel=1, Couple sans enfant=2, Couple avec enfant=3, Ménage monoparental nucléaire=4, Ménage monoparental élargi=5, Famille élargie=6)</i>	<input type="text"/>
<b>6 – Caractéristiques de la vulnérabilité du ménage :</b> ..... <i>(a) : Ménage avec personnes vulnérables=1, Ménage monoparental avec source de revenu précaire affectée=2, Ménage monoparental avec source de revenu précaire + personnes vulnérables=3, Ménage avec moyen d'existence principal affecté par le projet=4, Autres (à préciser)=5</i>	<input type="text"/>
<b>7 - Nombre d'association active dans la localité dont vous êtes membre :</b> .....	<input type="text"/>
<b>8 - S'il en existe, citez-les :</b>	<input type="text"/>

Nom du membre	Désignation Association	Abréviation	Statut (a)	Domaine d'activité (b)	Qualité de membre (c)	Contact du 1 <sup>er</sup> Responsable

(a) : ONG=1, Mutuelle de développement=2, Association féminine=3, Association de jeunesse=4, Coopérative=5, Syndicat=6, Comité de gestion=7, Autre (à préciser)=8  
(b) : Agriculture=1, Pêche=2, Elevage=3, Transport=4, Commerce=5, Artisanat=6, Industriel=7, Environnement=8, BTP=9, Développement local=10, Social=11, Autre=12  
(c) : Simple membre=1, Président/Directeur=2, Secrétariat Général=3, Trésorerie Générale=4, Commissariat aux comptes=5, Conseiller=6, Conseil d'Administration=7, Autre=8

### C - SITUATION ECONOMIQUE DU MENAGE

<b>I - Situation d'emploi et ressources</b> <b>1 - Activité principale exercée par l'enquêté :</b> ..... <i>(Exploitant agricole/horticole =1, Pêcheur = 2, Éleveur=3, Commerçant=4, Fonctionnaire/Agent de l'État=5, Artisan=6, Ouvrier agricole=7, Employé du privé=8, FDS=9, Métier libéral (Avocat, Huissier, Notaire, Commissaire-priseur, ...)=10, Entrepreneur/Homme d'affaires=11, Retraité=12, Sans emploi =13, Femme au foyer =14, Élève/Étudiant =15, Autre (à préciser)=16)</i>	<input type="text"/>
<b>2 - Lieu de travail (préciser le nom de la localité) :</b> ..... <i>(Dans l'emprise directe du projet=1, Dans la localité de résidence=2, Autre localité du Département=3, Autre Département de la Région=4, Dans la Région=4, Hors de la Région =5, Hors du Pays=6, Autre (à préciser)=7)</i>	<input type="text"/>
<b>3 - Revenu moyen mensuel tiré de l'activité principale:</b> .....	<input type="text"/>
<b>4 - Identification des activités secondaires exercées ? (Citez-les par ordre d'importance du revenu) :</b> <i>(Inscrire dans les cases les codes correspondants aux activités listées au point C1)</i> 4.1: Activité 1 :..... /___/, 4.2: Activité 2 :..... /___/ 4.3: Activité 3 :..... /___/, 4.4: Activité 4 :..... /___/	<input type="text"/>
<b>5 - Lieu d'exercice des activités secondaires (Nom des lieux et inscrire les codes correspondants liés à Q2):</b> 5.1: Lieu 1 :..... /___/, 5.2: Lieu 2 :..... /___/ 5.3: Lieu 3 :..... /___/, 5.4: Lieu 4 :..... /___/	<input type="text"/>
<b>6 - Revenu moyen mensuel tiré des activités secondaires:</b> .....	<input type="text"/>
<b>7 - Recevez-vous des transferts d'argent de vos parents ou connaissances ? :</b> ..... <i>(Oui=1, Non=2)</i> 7.1 - Si oui, indiquez-en le nombre moyen annuel ? :.....	<input type="text"/>
<b>8 - A combien estimez-vous en moyenne cet apport par an (en FCFA) :</b> .....	<input type="text"/>
<b>9 - Quels sont vos revenus non monétaires (Apports pour auto-consommation) :</b>	<input type="text"/>

Nom enquêté	Apport mensuel Activité 1 (Qté)	Valeur monétaire Apport Activité 1	Apport mensuel Activité 2 (Qté)	Valeur monétaire Apport Activité 2	Apport mensuel Activité 3 (Qté)	Valeur monétaire Apport Activité 3	Total valeur monétaire des apports mensuels

<b>10 - Revenus mensuels cumulés de l'enquêté :</b> .....	<input type="text"/>
---	----------------------

PCR	<b>QUESTIONNAIRE GENERAL D'IDENTIFICATION DES PERSONNES, DES BIENS ET SERVICES AFFECTES PAR LE PROJET</b>	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 28/11/2023
			Page 4/10
<b>PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU</b>			

11 - Disposez-vous de parcelles de terre hors emprise du projet ? :									
(Oui=1, Non=2)									
Nom enquêté	Nbre de parcelles agricoles	Superficie totale des parcelles agricoles (m²)	Localités de rattachement des parcelles agricoles	Coût moyen estimatif du m² de terre agricole (FCFA/m²)	Nbre de parcelles urbaines	Superficie totale des parcelles urbaines (m²)	Localités de rattachement des parcelles urbaines	Coût moyen estimatif du m² de terrain urbain (FCFA/m²)	
12 - Nombre total des autres actifs dans le ménage?.....									
13 - Montant total des revenus mensuels cumulés des autres actifs: .....									
<b>II - Charges du ménage</b>									
1 - Coût total mensuel des charges du ménage : .....									
1.1 - Consommation alimentaire :.....									
1.2 - Logement (Loyer, Factures électricité/Eau, Entretien, ...) :.....									
1.3 - Éducation (Frais de scolarité, Fournitures, dépenses diverses) :.....									
1.4 - Santé (Frais hospitalisation/consultation, Médicaments, ...) :.....									
1.5 - Habillement (Achat vêtements, chaussures, parures, Produits de beauté, ...) :.....									
1.6 - Transport (Pour les fêtes, funérailles, élèves, les travailleurs, courses, ...) :.....									
1.7 - Communication (Facture/Unités de recharge, Achat/entretien appareils ...) :.....									
1.8 - Entretien équipement (Appareils électroménagers, Véhicule/Moto/Vélo, Vaisselles, ...) :.....									
1.9 - Autres charges (Quête, offrandes, Appui à tierce personne, ..... ) :.....									
2 – Combien participez-vous personnellement aux charges du ménage :.....									
3 - Les autres actifs participent-ils aux charges du ménage :.....									
(Oui=1, Non=2)									
4 - Si oui, indiquez le montant total mensuel de participation : .....									
5 - Dans quelle proportion participent-ils aux charges du ménage (précisez en %): .....									
(Moins de 25%=1, 25%=2, 50%=3, 75%=4, 100%=5, Autre (à préciser)=6)									
<b>D - CONDITIONS DE LOGEMENT DU MENAGE</b>									
<b>I - Foncier</b>									
1 - Statut d'occupation du foncier :.....									
(Propriétaire=1, Locataire=2, Prêt gracieux=3, Autre = 4)									
2 - Mode d'acquisition du foncier :.....									
(Filière coutumière=1, Achat=2, Don=3, Héritage=4, Autre (à préciser)=5)									
3 - Année d'acquisition du foncier :.....									
4 - Montant d'acquisition du foncier :.....									
5 - Titre de propriété :.....									
(Titre foncier=1, Lettre d'attribution=2, ODP=3, Acte de propriété=4, Attestation villageoise=5, Contrat de bail=6, Aucun=7, Autres (à préciser)=8)									



PCR	<b>QUESTIONNAIRE GENERAL D'IDENTIFICATION DES PERSONNES, DES BIENS ET SERVICES AFFECTES PAR LE PROJET</b>	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 28/11/2023
			Page 5/10
<b>PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU</b>			

<b>II - Bâti</b>		
<b>1 - Statut d'occupation :</b> ..... <i>(Propriétaire résident=1, Locataire=2, Hébergé gratuit=3)</i>		<input type="text"/>
<b>2 - Lien de parenté avec le propriétaire</b> (Si locataire/Hébergé gratuit) : ..... <i>(Époux (se)=1, Enfant=2, Père /Mère=3, Belle-fille/Beau-fils=4, Frère/Sœur=5, Beau-frère/Belle-sœur=6, Oncle/Tante=7, Neveu/Nièce=8, Grand parent=9, Ami ou Connaissance=10, Aucun=11)</i>		<input type="text"/>
<b>3 - Mode d'acquisition du bâti</b> (Si propriétaire) : ..... <i>(Construction personnelle=1, Achat=2, Don=3, Héritage=4, Mixte=5 ; Autre (à préciser)=6)</i>		<input type="text"/>
<b>4 - Type de construction :</b> ..... <i>(Construction individuelle=1, Concession=2, Construction en bande=3, Immeuble=4, Autre (à préciser)=5)</i>		<input type="text"/>
<b>5 - Nombre de niveaux</b> (Pour les construction en immeuble) : ..... <i>(R+1=1, R+2=2, R+3=3, R+4=4, R+5=5, Immeuble de plus de 5 niveau=6, Autre (à préciser)=7)</i>		<input type="text"/>
<b>6 - Nombre de maisons ou d'appartements dans la cour ou l'immeuble :</b> .....		<input type="text"/>
<b>7 - Standing du bâti ou logement principal du ménage :</b> ..... <i>(Haut standing (mûr en ciment + sol carrelé +toiture en tôle/tuile/béton + Plafond) =1, Moyen standing (mûr en ciment + sol ciment +toiture en tôle/tuile/béton + Plafond) =2, Bas standing (mûr en ciment + sol ciment +toiture en tôle et sans plafond)=3, Habitat précaire (mûr en bois/banco/tôle + sol simple/ciment +toiture en torchis/paille/tôle et sans Plafond)=4, Autre (à préciser)=5)</i>		<input type="text"/>
<b>8 - Nombre de pièces de la (des) maison(s) habitée(s) par l'enquêté :</b> .....		<input type="text"/>
<b>9 - Type de commodité existant dans le bâti :</b>		
<b>9.1 - Eau potable</b> (Non=0, Oui=1):.....		<input type="text"/>
<b>9.2 - Électricité</b> (Non=0, Oui=1):.....		<input type="text"/>
<b>9.3 - Téléphone</b> (Non=0, Oui=1):.....		<input type="text"/>
<b>9.4 - Assainissement autonome</b> (Non=0, Oui=1):.....		<input type="text"/>
<b>9.5 - Assainissement collectif</b> (Non=0, Oui=1):.....		<input type="text"/>
<b>9.6 - Puits</b> (Non=0, Oui=1):.....		<input type="text"/>
<b>9.7 – Installation Internet</b> (Non=0, Oui=1):.....		<input type="text"/>
<b>9.8 - Groupe électrogène</b> (Non=0, Oui=1):.....		<input type="text"/>
<b>9.9 - Installation (Énergie) solaire</b> (Non=0, Oui=1):.....		<input type="text"/>
<b>9.10 - Autres (à préciser)</b> (Non=0, Oui=1):.....		<input type="text"/>
<b>10 - Loyer mensuel payé</b> (en cas de location) : .....		<input type="text"/>
<b>11 - Type de toilette utilisé par le ménage :</b> ..... <i>(WC interne=1, WC externe=2, Latrine dans la cour=3, Latrine hors cour=4, Dans la nature=5, Mixte=6, Autre (à préciser)=7)</i>		<input type="text"/>
<b>12 - Type de douche utilisé par le ménage :</b> ..... <i>(Dehors/Plein air=1, Douche rudimentaire=2, Douche externe=3, Salle de bain/douche interne=4, Mixte=5, Autre (à préciser)=6)</i>		<input type="text"/>
<b>13 - Mode d'évacuation des eaux usées :</b> ..... <i>(Fosse septique=1, Réseau collectif=2, Caniveau=3, Dans la rue=4, Dans la nature=5, Mixte=6, Autre (à préciser)=7)</i>		<input type="text"/>
<b>14 - Mode de ramassage des ordures :</b> ..... <i>(Ramassage public=1, ramassage payant=2, Décharge informel/Dépôt sauvage=3, Enterré=4, Brulé=5, Mixte=6, Autre (à préciser)=7)</i>		<input type="text"/>
<b>III - Niveau d'équipement du ménage</b>		
<b>1 - Indiquez le nombre des équipements disponibles dans le ménage :</b>		
1.1: Voiture /___/,    1.2: Moto /___/,    1.3 : Vélo /___/,    1.4 : Salon (fauteuil) /___/, 1.5 : Télévision /___/,    1.6: Mini-chaîne /___/,    1.7: Magnétophone/Radio /___/,		

PCR	<b>QUESTIONNAIRE GENERAL D'IDENTIFICATION DES PERSONNES, DES BIENS ET SERVICES AFFECTES PAR LE PROJET</b>	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 28/11/2023
			Page 6/10
<b>PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU</b>			

1.8 : Ordinateur /___/, 1.9: Portable cellulaire /___/, 1.10: Cuisinière /___/, 1.11: Bouteille de gaz /___/, 1.12: Congélateur/Réfrig. /___/, 1.13 : Fer à repasser /___/, 1.14 : Climatiseur/Split /___/, 1.15: Machine à linge /___/, 1.16: Bibliothèque /___/,					
<b>E - CONSOMMATION ALIMENTAIRE</b>					
1 - Source de combustion des aliments : ..... <i>(Bois de chauffe=1, Charbon de bois=2, Gaz=3, Réchaud électrique=4, mixte=5, Autre (à préciser)=6)</i>					<input type="text"/>
2 - Citez par ordre de priorité vos trois premiers aliments de base par catégorie :					
Cpte	Aliment de résistance (a)	Mets de sauce (b)	Protéine (c)	Fruit (d)	
1					
2					
3					
<i>(a) : Riz=1, Igname=2, Banane=3, Manioc=4, Maïs/Mil=5, Pomme de terre=6, Pâte alimentaire=7, crudités/maraîchers=8          (b) : Aubergine=1, Graine de palmier=2, Arachide=3, Gombo (frais ou sec)=4, Poivron=5, Feuille=6, Amande=7, Autre=8          (c) : Viande rouge=1, Viande blanche=2, Poisson=3, Escargot=4, Œuf=5, Champignon=6, Insecte=7, Crustacés=8          (d) : Mangue=1, Orange/Mandarine=2, Banane douce=3, Papaye=4, Pomme=5, Passion=6, Ananas=7, Goyave=8, Corossol=9</i>					
3 - Votre ménage connaît-il dans l'année une période de manque de nourriture ? :..... <i>(Oui=1, Non=2)</i>					<input type="text"/>
3.1 - Si oui, indiquez la période de l'année où il y a manque de nourriture :..... Trimestre 1=1, Trimestre 2=2, Trimestre 3=3, Trimestre 4=4, Rarement dans l'année=5, Autre=6)					<input type="text"/>
3.2 - Si oui, indiquez la principale raison :..... <i>(Sécheresse=1, Inondation=2, Maladies/dégâts des cultures=3, Maladie/Décès d'un membre actif du ménage=4, Perte d'emploi=5, Déplacement lié à la crise socio-politique=6, Autre (à préciser)=7)</i>					<input type="text"/>
<b>F - CONDITIONS D'ACCES AUX INFRASTRUCTURES DE BASE</b>					
<b>I - Accès à l'eau potable</b>					
1 - Quelle est la principale source d'eau de boisson du ménage ? :..... <i>(Eau de robinet dans le logement=1, Eau de robinet dans la cour=2, Eau de robinet à l'extérieur de la cour=3, Puits dans la cour=4, Puits public=5, Pompe villageoise=6, Eau de surface=7, Mixte=8)</i>					<input type="text"/>
2 - Année de début d'utilisation d'eau potable : .....					<input type="text"/>
3 - Distance moyenne entre le domicile et le point d'eau : .....					<input type="text"/>
<i>(Sur place=1, Moins de 250 m=2, 250 – 500 m=3, 500 – 1000 m=4, 1000 – 2000 m=5, Plus de 2000 m=6)</i>					
4 - Montant total des dépenses mensuelles de consommation d'eau : .....					<input type="text"/>
<b>II - Accès à l'éclairage</b>					
1 - Quelle est la principale source d'éclairage du ménage ? : .....					<input type="text"/>
<i>(Réseau électrique=1, Groupe électrogène/Energie solaire=2, Lampe à pétrole=3, Lampe à batterie=4, Torche=5, Mixte=6)</i>					
2 - Type de connexion au réseau électrique : .....					<input type="text"/>
<i>(Abonnement/compteur individuel=1, Compteur commun=2, Branchement parallèle=3, Autre=4)</i>					
3 - Année de connexion au réseau électrique : .....					<input type="text"/>
4 - Montant des dépenses mensuelles de consommation d'énergie : .....					<input type="text"/>
5 - Période de l'année enregistrant de fréquentes coupures de courant :..... (Trimestre 1=1, Trimestre 2=2, Trimestre 3=3, Trimestre 4=4, Rarement dans l'année=5, Toute l'année=6, Pas de coupure=7)					<input type="text"/>
<b>III - Accès aux soins de santé</b>					
1 - Distance moyenne entre le domicile et le centre de santé le plus proche ? :..... <i>(Moins de 250 m=1, 250 – 500 m=2, 500 – 1000 m=3, 1000 – 5000 m=4, 5000 – 10000 m=5, Plus de 10000 m=6)</i>					<input type="text"/>
2 - Disposez-vous d'une assurance ou couverture maladie ? .....					<input type="text"/>
<i>(Oui=1, Non=2)</i>					
3 - Nombre de personnes couvertes par l'assurance dans le ménage ? : .....					<input type="text"/>
4 - Indiquez le nom de votre assureur ou assurance: .....					

PCR	<b>QUESTIONNAIRE GENERAL D'IDENTIFICATION DES PERSONNES, DES BIENS ET SERVICES AFFECTES PAR LE PROJET</b>	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 28/11/2023
			Page 7/10
<b>PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU</b>			

5 - Quel est le taux de couverture de l'assurance ? ..... <small>(30%=1, 40%=2, 50%=3, 60%=4, 70%=5, 80%=6, 90%=7, 100%=8, Autres (à préciser)=9)</small>						<input type="text"/>	
6 - Nombre de personnes malades dans le ménage au cours du dernier mois :							
6.1 - Enfants (de 0 à 14 ans) : .....						<input type="text"/>	
6.2 - Jeunes/ Adultes (de 15 à 59 ans) : .....						<input type="text"/>	
6.3 - Personnes âgées (60 ans et plus) : .....						<input type="text"/>	
7 - Quel type de soins avez-vous souvent recours dans le ménage ? ..... <small>(Médecine moderne=1, Automédication=2, Médecine traditionnelle=3, Mixte=4, Autres (à préciser)=5)</small>						<input type="text"/>	
7-1 - Justifiez votre préférence : ..... <small>(Coût élevé pour la médecine moderne/Coût abordable pour la médecine traditionnelle=1, Grande distance=2, Mauvais accueil des Agents de santé=3, Manque de moyens financiers=4, Couverture de l'assurance=5, Objectivité de la médecine moderne=6, Mixte=7, Autres (à préciser)=8)</small>						<input type="text"/>	
8 - Période de l'année où il y a le plus grand nombre de malades dans le ménage : ..... <small>(Trimestre 1=1, Trimestre 2=2, Trimestre 3=3, Trimestre 4=4, Rarement dans l'année=5, Pas de malade=6)</small>						<input type="text"/>	
<b>IV - Accès à l'école</b>							
1 - Distance moyenne entre le domicile et l'école primaire la plus proche : ..... <small>(Sur place=1, Moins de 250 m=2, 250 – 500 m=3, 500 – 1000 m=4, 1000 – 2000 m=5, Plus de 2000 m=6)</small>						<input type="text"/>	
2 - Distance moyenne entre le domicile et l'école secondaire la plus proche ? : ..... <small>(Moins de 250 m=1, 250 – 500 m=2, 500 – 1000 m=3, 1000 – 5000 m=4, 5000 – 10000 m=5, Plus de 10000 m=6)</small>						<input type="text"/>	
3 - Nombre d'enfants de moins de 15 ans scolarisés dans le ménage : .....						<input type="text"/>	
4 - Nombre d'élèves dans le ménage admis en classe supérieur l'année dernière :							
4.1 - Primaire : .....						<input type="text"/>	
4.2 - Secondaire : .....						<input type="text"/>	
5 - Nombre d'élèves dans le ménage qui mangent à la cantine scolaire : .....						<input type="text"/>	
<b>V - Accès aux moyens de transport, d'information et de communication</b>							
1 - Le déplacement est-il facile (ou régulier) pour les membres du ménage ? : ..... <small>(Oui=1, Non=2)</small>						<input type="text"/>	
1.1 – Si non, quelle en est la raison principale : ..... <small>(Coût élevé du transport/Manque de voiture=1, Grande distance=2, mauvais état de la route=3, Criminalité sur les routes=4, Densité du trafic=5, Manque de carburant=6, Autres (à préciser)=7)</small>						<input type="text"/>	
2 - La localité est-elle couverte par les ondes de la RTI ? : ..... <small>(Oui=1, Non=2)</small>						<input type="text"/>	
3 - Indiquez le(s) moyen(s) d'information utilisé(s) dans le ménage : ..... <small>(Télévision=1, Radio=2, Internet=3, Journaux=4, Autorités locales=5, Mixte=6, Autres (à préciser)=7)</small>						<input type="text"/>	
4 - Indiquez le niveau de couverture de la zone par la téléphonie mobile : ..... <small>(Couverte par tous les réseaux=1, Couverture partielle =2, Accès impossible=3, Orange uniquement=4, MTN uniquement=5, Moov uniquement=6, Autres (à préciser)=7)</small>						<input type="text"/>	
<b>G - PRATIQUES CULTURELLES ET RELIGIEUSES</b>							
<b>I - Pratiques culturelles</b>							
1 - Identification des sites sacrés ou protégés du ménage :							
Nom Enquête	Cpte	Désignation du site	Nature de l'objet sacré (a)	Localisation du site (b)	Interdits liés au site		
(a) : Cimetière/Mosolé=1, Forêt=2, Arbre=3, Rivière/marigot=4, Rocher=5, Montagne=6, Case=7, Monument=8, Canri=9, Autre (à préciser)=10 (b) : Site du projet=1, Dans la localité, mais hors site projet=2, Autre zone de la localité=3							

PCR	<b>QUESTIONNAIRE GENERAL D'IDENTIFICATION DES PERSONNES, DES BIENS ET SERVICES AFFECTES PAR LE PROJET</b>	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 28/11/2023
			Page 8/10
<b>PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU</b>			

<b>II- Pratiques religieuses</b>										
1 - Répartition des membres du ménage par confession religieuse :										
Catholique	Protestant	Évangélique	Harriste	Déhima	Papa Nouveau	Musulman	Boudhisme	Ani-miste	Autre secte	Sans religion

2 - Répartition des fidèles par localité de tenue des prières hebdomadaires :										
2.1: Dans la localité /___/,      2.2: Localité voisine /___/,      2.3 : Chef-lieu administratif /___/										

<b>H - INVENTAIRE DES BIENS DANS L'EMPRISE DU PROJET</b>
--

<b>I - Foncier</b>												
1 - Évaluation des parcelles de terre dans l'emprise du projet.												
N° Ident. Foncier	Localité	Site Projet	Type Foncier (a)	N°ACD/ TF/CF/ LA/AV	N° Ilot	N° Lot	Superf. Parcelle (m²)	Coord. GPS Emprise	Superf. Emprise (m²)	Prix Unit. (FCFA)	Mont. Emprise (FCFA)	Mont. Parcelle (FCFA)

(a) : Terre rurale coutumière=1, Terre rurale État=2, Terre rurale acquise avec TF=3, Terre rurale acquise sans TF=4, Terrain urbain privé avec TF=5, Terrain privé sans TF=6, Terrain urbain État=7

<b>II - Bâti</b>													
1 - Évaluation des bâtiments dans l'emprise du projet.													
N° Ident Bâti	Localité	Site projet	Standing (a)	Type const. (b)	Mat. const. (c)	Usage princ. (d)	Année const.	Cotat° ou NP	Surface bâtie (m²)	Prix unit. (FCFA)	Valeur à neuf bâti	Coéf.	Valeur résid. bâti

(a) : Haut standing (ciment + carreaux importés + plafond) =1, Moyen standing (ciment + sol ciment/carreau local et sans plafond) =2, Bas standing (ciment + sol ciment et sans plafond) =3, Habitat précaire (Banca/bois/Tôle + sol simple/ciment + Toiture torchis/paille/tôle) =4  
(b) : Construction individuelle=1, Concession=2, Construction en bande=3, Immeuble=4, Clôture=5, Dallage=6, Tombe=7, Fosse septique/étanche=8  
(c) : Ciment=1, Bois=2, Métal=3, Ciment + Bois=4, Banca=5, Matériaux de récupération=6, Paille=7, Métal + Ciment=8  
(d) : Habitation=1, Commerce=2, Élevage=3, École=4, Service de santé=5, service religieux=6, service de sécurité=7, Service artisanal=8, Bureau=9, Magasin=10, Inoccupé=11, Abandonné=12, Inachevé=13, Tombe=14

<b>III – Cultures agricoles</b>																	
1 - Évaluation des cultures agricoles dans l'emprise du projet.																	
N° Parc	N° Chp	Localité	Site projet	Sup. Chp	Cpt	Cult. Agri.	Tx Oc.	Sup. cult.	Nbre pieds	Âge cult.	Coef (1+μ)	Cm (FCFA)	Ce (FCFA)	Rdt (Kg)	Prix mar	Mt cult	Mt Ch



PCR	<b>QUESTIONNAIRE GENERAL D'IDENTIFICATION DES PERSONNES, DES BIENS ET SERVICES AFFECTES PAR LE PROJET</b>	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 28/11/2023
			Page 9/10
<b>PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU</b>			

#### IV - Entreprise / Commerce ou service

##### 1 - Identification de l'activité :

Nom Enquête	N° Ident. activité	Désignation Activité	Localité	Site projet	Type activité (a)	Statut (b)	Forme jurid. (c)	Régime impositif	N° RCCM	N° CC	Coordonnées GPS (X et Y)

(a) : Production agricole (en cas de perturbation) =1, Commerce=2, Élevage=3, Transport=4, Restauration=5, Buvette/Bar=6, Artisanat=7, BTP=8, Industrie=9, Hôtellerie=10, Extraction minière=11, Station-service=12, Service communication=13, Service d'étude/contrôle=14, Service de conseil=15, Pharmacie=16, Ecole=17, Service sanitaire=18

(b) : Public=1, Privé=2, Communautaire=3, Familial=4, Non gouvernemental=5

(c) : Entreprise Individuelle=1, Entreprise Unipersonnel à Responsabilité Limitée (EURL)=2, Société à Responsabilité Limitée (SARL)=3, Société par Action Simplifiée (SAS)=4, Société Anonyme (SA)=5, Société d'État=6, Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC)=7, Établissement Public National (EPN)=8, Activité informelle=9

##### 2 - Évaluation des activités et/ou services dans l'emprise du projet.

Nom Enquête	N° Ident. activité	Localité	Service fourni	Produit* Mensuel	Taille perso	Chiffre d'affaires mensuel	Masse salarial mensuel	Conso. Intermédiaire(a)	Service dette mensuel	Total Charges mensuel	Total Bénéfice mensuel

(a) : Factures Énergies & Eau =1, + Factures mensuelles des Prestations sécurité=2, + Factures mensuelles des Services de nettoyage=3, + Factures mensuelles des fournisseurs=4, + Factures mensuelles des prestations de maintenance des outils de production=5, + Autres Factures (A préciser)=6 -

**NB : La PAP doit fournir les justificatifs des charges relatives à la masse salariale, aux consommations intermédiaires et au service de la dette**

#### V - Équipements et biens culturels ou religieux

##### 1 - Évaluation des équipements et biens culturels ou religieux à but non lucratif dans l'emprise du projet.

Nom Enquête	N° Ident. du bien	Localité	Site projet	Désignation Equipement	Caractère (a)	Statut (b)	Taille perso	Chiffre d'affaire mensuel	Masse salarial	Conso. Intermédiaires	Total Charges mensuel	Total Bénéfice ou Marge mensuelle

(a) : Social=1, Sportif=2, Culturel=3, Religieux=4, Militaire=5

(b) : Public=1, Privé=2, Communautaire=3, Familial=4, Non gouvernemental=5

#### VI – Statut d'occupation ou de possession

##### 1 - Évaluation du statut d'occupation ou de possession du bien dans l'emprise du projet.

Nom Enquête	N° Identifiant du bien	Propriétaire du bien (à renseigner pour locataire)	Localité	Site projet	Type de propriété (a)	Statut occupation (b)	Total loyer mens. perçu	Total loyer mens. payé

(a) Foncier rural=1, Foncier urbain=2, Bâti=3, Foncier+Bâti=4, Autre bien=5

(b) Ménage propriétaire résident=1, Ménage locataire résident=2, Hébergé gratuit=3, Locataire ECS=4, Locataire équipement=5, PNR=6, Autres=7

#### VII – Emploi et revenu

##### 1 - Évaluation des emplois affectés par le projet

Nom Enquête	N° Identifiant Emploi	Employeur	Localité	Site projet	Type d'emploi (a)	Statut salarial (b)	Caractère emploi (c)	Revenu mensuel

(a) : Ouvrier agricole =1, Pêcheur = 2, Employé de ferme=3, Employé de Commerce=4, Fonctionnaire/Agent de l'État=5, Artisan=6, Employé du privé=7, FDS=8, Métier libéral (Avocat, Huissier, Notaire, Commissaire-priseur, ...) =9, Cuisinier/Restaurateur=10, Chauffeur=11, Guide=12, Autre (à préciser)=13

(b) : Salarie public=1, Salarie privé=2, Libéral=3, Bénévolat=4, Autre (à préciser)=5

(c) : Permanent=1, Saisonnier=2, Journalier=3, Libéral=4, Bénévole=5, Temporaire=6, Journalier à temps partiel=7, Autre (à préciser)=8

PCR	<b>QUESTIONNAIRE GENERAL D'IDENTIFICATION DES PERSONNES, DES BIENS ET SERVICES AFFECTES PAR LE PROJET</b>	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 28/11/2023
			Page 10/10
<b>PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU</b>			

<b>I - EVALUATION DES PREJUDICES ET PERCEPTION DU PROJET</b>										
<b>I - Évaluation des préjudices du Projet</b>										
<b>1 - Évaluation de l'indemnisation par rapport aux préjudices subis</b>										
Nom Enquêté	N° Ident. Biens	Localité	Site projet	Type de bien (a)	Coord . GPS (X / Y)	Coût évalué	Préjudice subi (b)	Mesure accompagn . (c)	Coût Mesure Accompag.	Montant Indemnisation
<small>(a) : Terre rurale=1, Terrain urbain=2, Bâti=3, Culture agricole=4, Ferme=5, Commerce=6, Artisanat=7, Entreprise=8, Ressource naturelle=9, Équipement=10, Bien culturel=11, Emploi=12  (b) : Perte de terre=1, Perte de culture=2 Perte de bâti=3, Perte de terrain nu=4, Perte de bâti + terrain=5, Perte d'activité + revenu=6, Perte d'emploi + revenu=7, Perte d'équipement=8, Perte de bien culturel=9, Perte de logement=10, Perte de bâti + logement=11, Restriction sur usage de bien=12, Perturbation d'activité  (c) : Attribution de terre/terrain=1, Indemnité de logement temporaire=2, Indemnité de transport=3, Indemnité d'aménagement=4, Indemnité de restauration des moyens d'existence=5, Autre compensation (à préciser)=6</small>										
<b>II- Perception du projet</b>										
<b>1 - Êtes-vous informé du projet ? : .....</b> <small>(Oui= 1, Non= 2)</small>										<input type="checkbox"/>
<b>2 - Si oui, quelle est votre principale source d'information ? : .....</b> <small>(Télévision=1, Radio=2, Autorité administrative=3, Promoteur=4, Individu=5, Consultant=6, Autre (à préciser)=7)</small>										<input type="checkbox"/>
<b>3 - Que savez-vous du projet à partir des informations reçues ? : .....</b> <small>(Aucune idée précise=1, Construction de la Route=2, Perte de biens/activité=3, Dédommagement=4, Autres (à préciser)=5)</small>										<input type="checkbox"/>
<b>4 - Que pensez-vous du projet ? : .....</b> <small>(Bon projet=1, Mauvais projet=2, RAS=3)</small>										<input type="checkbox"/>
<b>4.1 - Justifiez votre avis (ou réponse):.....</b> <small>(Dvpt de la région/de la C.i.=1, Perte de biens immobiliers/fonciers=2, Perte de revenu=3, Déplacement=4, Autres (à préciser)=5)</small>										<input type="checkbox"/>
<b>5 - Savez-vous que votre bien est situé dans l'emprise du projet ? :.....</b> <small>(Oui= 1, Non= 2)</small>										<input type="checkbox"/>
<b>6 - Quelles sont vos craintes par rapport à la réalisation du projet ? :</b> <small>(Dédommagement incertain des PAP=1, Difficultés à reconstruire le bien perdu=2, Perte d'activité/de revenu=3, Baisse d'activité/de revenu=4, Risque d'appauvrissement du ménage=5, Risque sanitaire=6, Autres (à préciser)=7</small>										<input type="checkbox"/>
<b>6.1 - .....</b>										<input type="checkbox"/>
<b>6.2 - .....</b>										<input type="checkbox"/>
<b>7 - Indiquez les compensations et/ou localité de réinstallation souhaitées par type de bien affecté ?:</b>										
Nom Enquêté	Cpt	N° Ident. Biens	Localité	Site projet	Type de bien (a)	Préjudice subi (b)	Compensation Souhaitée (c)	Localité de réinstallation		
<small>(a) : Terre rurale=1, Terrain urbain=2, Bâti=3, Culture agricole=4, Ferme=5, Commerce=6, Artisanat=7, Entreprise=8, Ressource naturelle=9, Équipement=10, Bien culturel=11, Emploi=12, Logement=13, Plantes horticoles=14, Plantes médicinales=15  (b) : Perte de terre=1, Perte de culture=2 Perte de bâti=3, Perte de terrain nu=4, Perte de bâti + terrain=5, Perte d'activité + revenu=6, Perte d'emploi + revenu=7, Perte d'équipement=8, Perte de bien culturel=9, Perte de logement=10, Perte de bâti + logement=11, Restriction sur usage de bien=12, Perturbation d'activité/Baisse de revenu=13,  (c) : Aucune compensation=1, Numéraire=2, Terre/Terrain=3, Relogement=4, Numéraire + Terre/Terrain=5, Relogement + Numéraire=6, Autre (à préciser)=7</small>										
<b>8 - Quelles sont vos attentes particulières par rapport à la réalisation du projet ? :</b> <small>(Dédommagement préalable des PAP=1, Réalisation effective/rapide du projet=2, Prise en considération des doléances=3, Emploi de la main d'œuvre locale=4, Autres (à préciser)=5</small>										<input type="checkbox"/>
<b>8.1 - .....</b>										<input type="checkbox"/>
<b>8.2 - .....</b>										<input type="checkbox"/>

- **Guides d'entretien destiné aux autorités coutumières dans les localités riveraines du projet**

PCR	ENQUÊTE LOCALITE-1 : GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX AUTORITES COUTUMIERES	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 02/11/2023
			Page 1/8
PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU			

### ENQUETE LOCALITE

Date de l'enquête : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ Horaire : ----- h ----- mn à ----- h ----- mn  
 Nom de l'enquêteur : -----  
 Numéro de la fiche : -----

#### 00/- LOCALISATION DE LA LOCALITE

01/- Nom de la localité: -----

02/- Statut administratif de la localité (préciser village/quartier/campement):-----

03/-Rattachement administratif :

03-1 Région : ----- 03-2 Département : -----

03-3 Sous-Préfecture : ----- 03-4 Commune : -----

04/- Rattachement socio-culturel :

04-1 Canton : ----- 04-2 Tribu : -----

05/- Limites administratives :

05-1 Nord : ----- 05-2 Est : -----

05-3 Sud : ----- 05-4 Ouest : -----

06/ - Village de rattachement (pour les quartiers/campements): -----

07/- Coordonnées GPS de la localité (au niveau de la place publique) :X-----, Y-----

#### 1-00/- CONDITION D'ACCES A LA LOCALITE

1-01/- On accède à la localité par :

1 : Route bitumée /\_\_\_\_/, 2 : Route en terre en bon état /\_\_\_\_/

3 : Route en terre en mauvais état /\_\_\_\_/ 4 : Seulement à pied /\_\_\_\_/

1-02/- A partir de quelles localités peut-on accéder à la localité par le transport en commun (préciser distance en km et coût du transport) ? : -----

#### 2-00/- ASPECTS SOCIO-CULTURELS ET DEMOGRAPHIQUES

##### A- Données Historique

A-01/- Nom du fondateur de la localité : -----

A- 02/- Historique de la localité (Signification du nom, Peuplement, origine des premiers occupants; causes, dates et itinéraires de migration) : --

-----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----

PCR	ENQUÊTE LOCALITE-1 : GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX AUTORITES COUTUMIERES	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 02/11/2023
			Page 2/8
PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU			

-----

A- 03/- Appartenance culturelle des autochtones, le cas échéant : -----

A-04/- Principales communautés étrangères présentes dans la localité :-----

-----

-----

### **B Données démographiques**

B-01/- Estimation de la population totale de la localité : -----

B-02/- Estimation du nombre de ménages de la localité : -----

### **C Organisation socio-politique**

C-01/- Nom et prénoms de l'actuel chef de la localité : -----

C-02/- Date d'Intronisation : -----

C-03/- Noms et périodes de règne respectives des anciens chefs qui se sont succédés : -----

-----

-----

C-04/- Mode de désignation du chef *(critères, procédés et périodicité)* : -----

-----

-----

C-05/- Mode de désignation des collaborateurs ou notables du chef *(critères et procédés)* : -----

-----

-----

C-06/- Identification des problèmes de chefferie dans la localité *(Période, Origine, Protagonistes, Manifestation, conséquences et Mode de règlement)* : -----

-----

-----

-----

-----

-----

-----

-----

-----

-----

C-07/- Système de prise de décisions d'intérêt communautaire : -----

-----

-----

C-08/- Y a-t-il des groupes associatifs ou communautaires dans la localité ?

1: Oui /\_\_\_/

2: Non /\_\_\_/

PCR	ENQUÊTE LOCALITE-1 : GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX AUTORITES COUTUMIERES	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 02/11/2023
			Page 3/8
PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU			

C-09/ - Si oui, identifiez-les :

Désignation	Statut	Domaine d'activité	Date de création	Nombre d'adhérent	Références du 1 <sup>er</sup> responsable

#### **D- Vie culturelle**

D-01/-Principales manifestations culturelles dans la localité (utilité sociale et périodes d'organisation) : -----

Désignation	Genre des pratiquants	Rôle social de la manifestation	Période ou occasion d'organisation	Règles ou interdits liés à la manifestation

D-02/-Identification des sites sacrés ou protégés : (description et relevé GPS) -----

Désignation du site	Nature du site	Localisation du site	Interdits liés au site	Sanctions en cas de violation	Mode de réparation



PCR	ENQUÊTE LOCALITE-1 : GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX AUTORITES COUTUMIERES	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 02/11/2023
			Page 4/8
PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU			

D-03/- Les animaux et/ou plantes qui ont un caractère sacré dans la localité *(explication)* : -----  
-----

D-04/- Indiquez les plantes qui sont indispensables à la vie de votre communauté : -----  
-----

### **E- Vie religieuse**

E-01/- Principales pratiques religieuses existant dans la localité ? *(Préciser par ordre d'importance numérique des fidèles)*

1 : Catholicisme /\_\_\_/    2 : Protestantisme /\_\_\_/    3 : Islamisme /\_\_\_/

4 : Bouddhisme /\_\_\_/    5 : Animistes /\_\_\_/    6 : Autre à préciser /\_\_\_/

E-02/- Edifices religieux présents dans la localité ? *(Préciser le nombre)*

1 : Eglises /\_\_\_/    2 : Temple /\_\_\_/

2 : Mosquées /\_\_\_/    3 : Case sacré /\_\_\_/

### **3-00/- GESTION DU FONCIER**

3-01/- Types de propriété appliquée au foncier : -----  
-----

3-02/- Régime foncier utilisé : -----  
-----

3-03/- Principales modalités et conditions d'accès à la terre par catégorie de population : -----  
-----  
-----  
-----

3-04/- Problèmes fonciers dans la localité : *(sources, protagonistes, mode de règlement)* :-----  
-----  
-----  
-----

### **4-00/- ACTIVITES ECONOMIQUES**

4-01/- Les principales activités exercées dans la localité ? *(Préciser ordre d'importance dans la case correspondante).*

Agriculture /\_\_\_/    Commerce /\_\_\_/    Elevage /\_\_\_/    Pêche /\_\_\_/

Industrie /\_\_\_/    Services /\_\_\_/    Autres à préciser /\_\_\_/ \_\_\_\_\_

4-02/- Pour l'agriculture, indiquez les principales spéculations agricoles pratiquées *(préciser ordre d'importance dans la case correspondante)* : -----  
-----  
-----

4-03/- Dans la localité, existe-t-il un marché ?    1 : Oui /\_\_\_/    2 : Non /\_\_\_/

4-04/- Si oui, quel est le jour de la semaine où se tient le marché ?-----  
-----

PCR	ENQUÊTE LOCALITE-1 : GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX AUTORITES COUTUMIERES	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 02/11/2023
			Page 5/8
PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU			

4-05/- Si non, où les femmes vont-elles au marché ? (Préciser le lieu principal de marché et la distance par rapport à la localité) :-----

4-06/- Y a-t-il des coopératives agricoles ou organisations socio-professionnelles dans la localité ?

1 : Oui /\_\_\_/

2 : Non /\_\_\_/

4-07/- Si oui, lesquelles ? :

Désignation organisation	Statut	Date de création	Domaine d'activité	Acquis de l'organisation	Référence du 1 <sup>er</sup> responsable

4-08/- Les principaux projets de développement réalisés ou en cours dans la localité :

Désignation organisation	Domaine d'activité	Délai et niveau d'exécution	Source de financement	Entreprise des travaux	Référence du chef de mission

## 5- 00/- HABITAT ET CADRE DE VIE

### A- Aménagement urbain et Habitat

A -01/- Mode d'organisation de l'habitat : 1 : habitat dispersé/\_\_\_/ 2 : habitat regroupé/\_\_\_/  
3 : Autres à préciser /-----/



PCR	ENQUÊTE LOCALITE-1 : GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX AUTORITES COUTUMIERES	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 02/11/2023
			Page 6/8
PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU			

A -02/- Identification des lotissements dans la localité :

Désignation	Niveau de réalisation	Superficie/Nbre d'Ilots et de lots	Importantes réserves foncières d'infrastructures	Coût moyen d'un lot ou du m²

#### **B- Approvisionnement en eau potable**

B-01/ Votre localité est-elle reliée au réseau d'adduction d'eau potable ? /\_\_\_/ 1 : Oui 2 : Non

B-02/- Si non, comment vous procurez-vous l'eau de consommation ? :-----

B-03/- Si oui, donnez les caractéristiques des installations hydrauliques :

Système	Date d'installation	Linéaire réseau	Production journalière	Consommation journalière	% de couverture des besoins	Mode de gestion

B-04/- Identifiez les problèmes rencontrés dans la gestion de l'eau : -----  
-----

#### **C- Accès à l'énergie**

C-01/- Votre localité est-elle raccordée au réseau électrique national ? 1 : Oui /\_\_\_/ 2 : Non /\_\_\_/

C-02/- Si oui, indiquez la date ----- et le nombre de ménages raccordés /\_\_\_/

C-03/ Si non, quelles autres sources d'énergie utilisent les ménages ? (Préciser par ordre d'importance)

1. Lampe à pétrole /\_\_\_/      2. Lampe à gaz /\_\_\_/      3. Torche /\_\_\_/  
4. Groupe électrogène /\_\_\_/      5. Energie solaire /\_\_\_/      6. Autre à préciser /\_\_\_/-----

C-04/ Quelles sources d'énergie les ménages utilisent pour la cuisson des aliments ? (Par ordre d'importance)

1. Gaz /\_\_\_/      2. Charbon de bois /\_\_\_/  
3. Bois /\_\_\_/      4. Autre à préciser /\_\_\_/-----

#### **D- Accès aux moyens de télécommunication**

PCR	ENQUÊTE LOCALITE-1 : GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX AUTORITES COUTUMIERES	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 02/11/2023
			Page 7/8
PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU			

D-01/- Les principales sources d'information dans la localité ? *(Préciser par ordre d'importance)*

1. Radio /\_\_\_/    2. Télévision/\_\_\_/    3. Journal /\_\_\_/    4 : Voisins /\_\_\_/  
 5. Chef de village /\_\_\_/    6. Autre à préciser :-----

D-02/-Votre localité a-t-elle accès au réseau de téléphonie mobile ? /\_\_\_/    1 : Oui    2 : Non

D-03/-Si oui, quels sont les réseaux existants ? :-----

### 6-00/- SITUATION SANITAIRE

6-01/- Nombre d'établissements de santé présents dans la localité/\_\_\_/

1. Dispensaire /\_\_\_/    2. Maternité /\_\_\_/    3. Infirmerie privée /\_\_\_/  
 4. Centre de santé /\_\_\_/    5. Hôpital /\_\_\_/    6. Dépôt de pharmacie /\_\_\_/  
 7. Autre à préciser /-----/

### 7-00/- EDUCATION

7-01/- Caractéristiques de l'enseignement dans la localité :-----

Niveau d'étude	Statut	Nbre Ecole	Nbre classe	Nbre cantine	Nbre d'élèves			Personnel enseignant		
					Garçon	Fille	Total	Homme	Femme	Total
Préscolaire	Public									
	Privé									
Primaire	Public									
	Privé									
Secondaire général	Public									
	Privé									
Technique et prof.	Public									
	Privé									
Supérieur	Public									
	Privé									
<b>TOTAL</b>										

### 8-00/- CONNAISSANCE DU PROJET ET PERSPECTIVES

8 - 01/ La population est-elle informée de la restauration des moyens d'existence des PAP ? :

- 1 : Oui /\_\_\_/    2 : Non /\_\_\_/

8 - 02/ Si oui, par quel moyen ? -----

8 - 03/ Si non, pourquoi et quels moyens souhaitez-vous voir utiliser par le promoteur pour une large diffusion de l'information-----  
 -----

PCR	ENQUÊTE LOCALITE-1 : GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX AUTORITES COUTUMIERES	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 02/11/2023
			Page 8/8
PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU			

8 - 04/ Existe-t-il des contraintes ou obstacles particuliers (ères) à la compensation des pertes des PAP ?

1 : Oui /\_\_\_/                      2 : Non /\_\_\_/

8 - 05/- Si oui, énumérez-les : -----

-----

8 - 06/ Quelles mesures ou solutions proposez-vous pour enrayer les contraintes ou obstacles identifiés (es) ? :-----

-----

8 - 07/ Quelles sont les principales attentes des populations de la localité par rapport à la restauration des moyens d'existence des PAP ?-----

-----

8 - 08/ Dans votre localité, où souhaiteriez-vous réinstaller les personnes et les tombes susceptibles d'être déplacées par la réalisation du projet ? : -----

-----

N° Points GPS	Coordonnées X	Coordonnées Y	Superficie totale parcelle (m²)	Observations sur le statut, la localisation et l'occupation du site

8 - 09/ Indiquez la superficie totale de terre que la localité pourrait céder au projet et les conditions de cession ? :-----

-----

- **Guides d'entretien aux responsables des groupes sociaux dans les localités riveraines du projet**

PCR	GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX GROUPES SOCIAUX	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 02/11/2023
			Page 1/2
PAR DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU			

Date de l'enquête :...../...../.....							
Equipe:.....							
Nom de l'enquêteur :.....							
N° de fiche :.....							
Localité (Ville/Village) :.....							
Rattachement administratif :							
Région :.....							
Département :.....							
Sous-préfecture/Commune :.....							

<b>A - IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION ET SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE</b>
<b>I - Statut et fonctionnement de l'association</b> 1 - Dénomination de l'association:..... 2 - Type d'association:..... <i>(Syndicat=1, Coopérative=2, Association de jeunesse=3, Association féminine=4, Organisation communautaire=5, Autres (à préciser)=6)</i> 3 - Raisons sociales (ou justification de la création de l'association) :..... 4 - Objectifs de l'association:..... 5 - Organes de décision de l'association:..... 6 - Critères d'adhésion à l'organisation:..... 7 - Domaine d'activité: ..... 8 - Aire principale d'activité:..... 9 - Mode de prise de décision :..... <i>(Parlementaire=1, Collégial=2, autoritaire=3, Autre (à préciser)=4)</i> <b>II - Identification du premier responsable de l'association</b> 1 - Nom et Prénoms:..... 2 - Genre:..... 3 - Niveau d'instruction :..... <i>(Analphabète=1, Niveau primaire=2, Niveau secondaire=3, Niveau supérieur=4, Autre (à préciser)=5)</i> 4 - Profession:..... 5 - Date de prise de service dans la localité:..... <b>III – Situation socio-économique</b> 1 - Quelles sont les difficultés de la vie qui préoccupent généralement vos membres dans la localité ? : ..... .....

PCR	GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX GROUPES SOCIAUX	CC-PRICI	
		Version 00	Date : 02/11/2023
			Page 2/2
PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DES TRONCON DE ROUTE KOGOUNEU-MEDOUNEU-FRONTIERE GUINEE EQUATORIALE (168 KM)			

2 – Quelles sont les origines des difficultés identifiées ? :.....

3 - Quelles solutions préconisez-vous pour les résoudre et améliorer les conditions de vie des membres : ...

#### B - ACTIVITES DE L'ASSOCIATION

1 - Activité principale: .....

2 - Activités secondaires:.....

3 - Les principaux partenaires:.....

4 - Les acquis de l'association:.....

5 - Les difficultés rencontrées dans l'exercice de l'activité:.....

6 - Origines de ces difficultés: .....

#### C - CONNAISSANCE ET PERCEPTION DU PROJET

##### I - Connaissance du Projet

1 - Etes-vous informé du projet ? (Oui=1, Non=2):.....

2 - Si oui, quelle est votre principale source d'information ? :.....  
(Télévision=1, Radio=2, Mairie=3, Autorité administrative=4, Promoteur=5, Individu=6, Consultant=7, Autre (à préciser)=8)

3 - Que savez-vous du projet à partir des informations reçues?:.....

4 - Que pensez-vous du projet?:.....  
(Bon projet=1, Mauvais projet=2, RAS=3, Autre (à préciser)=4)

4-1 - Justifiez votre avis (ou réponse):.....  
(Dvpt de la zone=1, Fluidité routière=2, Création Emplois=3, Perte revenu=4, Déguerpissement=5, Hausse chiffre d'affaire=6, Perte de foncier=7, Risque élevé d'accident=7, Autres(à préciser)=8)

##### II- Perception du projet

1 - Existe-t-il des contraintes ou obstacles à la réalisation du projet?:.....  
(Oui= 1, Non= 2)

1-1- Si oui, lesquelles?:.....

2 -Quelles mesures doit-on prendre, selon vous, pour surmonter les contraintes ou obstacles identifiés?:...

3 - En quoi le projet est-il avantageux pour vous?:.....

4 - Etes-vous disposé à faciliter la réalisation du projet?:.....  
(Oui= 1, Non= 2)

4-1- Si non, donnez-en vos raisons:.....

4-2- Si oui, quelles seront vos contributions?:.....

5 - Avez-vous des attentes par rapport au projet?:.....

(Oui=1, Non=2)  
5-1- Si oui lesquelles?:.....

## **Annexe 2 : Protocole de gestion des bases de données socio-économiques des PAP**

Les données socio-économiques de référence des PAP obtenues à l'issue de l'évaluation des biens et services et du recensement des Personnes Affectées par le Projet sont consignées dans les bases de données ci-après présentées dans leur conception et gestion.

### **1. Identification et structuration des bases de données**

Trois principales bases de données liées au questionnaire général et aux fiches d'évaluation des biens agricoles (terres agricoles et cultures agricoles) et bâtis (terrains urbains et constructions immobilières) utilisés ont été conçues respectivement sous les logiciels ACCES et EXCEL, pour consigner les données des enquêtes relatives au recensement des PAP et à l'inventaire des biens agricoles et bâtis.

Les deux premières bases de données citées sont conçues respectivement par l'expert en évaluation des biens agricoles (terres et cultures agricoles) et l'expert en évaluation des biens immobiliers (terrains urbains et bâtis) sous logiciel Excel. Chaque onglet de fichier Excel spécifique à un bien (terre agricole, cultures agricole, terrain urbain, bâti) est un tableur présentant dans les colonnes les données de localisation (région, département, sous-préfecture, localité, site du projet concerné, et les coordonnées des points GPS relevées), les références de la PAP (nom et prénoms, nature et numéro de la pièce d'identité présentée, le contact téléphonique), les caractéristiques des biens (références et statut du foncier (N° Ilot, N° Lot, Type et Numéro de Titre de propriété pour les terres agricoles ou terrains urbains) – nature, âge, superficie ou nombre de pieds pour les cultures agricoles - standing, type, nature des matériaux, année, nombre de pièce et usage pour les bâtis ou constructions immobilières), les paramètres de calcul essentiels prescrits dans les barèmes officiels en vigueur intégrant quelques caractéristiques essentielles des biens évalués, et les résultats de calcul (montant par composante du bien, montant par bien et montant d'indemnisation par PAP), et sur les lignes les composantes des biens évalués auxquels des numéros d'identification uniques sont attribués.

Concernant la base de données intégrées des PAP sur le logiciel ACCES, elle se structure en plusieurs tables dont une table principale à laquelle sont liées les tables secondaires relatives à l'identification des membres des ménages, à l'identification des associations actives dont les PAP sont membres, à l'évaluation des revenus non monétaires des PAP, à l'évaluation des parcelles (terres agricoles et terrains urbains) hors emprise du projet des PAP, à la composition des trois premiers aliments de base des PAP, à l'identification des sites sacrés ou protégés des PAP, à la répartition des membres des ménages des PAP par confession religieuse, à l'évaluation des parcelles de terres (terres agricoles et terrains urbains) des PAP dans l'emprise du projet, à l'évaluation des bâtis des PAP dans l'emprise du projet, à l'évaluation des cultures agricoles des PAP dans l'emprise du projet, à l'identification et à l'évaluation des commerces et services des PAP dans l'emprise du projet, l'évaluation des équipements et biens culturels ou religieux à but non lucratif des PAP dans l'emprise du projet, à l'évaluation du statut d'occupation ou de possession des biens dans l'emprise du projet, à l'évaluation des emplois et revenus affectés par le projet, et à l'évaluation des indemnisations des PAP par rapport aux préjudices subis.

Le principal lien entre la table principale et les tables secondaires est le numéro ménage unique attribué à chaque PAP qui est automatiquement généré dans chaque table secondaire à partir de la principale.

### **2. Suivi des modifications dans les bases de données**

Dans la gestion des différentes bases de données, chaque principal intervenant, se doit de tenir à jour une matrice de suivi de modification à partir de la date de validation initiale. Cette matrice doit comporter les colonnes suivantes : la date de modification, le motif de modification, la modification apportée, le nom et la signature de l'auteur de la modification. Toute modification apportée à chacune des bases de données doit suivre le processus de validation en vigueur et être publiée suivant la procédure en vigueur.



### 3. Tâches et responsabilités de gestion des bases de données

Les tâches et responsabilités des intervenants dans la conception et gestion des bases de données sont récapitulées dans le tableau ci-dessous.

*Tableau 50 : Repartition des tâches et responsabilité dans la gestion des bases de données*

N°	Tâches	Responsabilités	Exécution
1	Conception du questionnaire général pour le recensement des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant
2	Conception des fiches d'évaluation des biens agricoles (terres agricoles et cultures agricoles)	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Agriculture du Béré
3	Conception des fiches d'évaluation des biens immobiliers (terrains urbains et constructions immobilières)	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Construction du Béré
4	Conception de la base de données socio-économiques intégrées des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant
5	Conception de la base d'évaluation des biens agricoles des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Agriculture du Béré
6	Conception de la base d'évaluation des biens immobiliers des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Construction du Béré
7	Saisie des informations dans la base de données socio-économiques intégrées des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant
8	Saisie des informations dans la base d'évaluation des biens agricoles des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Agriculture du Béré
9	Saisie des informations dans la base d'évaluation des biens immobiliers des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Construction du Béré
10	Correction et consolidation de la base de données socio-économiques intégrées des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant
11	Correction et consolidation de la base d'évaluation des biens agricoles des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Agriculture du Béré
12	Correction et consolidation de la base d'évaluation des biens immobiliers des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Construction du Béré
13	Requêtes dans la base de données socio-économiques intégrées des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant



N°	Tâches	Responsabilités	Exécution
14	Requêtes dans la base d'évaluation des biens agricoles des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Agriculture du Béré
15	Requêtes dans la base d'évaluation des biens immobiliers des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Construction du Béré
16	Suivi des modifications dans la base de données socio-économiques intégrées des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant
17	Suivi des modifications dans la base d'évaluation des biens agricoles des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Agriculture du Béré
18	Suivi des modifications dans la base d'évaluation des biens immobiliers des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Construction du Béré
19	Clôture et archivage de la base de données socio-économiques intégrées des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant
20	Clôture et archivage de la base d'évaluation des biens agricoles des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Agriculture du Béré
21	Clôture et archivage de la base d'évaluation des biens immobiliers des PAP	UC-PCR/Consultant	Spécialiste en réinstallation/ Consultant/DR Construction du Béré

**Annexe 3 : Procès-verbaux et comptes rendus des réunions de consultations des parties prenantes organisées du 07 au 08 novembre 2023 dans les chefs-lieux de préfecture et de sous-préfectures**

### COMPTE RENDU

De la séance d'information et de consultation des parties prenantes du Projet d'Aménagement et Bitumage de la route Dianra-Bouandougou long de 113 km

L'an deux mil vingt-trois et le mardi 07 novembre, de 09 heures 48 minutes à 11 heures 00 minutes, s'est tenue à la salle de réunion de la Sous-préfecture de Bouandougou, sous la présidence de Monsieur Juste Marcel TUE-BI GOHI, Sous-préfet de ladite Sous-préfecture, une séance d'informations et de consultation des parties prenantes, relative au Projet d'Aménagement et Bitumage de la route Dianra-Bouandougou long de 113 km.

Ont pris part à cette séance de travail, les personnes dont les noms figurent sur la liste jointe en annexe du présent compte rendu.

Etaient inscrits à l'ordre du jour les points suivants :

- 1- Présentation du contexte du Projet suivi des informations par la consultante;
- 2- La communication du représentant de l'AGEROUTE;
- 3- Echanges.

Ouvrant la séance, le Sous-préfet a salué et remercié tous les participants venus de toutes les neuf (9) localités susceptibles d'être impactées par ledit Projet.

A sa suite, l'ordre du jour a été déroulé comme il suit :

#### 1- PRESENTATION DU CONTEXTE DU PROJET ET INFORMATIONS

##### 1-1- CONTEXTE

Dans le cadre de la mission d'étude socio-économique pour l'élaboration du Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) des personnes susceptibles d'être affectées par le Projet d'Aménagement et de Bitumage de la route Dianra-Bouandougou, long de cent treize (113) km, la Consultante a organisé une réunion de consultation publique à la date, heure et lieu indiqué ci-dessus. Cette rencontre a lieu en présence de l'autorité préfectorale de la circonscription administrative, les élus, les chefs des localités concernées, les guides religieux, les leaders d'opinion.

##### 1-2- LA COMMUNICATION DE LA CONSULTANTE

Madame COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME, la Consultante du Projet a salué et remercié Monsieur le Sous-préfet pour son implication et surtout sa disponibilité. Elle a aussi adressé toute sa gratitude à l'endroit de tous les participants à la séance d'informations et de consultation. Après cette série de civilité, la consultante a décliné sa feuille de route, axée sur les points suivants :

- La présentation du contexte du projet ;
- La présentation des impacts susceptibles d'être engendrés ;
- Les objectifs de la réalisation de l'étude socio-économique dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Action et de Réinstallation (PAR)
- Les procédures de la Banque Mondiale, en particulier celles définies dans la NES n° 5, intitulée « Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire » ;
- La présentation de la limitation de la zone d'étude socio-économique ;
- La date butoir est fixée au 19 décembre 2023;
- Les critères et méthodes d'évaluation des biens qui seront impactés par le projet ;
- La présentation de l'équipe d'intervention de l'étude socio-économique ;
- La présentation de la consistance des missions des équipes d'enquêtes ;
- La présentation des attentes relatives à la réalisation de l'étude socio-économique.

## **II- LA COMMUNICATION DU REPRESENTANT DE L'AGEROUTE**

Prenant la parole, Monsieur N'DOU KONAN K. Steve, a également salué et remercié, au nom de sa structure (AGEROUTE), tous les participants pour leur soutien et présence très remarquable à la rencontre.

Il a ensuite, axé son intervention sur l'importance et la nécessité du changement de mentalité pour la réussite de ce projet. Pour ce faire, Monsieur KONAN a orienté sa communication sur les points suivants:

- La présentation de la localisation du projet ;
- La présentation de la consistance du projet ;
- Les dimensions techniques du projet.

A la suite des différentes présentations, plusieurs questions et contributions, pour une meilleure compréhension, ont été enregistrées.

### **111- ECHANGES**

Au cours des échanges, tous les participants ont affirmé être prêts à accueillir le Projet. Car pour eux, la route précède le développement. Les détails desdits échanges sont mentionnés dans le tableau ci-dessous :

ORDRE	PREOCCUPATIONS DES PARTIES PRENANTES	REPNSES
1	M. TIENE N'Guessan (notable à Pkalè) : souhaite la prise en compte du bitumage des voiries de sa localité.	M. Juste Marcel TUE-BI (Sous-préfet) : indique que le projet de bitumage des voiries à l'intérieur des localités n'est pas encore approuvé. Cependant, il précise que cette initiative sera fonction du plan de lotissement de chaque localité.
2	M. TIENE Kouassi (Chef du village de Kamoro) : demande le bitumage de des voiries à l'intérieur de sa localité et se réjouit de la convocation de 05 représentants par localité ; ce qui va permettre une large diffusion de l'information auprès des populations.	Mme. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : remercie le Chef et lui demande d'être également porteur de l'information et du passage des enquêtes socioéconomiques auprès de sa population.
3	M. SOUMAHORO Lassina (Chef du village de Bouandougou) : remercie les autorités pour la décision de bitumage de cet axe stratégique et souhaite sa rapide réalisation.	Mme. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : remercie le Chef pour sa présence à la séance et prend note de son attente.
4	M. TIENE Nango (Chef du village de Diorodougou) : veut savoir si sa localité fait partie de celles dont les voiries seront bitumées et souhaite que les 2x2 voies concernent également la localité de Diorodougou.	M. Juste Marcel TUE-BI (Sous-préfet) : affirme que Diorodougou ne fait pas partie des 6 localités dont la demande a été faite pour le bitumage de leurs voiries. M. KOFFI Kouassi Michael (Topographe) : précise que les 2x2 seront réalisés à l'entrée de la sous-préfecture de Bouandougou.
5	M. BORA Souleymane (Chef du village de Fourougbankoro) : demande la prise en compte de mesures de sécurité sur la route à	Mme. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : a pris note de la doléance.

ORDRE	PREOCCUPATIONS DES PARTIES PRENANTES	REPONSES
	bitumer à travers la pose de dos d'ânes et souhaite les ouvertures de voie dans son village.	
6	M. TIENE Amadou (Président des jeunes de Diorodougou) : souhaite que les deux écoles primaires soient clôturées, afin d'assurer la sécurité des élèves. Aussi, il a souhaité savoir si les populations pouvaient replanter des cultures pérennes après l'évaluation vue que les travaux ne débuteront pas dans l'immédiat. On constate que le démarrage effectif des travaux n'est pas pour maintenant ; en attendant, est-il possible de replanter sur la parcelle évaluée après la récolte ?	Mme. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : a pris note de la doléance. En ce qui concerne la réinstallation après la date butoir, conformément aux principes de la date butoir, une fois l'évaluation des biens est faite, la zone concernée par le projet ne doit plus faire l'objet d'exploitation en termes de nouveaux investissements agricoles.
7	M. BORA Moussa (Chef du village de Takanazo-Moussosso) : préconise la prise en compte de dos d'ânes pour assurer le ralentissement des voitures ; car l'école primaire de son village se situe à un virage. Il souhaite également la réhabilitation de cette école.	Mme. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : a pris note de la doléance. Elle indique aux participants que les enquêtes dans les localités leurs permettront d'exprimer toutes leurs doléances relativement au Projet de d'Aménagement et de Bitumage de la route Dianra-Bouandougou.
8	Mme DIALLO Safiatou (Gérante complexe hôtelier à Bouandougou) : pose la question de savoir quand le géomètre commencera la matérialisation des emprises ?	M. KOFFI Kouassi Michael (Topographe) : déclare débiter le marquage de l'emprise à la présente date du jour.

Au terme des échanges, Monsieur le Sous-préfet a, au nom la population de la Sous-préfecture de Bouandougou, exprimé sa gratitude à toutes les équipes de mission pour toutes les activités allant dans le sens de la cohésion et la sécurité des populations. Il a insisté auprès de la population de ne pas se réinstaller dans l'emprise du projet après la date butoir qui a été fixée au 19 décembre 2023. Quant aux évaluations des cultures, à la suite de la consultante il a rassuré les populations que leur bien seront bien pris en compte à travers les textes et lois ivoirienne en la matière. Il a remercié, tous les participants à ladite rencontre et invité les populations à être disponible pendant les enquêtes socioéconomiques.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Sous-préfet a levé la séance.

Le présent compte rendu est signé, après la prise en compte des amendes et observations éventuelles.

Fait à Bouandougou, le 07 Novembre 2023

Le Secrétaire de séance  
  
 Madame COFFY Gislaine Flora  
 Épse KOUAME3

Le Président de séance  
  
 Juste Marcel TUE-BI GOHI  
 Grade III



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

CELLULE DE COORDINATION DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES EN CÔTE D'IVOIRE (CC-PRICI)







PROJET DE CONNECTIVITE INCLUSIVE ET D'INFRASTRUCTURES RURALES (PCR) EN CÔTE D'IVOIRE

ELABORATION DU PAR DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU  
SEANCE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES

LISTE DE PRESENCE

Objet : Réunion Publique dans le cadre de l'élaboration du PAR  
Date : 07/04/2023. Lieu : Sous-Préfecture de Bouandougou

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
1	JUTE Marcel TUE-BO	Sous-préfet	Bouandougou	0708470047	jute.marcel@ci-jute-bo.fr	
2	KOFFI KOUASSI MICHAEL	TOPOGRAPHE	ABE DJAN	0709-10-0642	Michael.koffi@ci-jute-bo.fr	
3	DIAASSOUBA DANIEL	TELEGRAPHISTE	ABE DJAN	07-09-49-9149	LENTIS.DIAASSOUBA@ci-jute-bo.fr	
4	COUGNONNE FLORENCE KOUASSI	Consultante PRCI	Abidjan	0709353583	cougnonne.florence@ci-jute-bo.fr	

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	Amedeu TIENE	Président des jeunes	DICRODUGU 0143350232			
	Natagatla TIENE	Présidente femme	DICRODUGU 0142370017			SR
	Semaiile TIENE	Notable	DICRODUGU 0143350232			
	Mamadou Fofana	chef de village	TA84KORO- DIOULASSO	0139132430		
	Sicaba Fofana	Notable	TA84KORO- DIOULASSO	01		
	Therbinne Ouattara	Notable	TA84KORO- DIOULASSO	0147560413		
	Nauri Coulibaly	offe des femmes	TA84KORO- DIOULASSO			SR
	Siriki Ouattara	offe des jeunes	TA84KORO- DIOULASSO	0546622395		SR
	Seufeymane BOGA	chef de village	TA84KORO- DIOULASSO	0147572338		SR
	Mamadou BOGA	Notable	TA84KORO- DIOULASSO	0157473800		SR
	Koussou BOGA	offe des jeunes	TA84KORO- DIOULASSO	0103592524		SR
	Moukama BOGA	offe des femmes	TA84KORO- DIOULASSO			



N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	Zeumener Kamagaté	chef de village	BOUANDOU			pas
	Zeumener Kamagaté	Netable	BOUANDOU	0102402047		24
	Meda Mangankamagaté	Netable	BOUANDOU	0447596836		24
	Youssef Kamagaté	résident jeune	BOUANDOU	0407729652		24
	Nassaleu Kamagaté	résident femme	BOUANDOU	0109612596		24
	Keuasi TIENE	chef de village	KANDRO	0575576248		24
	Taile TIENE	Netable	KANDRO	0730168434		24
	Pende TIENE	Netable	KANDRO	0147826928		X
	Zeussemeu TIENE	résident des jeunes	KANDRO	0170825318		24
	Nagnougon TIENE	résident femme	KANDRO	01732012893		24
	Naga TIENE	chef de village	BOUANDOU	0115183334		24
	Badjemba TIENE	Netable	BOUANDOU			24

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
		Notable	LINGUEKORO			
		Notable	LINGUEKORO			
	Adama Fofana	Pdt des jeunes	LINGUEKORO	0544683385		43
		Pdt des femmes	LINGUEKORO			
	Sieka TIENE	chef de village	KPACÉ	0101544574		45
	N'Goussou TIENE	Notable	KPACÉ	01434939495		46
	Adjie TIENE	Pdt des jeunes	KPACÉ	0151688806		47
	Mangoua BOB TIENE	Notable	KPACÉ	01023389986		48
	Marjolaine TIENE	Pdt des femmes	KPACÉ			49
	DIALLÉ EBE Coulibaly GERARDE		BOUAMINOU	0747913084	Directeur- d'admission	50

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	Abiba Gramboula	Pdt femme	DIKRODUGA	0767905797		Gu
	Moussa BOBA	chef de village	TAKANAZO-MOUSSO	070680121		cy
	Sieka Ceulibaly	Notable	TAKANAZO-MOUSSO	0702795837		cy
	Diandé BOBA	Notable	TAKANAZO-MOUSSO			cy
	Deassina Tefana	Pdt des jeunes	TAKANAZO-MOUSSO	070332807		cy
	Notemai Tefana	Pdt des femmes	TAKANAZO-MOUSSO			cy
	Yacouba Tefana	chef de village	LOKPA80	0702005564		.
	Doussa Tefana	Pdt des jeunes	LOKPA80	0751045903		De
	Adama Tefana	Notable	LOKPA80			IA
	Amara Tefana	Notable	LOKPA80	070267740		cy
	Zaqueila Tefana	Pdt des femmes	LOKPA80			cy
	Deassina Tefana	chef de village	LOKPA80	070267740		cy



N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	Semouïla Kamagate	Société civile	BOUKHAROU	07493910745	Non officiel	
	Tassouïle Kamagate	PCA de la commune	BOUKHAROU	0707365225		
	Barnesy Kamagate	Le bureau de la commune	BOUKHAROU	0748-1617		
	Kamagate Drina		BOUKHAROU	01 01 98 0913		
	Coulibaly Tioniane	Adjoint	BOUKHAROU	07 09 14 12 103		
	Doumbia Traoré	Adjoint	BOUKHAROU	07 08 37 21 12		
	Agouï Armand J. Clod	AGENT MINADER	BOUKHAROU	07 57 35 09 98		

COMPTE RENDU

De la séance d'information et de consultation des parties prenantes du Projet d'Aménagement et Bitumage de la route Dianra-Bouandougou long de 113 km

L'an deux mil vingt-trois et le mardi 07 novembre, de 14 heures 45 minutes à 16 heures 00 minutes, s'est tenue à la salle de conférences de la Sous-préfecture de Marandallah, sous la présidence de **Monsieur Bouaké Idriss KONE, Sous-préfet de ladite Sous-préfecture**, une séance d'information et de consultation des parties prenantes, relative au Projet d'Aménagement et Bitumage de la route Dianra-Bouandougou long de 113 km.

Ont pris part à cette séance de travail, les personnes dont les noms figurent sur la liste jointe en annexe du présent compte rendu. Ouvrant la séance, le Sous-préfet a salué et remercié, tous les participants venus (Ic toutes les sept localités susceptibles d'être impactées par ledit Projet.

Etaient inscrits à l'ordre du jour les points suivants :

- I- Présentation du contexte du Projet suivi des informations par la consultante;
- II- La communication du représentant de l'AGEROUTE;
- III- Echanges.

I- PRESENTATION DU CONTEXTE DU PROJET SUIVI DES INFORMATIONS PAR LA CONSULTANTE1-1- CONTEXTE

Dans le cadre de la mission d'étude socio-économique pour l'élaboration du Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) des personnes susceptibles d'être affectées par le Projet d'Aménagement et de Bitumage de la route Dianra-Bouandougou, long de cent treize (113) km, la Consultante a organisé une réunion de consultation publique à la date, heure et lieu indiqué ci-dessus. Cette rencontre a lieu en présence de l'autorité préfectorale de la circonscription administrative, les élus, les chefs des localités concernées, les guides religieux, les leaders d'opinion.

1-2- LA COMMUNICATION DE LA CONSULTANTE

Madame COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME, la Consultante du Projet a salué et remercié Monsieur le Sous-préfet pour son implication et surtout sa disponibilité. Elle a aussi, adressée toute sa gratitude à l'encontre de tous les participants à la séance de consultation. Après cette série de civilité, la consultante, a décliné sa feuille de route, axée sur les points suivants :

- La présentation du contexte du projet ;
- La présentation des impacts susceptibles d'être engendrés ;
- Les objectifs de la réalisation de l'étude socio-économique dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) ;
- La date butoir qui a été fixé au 19 décembre 2023 ;
- Les critères et méthodes d'évaluation des biens qui seront impactés par le projet ;
- Les procédures de la Banque Mondiale, en particulier celles définies dans la NES n05, intitulée « Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire » ;
- La présentation de la limitation de la zone d'étude socio-économique ;
- La présentation de l'équipe d'intervention de l'étude socio-économique ;
- La présentation de la consistance des missions des équipes d'enquêtes ;
- La présentation des attentes relatives à la réalisation de l'étude socio-économique.

II- LA COMMUNICATION DU REPRESENTANT DE L'AGEROUTE

Prenant la parole, Monsieur N'DOU KONAN K. Steve, a également salué et remercié, au nom de sa structure (AGEROUTE), tous les participants pour leur soutien et présence très remarquable à la rencontre.

Il a ensuite, axé son intervention sur l'importance et la nécessité du changement de mentalité pour la réussite de ce projet. Pour ce faire, Monsieur KONAN a orienté sa communication sur les points suivants:

La présentation de la localisation du projet ;

La présentation de la consistance du projet ;

Les dimensions techniques du projet.

A la suite des différentes présentations, plusieurs questions et contributions pour une meilleure compréhension, ont été enregistrées.

#### 111- ECHANGES

Au cours des échanges tous les participants ont affirmé être prêts pour accueillir le Projet. Car pour eux, la route précède le développement. Les détails sont mentionnés dans le tableau ci-dessous:

NO ORDRE	PREOCCUPATIONS DES PARTIES PRENANTES	REponses
1	M. TIMITE Ousmane (Imam de Marandallah) : adresse ses remerciements aux différents acteurs qui ont œuvré par la réalisation de ce Projet qui représente un soulagement pour les populations. Pour sa part, la prise en compte des personnes qui seront affectées par le Projet, constituent sa seule préoccupation.	Mme. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : affirme que le dédommagement des personnes affectées est l'aboutissement d'un processus, celui qui sera réalisé au cours cette mission. Ainsi, le plus important pour le moment, est de sensibiliser les populations qui seront affectées à se rendre disponibles, afin d'être identifiées.
2	M. FOFANA Amadou (Chef du village de Tégupé) : formule des doléances pour le dédommagement des personnes impactées et pour la clôture, la réhabilitation de l'école primaire de son village, ainsi que la construction d'un foyer des jeunes.	Mme. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : a pris bonne note des doléances, en indiquant aux participants que chaque localité pourra formuler ses doléances pendant les enquêtes localités. Des guides d'entretiens seront administrés aux chefferies, et aux groupes sociaux composés des femmes et des jeunes
3	M. SOUMAHORO Lassina (Président des jeunes de Sonankoro) : remercie l'équipe de mission qui est porteuse une bonne nouvelle pour la population.	Mme. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : remercie le Président des jeunes pour son message.
4	M. TIENE Abdoul Karim (Représentant du Chef de Pkesso) : souhaite le dédommagement des personnes qui seront affectées par la réalisation du Projet.	Mme. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : a pris note de sa recommandation et a demandé au représentant de sensibiliser les populations à se rendre disponible pendant les enquêtes socioéconomiques.
5	M. TIENE Martia (Représentant du chef de village de Brokodallah 2) : souhaite l'emploi des jeunes pendant la phase d'exécution du Projet.	Mme. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : a pris note de la doléance.
6	M. BORA Abdoulaye (Imam de Brokodallah 1) ; déclare attendre la réalisation effective du Projet.	Mme. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : a pris note de la doléance.
7	M.TIENE Mamamadou (Chef du village de Gborozomba) : marque sa satisfaction quant à l'adhésion des	IDEM

	populations au Projet. Par ailleurs, il souhaite sa réalisation.	
8	M.KONE Moussa (riverain) : On constate que le démarrage effectif des travaux n'est pas pour maintenant ; en attendant, est-il possible de replanter sur la parcelle évaluée après la récolte ?	Mme. COFFY Gislaine Flora épse KOUAME (Consultante) : Conformément aux principes de la date butoir, une fois l'évaluation des biens est faite, la zone concernée par le projet ne doit plus faire l'objet d'exploitation en termes de nouveaux investissements agricoles.

En conclusion, Monsieur le Sous-préfet a, tout d'abord insisté sur la date butoir fixée au 19 décembre 2023, à savoir qu'aucune réinstallation ne sera pris en compte après cette date, avant de rassurer les populations sur les méthodes de calcul qui seront réalisés par les services techniques des agents décentralisés des différents ministères agricultures et construction. Il a par la suite, au nom de la population de la Sous-préfecture de Marandallah, remercié les équipes de mission pour toutes les activités allant dans le sens de la cohésion et la sécurité de la Sous-préfecture. Il a également remercié, tous les participants à ladite rencontre et invité les populations à être disponible pendant les enquêtes socioéconomiques.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Sous-préfet a levé la séance. Le présent compte rendu est signé, après la prise en compte des amendes et observations éventuelles.

Fait à Marandallah, le 07 Novembre 2023

Le Secrétaire séance

**COFFY Gislaine Flora**  
**Epse KOUAME**  
 Sociologue  
 Cell: +225 07 09 55 91 83 / 01 41 41 29

Le Président de séance

  
**Bouake Idriss KONE**  
 Sous-préfet

Madame COFFY Gislaine Flora épse  
 KOUAME



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER





CELLULE DE COORDINATION DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES EN CÔTE D'IVOIRE (CC-PRICI)

PROJET DE CONNECTIVITE INCLUSIVE ET D'INFRASTRUCTURES RURALES (PCR) EN CÔTE D'IVOIRE

ELABORATION DU PAR DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA - BOUANDOUGOU  
SEANCE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES

LISTE DE PRESENCE

Objet : Consultation Publique  
Date : 07/11/2023 Lieu : Yamandouba

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
01	KONE BOUKÉ ZAIRIS	sous-préfecture Yamandouba	Yamandouba	0749010654	rene.bouate536@gmail.com	
02	NINDI KONAN K. STAF	Agence chargée d'opérations	YAMANDOUBA	0747420544	stafnindouba@gmail.com	
03	Coffre Gidebaire Fella	Consultant	Abidjan	0708552283	gidebairefella@gmail.com	
04	Trahi ACHELO NICHOUNTHI	Adjoint Administratif	Yamandouba	0799358542	trahinichounthi@gmail.com	

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	ABDOU LAYE BOU AH	ITAM	BAKONKHALAH	0344552551/0207173864		1/
	LABI NG SIENE	ITAM	GROZORBA	01922834420 0348555044		4
	FOFANA ABDO	ITAM	ICGACRE	0102 63 6120		4
	LOFANA LABINA	Roi des Jeunes	SANAKRO	0757045590		4
	THIE FATOU	Présidente Femmes	Tarandallah	0744213000		5
	FATOUHATTA THIE	Secrét. des Femmes	Tarandallah	0744 71/1003		5
	MARIA THIE	Assistante	Tarandallah	0504 533282		5
	Mme Yeo Fatoumata	P. Femmes Sénat	Tarandallah	0546633884		5

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	Lamine Siénié	Pat. des Jeunes	GRORZORBA	0702503818		tt
	LACINA BAKAYELE	Notable	MARAVALLA	0550654808		
	Siénié Traoria	REP. Chef village	BRKODALLO	0505146334		th
	Siénié Adama	Notable	GRORZORBA	0546364761		FT
	Timite MEMAH	NOTABLE	Marandallah	054649924		AW
	FASATIMITE	Membre comité	Marandallah	0709365494		dt
	TIEMORO TIENE	<del>NOTABLE</del>	BOKO BAH	0102568918		!
	TIOTE ABOU	Membre	Marandallah	0584040831		
	Timite INZA	Imam ASJ	Marandallah	010148943		
	Timite JORISSA	Assistant	Marandallah	0143500100		ST
	BAKAYORO KASSIMOU	ASSISTANT	Marandallah	0544181258		5
	Timite	Assistant	Marandallah	0504893636		th



N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	Tiéno Kouakou	Notable	BRKODALAH	05 85 16 108		
	Tiéno Kougo	Imam	BRKODALAH	0153512290		
	Samir' Djamane	Imam	KARANDALAH	0707521506		
	Tiéno Itamadeu	chef. village	GREZOMBA	0140304244		
	Tiéno N'guessé	chef. village	BRKODALAH	0103832071		
	Timide Amadou	Imam	SANAKRO	0742291315		
	Tefana Attadou	chef. village	TEGUEPE	0506635526		
	Tiete Yaya	chef. village	SANAKRO	0703326504		
	KANIZ LAGINA	Notable	KANODOROKO	060604739240		
	ADAMA Tiéno	PDJ des Jeunes	BRKODALAH	0103831939		
	BETAN TEFANA	PDJ des Jeunes	TEGUEPE	0708497641		
	LACINA Tiéno	PDJ des Jeunes	BRKODALAH	0708505790		

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	ABDOL KRAMIN TIENE	chef de poste	KPESAO	0160858196		<del>7</del> 7/11/21
	TIEMITE LASSANA	Assistant	Marandallah	0554236900		<del>7</del> 7/11/21
	BAKAYOKO ABOU	Assistant	Marandallah	0586385305		AB
	TIEMITE VAZOUHANA	Notable	Marandallah	0504584449		<del>7</del> 7/11/21
	COMADJAN TIEMITE	Assistant	Marandallah	0504725054		CA
	TIEMITE DOGOSAN	Assistant	Marandallah	0504530831		ET
	TIEMITE IBRAHIM	Président de jeunes	Marandallah	0538037603		<del>7</del> 7/11/21
	BAKAYAKO BRAHIMA	Assistant	Marandallah	0172270946		<del>7</del> 7/11/21
	TIEMITE FARUGBO	chef du village	Marandallah	0702506335		<del>7</del> 7/11/21
	TIEMITE TIEBARA	Notable	Marandallah	0153222441		<del>7</del> 7/11/21
	TIEMITE ADAMA	Notable	Marandallah	0545621145		<del>7</del> 7/11/21
	BAKAYOKO ABDOURAHMANE	Conseiller	Marandallah	0555146672		D11

Date : 06/11/2023, Page 57

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	N'DOB KUNA	change AGENCE				
	Coffy Gamine Sore EPE Kourane	CONSULTANTE				
	TOFONA KASSIM	5/ Préfecture	Gochinleu	07 07 47 63 30		
	SI DI GE RATHAOU	3/ Préfecture	Secrétaire	07 08 65 34 62	ducubecame hou, 2503mail	
	SO RO DROUBA	chef service	Marandellah	07 02 53 64 23		
	PONE RETIAH	secr. de service	Marandellah	05 45 43 44 42		
	TOFANA YARIAM	Présidente	TEGUEPE	05 55 96 38 04		
	TITIIE NATHINATA	Présidente	SAVARORO	01 40 07 85 77		
	TIEUNE NATATYLO	Présidente	BRORODALAH	1, 1, 1,		
	Mme YEO FATHOMATA	Présidente	Marandellah	01 73 00 78 82		
	TICIN E NATHANON GAMA	Présidente	BRORODALAH	05 95 29 90 91		







PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA-  
BOUANDOUGOU

MISSION D'ETUDE SOCIO ECONOMIQUE

SEANCE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES

COMPTE RENDU DE REUNION

**Date :** Mercredi 08 Novembre 2023

**Début :** 10H 30 MN Fin : 12 H 30 MN

**Lieu :** Salle de réunion de la Préfecture de Dianra.

**Nombre de participants :** 62 personnes dont la liste est ci-après jointe.

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mission d'étude socioéconomique pour l'élaboration du Plan d'Action et de Réinstallation des personnes affectées par le Projet d'Aménagement et de Bitumage de la route Dianra-Bouandougou, la Consultante a organisé une réunion de consultation publique à la date, heure et lieu indiqué ci-dessus, avec les autorités préfectorales, les Directeurs et chefs des services administratifs, les élus, les chefs de village et les représentants des groupes sociaux des localités concernées, les guides religieux et les leaders d'opinion. Cette rencontre vise d'une part à informer populations sur l'objet de ladite mission et d'autre part à consulter les parties prenantes sur le Projet. Elle s'est déroulée en trois principales séquences :

- Les civilités ;
- Les présentations du contexte du Projet;
- Les échanges.

I. LES CIVILITES

1.1 Allocution de Monsieur le Préfet de Dianra

L'honneur est revenu à Monsieur le Préfet du Département de Dianra de souhaiter la bienvenue aux participants pour leur présence à cette séance. Avant de passer la parole à la Consultante pour donner plus d'informations sur la rencontre.

## 1.2 PRESENTATION DE LA CONSULTANTE

La Consultante Mme COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME a salué et remercié Monsieur le Préfet du Département de Dianra pour sa disponibilité, ainsi que toutes les personnes présentes à la rencontre.

Elle a par la suite axé son intervention sur la présentation de la conduite de la mission, en mettant l'accent sur les points suivants :

- le contexte du Projet ;
- les impacts susceptibles d'être engendrés ;
- les objectifs de la réalisation de l'étude socioéconomique dans le cadre de l'élaboration du PAR ;
- les procédures de la Banque mondiale, en particulier celles définies dans la NES n°5 « Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire » ;
- la date butoir fixé au 19 décembre 2023;
- les critères et méthodes d'évaluation des biens qui seront impactés par le projet ;
- les limites de la zone d'étude socioéconomique ;
- les équipes d'intervention de l'étude socioéconomique ;
- la consistance des missions des équipes d'enquêtes ;
- les attentes relatives à la réalisation de l'étude socioéconomique.

Pour la suite, elle a donné la parole au représentant de l'AGEROUTE pour donner des précisions sur la consistance du Projet de bitumage de la route Dianra-Bouandougou.

## 1.3 CONSISTANCE DU PROJET (AGEROUTE)

M. N'DOU Konan K. Steve dans son exposé a mis l'accent sur les points suivants :

- La présentation de la localisation du Projet. -

- La présentation de la consistance du Projet. -

- Les dimensions techniques du Projet.

Pour finir, il a remercié les participants de la rencontre et a redonné la parole au Préfet de Dianra pour la poursuite de la séance.

## II. ECHANGES

À l'issue de ces exposés, Monsieur le Préfet a affirmé qu'il s'agit d'un Projet salubre pour la Région du Béré en générale et pour les populations de Dianra en particulier, qui rencontrent de nombreuses difficultés de déplacement à cause de l'état dégradant de la route. Il a rassuré la population pour son implication dans la réalisation du Projet, de même que l'équipe de mission pour sa disponibilité dans les études. Il a par ailleurs demandé aux populations de marquer leur disponibilité à

collaborer avec l'équipe de la Consultante pendant la phase de collecte de données socioéconomiques. Monsieur le Préfet de Dianra a par la suite déclaré ouverte, la séance des questions et des réponses.

L'essentiel des échanges est contenu dans le tableau ci-dessous :

ORDRE	PREOCCUPATIONS DES PARTIES PRENANTES	REPONSES
1	M. DIOMANDE Segbé (Chef Centre SODECI) : veut savoir quel sera le traitement réservé à la canalisation de la SODECI. Il souhaite que la SODECI soit associée, pour ce qui va concerner le déplacement de leurs réseaux. Par ailleurs, il demande à l'équipe de mission d'être assez vigilante sur le terrain.	M. N'DOU Konan Steve (Chargé d'opérations AGEROUTE) : déclare que l'exécution des travaux dans le cadre de nombreux projets, engendre des déplacements de réseaux. Il rassure que dans le cadre de ce Projet, la SODECI sera sollicitée pour les opérations de déplacement de réseaux,  M. KOFFI Amani Ignace (Préfet de Dianra) : demande aux chefs des localités présentes, de mettre à disposition de l'équipe de mission, les responsables des jeunes ou des femmes comme guides, pour éviter les confusions-
2	M. FADIGA Amadou (Imam central de Dianra village) ; déclare sa satisfaction à l'annonce de la réalisation du Projet et ne voit aucune opposition, car tous souhaitent sa réalisation au vue du mauvais état de la route.	M. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : dit merci pour cette adhésion au Projet.
3	M. BAMBA Sorv (Président des jeunes de Soronzo) : demande aux représentants des localités de mener des actions de sensibilisation auprès des populations pour s'assurer de leur disponibilité, pendant la réalisation de l'étude.	M. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : remercie le Président des jeunes pour son message de mobilisation et de sensibilisation auprès des localités.
4	M. KONE Seydou (Président de la Cellule Civilo-militaire) : veut savoir Si des points de redressement sont prévus dans le cadre du Projet, ce qui n'a pas été le cas pour la route venant de Korhogo et qui présente de nombreux virages.	M. N'DOU Konan K. Steve (Chargé d'opérations AGEROUTE) : affirme que les points de redressement engendrent de nombreux impacts en termes de destruction de biens agricoles. Pour se conformer aux exigences des bailleurs, les impacts doivent être réduits ou évités. Il rassure que des efforts seront faits pour corriger les zones de redressement pour le présent Projet,
5	M. DIOMANDE Vazoumana (Chef de village de KANSOKOURA) : remercie la délégation pour la bonne nouvelle apportée et rassure de la disponibilité des populations à collaborer à la bonne exécution de l'étude.	M. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : dit merci pour cette adhésion au Projet,
6	M. MAMADOU (agriculteur) Est-il possible de replanter sur la parcelle évaluée une fois la récolte est faite ? le cas des cultures comme le coton le maïs ? .	M. COFFY Gislaine Flora épouse KOUAME (Consultante) : Conformément aux principes de la date butoir, une fois l'évaluation des biens est faite, la zone concernée par le projet ne doit plus faire l'objet d'exploitation en termes de nouveaux investissements.

### III. LA CLÔTURE DE LA REUNION

Pour son mot de fin, la Consultante a remercié les populations et a insisté sur le fait de ne plus mené des activités après la date butoir qui a été fixé au 19 décembre 2023, poursuivant elle a rassuré les populations sur les méthodes de calculs des parcelles agricoles terres et bâtis qui seront réalisés par les agents des ministères décentralisés dans les différentes localités. Elle a donné le programme de passage de l'équipe de mission, pour chacune des localités concernées par le Projet par la suite.

Pour conclure, Monsieur le Préfet de Dianra a encore remercié tous les participants à ladite rencontre. Il a exhorté les populations à se rendre disponible durant cette étude, et insisté sur la date butoir. Sur ce, il a déclaré close la réunion d'information et de consultation sur le Projet de d'Aménagement et de Bitumage de la Route Dianra-Bouandougou.

### CONCLUSION

Dans l'ensemble, la réunion s'est bien déroulée et a fait suite au démarrage des activités de collecte de données socioéconomique pour le Plan d'Action et de Réinstallation dans le cadre du Projet d'aménagement et de bitumage de la route de Dianra-Bouandougou.

Secrétaire de séance

La Consultante  
**COFFY Gislane Flora**  
**Euse KOUAMÉ**  
**Sociologue**  
Tél: +225 07 09 55 31 83 / 01 51 47 41 29

**COFFY Gislane Flora épouse KOUAME**

Fait à Dianra le 08 novembre 2023

Président de séance

Le Préfet



**Amani Ignace de Loyola KOFFI**

Préfet hors grade

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

CELLULE DE COORDINATION DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES EN CÔTE D'IVOIRE (CC-PRICI)





PROJET DE CONNECTIVITE INCLUSIVE ET D'INFRASTRUCTURES RURALES (PCR) EN CÔTE D'IVOIRE

ELABORATION DU PAR DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUNGOU

SEANCE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES













LISTE DE PRESENCE

Objet: Consultation Publique  
Date: 08/11/2023, Lieu: Dianra Infrastructures

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
01	KOTI Adami Grace de Koyela	Projet	Dianra	0748713449	grace.aminou50@gmail.com	
02	Blai Kpan Jonas	SG Préfeture	Dianra	05-44-21-57 24	blaiskpan.jb@gmail.com	
03	KAKOU Taneé A.L	Sous préfet	Dianra	0707389881	kakou.tane@gmail.com	
04	KOND GUENA LAGBI	Ma adjoint au Maire	DIANRA	0709036164	kguena@gmail.com	



N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
05	N'DOU KONAN	AGROTE	DIANRA	07 47 42 05 44	atmolou@agrotec.ci	
	<del>Chargé d'opération</del> SIE KOUAME	<del>Consultant</del> PACI	DIANRA	07 05 55 02 83	glorac@guine.com	
07	Gott Bi Gilbert	CB	DIANRA	07 05 77 67 58	gbi@guil.com	
08	N'IANBE CLAUDE	-CC Économiste	DIANRA	07-07-357667	clauden@guil.com	
09	KOFFI Lassane	Chef de BDR	DIANRA	07 08 71 03 44	kl@guil.com	
10	Nion Veura Wilfried	Assistant OPV	Saguela	07 58 20 54 27	wilfried@guil.com	
11	Doué Thierry	DR OCV	Seguela	07 97 26 80 88	tyd@guil.com	
12	KOULIBALY DRISSE	DD TI RTH DIANRA	DIANRA	07 07 15 67 98	drisse@guil.com	
13	ABOU Day AWASS	DD DINES DIANRA	DIANRA	07 47 25 30 00	awass@guil.com	
14	Brouaude Séjse	Chef de Secteur	DIANRA	07 09 16 31 40	sejse@guil.com	
	KONE MAMA DOU	IEP	DIANRA	07 07 41 18 33		

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	Wazuma Diemondé	Chef de Place	Koussokou	0747285169		
	Diemondé Zaza	Recherché	Dioua-Village	056143855		
	Fadiga Sekou	Notable	Dioua-Village	0566001053		
	Dialla Rama	Forson	Saute	0709671685		
	Fadiga Ahyadou	Synagogue	Dioua-Village	0709893140		
	Naourey Diemondé	Imam	Koussokou	0561412243		
	Fadiga Seyna	Imam	Dioua-Village	056553387		
	Dioua Seyna	Chef de Village	Dioua-Village	0747247845		
	Yacouba Koué	Assistant	Dioua-Village	0565546957		
	Dioua Seyna	Chef de Village	Dioua-Village	0565546957		
	Dioua Seyna	Chef de Village	Dioua-Village	0565546957		
	Dioua Seyna	Chef de Village	Dioua-Village	0565546957		

























N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	BAMBA ABDOULAYE	Représentant des	TAMAKROU	0152569497		No
	BAMBA LOSEN I	Maître du droit	TAMAKROU	0575265766		
	SOBO ZANIPE	Sec Genéral	Diamra S/P	0919214087		
	VAHOUEAU FADRIKA	Président Jeunes	N'Guissoi Amougou	0594667744		
	FADRIKA LOCEA I	AGRICULTEUR	N'Guissoi Amougou	0584833736		
	BAMBA KEMO	Délégué départemental CNST	Diamra S/P	0545126257	keim	
	BAD BAKARY	TRANSPORTEUR	Diamra S/P	0709789854		
	KONE GIBIRINA ABDOUL	Prés communal	Diamra S/P	0504721188	Abdou Gibirina - gibirina@gmail.com	
	FADRIKA BRAMINA	Prés des Jeunes	Diamra Village	0576869603		
	FOFANA OUMAR	DIRECTEUR CHET TAMAKROU	TAMAKROU	0708555562	fofana@gmail.com	
	Yeo. Fongolis	Prés des Jeunes	Diamra	0160159220		
	Zias Moussa	Prés des Jeunes	Sononjo	0555626128		

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	<del>DEO. N'KOUN</del>	<del>Receveur</del>	<del>SONONZO</del>	<del>05-44-16-20-65</del>		<del>Visa</del>
	TININ SILUE	Représentant communautaire	DIARRA VILLAGE	056647254		Visa
	coulibaly Z. ABOUBAKAR	CONSEILLANT	DIARRA - VILLAGE	05-06-00-6449		Visa
	Djaha Kouadio Shene	Parleur	Diarra	0708634711		Visa
	coulibaly. Y. Dyanaba	Représentant de DIARRA	Diarra	05-56-38-78-28		Visa
	TINMIN DEMANDE	Fusi Femmes	DIARRA Village	0709020351		Visa
	KONE NIAMBAKA	Fusi des Femmes	Guessidini			Visa
	DIARRA SOUBA AMA	Fusi des Femmes	TOULÉY			Visa
	FARITA	Fusi des Femmes	Guessidini			Visa
	BINATE LAHAN IMAN		SONONZO	050609379		Visa
	BAHBA Souda	Chef de village	SONONZO	054553394		Visa
	BANBA Sily	Président des jeunes	SONONZO	0504406482		Visa

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	Combalay Zissia	Chef de gare TTE Ressort des centrales	Diamara S/P	0747183234		
	Tuo D Afama	D Dune Handone dirigé d'élude	Handone	0708846023	deu. lig. 500 Gmail: 500	
	Kouamé N'da Florent	D Dune Handone Chef fleur	Handone			
	Beuf' Koury	K Dune Handone Toum-	Diamara S/P	07-024208-49		
	Koué Karim	chef vii Toum	Toum	07-71-18-35		
	Marion Segrou	Représentant Représentant	Handone S/P	0505050667		
	FADIKHA IBRAHIM	Représentant du CREF	Handone S/P	05-06-9736-14		
	SAN-GARE Boris	NOTAIRE	Handone	05046155		
	SORO NOUNOLO	Commissaire	Diamara S/P	0546283259		
	DAD KARANOKO	Chef fleur	Koué	0506103149		



N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	MAI GN AMADEN	WAVE CI	DIMARRA	0546894392		
	Toure Malamye	TRN CI	MANRA	0545455036		
	MOUË NABALASSO	Président des Jeunes	Diamra	0504674859		
	two ZAMA		DIAMRA	05-06444499		
	Koué Sika	Commerce	DIAMRA	070923743		
	SOLONABEININ	Change/IB	DIAMRA	058341410		
	YEO DONENIN ALI	MOUEI	DIAMRA	020334444		
	COULIDY SENO		SONANZO	4544344323		
	Geo YASSOUNGO	Président	Toutouy	0172346160		
	Quathora Marmallon	Président - d'	Beligue	0143827475		
	Nguessou N'guessou C.	pasteur	Diamra - village	0708028518		
	Adama Koué	Netable	Diamra	0147009235		

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
	Beema De Jaiwan	Dist. des jeunes	Ratioué	0555567761		
	Bakayoko N.	Cultivateur	Kathiani	0153813323		
	Sekongo Kouonah	Eglise catholique	Diama	050428674		
	Kone Sidi	Service technique	Diama	0707640327		
	Garibaly Yarisouma	D. des Bâtiments	Diama	0717203087		
	BANBA					
	Kouassi Fulbe	REP. AA	Diama	0707641349		
	Kiataté Moussa	Commerce	Soronto	0604330653		
	Sindé Adama	Chef de troupe	Ekodi	0544869117		
	Boka Roland	OCPV	Diama	0708-552736		

**Annexe 4 : Procès-verbaux des réunions d'information et de consultation des parties prenantes organisées du 05 au 08 mai 2024 dans les chefs-lieux de préfecture et de sous-préfecture**



### **PROCES - VERBAL**

De la séance d'information avec les parties prenantes du Projet d'Aménagement et Bitumage de la route Dianra-Bouandougou long de 113 km

L'an deux mil vingt-quatre et le lundi 06 mai, de 10 heures 00 minutes à 11 heures 30 minutes, s'est tenue dans la salle de réunion de la préfecture de Dianra, sous la présidence de Monsieur KOFFI Amani Ignace de Loyola, Préfet de ladite préfecture, une séance d'informations avec les parties prenantes, relative au Projet d'Aménagement et Bitumage de la route Dianra-Bouandougou long de cent treize kilomètres.

Ont pris part à cette séance, les personnes dont les noms figurent sur la liste jointe en annexe du présent procès-verbal.

Etaient inscrits à l'ordre du jour les points suivants :

- I- Présentation du contexte de la mission;
- II- Communication de la consultante;
- III- Echanges.

Ouvrant la séance, le Préfet a salué et remercié tous les participants venus des 10 (dix) localités susceptibles d'être impactées par ledit Projet.

A sa suite, l'ordre du jour a été déroulé comme il suit :

#### **I- PRESENTATION DU CONTEXTE DE LA MISSION**

Dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) du Projet d'Aménagement et de Bitumage de la route Dianra-Bouandougou, long de cent treize (113) km, l'emprise considérée initialement variait de 20 mètres en rase campagne à 30 mètres en agglomération. Compte tenu de l'ampleur de l'impact du projet sur les personnes et biens identifiés lors des missions de novembre et décembre 2023, l'emprise a été reconsidérée avec un ajustement par endroit de l'axe de la voie un recul de trois (03) mètre de l'emprise de la voie finie aussi bien en rase campagne qu'en agglomération. Cette réduction d'emprise occasionnera nécessairement par endroit la sortie de personnes et biens initialement identifiés et recensés et retenir que les personnes et biens qui se trouvent dans la nouvelle emprise. Cette nouvelle situation justifie la présente mission qui a pour objet l'actualisation les données relatives aux personnes et biens de l'emprise du projet définie. C'est dans ce contexte que la consultante a organisé, en collaboration avec les autorités administratives locales, une deuxième réunion d'information publique aux date, heure et lieu indiqués ci-dessus. La présente réunion publique, présidée par le Préfet de Dianra a enregistré la participation des élus et chefs de services, des chefs des localités concernées, des guides religieux et leaders d'opinion.

#### **II- LA COMMUNICATION DE LA CONSULTANTE**

La consultante du Projet a salué et remercié Monsieur le Préfet pour son implication et surtout sa disponibilité. Elle a aussi adressé toute sa gratitude à l'endroit de tous les participants à la séance d'informations et de consultation. Après les séries de civilité, la consultante a décliné sa feuille de route, axée sur les points suivants :



- La présentation des impacts engendrés par le projet ;
- La présentation de l'emprise revisitée à l'issue de la mission conjointe de reconnaissance diligentée du 29 janvier au 02 février 2024, avec la participation du PRICI, de l'AGEROUTE, de l'Expert Géomètre et de la consultante ;
- La présentation des impacts engendrés par la nouvelle emprise avec le retrait des personnes et biens qui ne seront plus affectées et le maintien des personnes et biens qui s'y retrouvent en définitive ;
- Les objectifs et la méthodologie d'actualisation des données socio-économiques collectées dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) ;
- La communication sur la cessation d'activités notamment agricoles dans les emprises définies du projet ;
- Les procédures de la Banque mondiale, en particulier celles définies dans la NES n°5, intitulée « Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire »
- La présentation de la méthodologie d'identification ou de numérotation des bâtis effectivement affectés par le projet ;
- La présentation de la consistance des missions des équipes spécialisées en matière d'enquêtes socio-économique, immobilière et agricole) prenant en compte l'inventaire des biens fonciers (urbains et ruraux), bâtis et agricoles, ainsi que celui des commerces et services ;
- La présentation des attentes relatives à la réalisation de l'étude socio-économique complémentaire ;
- La communication sur le maintien de la date butoir d'éligibilité fixée d'un commun accord avec les populations au 19 décembre 2023 au cours des enquêtes socio-économiques ;
- La communication sur l'affichage d'une note d'information à la sous-préfecture relativement au maintien de la date butoir définie,
- La communication sur l'affichage des listes par catégories des personnes affectées retenue dans la nouvelle emprise.

A la suite de l'exposé de la consultante, plusieurs questions et contributions des participants, ont donné lieu à des échanges pour une meilleure compréhension des thématiques abordées.

### III- ECHANGES

La séance des échanges a été l'occasion pour les participants d'exprimer leurs préoccupations, attentes et doléances récapitulées avec les réponses données dans le tableau ci-dessous :

N° ORDRE	PREOCCUPATIONS DES PARTIES PRENANTES	REPONSES
1	Monsieur BAMBA Adama (jeune du village de Kan-Sokoura) a souhaité le recrutement des jeunes des localités concernées par le Projet, sur les chantiers dédiés aux travaux.	Madame COFFY Gislaine Flora (Consultante) a indiqué prendre note et l'inscrire dans le compte rendu de la séance qui figurera dans le Plan d'Action et de Réinstallation.
2	Monsieur MESSOU Serge (Directeur Départemental du Ministère des Sports) a formulé la doléance pour l'aménagement d'un espace public qui servira d'aire de jeux aux populations.	Madame COFFY Gislaine Flora (Consultante) a indiqué prendre note et l'inscrire dans le compte rendu de la séance qui figurera dans le Plan d'Action et de Réinstallation.
3	Monsieur KOULIBALY Drissa (Directeur Départemental du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques) a relativement au Projet demandé la construction de quelques digues de rétention d'eau qui serviront d'abreuvoir aux animaux, surtout en période de sécheresse.	Madame COFFY Gislaine Flora (Consultante) a indiqué prendre note et l'inscrire dans le compte rendu de la séance qui figurera dans le Plan d'Action et de Réinstallation.

Au terme des échanges, Monsieur le Préfet a, au nom de la population de sa circonscription administrative, exprimé sa gratitude à la consultante pour toutes les activités allant dans le sens de la bonne compréhension et de la participation des populations à toutes les étapes de l'étude socio-économique. Il a sensibilisé les participants à relayer les informations auprès de leurs populations et à s'impliquer davantage pour faciliter la réalisation du projet ; car la route précède le développement. Le Préfet a également remercié tous les participants à ladite rencontre et invité les populations à être disponible et à réserver un bon accueil aux différentes équipes qui les visiteront dans le cadre de la présente mission.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Préfet a levé la séance.

Le présent procès-verbal est signé, après la prise en compte des amendes et observations éventuelles.

Fait à Dianra, le 06 mai 2024

La Secrétaire de séance



**Madame COFFY Gislaine Flora**  
**Épse KOUAME**

Le Président de séance

  
**Amant Ignace de Loyola KOFFI**  
Préfet Hors Grade



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union - Discipline - Travail

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

CELLULE DE COORDINATION DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES EN CÔTE D'IVOIRE (CC-PRICI)

PROJET DE CONNECTIVITE INCLUSIVE ET D'INFRASTRUCTURES RURALES (PCR) EN CÔTE D'IVOIRE

ELABORATION DU PAR DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA - BOUANDOUGOU

SEANCE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES

LISTE DE PRESENCE












Objet : Information et Consultation des parties prenantes  
 Date : 06/05/2024, Lieu : Réfecture de Bianra

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
01	KORAN Amadou Ibrahima	Préfectoral Préfet	Bianra	0748773443	ibrahima.koran@mintrc.ci	
02	BIAI Kpan Jean	Préfectoral Secrétaire Général	Bianra	0544215721	jean.kpan@mintrc.ci	
03	KAKOU Tanié Amadou	Secrétaire Général	Bianra	0707989881	tanie.kakou@mintrc.ci	
04	ABC FAMECTION DIEGO	CB Bianra	Bianra	0757688333	diego.famection@mintrc.ci	

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
01	KONE Dja Karidja	Participante				
08	KONE Malougo	Participante				0
07	BA Koupoko Boudou	Chef	Madadi			4-2
08	Kra Abou Marie C.	Participante				
09	BAKRA ABRAHA	Participante				
10	Ka Abou Faisa	Participante				
11	BAKRA COUA	Participante				
12	BAKRA ATIBOU	Participante				
13	BAKRA Boudou					
14	BAKRA Boudou	Président Jeune Bana Village	Bana Village			EB
16	BAO Koumouks		Koumouks			
16	Boukha Boudou	Chef	Bana			

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
17	KARAMOULO ROGER	SOBEFOR	DIANNA S/P	01.47.32.32.18	Karamoulo @gmail.com	Jouff
18	NIANGÉ CLAUDE	Éaux et Forêts	DIANNA S/P	0707352667	President niangé @gmail.com	Jouff
19	Moukè Gbounak Joseph	Provision d'eau Municipal & baux	Dianra	0709357242	Joseph moukè @gmail.com	Jouff
20	KOULIBALY Diissa	DD TIRAH	DIANNA	0707456798	Koulibaly Diissa @gmail.com	Jouff
21	KONATE GONDO	DD Jeunesse	DIANNA	0709571214	Konate Gondo @gmail.com	Jouff
22	MESSEUR SERGE P.	DD Sport	DIANNA	0753977789	Messieur Serge @gmail.com	Jouff
23	COULIBALY HASSOUMI DIALLO	DD Agriculture	DIANNA	05-56-38-78-28	Coulibaly Hasso @gmail.com	Jouff
24	KONATE HINGNERY	DD Agriculture	DIANNA			Jouff
25	CHATELAIN HENRI	DD Agriculture	DIANNA			Jouff
26	ABIGA Sadio	DD Agriculture	DIANNA			Jouff
27	KONATE KOUIN	DD Agriculture	DIANNA	0711187557		Jouff
28	BAHIA SARA	DD Agriculture	DIANNA			Jouff



N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
29	Kéle KONE	Chargé	Nyanou			
30	KONE Kain	Chef	Toulel			
31	BATIBA ichiala	Président	KAN Soukhou			
32	Maume Mamassouba	Président	Toulel			
33	Yeo Zie HADOU	Président de jeune	Toulel			
34	Guemanda I. NDA	Chef	Nyanou Village			
35	BATIBA Mamadou	Chef	Toulel			
36	PRO Koussouh	Chef	Kadégué			
37	BATIBA Mamadou	Chef	Soukhou			
38	Capitaine Gidoune ELIE	Consulante PRICI	ABISSAN	0709359283		

REGION DU BERE

DEPARTEMENT DE MANKONO

SOUS-PREFECTURE DE SARHALA

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE  
Union-Discipline-Travail

### **PROCES VERBAL**

De la séance d'information avec les parties prenantes du Projet d'Aménagement et de Bitumage de la route Dianra-Bouandougou long de 113 km

L'an deux mil vingt-quatre et le lundi 06 mai, de 14 heures 00 minutes à 15 heures 00 minutes, s'est tenue dans la salle de réunion de la Sous-préfecture de Sarhala, sous la présidence de Monsieur BEZON GNANDET Joseph Désiré, Sous-préfet de ladite sous-préfecture, une séance d'informations avec les parties prenantes, relative au Projet d'Aménagement et Bitumage de la route Dianra-Bouandougou long de cent treize (113) kilomètres.

Ont pris part à cette séance, les personnes dont les noms figurent sur la liste jointe en annexe du présent procès-verbal.

Etaient inscrits à l'ordre du jour les points suivants :

- I- Présentation du contexte de la mission;
- II- Communication de la consultante;
- III- Echanges.

Ouvrant la séance, le Sous-préfet a salué et remercié tous les participants venus des trois (03) localités susceptibles d'être impactées par ledit Projet.

A sa suite, l'ordre du jour a été déroulé comme suit :

#### **I- PRESENTATION DU CONTEXTE DE LA MISSION**

Dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) du Projet d'Aménagement et de Bitumage de la route Dianra-Bouandougou, long de cent treize (113) km, l'emprise considérée initialement, variait de 20 mètres en rase campagne à 30 mètres en agglomération. Compte tenu de l'ampleur de l'impact du projet sur les personnes et les biens identifiés lors des missions de novembre et décembre 2023, l'emprise a été reconsidérée avec un ajustement par endroit de l'axe de la voie avec un recul de trois (03) mètres de l'emprise de la voie finie aussi bien en rase campagne qu'en agglomération. Cette réduction d'emprise occasionnera nécessairement par endroit, la sortie de personnes et de biens initialement identifiés et recensés pour ne retenir que les personnes et les biens qui se trouvent dans la nouvelle emprise. Cette nouvelle situation justifie la présente mission qui a pour objet l'actualisation des données socio-économiques relatives aux personnes et aux biens identifiés de la nouvelle emprise définie. C'est dans ce contexte que la consultante a organisé, en collaboration avec les autorités administratives locales, une deuxième réunion d'information publique aux dates, heures et lieux indiqués ci-dessus. La présente réunion publique, présidée par le sous-préfet de Sarhala a enregistré la participation des élus et chefs de services, des chefs des localités concernées, des guides religieux et leaders d'opinion.

#### **II- LA COMMUNICATION DE LA CONSULTANTE**

La consultante du Projet a salué et remercié Monsieur le Sous-préfet pour son implication et surtout sa disponibilité. Elle a aussi adressé toute sa gratitude à l'endroit de tous les participants à la séance d'informations et de consultation. Après les séries de civilités, la consultante a décliné sa feuille de route, axée sur les points suivants :



- La présentation des impacts engendrés par le projet ;
- La présentation de l'emprise revisitée à l'issue de la mission conjointe de reconnaissance diligentée du 29 janvier au 02 février 2024, avec la participation du PRICI, de l'AGEROUTE, de l'Expert Géomètre et de la consultante ;
- La présentation des impacts engendrés par la nouvelle emprise avec le retrait des personnes et des biens qui ne seront plus affectées et le maintien des personnes et des biens qui s'y retrouvent en définitive ;
- Les objectifs et la méthodologie d'actualisation des données socio-économiques collectées dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) ;
- La communication sur la cessation d'activités notamment agricoles dans les emprises définies du projet ;
- Les procédures de la Banque mondiale, en particulier celles définies dans la NES n°5, intitulée « Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire »
- La présentation de la méthodologie d'identification ou de numérotation des bâtis effectivement affectés par le projet ;
- La présentation de la consistance des missions des équipes spécialisées en matière d'enquêtes (socio-économique, immobilière et agricole) prenant en compte l'inventaire des biens fonciers (urbains et ruraux), bâtis et agricoles, ainsi que celui des commerces et services ;
- La présentation des attentes relatives à la réalisation de l'étude socio-économique complémentaire ;
- La communication sur le maintien de la date butoir d'éligibilité fixée d'un commun accord avec les populations au 19 décembre 2023 au cours des enquêtes socio-économiques ;
- La communication sur l'affichage d'une note d'information à la sous-préfecture relativement au maintien de la date butoir définie,

La communication sur l'affichage des listes par catégories des personnes affectées, lors des sessions de validation du rapport du PAR retenue dans la nouvelle emprise.

A la suite de l'exposé de la consultante, plusieurs questions et contributions des participants, ont donné lieu à des échanges pour une meilleure compréhension des thématiques abordées.

### III- ECHANGES

La séance des échanges a été l'occasion pour les participants d'exprimer leurs préoccupations, attentes et doléances récapitulées avec les réponses données dans le tableau ci-dessous :

N° ORDRE	PREOCCUPATIONS DES PARTIES PRENANTES	REPOSES
1	Monsieur FONGBE Abdoulaye (Chef du village de Bikassi 2) a formulé une doléance pour la construction d'une pompe hydraulique afin de permettre à la population de s'approvisionner en eau sur place et ainsi éviter la traversée de la voie.	Madame COFFY Gislaine Flora (Consultante) a pris note et indiqué que la doléance avait déjà été évoqué au cours de l'enquête de localité réalisé le 18/11/2023.
2	Monsieur KOUHE Séa Jean (Garde de Sous-préfecture) a voulu savoir si les personnes affectées par la réalisation du Projet seront prises en compte dans le dédommagement.	Madame COFFY Gislaine Flora (Consultante) a répondu que l'objectif de l'étude en cours est d'identifier toutes les personnes affectées par les travaux du Projet. Ces dernières bénéficieront des mesures de compensations qui seront indiquées dans le document à produire dans ce sens, à savoir le Plan d'Action et de Réinstallation (PAR).
3	Monsieur BASSANDE Nafeba (président des jeunes de Somokoro) a voulu connaître la date exacte du démarrage des travaux.	Madame COFFY Gislaine Flora (Consultante) a affirmé que la date de démarrage sera connue, une fois l'étude du PAR achevée.

Au terme des échanges, Monsieur le Sous-préfet a, au nom de la population de sa circonscription administrative, exprimé sa gratitude à la consultante pour toutes les activités allant dans le sens de la bonne compréhension et de la participation des populations à toutes les étapes de l'étude socio-économique. Il a sensibilisé les participants à relayer les informations auprès de leurs populations et à s'impliquer davantage pour faciliter la réalisation du projet ; car la route précède le développement. Le Sous-préfet a également remercié tous les participants à ladite rencontre et invité les populations à être disponibles et à réserver un bon accueil aux différentes équipes qui les visiteront dans le cadre de la présente mission.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Sous-préfet a levé la séance.

Le présent procès-verbal est signé, après la prise en compte des amendes et observations éventuelles.

Fait à Sarhala, le 06 mai 2024

La Secrétaire de séance



**Madame COFFY Gislaine Flora**  
**Épse KOUAME**



Le Président de séance



**BEZON GNANDET Joseph Désiré**  
**Grade III**

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union - Discipline - Travail

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

CELLULE DE COORDINATION DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES EN CÔTE D'IVOIRE (CC-PRICI)

PROJET DE CONNECTIVITE INCLUSIVE ET D'INFRASTRUCTURES RURALES (PCR) EN CÔTE D'IVOIRE

ELABORATION DU PAR DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA - BOUANDOUGOU

SEANCE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES

LISTE DE PRESENCE

Objet : Information et consultation des parties prenantes  
Date : 06/05/2024. Lieu : Sous-Industrie Sankala

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
01	BÉTON GNANANET TOGEPH KESIRE	Sous-PRÉFET	SANKALA	07 07 45 83 59	gnanetb@gnanetb.com	
02	Coffy Gidwina Gbela	CONSULTANTE PARICI	Abidjan	07 03 35 91 83	coffyg@parici.com	
03	KOUHÉ SÈA JÈHAN	CHARGÉ DE Sous-PRÉFECTURE	SANKALA	07 09 70 08 06		
04	ISOUIARE ANANNA	ADJOINT ADMINISTRATIF	SANKALA	07 79 80 05 55		



N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
05	KANATE SIABANA	CHEF DE VILLE	MISSEBOUGOU	05 46 52 17 96		<del>IND</del>
06	BASSANDE NATEBA	PRESIDENT DES JEUNES	SOMOKORO	07 07 23 95 64		<del>IND</del>
07	BASSANDE LOBENI	CHEF DE VILLE	SOMOKORO	07 07 17 82 52		<del>IND</del>
08	FONGBE ABDOULAYE	CHEF DE VILLE	BAKASSI 2	05 05 40 24 77		<del>IND</del>
09	FONGBE ABIDA	PRESIDENT DES JEUNES	BAKASSI 2	05 03 81 76 91		<del>IND</del>
10	KANATE MOUREULAYE	PRESIDENT DES JEUNES	MISSEBOUGOU	05 45 34 08 62		<del>IND</del>



### PROCES VERBAL

De la séance d'information avec les parties prenantes du Projet d'Aménagement et Bitumage de la route Dianra-Bouandougou long de 113 km

L'an deux mil vingt-quatre et le mardi 07 mai, de 10 heures 00 minutes à 11 heures 00 minutes, s'est tenue dans le bureau du Sous-préfet de Marandallah, sous la présidence de Monsieur Idriss Bouaké KONE Sous-préfet de ladite sous-préfecture, une séance d'informations avec les parties prenantes, relative au Projet d'Aménagement et Bitumage de la route Dianra-Bouandougou long de cent treize kilomètres.

Ont pris part à cette séance, les personnes dont les noms figurent sur la liste jointe en annexe du présent procès-verbal.

Etaient inscrits à l'ordre du jour les points suivants :

- I- Présentation du contexte de la mission ;
- II- Communication de la consultante ;
- III- Echanges.

Ouvrant la séance, le Sous-préfet a salué et remercié tous les participants venus des 07 (sept) localités susceptibles d'être impactées par ledit Projet.

A sa suite, l'ordre du jour a été déroulé comme il suit :

#### I- PRESENTATION DU CONTEXTE DE LA MISSION

Dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) du Projet d'Aménagement et de Bitumage de la route Dianra-Bouandougou, long de cent treize (113) km, l'emprise considérée initialement variait de 20 mètres en rase campagne à 30 mètres en agglomération. Compte tenu de l'ampleur de l'impact du projet sur les personnes et biens identifiés lors des missions de novembre et décembre 2023, l'emprise a été reconsidérée avec un ajustement par endroit de l'axe de la voie un recul de trois (03) mètre de l'emprise de la voie finie aussi bien en rase campagne qu'en agglomération. Cette réduction d'emprise occasionnera nécessairement par endroit la sortie de personnes et biens initialement identifiés et recensés et retenir que les personnes et biens qui se trouvent dans la nouvelle emprise. Cette nouvelle situation justifie la présente mission qui a pour objet l'actualisation des données socio-économiques relatives aux personnes et biens de la nouvelle emprise définie. C'est dans ce contexte que la consultante a organisé, en collaboration avec les autorités administratives locales, une deuxième réunion d'information publique aux date, heure et lieu indiqués ci-dessus. La présente réunion publique, présidée par le Sous-préfet de Marandallah a enregistré la participation des élus et chefs de services, des chefs des localités concernées, des guides religieux et leaders d'opinion.

#### II- LA COMMUNICATION DE LA CONSULTANTE

La consultante du Projet a salué et remercié Monsieur le Sous-préfet pour son implication et surtout sa disponibilité. Elle a aussi adressé toute sa gratitude à l'endroit de tous les participants à la séance d'informations et de consultation. Après les séries de civilité, la consultante a décliné sa feuille de route, axée sur les points suivants :

- La présentation des impacts engendrés par le projet ;
- La présentation de l'emprise revisitée à l'issue de la mission conjointe de reconnaissance diligentée du 29 janvier au 02 février 2024, avec la participation du PRICI, de l'AGEROUTE, de l'Expert Géomètre et de la consultante ;
- La présentation des impacts engendrés par la nouvelle emprise avec le retrait des personnes et biens qui ne seront plus affectées et le maintien des personnes et biens qui s'y retrouvent en définitive ;
- Les objectifs et la méthodologie d'actualisation des données socio-économiques collectées dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) ;
- La communication sur la cessation d'activités notamment agricoles dans les emprises définies du projet ;
- Les procédures de la Banque mondiale, en particulier celles définies dans la NES n°5, intitulée « Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire »
- La présentation de la méthodologie d'identification ou de numérotation des bâtis effectivement affectés par le projet ;
- La présentation de la consistance des missions des équipes spécialisées en matière d'enquêtes socio-économique, immobilière et agricole) prenant en compte l'inventaire des biens fonciers (urbains et ruraux), bâtis et agricoles, ainsi que celui des commerces et services ;
- La présentation des attentes relatives à la réalisation de l'étude socio-économique complémentaire ;
- La communication sur le maintien de la date butoir d'éligibilité fixée d'un commun accord avec les populations au 19 décembre 2023 au cours des enquêtes socio-économiques ;
- La communication sur l'affichage d'une note d'information à la sous-préfecture relativement au maintien de la date butoir définie,
- La communication sur l'affichage des listes par catégories des personnes affectées retenue dans la nouvelle emprise,

A la suite de l'exposé de la consultante, plusieurs questions et contributions des participants, ont donné lieu à des échanges pour une meilleure compréhension des thématiques abordées.

### III- ECHANGES

La séance des échanges a été l'occasion pour les participants d'exprimer leurs préoccupations, attentes et doléances récapitulées avec les réponses données dans le tableau ci-dessous :

N° ORDRE	PREOCCUPATIONS DES PARTIES PRENANTES	REPOSES
1	Monsieur FOFANA Mohamed Dara (ressortissant du village de Téguépé) a affirmé sa satisfaction pour l'avènement du Projet dans sa région.	Madame COFFY Gislaine Flora (Consultante)
2	Les participants ont dans l'ensemble demandé à la consultante donner la date de démarrage des travaux.	Madame COFFY Gislaine Flora (Consultante) a rassuré les participants à la séance, que les travaux démarreront qu'après avoir finaliser le PAR. Cela sera possible si les différents impacts ont été définis et des mesures d'atténuation ont été proposées.
3	Monsieur Idriss Bouaké KONE (Sous-préfet de Marandallah) a souhaité dans le cadre des travaux du Projet être impliqué dans le recrutement de la main d'œuvre locale	Madame COFFY Gislaine Flora (Consultante) a affirmé prendre bonne note de la demande du Sous-préfet et l'inscrire dans le compte rendu de la séance.



...Monsieur le Sous-préfet a, au nom de la population de sa circonscription administrative, exprimé sa gratitude à la consultante pour toutes les activités allant dans le sens de la bonne compréhension et de la participation des populations à toutes les étapes de l'étude socio-économique. Il a sensibilisé les participants à relayer les informations auprès de leurs populations et à s'impliquer davantage pour faciliter la réalisation du projet ; car la route précède le développement. Le Sous-préfet a également remercié tous les participants à ladite rencontre et invité les populations à être disponible et à réserver un bon accueil aux différentes équipes qui les visiteront dans le cadre de la présente mission.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Sous-préfet a levé la séance.

Le présent procès-verbal est signé, après la prise en compte des amendes et observations éventuelles.

Fait à Marandallah, le 07 mai 2024

La Secrétaire de séance



**Madame COFFY Gislaine Flora**  
**Epse KOUAME**

Le Président de séance



**Idriss Bouaké KONE**  
Grade III, 1<sup>er</sup> échelon

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union - Discipline - Travail

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

CELLULE DE COORDINATION DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES EN CÔTE D'IVOIRE (CC-PRICI)

PROJET DE CONNECTIVITE INCLUSIVE ET D'INFRASTRUCTURES RURALES (PCR) EN CÔTE D'IVOIRE

ELABORATION DU PAR DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU  
SEANCE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES






LISTE DE PRESENCE

Objet : Information et consultation des Parties Prenantes  
Date : 02/05/2024. Lieu : S/P de Marandahou

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
01	IDRIS BOUALKE' Kone	SI/Relecture (Sous-Infra)	Marandahou	0749010654	kou.bouale@snr.ci	
02	Elaminiki Tiole	chef de canton	Marandahou	07070620168		
03	Aboumed Adama Diarra	Téfuide' filly	Téfuide'	0707697050	tefuide.adama@snr.ci	
04	Fekama Amadou	chef des villages	Téfuide'	05-06-63-55-26		

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
05	TIOTE YAYA	chef de village	Sankou	0908-32-6564		
06	Ticte Fenisson	"	Nakondakou	0140351263		
07	TIENE N'GUESE	"	Boukitchakou ancien	0103-832071		
08	TIENE HANOU	"	Boukitchakou	0140304244		
09	TIENE KANOU	chef de village	Boukitchakou	0585176102		
10	TIENE Ladi	chef du village	Boukitchakou	0544164046		
11	TIENE ABDOUL KERRITE	"	Kessou	05-05-880071		
12	TIENE Fatioumata	Présidente des femmes	Nakondakou	0544-21-3000		
13	TIENE Latine	Présidente des jeunes	Boukitchakou	0140243856		
14	Seumahoué madohoué	Présidente	Hy 3 Lit -	0546-6854-24		
15	Bouake' bamba	Amirant	TEGUEDE	0957-124612		
16	TIENE Adema	Présidente des jeunes	Boukitchakou ancien.	010383-1333		



N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
019	MOÏE Aboi	NOTABLE	MARABOU	05 84 04 0832		
018	TAMH Acheille NICHOUATH	Directeur	MDH	07 99 35 85 47	hichouath@ymail.com	
13	TENÉ NAKIA	Secrétaire de chef	Bakatalah	05.05.14.62.74		
20	SIBBE RATHATOU	SSM AGENT	YARABOU	07 08 65 34 62	adabou@ymail.com	
21	BAKAYO HATHAMATA					
22	TINKÉ HATHAMATA					
23	Coffre Gideline FLORE	Consultante	Abidjan	07 09 55 94 83	goffre@ymail.com	



**PROCES VERBAL**

De la séance d'information avec des parties prenantes du Projet d'Aménagement et Bitumage de la route Dianra-Bouandougou long de 113 km

L'an deux mil vingt-quatre et le mercredi 08 mai, de 09 heures 30 minutes à 10 heures 30 minutes, s'est tenue dans la salle de réunion de la Sous-préfecture de Bouandougou, sous la présidence de Monsieur Gohi Marcel Zéphirin Juste TUE-BI, Sous-préfet de ladite circonscription administrative, une séance d'informations avec les parties prenantes, relative au Projet d'Aménagement et Bitumage de la route Dianra-Bouandougou long de cent treize kilomètre.

Ont pris part à cette séance, les personnes dont les noms figurent sur la liste jointe en annexe du présent procès-verbal.

Etaient inscrits à l'ordre du jour les points suivants :

- I- Présentation du contexte de la mission ;
- II- Communication de la consultante ;
- III- Echanges.

Ouvrant la séance, le Sous-préfet a salué et remercié tous les participants venus des 09 (neuf) localités susceptibles d'être impactées par ledit Projet.

A sa suite, l'ordre du jour a été déroulé comme il suit :

**I- PRESENTATION DU CONTEXTE DE LA MISSION**

Dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) du Projet d'Aménagement et de Bitumage de la route Dianra-Bouandougou, long de cent treize (113) km, l'emprise considérée initialement variait de 20 mètres en rase campagne à 30 mètres en agglomération. Compte tenu de l'ampleur de l'impact du projet sur les personnes et biens identifiés lors des missions de novembre et décembre 2023, l'emprise a été reconsidérée avec un ajustement par endroit de l'axe de la voie un recul de trois (03) mètre de l'emprise de la voie finie aussi bien en rase campagne qu'en agglomération. Cette réduction d'emprise occasionnera nécessairement par endroit la sortie de personnes et biens initialement identifiés et recensés et retenir que les personnes et biens qui se trouvent dans la nouvelle emprise. Cette nouvelle situation justifie la présente mission qui a pour objet l'actualisation des données socio-économiques relatives aux personnes et biens de la nouvelle emprise définie. C'est dans ce contexte que la consultante a organisé, en collaboration avec les autorités administratives locales, une deuxième réunion d'information publique aux date, heure et lieu indiqués ci-dessus. La présente réunion publique, présidée par le sous-préfet de Bouandougou a enregistré la participation des élus et chefs de services, des chefs des localités concernées, des guides religieux et leaders d'opinion.

**II- LA COMMUNICATION DE LA CONSULTANTE**

La consultante du Projet a salué et remercié Monsieur le Sous-préfet pour son implication et surtout sa disponibilité. Elle a aussi adressé toute sa gratitude à l'endroit de tous les participants à la séance d'informations et de consultation. Après les séries de civilité, la consultante a décliné sa feuille de route, axée sur les points suivants :

Scanné avec CamScanner



- La présentation des impacts engendrés par le projet ;
- La présentation de l'emprise revisitée à l'issue de la mission conjointe de reconnaissance diligentée du 29 janvier au 02 février 2024, avec la participation du PRICI, de l'AGEROUTE, de l'Expert Géomètre et de la consultante ;
- La présentation des impacts engendrés par la nouvelle emprise avec le retrait des personnes et biens qui ne seront plus affectés et le maintien des personnes et biens qui s'y retrouvent en définitive ;
- Les objectifs et la méthodologie d'actualisation des données socio-économiques collectées dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) ;
- La communication sur la cessation d'activités notamment agricoles dans les emprises définies du projet ;
- Les procédures de la Banque mondiale, en particulier celles définies dans la NES n°5, intitulée « Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire »
- La présentation de la méthodologie d'identification ou de numérotation des bâtis effectivement affectés par le projet ;
- La présentation de la consistance des missions des équipes spécialisées en matière d'enquêtes socio-économique, immobilière et agricole) prenant en compte l'inventaire des biens fonciers (urbains et ruraux), bâtis et agricoles, ainsi que celui des commerces et services ;
- La présentation des attentes relatives à la réalisation de l'étude socio-économique complémentaire ;
- La communication sur le maintien de la date butoir d'éligibilité fixée d'un commun accord avec les populations au 19 décembre 2023 au cours des enquêtes socio-économiques ;
- La communication sur l'affichage d'une note d'information à la sous-préfecture relativement au maintien de la date butoir définie,
- La communication sur l'affichage des listes par catégories des personnes affectées retenue dans la nouvelle emprise,

A la suite de l'exposé de la consultante, plusieurs questions et contributions des participants, ont donné lieu à des échanges pour une meilleure compréhension des thématiques abordées.

### III- ECHANGES

La séance des échanges a été l'occasion pour les participants d'exprimer leurs préoccupations, attentes et doléances récapitulées avec les réponses données dans le tableau ci-dessous :

N° ORDRE	PREOCCUPATIONS DES PARTIES PRENANTES	REPOSES
1	Monsieur Nago TIENE (représentant du Chef de village de Diorodougou) a marqué sa satisfaction sur la réduction de l'emprise ce qui va engendrer moins d'impacts au niveau des personnes et des biens. Il a profité pour réitérer sa doléance sur la réalisation de dos d'âne sur la route à bitumer, pour limiter les accidents de circulation.	Madame Blandine ZADJI (Spécialiste en Développement Social et Genre du PRICI) a déclaré avoir pris bonne note de la doléance étant donné que l'un des objectifs du Projet est la prise en compte des avis et préoccupations des personnes concernées.
2	Monsieur Tiéné YAO (Chef du village de Pkalé) a demandé à quand démarrage des travaux.	Monsieur Juste Marcel TUE-BI (Sous-préfet de Bouandougou) a demandé aux participants de considérer toutes les différentes étapes de l'étude à savoir : les consultations, les enquêtes socio-économiques, comme étant le démarrage des travaux. Par ailleurs, il les a rassurés sur l'effectivité de la réalisation du Projet.
3	Monsieur Kouassi TIENE (Chef du village de Kamoro) a formulé une doléance au Sous-préfet à savoir le reprofilage de la route accidenté et impraticable (à la sortie du village de Diorodougou) en attendant la réalisation du Projet.	Monsieur Juste Marcel TUE-BI (Sous-préfet de Bouandougou) a noté la préoccupation soulevée et indiqué organiser une réunion avec les villages de l'axe afin de débattre du sujet.



ORDRE	PREOCCUPATIONS DES PARTIES PRENANTES	REPOSES
4	Monsieur Moussa BORA (Chef du village de Takanazo-Moussosso) abonde dans le même sens que le précédent, en dénonçant le refus des véhicules de transport en commun d'emprunter la voie à cause de l'aspect de dégradation avancée.	
5	Fofana YACOUBA (Chef du village de Lopkasso) a exprimé la même préoccupation que ces prédécesseurs. Il a également souhaité la pose de dos d'âne sur la route à bitumer.	A la suite de l'intervention du Sous-préfet, Madame Flora COFFY (consultante) a indiqué retranscrire toutes les doléances dans le compte rendu de ladite séance d'information et de consultation.
6	Monsieur Amadou TIENE (président des jeunes de Diorodougou) a souhaité l'emploi de la main d'œuvre locale. Pour ce faire un recrutement des jeunes du village a été effectué pour constituer une base de données de mains d'œuvre à recruter.	Monsieur Juste Marcel TUE-BI (Sous-préfet de Bouandougou) a expliqué que depuis l'information reçue en janvier 2023 sur la réalisation du Projet de bitumage de la route de Dianra-Bouandougou, il n'a donné aucune instruction pour procéder à un recrutement de jeunes. Cependant, il a rassuré les participants sur le fait l'emploi de mains d'œuvre locales dans le cadre des travaux est une obligation inscrite dans le cahier de charge des entreprises de construction. De ce fait, cette base de données a son utilité étant donné le besoin d'employer les petites mains d'œuvre sur les chantiers, ce qui profitera à l'économie locale.

Au terme des échanges, Monsieur le Sous-préfet a, au nom de la population de sa circonscription administrative, exprimé sa gratitude à la consultante pour toutes les activités allant dans le sens de la bonne compréhension et de la participation des populations à toutes les étapes de l'étude socio-économique. Il a sensibilisé les participants à relayer les informations auprès de leurs populations et à s'impliquer davantage pour faciliter la réalisation du projet ; car la route précède le développement. Le Sous-préfet a également remercié tous les participants à ladite rencontre et invité les populations à être disponibles et à réserver un bon accueil aux différentes équipes qui les visiteront dans le cadre de la présente mission.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Sous-préfet a levé la séance.

Le présent procès-verbal est signé, après la prise en compte des amendes et observations éventuelles.

Fait à Bouandougou, le 08 mai 2024

La Secrétaire de séance



**Madame COFFY Gislaine Flora**  
**Épse KOUAME**  
Consultante



**Juste Marcel TUE-BI GOHI**  
Grade III



MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

CELLULE DE COORDINATION DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES EN CÔTE D'IVOIRE (CC-PRICI)

PROJET DE CONNECTIVITE INCLUSIVE ET D'INFRASTRUCTURES RURALES (PCR) EN CÔTE D'IVOIRE

ELABORATION DU PAR DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DIANRA – BOUANDOUGOU

SEANCE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES

LISTE DE PRESENCE

Objet : Information et consultation des parties prenantes

Date : 08/05/2024. Lieu : Seance d'information et de consultation des parties prenantes

N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
01	TUEBI Goffi Harcel	Secr. préfet	Bouandougou	0708470047	harcel.tuebi@gmail.com	
02	CABRE Evariste Florus	Consulante PARI CI	Abidjan	0702552183	ecabre@gmail.com	
03	ZABSI Blandine	Spécialiste en développement social et éducation	ABIDJAN	0703022196	zabslb@gmail.com	
04	ARUNNI ARÉNIAN ELORENCE	Assistante en Ressources S.	ABIDJAN	0747232349	arunni.arenian@gmail.com	



N°	Noms & Prénoms	Service / Fonction	Localité de résidence	Contact Téléphonique	E-mail	Visa
05	Keuassi TIENE	Chef de village KAMRO	KAMRO	0575516218		
06	Yae TIENE	chef de village	KPALE	0141500533		
07	Nangye TIENE	Représentant du chef de village	DURRODUGOU	0151897394		
08	Kassoum TIENE	Président des jeunes	KAMRO	0170825818		
09	Mamadou FOFANA	chef de village	TABAKORO- DIBULASSO	0103913243		
10	Yakouba FOFANA	chef de village	LOKPASSO	0102995564		
11	Tiedian TIENE	Président des jeunes	KPALE	0101522975		
12	Siriki DIATTARA	Président des jeunes	TABAKORO- DIBULASSO	0546622395		
13	Zeumama KAMAGATE	Notable	BOUANDOUGU	0102702044		
14	Bagueumane KAMAGATE	chef de village	BOUANDOUGU	0103810055		
15	Amadou KAMAGATE	Notable	BOUANDOUGU	0103670895		
16	Souleymane BERA	chef de village	FOURCOBANKEBO	0141512338		





### Annexe 5 : Budget de maîtrise d'œuvre du PAR

N°ORDRE	DESIGNATION	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	TOTAL UNITAIRE
<b>ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE DU PAR</b>					<b>38 900 000</b>
<b>I</b>	<b>Équipement informatique et fournitures diverses (CE-PAR)</b>				<b>19 500 000</b>
I,1	Micro-ordinateur	Unité	2	1 000 000	2 000 000
I,2	Imprimante Laser jet couleur	Unité	2	500 000	1 000 000
I,3	Photocopieur et scanner		1	3 000 000	3 000 000
I,4	Acquisition de box internet	Unité	1	100 000	200 000
I,5	Appareil photo/caméra numérique	Unité	2	300 000	600 000
I,6	Equipements et mobiliers des bureaux	Forfait	1	10 000 000	10 000 000
I,7	Consommation de recharge téléphonique et internet	Mois	6	150 000	900 000
I,8	Consommables informatiques	Mois	6	300 000	1 800 000
<b>SOUS-TOTAL 1</b>					<b>19 500 000</b>
<b>II</b>	<b>Acquisition Equipements de protection individuelle et collective</b>				<b>2 000 000</b>
II,1	Ensemble EPI (Chaussures, casque, chasuble, ....)	Forfait	1	2 000 000	2 000 000
<b>SOUS-TOTAL 2</b>					<b>2 000 000</b>
<b>III</b>	<b>Aménagement et entretien des bureaux et logements</b>				<b>10 400 000</b>
III,1	Aménagement et agencement des bureaux	Forfait	1	8 000 000	8 000 000
III,2	Frais d'entretien	Mois	6	400 000	2 400 000
<b>SOUS-TOTAL 3</b>					<b>10 400 000</b>
<b>IV</b>	<b>APPUI AUX MEMBRES DES ORGANES D'EXECUTION DU PAR</b>				<b>5 000 000</b>
IV,1	Appui aux membres des organes d'execution du PAR	forfait	1	5 000 000	5 000 000
<b>SOUS-TOTAL 4</b>					<b>5 000 000</b>
<b>V</b>	<b>Emolument des membres du comité de suivi</b>				<b>2 000 000</b>
V,1	Appui des membres du comité de suivi	Forfait	1	2 000 000	2 000 000
<b>SOUS-TOTAL 5</b>					<b>2 000 000</b>
<b>ASSISTANCE EXTERIEURE</b>					<b>92 000 000</b>
<b>VI</b>	<b>Médiation ONG</b>				<b>25 000 000</b>
VI,1	Prestations de suivi social et médiation (avec agents de liaison)	Forfait	1	25 000 000	25 000 000
<b>SOUS-TOTAL 6</b>					<b>25 000 000</b>
<b>VII</b>	<b>Appui extérieur à la CE-PAR</b>				<b>57 000 000</b>
VII,1	Gestionnaire de bases de données	h/m	6	500 000	3 000 000
VII,2	Topographe	h/m	6	5 000 000	30 000 000
VII,3	Assistance et conseil juridique	forfait	1	6 000 000	6 000 000
VII,4	Requisition des forces de l'ordre	forfait	1	3 000 000	3 000 000
VII,5	Formation du personnel d'exécution du PAR	séance	5	5 000 000	5 000 000
VII,6	Information et consultation des populations	forfait	1	10 000 00	10 000 000
<b>SOUS-TOTAL 6</b>					<b>57 000 000</b>
<b>VIII</b>	<b>Audit d'achèvement du PAR</b>				<b>10 000 000</b>
VIII,1	Enquête socio-économique	Forfait	1	20 000 000	20 000 000
<b>SOUS-TOTAL 7</b>					<b>20 000 000</b>
<b>TOTAL MAITRISE D'ŒUVRE PAR</b>					<b>140 900 000</b>

### Annexe 6 : Listes des catégories de Personnes Affectées par le projet

Liste des propriétaires terriens dans le département de Dianra affectés par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou

N° Ordre	N° Identifiant ménage	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N° Identifiant des parcelles de cultures agricoles
1	PCR/DIA-MEN/0001	Doméhé Diabagaté	CI005903131	Dianra	PCR1/DIA-PF/0001
2	PCR/KAT-MEN/0001	Kolouo Koné	CI005626912	Katiali	PCR1/KAT-PF/0001
3	PCR/SEF-MEN/0001	Koné Nalourougo	CI005907390	Séfigué	PCR1/SEF-PF/0001
4	PCR/TOU-MEN/0001	Koné Seydou	CI000359786	Toutey	PCR1/TOU-PF/0001
5	PCR/DIV-MEN/0001	Diomandé Inza	CI002097770	Dianra-Village	PCR1/DIV-PF/0001
6	PCR/KAS-MEN/0001	Koné Bafedjara	CI002039684	Kansokoura	PCR1/KAS-PF/0001
7	PCR/KAS-MEN/0002	Bamba Lassina	CI002009910	Kansokoura	PCR1/KAS-PF/0002
8	PCR/KAS-MEN/0003	Diomandé Vazoumana	CI005343838	Kansokoura	PCR1/KAS-PF/0003
9	PCR/TAM-MEN/0001	Drissa Sinda	CI003296335	Tamafrou	PCR1/TAM-PF/0001
10	PCR/TAM-MEN/0002	Bamba Mamadou	CI000069432	Tamafrou	PCR1/TAM-PF/0002
11	PCR/TAM-MEN/0003	Bazoumana Bamba	CI001978096	Tamafrou	PCR1/TAM-PF/0003
12	PCR/TAM-MEN/0004	Babouerey Barro	CI001664618	Tamafrou	PCR1/TAM-PF/0004
13	PCR/NGU-MEN/0001	Messon Fadika	CI002044998	N'Guissidougou	PCR1/NGU-PF/0001
14	PCR/KAF-MEN/0001	Dao Kramokolé	CI002044998	Kafégoué	PCR1/KAF-PF/0001
15	PCR/KAF-MEN/0002	Youssouf Diaby	CI002097771	Kafégoué	PCR1/KAF-PF/0002
16	PCR/KAF-MEN/0003	Mamadou Dao	CI001608102	Kafégoué	PCR1/KAF-PF/0003
17	PCR/KAF-MEN/0004	Dao Kassimou	CI001819955	Kafégoué	PCR1/KAF-PF/0004
18	PCR/SON-MEN/0001	Inza BAMB	CI000354127	Sononzo	PCR1/SON-PF/0001
19	PCR/SON-MEN/0002	Idrissa BAMB	CI004260453	Sononzo	PCR1/SON-PF/0002
20	PCR/SON-MEN/0003	Amourlaye BAMB	CI000738490	Sononzo	PCR1/SON-PF/0003

Liste des propriétaires terriens dans le département de Mankono affectés par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou

N° Ordre	N° Identifiant ménage	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N° Identifiant des parcelles de cultures agricoles
1	PCR/MIS-MEN/001	DOGOSSEBA KANATE	CI003969361	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/001
2	PCR/MIS-MEN/002	KANATE SIABANA	CI0059362152	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/002
					PCR1/MIS-EAH/003
					PCR1/MIS-EAH/004
					PCR1/MIS-EAH/005
					PCR2/MIS-EAH/001
3	PCR/MIS-MEN/003	ABOUDRA-MANE KANATE	C 00606584 70	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/006
4	PCR/MIS-MEN/004	SORY KANATE	CI001190520	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/002
5	PCR/BIK-MEN/001	LASSINA FONGBE	CI000291874	Bikassi 2	PCR1/BIK-EAH/007
6	PCR/BIK-MEN/002	FONGBE ABOULAYE	CI003113268	Bikassi 2	PCR1/ BIK-EAH/008
					PCR1/ BIK-EAH/009
					PCR1/ BIK-EAH/010
					PCR1/ BIK-EAH/012
7	PCR/BIK-MEN/003		CI001690167	Bikassi 2	PCR1/ BIK-EAH/011

		FONGBE ABDOULAYE			PCR2/ BIK-EAH/006
8	PCR/BIK-MEN/004	LASSINA FONGBE	CI000291874	Bikassi 2	PCR2/ BIK-EAH/004 PCR2/ BIK-EAH/005
9	PCR/SOM-MEN/001	MOUSSA BASSANDE	CI000291616	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/013 PCR1/SOM-EAH/015
10	PCR/SOM-MEN/002	ABDOULAYE BASSANDE	CI000892791	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/014 PCR1/SOM-EAH/016
11	PCR/SOM-MEN/003	ADAMA BASSANDE	CI004893815	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/016 PCR2/SOM-EAH/010 PCR2/SOM-EAH/011
12	PCR/SOM-MEN/004	LASSANA BASSANDE	CI000072472	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/017 PCR2/SOM-EAH/012 PCR2/SOM-EAH/012
13	PCR/SOM-MEN/005	LAMBE BASSANDE	CI002100088	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/018
14	PCR/SOM-MEN/006	IBRAHIMA BASSANDE	CI003297317	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/019
15	PCR/SOM-MEN/007	NAMORY TIMITE	CI00622519	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/007 PCR2/SOM-EAH/008
16	PCR/SOM-MEN/008	YAYA BASSANDE	CI000291793	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/009
17	PCR/SOM-MEN/009	SAINDOU BASSANDE	CI002100083	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/013 PCR2/SOM-EAH/014
18	PCR/SOM-MEN/010	YOUSOUF-FOU BASSANDE	CI004115636	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/015
19	PCR/SAN-MEN/001	YAYA TIOTE	CI000984443	Sanakoro	PCR1/SAN-EAH/020 PCR1/SAN-EAH/022 PCR1/SAN-EAH/026 PCR2/SAN-EAH/016 PCR2/SAN-EAH/024
20	PCR/SAN-MEN/002	ZOUMANA TIMITE	CI004955874	Sanakoro	PCR1/SAN-EAH/021 PCR2/SAN-EAH/025 PCR2/SAN-EAH/025
21	PCR/SAN-MEN/003	SORY TIMITE	CI001870678	Sanakoro	PCR1/SAN-EAH/022 PCR2/SAN-EAH/022 PCR2/SAN-EAH/023
22	PCR/SAN-MEN/004	BAKEMO TIMITE	CI002930462	Sanakoro	PCR1/SAN-EAH/024
N° Ordre	N° Identifiant ménage	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N N° Identifiant des parcelles de cultures agricoles
23	PCR/SAN-MEN/005	AMADOU TIMITE	RECEPISSE 98620000464	Sanakoro	PCR1/SAN-EAH/025
24	PCR/SAN-MEN/006	OUSMANE TIMITE	CI001530114	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/017
25	PCR/SAN-MEN/007	BAZIMO HASSANE KONATE	CI004508424	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/018
26	PCR/SAN-MEN/008	NAMORY TIMITE	CI003938864	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/019 PCR2/SAN-EAH/026
27	PCR/SAN-MEN/009	IBRAHIMA TIMITE	CI003938769	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/020
28	PCR/SAN-MEN/010	SOUMAILA TIMITE	CI001821791	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/021
29	PCR/SAN-MEN/012	TIMITE AHMADOU	CI001559441	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/027 PCR2/SAN-EAH/028
30	PCR/TEG-MEN/001	FOFANA AMADOU	CI002187335	Téguépé	PCR1/TEG-EAH/027 PCR2/TEG-EAH/029
31	PCR/TEG-MEN/002	DAN FOFANA	CI001530253	Téguépé	PCR1/ TEG-EAH/028 PCR2/TEG-EAH/030
32	PCR/TEG-MEN/003	FOFANA AMOUROU- LAYE	CI000363695	Téguépé	PCR1/TEG-EAH/029 PCR2/TEG-EAH/031
33	PCR/MAR-MEN/001	DONGBO DARA	CI003610444	Marandallah	PCR1/MAR-EAH/030

					PCR2/MAR-EAH/034
					PCR1/MAR-EAH/032
34	PCR/MAR-MEN/002	AMARA TIOTE	CI000071567	Marandallah	PCR1/MAR-EAH/031
35	PCR/MAR-MEN/003	DARA MISSA	CI000984287	Marandallah	PCR2/MAR-EAH/032
36	PCR/KPE-MEN/001	ABDOUL KARIME TIENE	CI001953547	Kpesso	PCR1/MAR-EAH/033
37	PCR/KPE-MEN/002	TIENE LADJI	CI001244861	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/034
38	PCR/KPE-MEN/003	MOUSSA TIENE	CI001648477	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/035
39	PCR/KPE-MEN/004	KOUASSI TIENE	CI003938677	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/042
40	PCR/KPE-MEN/005	NAKISSI TIENE	CI005299394	Kpesso	PCR2/KPE-EAH/036
41	PCR/KPE-MEN/006	DEDE TIENE	CI001113128	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/036
42	PCR/KPE-MEN/007	TIENE SOUALIO	CI001824304	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/037
43	PCR/KPE-MEN/008	DANGBA TIENE	CI001600169	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/038
44	PCR/KPE-MEN/010	TIEBA TIENE	CI005110724	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/039
45	PCR/KPE-MEN/011	NAMORY TIENE	CI005936215	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/040
46	PCR/KPE-MEN/012	SEKOU TIENE	CI001600945	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/041
47	PCR/KPE-MEN/013	ABOU KONE	CI000363634	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/042
48	PCR/KPE-MEN/014	MORY TIENE	C 0056 7113 38	Kpesso	PCR2/KPE-EAH/043
49	PCR/KPE-MEN/015	N'GUESSAN TIENE	CI001343929	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/044
50	PCR/KPE-MEN/016	NADJOUAH TIENE	CI001600895	Kpesso	PCR2/KPE-EAH/042
51	PCR/KPE-MEN/017	FABERE TIENE	CI000363612	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/045
52	PCR/KPE-MEN/018	SINDOU TIENE	CI001531237	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/046
53	PCR/KPE-MEN/019	ABOUBAKAR TIENE	CI002664496	Kpesso	PCR2/KPE-EAH/035
54	PCR/KPE-MEN/020	TCHENE ABOU	CI003512863	Kpesso	PCR2/KPE-EAH/037
55	PCR/BRO-MEN/001	DJARA TIENE	CI005572101	Brokodallah	PCR2/KPE-EAH/038
56	PCR/BRO-MEN/002	MASSIA TIENE	CI000363694	Brokodallah	PCR2/KPE-EAH/039

N° Ordre	N° Identifiant ménage	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N° Identifiant des parcelles de cultures agricoles
57	PCR/BRO-MEN/003	TIENE AMADOU	C0115042197	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/049
58	PCR/BRO-MEN/004	SATY TIENE	CI005517469	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/050
59	PCR/BRO-MEN/005	DRISSA COULIBALY	CI004788491	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/051
60	PCR/BRO-MEN/006	KPATERE TIENE	CI002664486	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/052
61	PCR/BRO-MEN/007	SIBIRI TIENE	CI002996167	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/055
62	PCR/BRO-MEN/008	KPATERE TIENE	CI002996143	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/053
63	PCR/BRO-MEN/009	KOUAKOU TIENE	RECEPISSE 30848001196	Brokodallah	PCR2/BRO-EAH/048
64	PCR/BRO-MEN/010	N'GUESSE TIENE	CI002664489	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/054
65	PCR/BRO-MEN/011	SIBIRI TIENE	CI004125389	Brokodallah	PCR2/BRO-EAH/044
66	PCR/BRO-MEN/012	MAKARA TIENE	CI001600504	Brokodallah	PCR2/BRO-EAH/045
67	PCR/GBO-MEN/001	BEMA TIENE	CI000876066	Gborozomba	PCR2/BRO-EAH/047
68	PCR/GBO-MEN/002	KONE TIENE	CI001312677	Gborozomba	PCR1/GBO-EAH/056
					PCR1/GBO-EAH/059
					PCR1/GBO-EAH/057
					PCR2/GBO-EAH/049

69	PCR/GB0-MEN/003	ZOUMANA TIENE	CI000073411	Gborozomba	PCR1/GB0-EAH/058
70	PCR/GB0-MEN/005	N'GUESSE TIENE	CI002728467	Gborozomba	PCR1/GB0-EAH/060
71	PCR/GB0-MEN/006	DANGBA TIENE	CI005327146	Gborozomba	PCR1/GB0-EAH/061
72	PCR/GB0-MEN/007	VANLI TIENE	CI001821650	Gborozomba	PCR1/GB0-EAH/062
73	PCR/GB0-MEN/008	TIENE MAMADOU	CI001600809	Gborozomba	PCR1/GB0-EAH/050
74	PCR/GB0-MEN/009	MOUSSA TIENE	CI000751050	Gborozomba	PCR1/GB0-EAH/051
75	PCR/GB0-MEN/010	LAMINI TIENE	CI00447993	Gborozomba	PCR1/GB0-EAH/052
76	PCR/GB0-MEN/011	ABOUBACAR TIENE	CI005034477	Gborozomba	PCR1/GB0-EAH/053
77	PCR/GB0-MEN/012	LASSANA TIENE	CI004125349	Gborozomba	PCR1/GB0-EAH/054
78	PCR/BOU-MEN/001	KAMAGATE BATEGUE	CI001345799	Bouandougou	PCR1/BOU-EAH/001
79	PCR/BOU-MEN/002	KAMAGATE ADAMA	CI0000290248	Bouandougou	PCR1/BOU-EAH/002
80	PCR/BOU-MEN/003	DOGOZOUMANA KAMAGATE	CI000978100	Bouandougou	PCR1/BOU-EAH/003
81	PCR/BOU-MEN/004	KAMAGATE FABARA	CI000158742	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/001
82	PCR/BOU-MEN/005	KAMAGATE AMADOU	CI001142297	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/002
83	PCR/BOU-MEN/006	BAKAYOKO NALIMAN	CI001242672	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/003
84	PCR/BOU-MEN/007	BAKAYOKO SOULEYMANE	CI002262087	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/005
85	PCR/BOU-MEN/008	BAKAYOKO BAKAGNAN	CI002735387	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/006
86	PCR/BOU-MEN/009	BASSOUA TIENE	CI001078972	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/007
87	PCR/BOU-MEN/010	KAMAGATE BADJI	CI002735393	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/008
88	PCR/LIN-MEN/001	FOFANA LAMA	CI000290369	Linguekro	PCR1/LIN-EAH/0001
89	PCR/LIN-MEN/002	KOFFI FOFANA	CI001345657	Linguekro	PCR1/LIN-EAH/0002
90	PCR/LIN-MEN/003	FONGBE ZOUMANA	C0110921110	Linguekro	PCR1/LIN-EAH/0003
91	PCR/KPA-EAH/001	TIENE LACINA	CI000290190	Kpalé	PCR2/KPA-EAH/0001

N° Ordre	N° Identifiant ménage	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N° Identifiant des parcelles de cultures agricoles
92	PCR/KAM-MEN001	KOUASSI TIENE	CI001269677	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/001
93	PCR/KAM-MEN002	TIENE KOFFI	C0057525903	Kamoro	PCR2/KAM-EAH/001
94	PCR/KAM-MEN003	TIENE BAMBA	CI000290256	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/002
95	PCR/KAM-MEN004	TIENE SOUHALIO	C0045021565	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/003
96	PCR/KAM-MEN005	TIENE KOUAKOU	CI002814484	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/004
97	PCR/KAM-MEN006	TIENE ABOU	CI000492379	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/005
98	PCR/KAM-MEN007	KAMAKATE ADAMA	CI000747850	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/006
99	PCR/KAM-MEN008	TIENE TIEDA	CI001430275	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/007
100	PCR/KAM-MEN009	TIENE TIEMANKIN	CI001114733	Kamoro	PCR2/KAM-EAH/002
101	PCR/KAM-MEN010	TIENE LASSINA DALY	CI000747871	Kamoro	PCR2/KAM-EAH/003
102	PCR/FOU-MEN/001	FOFANA LAMA	C0052607846	Fourougbankoro	PCR1/FOU-EAH/001
103	PCR/FOU-MEN/002	COULIBALY DRISSA	C0052193226	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/012
					PCR1/FOU-EAH/002



104	PCR/FOU-MEN/003	FOFANA GASSA	CI005262317	Fourougbankoro	PCR1/FOU-EAH/003
105	PCR/FOU-MEN/004	BORA LACINA	CI001954832	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/001 PCR2/FOU-EAH/006
106	PCR/FOU-MEN/005	FOFANA DIANDE	CI002662634	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/002
107	PCR/FOU-MEN/006	FOFANA TESSIA	CI001954849	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/003
108	PCR/FOU-MEN/007	BORA KARIM	CI005956305	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/004
109	PCR/FOU-MEN/008	BORA YAYA	C0091279213	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/005
110	PCR/FOU-MEN/009	FOFANA IBRAHIM	CI000557334	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/007
111	PCR/FOU-MEN/010	FOFANA ABOULAYE	CI002471435	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/008
112	PCR/FOU-MEN/011	BORA KASSOUM	CI002322544	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/009
113	PCR/FOU-MEN/012	BORA SIAKA	CI002735397	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/010
114	PCR/FOU-MEN/013	SIAKA BORA	CI002735399	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/011
115	PCR/LOK-MEN/001	FOFANA BEMA	C0111307438	Lokpasso	PCR1/LOK-EAH/001
116	PCR/LOK-MEN/002	FOFANA BASSOUGOU	CI000978222	Lokpasso	PCR1/LOK-EAH/002
117	PCR/LOK-MEN/003	FOFANA BAKARY	CI000158841	Lokpasso	PCR2/LOK-EAH/001
118	PCR/TAK-MEN/001	TIEBLE BORA	991162900665	Takanazo-Moussosso	PCR1/TAK-EAH/001 PCR2/TAK-EAH/001
119	PCR/TAK-MEN/002	SIAKA BORA	CI0060607368	Takanazo-Moussosso	PCR1/TAK-EAH/002 PCR1/TAK-EAH/004 PCR2/TAK-EAH/002 PCR1/TAK-EAH/007
120	PCR/TAK-MEN/003	BOLA MOUSSA	CI00188660	Takanazo-Moussosso	PCR1/TAK-EAH/003 PCR2/TAK-EAH/003
121	PCR/TAK-MEN/004	FOFANA ISSA	CI005210214	Takanazo-Moussosso	PCR1/TAK-EAH/005
122	PCR/TAK-MEN/005	FOFANA KOUAKOU	CI001601042	Takanazo-Moussosso	PCR1/TAK-EAH/006

Liste des exploitants agricoles dans le département de Dianra affectés par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou

N° Ordre	N° Identifiant ménage/PAP	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N° Identifiant exploitation agricole
1	PCR/DIA-MEN/002	Sanogo Mamadou	CI003936045	Dianra	PCR1/DIA-EAH/0001
2	PCR/DIA-MEN/003	Ouattara Salifou	CI001825059	Dianra	PCR1/DIA-EAH/0002
3	PCR/DIA-MEN/004	Koné Mamadou	CI000359691	Dianra	PCR2/DIA-EAH/0001
4	PCR/SEF-MEN/002	Fofana Lamine	CI000563842	Séfigué	PCR1/SEF-EAH/0001
5	PCR/SEF-MEN/003	Sanogo Soulaymane	CI000567259	Séfigué	PCR1/SEF-EAH/0002
6	PCR/KAT-MEN/002	Ouattara Brahim	C0089834389	Katiali	PCR1/KAT-EAH/0001
7	PCR/KAT-MEN/003	Diarrassouba Souleymane	C0114749387	Katiali	PCR1/KAT-EAH/0002
8	PCR/KAT-MEN/004	Kone Loceni	CI000359895	Katiali	PCR1/KAT-EAH/0003
9	PCR/KAT-MEN/005	Kone Donegue	CI001960857	Katiali	PCR1/KAT-EAH/0004
10	PCR/KAT-MEN/006	Coulibaly Karimou	CI003617023	Katiali	PCR2/KAT-EAH/0001
11	PCR/KAT-MEN/007	Coulibaly Siontana	C0061474303	Katiali	PCR2/KAT-EAH/0002
12	PCR/KAT-MEN/008	Keo Daouda	CI005283198	Katiali	PCR2/KAT-EAH/0003
13	PCR/DVI-MEN/002	Camara Mamadou	CI001385940	Dianra-village	PCR1/DVI-EAH/0001
14	PCR/DVI-MEN/003	Fadika Brahim	CI005166900	Dianra-village	PCR2/DVI-EAH/0001

15	PCR/KAN-MEN/004	Diomandé Bouakary	CI004287633	Kanssokoura	PCR1/KAN-EAH/0001
16	PCR/KAN-MEN/005	Douliba Diomandé	CI001874097	Kanssokoura	PCR1/KAN-EAH/0002
17	PCR/KAN-MEN/006	Diomandé Brahim	CI001872827	Kanssokoura	PCR1/KAN-EAH/0003
18	PCR/TOM-MEN/001	Coulibaly Lassina	CI004129380	Tomikro	PCR1/TOM-EAH/0001
19	PCR/TOM-MEN/002	Hassane Boubacar	012836	Tomikro	PCR1/TOM-EAH/0002
20	PCR/TOM-MEN/003	Yacouba Koné	CI000354437	Tomikro	PCR1/TOM-EAH/0003
21	PCR/TOM-MEN/004	Togola Seydou	C0116216571	Tomikro	PCR2/TOM-EAH/0001
22	PCR/TOM-MEN/005	Diarrassouba Abara	CI001531558	Tomikro	PCR2/TOM-EAH/0002
23	PCR/TOM-MEN/006	Fofana Oumar	CI000359701	Tomikro	PCR2/TOM-EAH/0003
24	PCR/TAM-MEN/005	Fadika Inza	CI001728515	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0001
25	PCR/TAM-MEN/006	Sindé Bakary	CI002455511	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0002
26	PCR/TAM-MEN/007	Fofana Bakary	CI005035119	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0003
27	PCR/TAM-MEN/008	Traoré Brahim	C0114808426	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0004
28	PCR/TAM-MEN/009	Sindé Mahoua	C0110739470	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0005
29	PCR/TAM-MEN/010	Sindé Issa	CI001615206	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0006
30	PCR/TAM-MEN/011	Bamba Adama	CI000738279	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0007
31	PCR/TAM-MEN/012	Bamba Boiké	CI000563367	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0008
32	PCR/TAM-MEN/002	Bamba Mamadou	CI000069432	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0009
33	PCR/TAM-MEN/013	Bamba Lacina	CI001196083	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0010
34	PCR/TAM-MEN/014	Bamba Syndou	CI001824577	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0011
35	PCR/TAM-MEN/003	Bamba Bazoumana	CI001978096	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0012
36	PCR/TAM-MEN/015	Bamba Adama	C0120700675	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0013
37	PCR/TAM-MEN/016	Bamba Mohamed Zakaria	CI000877950	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0014
38	PCR/TAM-MEN/017	Coulibaly Ali	CI002666253	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0015
39	PCR/TAM-MEN/018	Baro Makoma	CI003672432	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0016
40	PCR/TAM-MEN/019	Barro Fadjar	CI002542962	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0017
41	PCR/TAM-MEN/020	Boiké Konaté	CI002204690	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0018
42	PCR/TAM-MEN/021	Mameigna Bamba	CI002700686	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0019
43	PCR/TAM-MEN/022	Soro Koulotioloma	CI002134533	Tamafrou	PCR1/TAM-EAH/0020
44	PCR/TAM-MEN/023	Coulibaly Yacouba	CI001196186	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH/0001
45	PCR/TAM-MEN/024	Naminata Coulibaly	CI005883823	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH/0002
46	PCR/TAM-MEN/025	Coulibali Mamadou	CI003043509	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH/0003
47	PCR/TAM-MEN/026	Yankouba Diabagaté	CI001245083	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH/0004
48	PCR/TAM-MEN/027	Konaté Lassina	C0113180372	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH/0005
49	PCR/TAM-MEN/004	Barro Babouerey	CI001664618	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH/0006
50	PCR/TAM-MEN/028	Ballo Daouda	CI002455505	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH/0007

N° Ordre	N° Identifiant ménage	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N° Identifiant exploitation agricole
51	PCR/TAM-MEN/001	Sindé Drissa	CI003296335	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH/0008
52	PCR/TAM-MEN/029	Cissé Ouwa	CI004129225	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH/0009
53	PCR/TAM-MEN/030	Traoré Balla	1740461999158A	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH/0010
54	PCR/TAM-MEN/031	Bamba Siaka	C0112135759	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH/0011
55	PCR/TAM-MEN/032	Fadika Nassama	CI004509906	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH/0012
56	PCR/TAM-MEN/033	Sangaré Yororou	16803101014027A	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH /0008
57	PCR/TAM-MEN/034	Sekongo Tuonikpo Marius	CI004954583	Tamafrou	PCR2/TAM-EAH/0013
58	PCR/NGUI-MEN/002	Soro Karnan	CI000489847	N'guissidougou	PCR/NGUI-EAH/0001
59	PCR/NGUI-MEN/003	Coulibaly Tchanvolo Mamadou	C0112464240	N'guissidougou	PCR/NGUI-EAH/0002
60	PCR/NGUI-MEN/004	Soro Beh	CI001734004	N'guissidougou	PCR/NGUI-EAH/0003
61	PCR/NGUI-MEN/005	Fadika Messon	CI003361106	N'guissidougou	PCR/NGUI-EAH/0004

62	PCR/NGUI-MEN/006	Yéo Dokolo	Yeo004-23-12091796D	N'guissidougou	PCR/NGUI-EAH/0005
63	PCR/NGUI-MEN/007	Fadika Bafemory	CI003419475	N'guissidougou	PCR/NGUI-EAH/0006
64	PCR/NGUI-MEN/008	Soro Gnandjo Adama	CI004958876	N'guissidougou	PCR/NGUI-EAH/0007
65	PCR/NGUI-MEN/009	Fadika Ibrahima	CI000354298	N'guissidougou	PCR/NGUI-EAH/0008
66	PCR/NGUI-MEN/010	Fadika Vassiriki	CI004478626	N'guissidougou	PCR/NGUI-EAH/0009
67	PCR/KAF-MEN/001	Dao Kramokolé	CI002044998	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0001
68	PCR/KAF-MEN/005	Bamba Abi	CI005517093	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0002
69	PCR/KAF-MEN/006	Soro Ténénan	CI000738395	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0003
70	PCR/KAF-MEN/007	Doté Yéo	CI002518732	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0004
71	PCR/KAF-MEN/008	Yéo Kolo	CI003139544	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0005
72	PCR/KAF-MEN/009	Dao Vakissimé	CI001079299	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0006
73	PCR/KAF-MEN/010	Diarrasouba Lonatié	CI002485446	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0007
74	PCR/KAF-MEN/011	Coulibaly Fournigué Sita Karell	CI005428321	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0008
75	PCR/KAF-MEN/012	Dao Losseni	CI001116480	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0009
76	PCR/KAF-MEN/013	Barro Losseni	CI003613026	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0010
77	PCR/KAF-MEN/004	Dao Kassimou	CI001819955	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0011
78	PCR/KAF-MEN/014	Dao Dogobah	CI002009950	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0012
79	PCR/KAF-MEN/015	Coulibaly Bakary	CI001112994	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0013
80	PCR/KAF-MEN/016	Dao Vassiriki	CI001692821	Kafégué	PCR1/KAF-EAH/0014
81	PCR/KAF-MEN/017	Yéo Pihinfewa	YEO04-17-12035190P	Kafégué	PCR2/KAF-EAH/0001
82	PCR/KAF-MEN/018	Boiké Dao	CI001821176	Kafégué	PCR2/KAF-EAH/0002
83	PCR/KAF-MEN/019	Soro Kartcha	CI004954582	Kafégué	PCR2/KAF-EAH/0003
84	PCR/KAF-MEN/020	Touré Mati	CI005870513	Kafégué	PCR2/KAF-EAH/0004
85	PCR/KAF-MEN/021	Souleymane Bamba	CI003419473	Kafégué	PCR2/KAF-EAH/0005
86	PCR/KAF-MEN/022	Touré Namoro	CI005935362	Kafégué	PCR2/KAF-EAH/0006
87	PCR/KAF-MEN/023	Tiéné Madjouma	CI005644432	Kafégué	PCR2/KAF-EAH/0007
88	PCR/KAF-MEN/024	Coulibaly Noufou	CI004354531	Kafégué	PCR2/KAF-EAH/0008
89	PCR/KAF-MEN/025	Dao Youssoufou	CI000489704	Kafégué	PCR2/KAF-EAH/0009
90	PCR/KAF-MEN/026	Dao Bakary	CI000743614	Kafégué	PCR2/KAF-EAH/0010
91	PCR/KAF-MEN/027	Silué Sehena	CI001692828	Kafégué	PCR2/KAF-EAH/0011
92	PCR/KAF-MEN/028	Koné Adama	CI000073154	Kafégué	PCR2/KAF-EAH/0012
93	PCR/KAF-MEN/003	Dao Mamadou	CI001608102	Kafégué	PCR2/KAF-EAH/0013

N° Ordre	N° Identifiant ménage	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N° Identifiant exploitation agricole
94	PCR/SON-MEN/004	Lama Binaté	CI000354069	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0001
95	PCR/SON-MEN/005	Traoré Katiézélé Korotoumou	CI000563638	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0002
96	PCR/SON-MEN/006	Bamba Komangan	CI000986615	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0003
97	PCR/SON-MEN/007	Soumahoro Dogomo	CI002298116	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0004
98	PCR/SON-MEN/008	Kroko Coulibaly Noufo	CI002034922	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0005
99	PCR/SON-MEN/009	Bamba Amourlaye	CI000738490	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0006
100	PCR/SON-MEN/010	Cissé Mohadou	CI000354375	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0007
101	PCR/SON-MEN/011	Bamba Ahmed	31707000056	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0008
102	PCR/SON-MEN/012	Bamba Didjata	CI000565347	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0009
103	PCR/SON-MEN/013	Kanaté Fatoumata	CI000354345	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0010
104	PCR/SON-MEN/001	Bamba Inza	CI000354127	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0011
105	PCR/SON-MEN/014	Soro Brahim	CI000764760	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0012

106	PCR/SON-MEN/015	Bamba Lassana	CI001078931	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0013
107	PCR/SON-MEN/016	Kanaté Cheick Hamidou	CI001576683	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0014
108	PCR/SON-MEN/017	Bamba Nongon	CI000354023	Sononzo	PCR1/SON-EAH/00015
109	PCR/SON-MEN/018	Silué Sionselimin	CI006230785	Sononzo	PCR1/SON-EAH/0016
110	PCR/SON-MEN/019	Bamba Yangouba	CI000354433	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0001
111	PCR/SON-MEN/020	Coulibaly Karamoko	CI001531516	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0002
112	PCR/SON-MEN/021	Bamba Youssouf	CI000354021	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0003
113	PCR/SON-MEN/022	Bamba Brahim	CI002289938	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0004
114	PCR/SON-MEN/023	Coulibaly Bakary	C0045896242	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0005
115	PCR/SON-MEN/024	Konaté Mohamed	CI000489791	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0007
116	PCR/SON-MEN/025	Bamba Drissa	CI001111197	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0008
117	PCR/SON-MEN/002	Bamba Idrissa	CI004260453	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0009
118	PCR/SON-MEN/026	Coulibaly Brahim	98660000061	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0010
119	PCR/SON-MEN/027	Samassi Salioh	C0110492421	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0011
120	PCR/SON-MEN/028	Bamba Mah	CI004260449	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0012
121	PCR/SON-MEN/029	Coulibaly Djénébou	CI001819912	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0013
122	PCR/SON-MEN/030	Bamba Lama	C0112244617	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0014
123	PCR/SON-MEN/031	Doumbia Djakaridja	CI005738846	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0015
124	PCR/SON-MEN/032	Bamba Bouaké	CI003518938	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0016
125	PCR/SON-MEN/033	Soro Adama	CI000354458	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0017
126	PCR/SON-MEN/034	Sangaré Sindou	CI002406661	Sononzo	PCR2/SON-EAH/0018

Liste des exploitants agricoles dans le département de Mankono affectés par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou

N° Ordre	N° Identifiant ménage	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N° Identifiant exploitation agricole
1	PCR/MIS-MEN/005	BAKARY FOFANA	CI001908786	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/001
2	PCR/MIS-MEN/006	YEO NOUBON	C00627222950	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/002
3	PCR/MIS-MEN/007	BOUABI KANATE	CI000755973	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/003
4	PCR/MIS-MEN/008	FOUNVIGUE-NA KONE	CI004110108	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/004 PCR2/MIS-EAH/004
5	PCR/MIS-MEN/009	SEYDOU OUATTARA	CI002347875	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/005
6	PCR/MIS-MEN/010	DRISSA KANATE	CI004110235	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/007
7	PCR/MIS-MEN/011	KANATE SIABANA	CI000756003	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/008
8	PCR/MIS-MEN/012	KOYO KANATE	CI001843536	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/009
9	PCR/MIS-MEN/013	MAMOUE KANATE	CI001191813	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/010



10	PCR/MIS-MEN/014	YACOUBA DAO	CI005288395	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/011
11	PCR/MIS-MEN/015	MABE KANATE	CI003043942	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/012
12	PCR/MIS-MEN/016	KOROKO KANATE	CI004110136	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/013
13	PCR/MIS-MEN/017	DAOUDA KONE	CI002347874	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/014 PCR2/MIS-EAH/015
14	PCR/MIS-MEN/018	DOH SILUE	CI005739104	Missidougou	PCR1/MIS-EAH/015
15	PCR/MIS-MEN/019	BAKARY ELIE SILUE	CI001603443	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/001
16	PCR/MIS-MEN/020	KANATE LAMA	C 0114 935885	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/002
17	PCR/MIS-MEN/021	SEYDOU OUATTARA	CI002347875	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/003
18	PCR/MIS-MEN/022	KONE MOUSSA	C 0060 687467	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/005 PCR2/MIS-EAH/007
19	PCR/MIS-MEN/023	DAOUDA FOFANA	CI005723426	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/006
20	PCR/MIS-MEN/024	DOGOSSEBA KANATE	CI003969361	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/008 PCR2/MIS-EAH/014 PCR2/MIS-EAH/016
21	PCR/MIS-MEN/025	SOUALIO BAMBA	CI004110228	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/009
22	PCR/MIS-MEN/026	DAOUDA YACOUBA	CI005288395	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/010
23	PCR/MIS-MEN/027	MAMOUE KANATE	CI001191813	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/011
24	PCR/MIS-MEN/028	SOUMAHORO MOYAMOU	C 0053 033071	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/012
25	PCR/MIS-MEN/029	KANATE ADAMA	C 0052 973026	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/013
26	PCR/MIS-MEN/030	MESSUE FOFANA	CI000756485	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/017
27	PCR/MIS-MEN/031	KANATE DAOUDA	C 0055 601 52	Missidougou	PCR2/MIS-EAH/018
28	PCR/BIK-MEN/001	KORONAN YEO	CI001316133	Bikassi 2	PCR1/BIK-EAH/016
29	PCR/BIK-MEN/005	DOGNIMIN COULIBALY	CI003473313	Bikassi 2	PCR1/BIK-EAH/017
30	PCR/BIK-MEN/006	DIREVONGO SOULEYMANE SILUE	CI002107445	Bikassi 2	PCR1/BIK-EAH/018
31	PCR/BIK-MEN/002	ABOULAYE FONGBE	CI003113268	Bikassi 2	PCR1/BIK-EAH/019 PCR1/BIK-EAH/020 PCR1/BIK-EAH/021 PCR1/BIK-EAH/023
32	PCR/BIK-MEN/003	ABDOULAYE FONGBE	CI001690167	Bikassi 2	PCR1/BIK-EAH/022
33	PCR/BIK-MEN/007	SIKA FONGBE	CI004115702	Bikassi 2	PCR2/BIK-EAH/019
34	PCR/BIK-MEN/008	OUATTARA SARMANTA	CI003250206	Bikassi 2	PCR2/BIK-EAH/020
35	PCR/BIK-MEN/009	FONGBE SOUMAILA	C 0052941564	Bikassi 2	PCR2/BIK-EAH/021
N° Ordre	N° Identifiant ménage	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N° Identifiant exploitation agricole
36	PCR/SOM-MEN/011	IBRAHIMA BASSANDE	CI001453551	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/024
37	PCR/SOM-MEN/012	ABDOULAYE COULIBALY	CI004666379	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/025
38	PCR/SOM-MEN/013	BAKARY SILUE	CI004259125	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/026
39	PCR/SOM-MEN/014	LOSSENI BASSANDE TYARGA	CI002100077	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/027
40	PCR/SOM-MEN/015	NAKOUNGON BASSANDE	CI000354216	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/028
41	PCR/SOM-MEN/016	SIRIKI DIARRASOUBA	C 0052 1872 14	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/029
42	PCR/SOM-MEN/017	KRAMOKO FONGBE	CI004115603	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/030



43	PCR/SOM-MEN/018	DRAMANE OUATTARA	CI003420884	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/031
44	PCR/SOM-MEN/019	NATAKALE BASSANDE	CI003363286	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/032
45	PCR/SOM-MEN/020	YACOUBA SANOGO	C 0051 6416 52	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/034
46	PCR/SOM-MEN/021	LASSINA BASSANDE	CI005350594	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/033
47	PCR/SOM-MEN/008	YAYA BASSANDE	CI000291793	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/034
48	PCR/SOM-MEN/022	TOURE OUANOUBA	C 0070 3896 56	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/035
49	PCR/SOM-MEN/023	BACOMBA BASSANDE	C 0050 7109 35	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/036
50	PCR/SOM-MEN/024	YARDJOUR-AN SALOMON SORO	CI000506457	Somokoro	PCR1/SOM-EAH/037
51	PCR/SOM-MEN/007	NAMORY TIMITE	CI00622519	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/022
52	PCR/SOM-MEN/025	BAKARY SILUE	CI004259125	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/023
53	PCR/SOM-MEN/026	LOSSENI TYARGA	CI002100077	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/024
54	PCR/SOM-MEN/003	ADAMA BASSANDE	CI004893815	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/025
55	PCR/SOM-MEN/027	LASSANA BAMBA	CI001261600	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/026
56	PCR/SOM-MEN/028	LOSSENI BASSANDE	CI002268374	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/032
57	PCR/SOM-MEN/029	KRAMOKO FONGBE	CI004115603	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/027
58	PCR/SOM-MEN/030	YEO NAMBA	C 0060 5352 29	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/028
59	PCR/SOM-MEN/031	ADAMA OUATTARA	CI002347800	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/029
60	PCR/SOM-MEN/032	BAMOURLE DIABATE	CI001190572	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/030
61	PCR/SOM-MEN/033	MAMADOU BASSANDE	CI000506168	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/031
62	PCR/SOM-MEN/034	BAKAGNAN BASSANDE	CI000072848	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/033
63	PCR/SOM-MEN/035	NASSANGUE BASSANDE	CI000291574	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/035
64	PCR/SOM-MEN/036	MAHOULA BASSANDE	CI005350614	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/036
65	PCR/SOM-MEN/037	SAMAGASSI DOGOMASSA	CI005006559	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/037
66	PCR/SOM-MEN/038	BASSANDE NAMOYAMA	C 0052 1513 27	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/038
67	PCR/SOM-MEN/010	YOUSSEUFFOU BASSANDE	CI004115636	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/039

N° Ordre	N° Identifiant ménage	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N° Identifiant exploitation agricole
68	PCR/SOM-MEN/039	BASSANDE VAMARA	CI001316951	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/042
69	PCR/SOM-MEN/040	MOUSSA BASSANDE	CI000892622	Somokoro	PCR2/SOM-EAH/043
70	PCR/SAN-MEN/002	ZOUMANA TIMITE	CI004955874	Sanakoro	PCR1/SAN-EAH/038
71	PCR/SAN-MEN/013	LANCINE FOFANA	CI000363727	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/053
72	PCR/SAN-MEN/004	BAKEMO TIMITE	CI002930462	Sanakoro	PCR1/SAN-EAH/039
73	PCR/SAN-MEN/005	AMADOU TIMITE	RECEPISSE 98620000464	Sanakoro	PCR1/MSAN-EAH/040
74	PCR/SAN-MEN/014	SANGARE DRAMANE	(CIC)N0 0200/CGME	Sanakoro	PCR1/SAN-EAH/041
75	PCR/SAN-MEN/015	MAMADOU TIMITE	CI001726284	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/043
					PCR2/SAN-EAH/044

76	PCR/SAN-MEN/016	NAMORY TIMITE	CI001953631	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/045 PCR2/SAN-EAH/054
77	PCR/SAN-MEN/017	NAMINATA TIMITE	CI001953511	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/046
78	PCR/SAN-MEN/006	OUSMANE TIMITE	CI001530114	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/047
79	PCR/SAN-MEN/018	BAZIMO HASSANE KONATE	CI004508424	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/048
80	PCR/SAN-MEN/008	NAMORY TIMITE	CI003938864	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/049
81	PCR/SAN-MEN/009	IBRAHIMA TIMITE	CI003938769	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/050
82	PCR/SAN-MEN/010	SOUMAILA TIMITE	CI001821791	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/051
83	PCR/SAN-MEN/003	SORY TIMITE	CI001870678	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/052
84	PCR/SAN-MEN/012	TIMITE AHMADOU	CI001559441	Sanakoro	PCR2/SAN-EAH/055
85	PCR/TEG-MEN/004	FOFANA TCHEDA	CI002101715	Téguépé	PCR1/TEG-EAH/042
86	PCR/TEG-MEN/005	BAMBA MAMADOU	CI001953576	Téguépé	PCR1/TEG-EAH/043
87	PCR/TEG-MEN/003	FOFANA AMOUROU-LAYE	CI000363695	Téguépé	PCR1/TEG-EAH/044
88	PCR/TEG-MEN/006	FOFANA DAOUDA	CI001530103	Téguépé	PCR1/TEG-EAH/045
89	PCR/TEG-MEN/001	FOFANA AMADOU	CI002187335	Téguépé	PCR1/TEG-EAH/046
90	PCR/TEG-MEN/007	FANTA FOFANA	CI000363624	Téguépé	PCR1/TEG-EAH/047
91	PCR/TEG-MEN/008	FOFANA MARIAME	CI001953518	Téguépé	PCR1/TEG-EAH/048
92	PCR/TEG-MEN/009	VASSINDOU FOFANA	CI000363647	Téguépé	PCR1/TEG-EAH/049
93	PCR/TEG-MEN/010	FOFANA NAFI	9,91263E+11	Téguépé	PCR2/TEG-EAH/056
94	PCR/TEG-MEN/011	FOFANA MOUSSA	CI002930488	Téguépé	PCR2/TEG-EAH/057
95	PCR/TEG-MEN/012	FOFANA BEMAH	CI000363685	Téguépé	PCR2/TEG-EAH/058
96	PCR/TEG-MEN/013	ABOU FOFANA	CI001726252	Téguépé	PCR2/TEG-EAH/059
97	PCR/TEG-MEN/014	DANGUI TIOTE	9,90914E+11	Téguépé	PCR2/TEG-EAH/060
98	PCR/TEG-MEN/015	FATOUMATA FOFANA	CI003512871	Téguépé	PCR2/TEG-EAH/061
99	PCR/MAR-MEN/001	DONGBO DARA	CI003610444	Marandallah	PCR1/MAR-EAH/050 PCR2/MAR-EAH/063
100	PCR/MAR-MEN/002	AMARA TIOTE	CI000071567	Marandallah	PCR1/MAR-EAH/051
101	PCR/MAR-MEN/004	TIMITE MOUSSA	CI003139355	Marandallah	PCR1/MAR-EAH/051 PCR1/MAR-EAH/053
102	PCR/MAR-MEN/003	DARA MISSA	CI000984287	Marandallah	PCR1/MAR-EAH/054
103	PCR/KPE-MEN/001	TIENE ABDOUL KARIM	CI001953547	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/055
104	PCR/KPE-MEN/003	MOUSSA TIENE	CI001648477	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/056

N° Ordre	N° Identifiant ménage	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N° Identifiant exploitation agricole
105	PCR/KPE-MEN/004	KOUASSI TIENE	CI003938677	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/057
106	PCR/KPE-MEN/005	NAKISSI TIENE	CI005299394	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/058
107	PCR/KPE-MEN/006	DEDE TIENE	CI001113128	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/059
108	PCR/KPE-MEN/008	DANGBA TIENE	CI001600169	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/060
109	PCR/KPE-MEN/021	TIENE DAOUDA	CI002855075	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/061
110	PCR/KPE-MEN/022	SEKOU TIENE	CI001600945	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/062
111	PCR/KPE-MEN/023	ABOU KONE	CI005936215	Kpesso	PCR1/KPE-EAH/063
112	PCR/KPE-MEN/016	NADJOUAH TIENE	CI001600895	Kpesso	PCR2/KPE-EAH/064
113	PCR/KPE-MEN/017	FABERE TIENE	CI000363612	Kpesso	PCR2/KPE-EAH/065
114	PCR/KPE-MEN/018	TIENE SINDOU	CI001531237	Kpesso	PCR2/KPE-EAH/066
115	PCR/KPE-MEN/019	ABOUBAKAR TIENE	CI002664496	Kpesso	PCR2/KPE-EAH/067

116	PCR/BRO-MEN/001	DJARA TIENE	CI005572101	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/064
117	PCR/BRO-MEN/003	AMADOU TIENE	C0115042197	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/065
118	PCR/BRO-MEN/004	SATY TIENE	CI005517469	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/066
119	PCR/BRO-MEN/005	DRISSA COULIBALY	CI004788491	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/067
120	PCR/BRO-MEN/006	KPATERE TIENE	CI002664486	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/068
121	PCR/BRO-MEN/007	SIBIRI TIENE	CI002996167	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/069
122	PCR/BRO-MEN/008	KPATERE TIENE	CI002996143	Brokodallah	PCR1/BRO-EAH/070
123	PCR/BRO-MEN/009	KOUAKOU TIENE	RECEPISSE 30848001196	Brokodallah	PCR2/BRO-EAH/068
124	PCR/BRO-MEN/011	SIBIRI TIENE	CI004125389	Brokodallah	PCR2/BRO-EAH/069
125	PCR/BRO-MEN/012	MAKARA TIENE	CI001600504	Brokodallah	PCR2/BRO-EAH/070
126	PCR/GB0-MEN/001	BEMAH TIENE	CI000876066	Gborozomba	PCR1/GB0-EAH/071
127	PCR/BRO-MEN/002	KONE TIENE	CI001312677	Gborozomba	PCR1/GB0-EAH/072
128	PCR/GB0-MEN/003	ZOUMANA TIENE	CI000073411	Gborozomba	PCR1/GB0-EAH/073
129	PCR/GB0-MEN/010	LAMINI TIENE	CI00447993	Gborozomba	PCR2/GB0-EAH/072
130	PCR/GB0-MEN/011	ABOUBACAR TIENE	CI005034477	Gborozomba	PCR2/GB0-EAH/073
131	PCR/GB0-MEN/012	LASSANA TIENE	CI004125349	Gborozomba	PCR2/GB0-EAH/074
132	PCR/GB0-MEN/006	DANGBA TIENE	CI005327146	Gborozomba	PCR2/GB0-EAH/075
133	PCR/GB0-MEN/007	VANLI TIENE	CI001821650	Gborozomba	PCR2/GB0-EAH/076
134	PCR/GB0-MEN/013	TIEMBLA TIENE	CI001369683	Gborozomba	PCR2/GB0-EAH/077
135	PCR/GB0-MEN/014	FATOUMATA TIENE	CI001822090	Gborozomba	PCR2/GB0-EAH/078
136	PCR/BOU-MEN001	KAMAGATE BATEGUE	CI001345799	Bouandougou	PCR1/BOU-EAH/001
137	PCR/BOU-MEN002	KAMAGATE ADAMA	CI000290248	Bouandougou	PCR1/BOU-EAH/002
138	PCR/BOU-MEN010	KAMAGATE AMADOU	CI001300552	Bouandougou	PCR1/BOU-EAH/003
139	PCR/BOU-MEN011	FOFANA BAMADOU	CI000290238	Bouandougou	PCR1/BOU-EAH/004
140	PCR/BOU-MEN012	BAKAYOKO NAMIZATA	CI000061049	Bouandougou	PCR1/BOU-EAH/005
141	PCR/BOU-MEN013	MAMADOU KONE	CI000978155	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/001
142	PCR/BOU-MEN014	KAMAGATE VAMARA	CI000071460	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/002
143	PCR/BOU-MEN015	SALIMATA KAMAGATE	CI000290479	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/003

N° Ordre	N° Identifiant ménage	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N° Identifiant exploitation agricole
144	PCR/BOU-MEN016	KAMAGATE NAMAN	CI003334882	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/004
145	PCR/BOU-MEN017	KAMAGATE BEMA	CI001269446	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/005
146	PCR/BOU-MEN018	KAMAGATE SEINDOU	CI001652965	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/006
147	PCR/BOU-MEN019	KAMAGATE TIEBESSORO	CI000978266	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/007
148	PCR/BOU-MEN020	KAMAGATE AMADOU	CI000158916	Bouandougou	PCR2/BOU-EAH/008

149	PCR/LIN-MEN/006	FOFANA SORY	CI000290471	Linguékoro	PCR1/LIN-EAH/0001
150	PCR/LIN-MEN/001	FOFANA LAMA	CI002434236	Linguékoro	PCR1/LIN-EAH/0002
151	PCR/LIN-MEN/003	FONGBE ZOUMANA	C0110921110	Linguékoro	PCR1/LIN-EAH/0003
152	PCR/LIN-MEN/004	KOUAME YAO LAURENT	CI000557349	Linguékoro	PCR1/LIN-EAH/0004
153	PCR/LIN-MEN/005	COMBALA DIAKALIA	CI000557349	Linguékoro	PCR2/LIN-EAH/0001
154	PCR/LIN-MEN/002	KOFFI FOFANA	CI001345657	Linguékoro	PCR2/LIN-EAH/0002
155	PCR/KPA-MEN/002	KONE SEKO	Ci002593391	Kpalé	PCR2/KPA-EAH/001
156	PCR/KPA-MEN/003	TIEMANKIN TIENE	CI001114733	Kpalé	PCR2/KPA-EAH/002
157	PCR/KAM-MEN/011	TIENE ZOUMANA	C0045394746	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/001 PCR1/KAM-EAH/008
158	PCR/KAM-MEN/012	TIENE SOULEYMA- NE	0000143088253	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/002
159	PCR/KAM-MEN/001	KOUASSI TIENE	CI001269677	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/003
160	PCR/KAM-MEN/005	TIENE KOUAKOU	CI002814484	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/004 PCR1/KAM-EAH/006
161	PCR/KAM-MEN/004	TIENE SOUALIO	C0045021565	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/005
162	PCR/KAM-MEN/013	TIENE DAO SERGE	CI004133173	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/007
163	PCR/KAM-MEN/014	SANOGO ADAMA	CI0100873812	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/009
164	PCR/KAM-MEN/003	TIENE BAMBA	CI000290256	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/010 PCR1/KAM-EAH/012
165	PCR/KAM-MEN/015	TIENE SEKOU	CI002519625	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/011
166	PCR/KAM-MEN/006	TIENE ABOU	CI000492379	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/013
167	PCR/KAM-MEN/007	KAMAKATE ADAMA	CI000747850	Kamoro	PCR/KAM-EAH/0014
168	PCR/KAM-MEN/016	TIENE ADAMA	CI004359224	Kamoro	PCR1/KAM-EAH/015
169	PCR/KAM-MEN/017	TIENEE SELE	CI000492556	Kamoro	PCR2/KAM-EAH/001
170	PCR/KAM-MEN/009	TIEMANKIN TIENE	CI001114733	Kamoro	PCR2/KAM-EAH/002
171	PCR/KAM-MEN/018	MAMADOU COULIBALY	CI001386248	Kamoro	PCR2/KAM-EAH/003
172	PCR/KAM-MEN/010	TIENE LASSINA DALY	CI000747871	Kamoro	PCR2/KAM-EAH/004
173	PCR/FOU-MEN/003	FOFANA GASSA	CI005262317	Fourougbankoro	PCR1/FOU-EAH/001 PCR1/FOU-EAH/002
174	PCR/FOU-MEN/003	SORO NANGA DESIRE	CI001600525	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/001
175	PCR/FOU-MEN/008	BORA YAYA	CI00991279213	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/002
176	PCR/FOU-MEN/005	BORA LADJI	990762900967	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/003

N° Ordre	N° Identifiant ménage	Nom et prénoms	N° Pièce d'identité	Localité	N° Identifiant exploitation agricole
177	PCR/FOU-MEN/007	BORA KARIM	CI005956305	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/004
178	PCR/FOU-MEN/002	COULIBALY DRISSA	C0052193226	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/005
179	PCR/FOU-MEN/009	FOFANA IBRAHIM	CI000557334	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/006
180	PCR/FOU-MEN/010	FOFANA ABOULAYE	CI002471435	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/007
181	PCR/FOU-MEN/011	BORA KASSOUM	CI002322544	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/008
182	PCR/FOU-MEN/012	BORA SIAKA	CI002735397	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/009
183	PCR/FOU-MEN/013	SIAKA BORA	CI002735399	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/010
184	PCR/FOU-MEN/001	FOFANA LAMA	C0052607846	Fourougbankoro	PCR2/FOU-EAH/011

185	PCR/LOK-MEN/002	FOFANA BASSOUGOU	CI000978222	Lokpasso	PCR1/LOK-EAH/001
186	PCR/LOK-MEN/004	FOFANA BAKARY	CI00015824	Lokpasso	PCR2/LOK-EAH/001
187	PCR/TAK-MEN/0010	SORO NINLOH	990560604040	Takanazo-Moussosso	PCR1/TAK-EAH/001
188	PCR/TAK-MEN/009	BORA DIANDE	CI001731419	Takanazo-Moussosso	PCR1/TAK-EAH/002
189	PCR/TAK-MEN/002	SIKA BORA	C0060607368	Takanazo-Moussosso	PCR1/TAK-EAH/003
190	PCR/TAK-MEN/004	FOFANA ISSA	CI005210214	Takanazo-Moussosso	PCR1/TAK-EAH/004
191	PCR/TAK-MEN/005	FOFANA KOUAKOU	CI001601042	Takanazo-Moussosso	PCR1/TAK-EAH/005
192	PCR/TAK-MEN/006	FOFANA SIATA	6172000072	Takanazo-Moussosso	PCR1/TAK-EAH/006
193	PCR/TAK-MEN/007	BORA DEANDY	C0055216773	Takanazo-Moussosso	PCR1/TAK-EAH/007
194	PCR/TAK-MEN/001	TIEBLE BORA	991162900665	Takanazo-Moussosso	PCR2/TAK-EAH/001
195	PCR/TAK-MEN/008	FOFANA NASSINI	81440000201	Takanazo-Moussosso	PCR2/TAK-EAH/002
196	PCR/TAK-MEN/003	BOLA MOUSSA	CI001818660	Takanazo-Moussosso	PCR2/TAK-EAH/003
				Takanazo-Moussosso	PCR2/TAK-EAH/004

Liste des ménages résidents propriétaires de bâtis dans les départements de Dianra et de Mankono affectés par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou

N° Ordre	Identifiant PAP	Nom	Prenoms	N° pièce	Localité
1	PCR2/BOU-MEN/0073	KAMAGATE	SIKA	CI00461914	Bouandougou
2	PCR2/BOU-MEN/0072	KAMAGATE	SINALY	CI000084810	Bouandougou
3	PCR2/BOU-MEN/0038	KAMAGATE	LADJI	CI000241794	Bouandougou
4	PCR2/BOU-MEN/0009	KAMAGATE	LADJI	CI004535340	Bouandougou
5	PCR2/DIO-MEN/0012	DOUMBIA	FOUSSENY	CI000747948	Diorodougou



6	PCR2/DIO-MEN/0014	SORO	ADAMA	CI001875222	Diorodougou
7	PCR/KAF-MEN/0023	FOFANA	LACINA	CI003955348	Kafegué
8	PCR/KAF-MEN/0020	DAO	KASSIMOU	CI001819955	Kafegué
9	PCR2/KAT-MEN/0006	COULIBALY	GUEKOUNOU	0000193000774	Katiali
10	PCR2/SOM-MEN/0054	DIARRASSOUBA	DOFOUNGO	CI004115729	Somokoro
11	PCR1/SOM-MEN/0020	KONATE	KOUWERE	CI000506499	Somokoro
12	PCR2/SOM-MEN/0015	CISSE	YOUSSOUF	CI001261577	Somokoro
13	PCR/SOM-MEN/0036	TYARGA	LOSSENI	CI002100077	Somokoro
14	PCR1/SOM-MEN/0027	COULIBALY	SIACA	CI004115616	Somokoro
15	PCR1/SON-MEN/0046	BAMBA	BRAHIMA	BAMB01-15-24010983B	Sononzo
16	PCR1/SON-MEN/0036	BAMBA	SOUMALLA	CI001577354	Sononzo
17	PCR1/SON-MEN/0021	BAMBA	IDRISSA	CI004260453	Sononzo
18	PCR1/SON-MEN/0037	BAMBA	YOUSSOUF	BAMB01-19-30116723Y	Sononzo
19	PCR1/SON-MEN/0034	BAMBA	ZOUMANA	CI000354097	Sononzo
20	PCR2/SON-MEN/0048	BINATE	LAMA	CI000354065	Sononzo
21	PCR1/TAB-MEN/0001	OUATTARA	MAMADOU	CI003477625	Tabakoro
22	PCR2/TOM-MEN/0035	DIABAGATE	DJAKARIDJA	CI000986515	Tomikoro
23	PCR2/TOM-MEN/0002	COULIBALY	MOUSSA	CI001734031	Tomikoro

Liste des ménages résidents locataires de bâtis dans les départements de Dianra et de Mankono affectés par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou

N° Ordre	Identifiant PAP	Nom	Prenoms	N° pièce	Localité
1	PCR/DIV-MEN/0098	SALIFOU			Dianra Village
2	PCR/DIV-MEN/0089	Inconnu			Dianra Village

Liste des Propriétaires de bâtis Non-Résidents (PNR) bailleurs dans les départements de Dianra et de Mankono affectés par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou

N° Ordre	Identifiant PAP	Nom	Prenoms	N° pièce	Localité
1	PCR2/BOU-MEN/0076	KAMAGATE	ABASSE	CI000492432	Bouandougou
2	PCR1/BOU-MEN/0062	KAMAGATE	ABDOULAYE	CI000492654	Bouandougou
3	PCR2/BOU-MEN/0038	KAMAGATE	LADJI	CI000241794	Bouandougou
4	PCR2/BOU-MEN/0070	KAMAGATE	BADJOUMBA	CI001190430	Bouandougou
5	PCR2/BOU-MEN/0077	KAMAGATE	AMADOU	CI000492390	Bouandougou
6	PCR2/BOU-MEN/0075	KAMAGATE	LADJI	CI005771153	Bouandougou

7	PCR2/BOU-MEN/0080	KAMAGATE	ABASS	CI000158870	Bouandougou
8	PCR2/BOU-MEN/0079	KAMAGATE	AMADOU	CI000158892	Bouandougou
9	PCR2/BOU-MEN/0027	KAMAGATE	NAFATOUMA	CI0032607707	Bouandougou
10	PCR2/BOU-MEN/0005	KAMAGATE	LADJI	CI000492724	Bouandougou
11	PCR1/DVI-MEN/0016	CAMARA	ADAMA	CI004260562	Dianra Village
12	PCR1/DVI-MEN/0017	BAKARI	COULIBALY	CI000737725	Dianra Village
13	PCR2/DIO-MEN/0012	DOUMBIA	FOUSSENY	CI000747948	Diorodougou
14	PCR2/DIO-MEN/0013	TIENE	LAMA	CI005034090	Diorodougou
15	PCR1/MAR-MEN/0022	HAÏDARA	YAYA	CI000363773	Marandallah
16	PCR1/MAR-MEN/0014	TIMITE	ADAMA	CI000071355	Marandallah
17	PCR1/MAR-MEN/0023	FOFANA	MANCHATA	CI000477128	Marandallah
18	PCR1/MAR-MEN/0017	TIMITE	ADAMSI	CI0001530728	Marandallah
19	PCR1/MAR-MEN/0015	TIMITE	YAYA	CI000983862	Marandallah
20	PCR1/MAR-MEN/0024	YEO	FATOGOMA	CI000082581	Marandallah
21	PCR1/SOM-MEN/0022	BASSANDE	DOGOMOH	C001834903	Somokoro
22	PCR1/SOM-MEN/0014	BAMBA	NAMORY	CI00050642	Somokoro
23	PCR2/SOM-MEN/0047	BASSANDE	ABDOULAYE	CI00089271	Somokoro
24	PCR2/SOM-MEN/0049	YEO	ZOUMANA	CI002374345	Somokoro
25	PCR2/SOM-MEN/0051	SORO	NANHOULA SEYDOU	CI002277192	Somokoro
26	PCR2/SON-MEN/0038	SIKA	FANE	CI000756243	Sononzo
27	PCR2/SON-MEN/0015	BAMBA	LASSANA	CI000986584	Sononzo
28	PCR2/SON-MEN/0048	BINATE	LAMA	CI000354065	Sononzo

Liste des Propriétaires de commerces et services propriétaires de bâtis dans les départements de Dianra et de Mankono affectés par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou

N° Ordre	Identifiant PAP	Nom	Prenoms	N° pièce	Localité
1	PCR2/BOU-MEN/0035	KAMAGATE	LADJI	CI001110983	Bouandougou
2	PCR2/BOU-MEN/0031	FOFANA	YOUSSOUF	CI001111639	Bouandougou
3	PCR2/BOU-MEN/0034	SORO	DONISSONGUI	CI005870014	Bouandougou
4	PCR2/BOU-MEN/0007	KAMAGATE	NAMISATA	CI003115650	Bouandougou
5	PCR2/BOU-MEN/0037	SIKA	OUATTARA	CI0093333711	Bouandougou

N° Ordre	Identifiant PAP	Nom	Prenoms	N° pièce	Localité
6	PCR2/BOU-MEN/0008	BARRY	MOUNTAGA	1-760823224-205	Bouandougou
7	PCR2/BOU-MEN/0041	KAMAGATE	MARIAM	CI003966139	Bouandougou
8	PCR2/BOU-MEN/0022	KAMAGATE	BAFE MORY	CI000978143	Bouandougou
9	PCR2/BOU-MEN/0071	KANGA	AYA MICA	CI001873185	Bouandougou
10	PCR2/BOU-MEN/0082	BAKAYOKO	BAZOUMANA	CI001697382	Bouandougou
11	PCR2/MEN-BOU/0081	KAMAGATE	ADAMA	C 0110 6073 51	Bouandougou
12	PCR2/BOU-MEN/0010	COULIBALY	ZANA	CI002371789	Bouandougou
13	PCR2/BOU-MEN/0006	COULIBALY	ABDOULAY	CI000470770	Bouandougou
14	PCR2/BOU-MEN/0078	SEREPE	HAMIDOU	04-12-00703644	Bouandougou
15	PCR2/BOU-MEN/0069	KAMAGATE	YAYA	CI001145377	Bouandougou
16	PCR2/BOU-MEN/0083	SERE	LANSINA	CI005414561	Bouandougou
17	PCR2/BOU-MEN/0036	YEO	GOGOLO	CI001749006	Bouandougou
18	PCR1/DVI-MEN/0025	HASSANE	SALEY	00206041	Dianra Village
19	PCR1/DVI-MEN/0010	DIARRASSOUBA	ADAMA	CI000072348	Dianra Village
20	PCR1/DIV-MEN/0039	BAMBA	IBRAHIM	CI004129243	Dianra Village
21	PCR1/DVI-MEN/0015	OYADE	GNAGNASSO	CI001344077	Dianra Village
22	PCR2/DIO-MEN/0014	SORO	ADAMA	CI001875222	Diorodougou
23	PCR1/KAM-MEN/0011	CISSE	MANAMA	CI000158785	Kamoro
24	PCR1/KAM-MEN/0023	DIARRASSOUBA	MAMADOU	049006098030	Kamoro
25	PCR2/KSO-MEN/0002	DIARRASSOUBA	ADAMA	3840590671879	Kan Sokora
26	PCR2/KPE-MEN/0034	TIENBLA	TIENE	CI001369683	Kpesso
27	PCR2/KPE-MEN/0020	KONE	GOSSOIHON DIT SIKA	CI001075024	Kpesso
28	PCR2/PKE-MEN/0030	FOUNGBE	INZA	CI003938621	Kpesso
29	PCR2/KPE-MEN/0022	SANGARE	MOUSSA	CI004125298	Kpesso
30	PCR2/KPE-MEN/0021	LADJI	TIENE	CI001244861	Kpesso
31	PCR2/KPE-MEN/0019	SILUE	MADEZOUHON	CI001316914	Kpesso
32	PCR1/MAR-MEN/0022	HAÏDARA	YAYA	CI000363773	Marandallah
33	PCR1/MAR-MEN/0016	TUO	KPARITCHOGO ALAMA	CI001953500	Marandallah
34	PCR1/MAR-MEN/0021	YEO	ZALOH	CI000983738	Marandallah
35	PCR1/MAR-MEN/0020	TIMITE	SINDOU	C 0115 0471 21	Marandallah
36	PCR1/MAR-MEN/0013	FOFANA	LACINA	CI002664498	Marandallah
37	PCR1/MAR-MEN/0018	TIOTE	ADAMA	CI000987743	Marandallah
38	PCR/NGU-MEN/0020	COULIBALY	TCHANVOLO MAMADOU	C 0112 4642 40	N'guissidougou
39	PCR1/SOM-MEN/0048				Somokoro
40	PCR1/SOM-MEN/0023	SORO	SOUMAILA	0011439002825	Somokoro
41	PCR2/SOM-MEN/0055	DICKO	OUSMANE HAMIDOU	B8089846	Somokoro
42	PCR1/SOM-MEN/0019	YEO	DOGNIMANI JEAN	CI00333551	Somokoro
43	PCR2/SOM-MEN/0016	BAMBA	INZA	C 0099 8870 70	Somokoro
44	PCR1/SOM-MEN/0021	SANGARE	SALIF	CI004451207	Somokoro
45	PCR2/SOM-MEN/0033	TOURE	TCHEWA	C0108619829	Somokoro

N° Ordre	Identifiant PAP	Nom	Prenoms	N° pièce	Localité
46	PCR1/SOM-MEN/0026	DICKO	DRISSA	BF384002003001056 452	Somokoro
47	PCR2/SOM-MEN/0052	YEO	LASSINAN	CI 000 36 38 16	Somokoro
48	PCR2/SOM-MEN/0028	SEKONGO	GOSSOUHON	C0058736193	Somokoro
49	PCR1/SOM-MEN/0034	BAMBA	DIDJATA	CI000291636	Somokoro
50	PCR1/SOM-MEN/0030	KEITA	SEYDOU	CI004177686	Somokoro
51	PCR2/SOM-MEN/0024	SORO	YARTIMA	CI004931580	Somokoro
52	PCR1/SOM-MEN/0025	KANATE	SINALY	CI000073078	Somokoro
53	PCR1/SOM-MEN/0018	BASSADE	ADAMA	CI000507240	Somokoro
54	PCR2/SOM-MEN/0013	BASSANDE	MAHOULA	CI00530614	Somokoro
55	PCR2/SOM-MEN/0053	KONATE	ADAMA	CI001835060	Somokoro
56	PCR2/SOM-MEN/0017	TRAORE	DJAKARIDJA	CI000291787	Somokoro
57	PCR1/SOM-MEN/0032	BASSANDE	LAMBE	CI002100088	Somokoro
58	PCR1/SOM-MEN/0027	COULIBALY	SIKA	CI004115616	Somokoro
59	PCR2/SON-MEN/0009	BAMBA	DRISSA	CI001111197	Sononzo
60	PCR2/TOM-MEN/0031	KONE	FEHETA	CI001770851	Tomikoro

Liste des Propriétaires de commerces et services locataires de bâtis dans les départements de Dianra et de Mankono affectés par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou

N° Ordre	Identifiant PAP	Nom	Prenoms	N° pièce	Localité
1	PCR2/BOU-MEN/0032	BAH	THIERNO	1847171390	Bouandougou
2	PCR1/BOU-MEN/0011	SILUE	ALBERT	CI001954806	Bouandougou
3	PCR2/BOU-MEN/0012	COULIBALY	DRISSA	CI0025596888	Bouandougou
4	PCR2/BOU-MEN/0040	SORO	DJOMOMPLIN	CI000671193	Bouandougou



5	PCR1/DIV-MEN/0032	OMAR	ABDOUL SALAM	19608/19CPVF	Dianra Village
6	PCR1/DVI-MEN/0082	SANGARE	ABDOULAYE	CI003613019	Dianra Village
7	PCR1/DVI-MEN/0044	MALLE	LASSINA	17103101010120013	Dianra Village
8	PCR1/DVI-MEN/0021	TRAORE	SALIF	CI000489717	Dianra Village
9	PCR1/DVI-MEN/0022	SANOGO	MAMADOU	CI0095997113	Dianra Village
10	PCR1/DVI-MEN/0034	SILUE	INZA	CI002455519	Dianra Village
11	PCR1/DVI-MEN/0012	KONE	NOUHO	CI003955378	Dianra Village
12	PCR1/DVI-MEN/0019	TRAORE	SOULEYMANE	CI003518950	Dianra Village
13	PCR1/DVI-MEN/0009	KONE	SEYDIU	CI000360037	Dianra Village
14	PCR1/MAR-MEN/0019	SEKONGO	WONGNIGUE	CI000286726	Marandallah
15	PCR1/SOM-MEN/0031	OUATTARA	AWA	CI0048872355	Somokoro
16	PCR1/SOM-MEN/0029	MAMADOU	HAROUNA	CI1810791	Somokoro

Liste des Propriétaires de commerces et services locataires de bâtis dans les départements de Dianra et de Mankono affectés par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou

N° Ordre	Identifiant PAP	Nom	Prenoms	N° pièce	Localité
1	PCR1/DVI-MEN/0104	KONE	BAKARY		Dianra village
2	PCR2/KPE-MEN/0020	KONE	GOSSOUHON SIAKA		Kpesso
3	PCR1/MAR-MEN/0014	TIMITE	ADAMA		Marandallah

4	PCR1/MAR-MEN/0016	TUO	KPARITCHOGO ALAMA		Marandallah
---	-------------------	-----	----------------------	--	-------------

Liste des propriétaires de bâtis dans les départements de Dianra et de Mankono affectés par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Dianra - Bouandougou

N° Ordre	Nom et prénoms	Localité	N° Identifiant du bien
1	Inconnu	Séfigué	PCR2/SEF-CS/0003
2	SANOGO INZA	Katiali	PCR1/KAT-BAT/0001 A,B
3	Inconnu	Nanougoukaha	PCR1/NAN-BAT/0001 A
4	CAMARA SITAN	Toutey	PCR1/TOU-BAT/0001 A
5	TOURE ZANA	Kan Sokoura	PCR1/KSO-BAT/0001
6	KONATE LACINA	Kan Sokoura	PCR1/KSO-BAT/0002
7	BAMBA ADAMA	Kan Sokoura	PCR1/KSO-BAT/0003 A,B
8	OUATTARA NANGA	Kan Sokoura	PCR1/KSO-BAT/0005 A,B
9	KONATE SIBIRINA	Kan Sokoura	PCR1/KSO-BAT/0007
10	OUATTARA NANGA	Kan Sokoura	PCR1/KSO-BAT/0006
11	DIOMANDE VAZOU MANA	Kan Sokoura	PCR2/KSO-BAT/0006 A,B
12	DIOMANDE BRAHIMA	Kan Sokoura	PCR2/KSO-BAT/0007 A
13	DIOMANDE ADAMA	Kan Sokoura	PCR2/KSO-BAT/0009
14	DIABATE DJAKARIDJA	Tomikoro	PCR2/TOM-BAT/0001 A
15	DIARRASSOUBA ADAMA	Dianra Village	PCR1/DVI-CS/0001
16	KONE SEYDOU	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0002
17	KONE BAKARY	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0003
18	DEMBELE MAMOUTOU	Dianra-Village	PCR1/DVI-BAT/0005 A,B,C
19	DIARRA MOUSSA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0006
20	OYODE MOUSSA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0007 A,B
21	DIRRA DJIBRIL	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0008 A,B
22	KONE LACINA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0009 A,B,C
23	KARIM KONATE	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0010 A,B
24	BAKARI COULIBALY	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0011 A,B,C,D,E
25	DIARRASSOUBA AROUNA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0012 A,B
26	CAMARA ADAMA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0013 A,B
27	TOURE MADOU	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0014
28	TOURE SOUMAILA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0015 A,B
29	SANGARE SOUALIHAN	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0016
			PCR1/DVI-CS/0017
30	SANOGO ABDOULAYE	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0018
31	TRAORE BRAHIMA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0019
32	SANOGO ABCIUBAKAR	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0020
33	HASSANE SALEY	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0021
34	OYODE GNAGNASSO	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0022
35	KONE ADAMA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0023
36	FADIKA INZA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0024
37	TRAORE SEKOU	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0025

N° Ordre	Nom et prénoms	Localité	N° Identifiant du bien
38	FADIKA BRAHIMA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0026
39	SORO KOLOTIELOMA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0027
40	ROUWOYE BOUBACAR	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0028
41	LASSANA CISSE	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0029
42	DIABATE ADAMA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0031
43	TIOTE MAMADOU	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0032
44	SORO DRISSA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0033
45	KONE AMADOU	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0034
46	KONE SEHENON	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0035 A,B
47	Inconnu	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/00?
48	Inconnu	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/00?
49	TRAORE TCHANGA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0036 A,B
50	FATIKA BRAHIMA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0037
51	SOULEYMAIE BAMBA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0038
52	COULIBALY DJAKARIDJA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0039
53	Inconnu	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/000?
54	COULIBALY FATOGOMA FOUNGNIGUE	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0040 A,B
55	BAKARY KONE	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0041 A,B,C
56	BAMBA SYNDOU	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0042 A,B
57	BENGALY SOUMAILA	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/0043
58	Inconnu	Dianra-Village	PCR1/DVI-CS/000?
59	BAMBA ADAMA	Tamafourou	PCR2/TAM-BAT/0007
60	FOFANA LACINA	Kafegué	PCR2/KAF-CS/0001 B,C,D
61	DAO NABRAKISSA	Kafegué	PCR2/KAF-BAT/0002
62	Inconnu	Kafegué	PCR2/KAF-CS/000?
63	Inconnu	Kafegué	PCR1/KAF-CS/0016
64	FADIKA VAMOUROU	N'guissidougou	PCR2/NGU-BAT/0016
65	DIARRA OUSMANE	Sononzo	PCR1/SON-BAT/0001 A,B
66	BAMBA NONGON	Sononzo	PCR1/SON-BAT/0002
67	BAMBA ZOUMANA	Sononzo	PCR1/SON-BAT/0003
68	FANE SIAKA	Sononzo	PCR1/SON-CS/0005
69	BAMBA IDRISSE	Sononzo	PCR1/SON-BAT/0006 C
70	BINATE LAMA	Sononzo	PCR1/SON-CS/0007 A
71	SORO TENEMAHAN	Sononzo	PCR1/SON-CS/0012 B
72	BAMBA YOUSOUF	Sononzo	PCR1/SON-CS/0013 A,B
73	BAMBA MADOUSSOU	Sononzo	PCR2/SON-CS/0019
74	KONATE CHEICK HAMIDOU	Sononzo	PCR2/SON-CS/0020
75	LASSANA BAMBA	Sononzo	PCR2/SON-CS/0023
			PCR2/SON-BAT/0024
76	BASSANDE ABDOULAYE	Somokoro	PCR2/SOM-CS/0015
77	DICKO OUSMANE HAMIDOU	Somokoro	PCR2/SOM-CS/0019
78	DOGOMOH BASSANDE	Somokoro	PCR2/SOM-CS/0020
79	SORO SOUMAILA	Somokoro	PCR2/SOM-CS/0021
80	BAH ADAMA OURY	Somokoro	PCR1/SOM-CS/0016

N° Ordre	Nom et prénoms	Localité	N° Identifiant du bien
81	BASSANDE LAMBE	Somokoro	PCR1/SOM-CS/0017
82	TIOTE IBRAHIM	Sanankoro	PCR2/SAN-BAT/0001
83	TIOTE ADAMA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0002 B PCR1/MAR-CS/0003
84	Inconnu	Marandallah	PCR1/MAR-CS/000?
85	FATOGOMA YEO	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0004 PCR1/MAR-CS/0005
86	TUO KPARITCHOGO AI-AMA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0006
87	TIMITE ADAMA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0007
88	TIMITE ADAMSI	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0008
89	TIMITE YAYA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0009
90	FOFANA LACINA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0010
91	MEMA TIMITE	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0011
92	FOFANA LACINA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0012
93	TIMITE ADAMA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0013 PCR1/MAR-BAT/0014
94	BAKOUNADI BAKAYO	Marandallah	PCR1/MAR-BAT/0015
95	YEO TENENA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0016
96	TIMITE VAZOU MANA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0017
97	KOUASSI N'GUESSAN HENRIETE	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0018 A,B
98	CISSE YACOUBA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0019 A
99	TIMITE YACOUBA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0020 A,B PCR1/MAR-CS/0021 PCR1/MAR-CS/0022 A,B,C
100	YEO ZALOH	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0023
101	FATOGOMA YEO	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0024
102	DARA DOGONAMAN	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0025 A,B,C
103	HAIDARA YAYA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0026
104	KONATE YACOUBA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0027 A
105	FOFANA MANCHATA	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0027 B
106	TIMITE SINDOU	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0028
107	FATOGOMA YEO	Marandallah	PCR1/MAR-CS/0029 A
108	SILUE DONAFOLOGO YAYA	Marandallah	PCR2/MAR-CS/0002 A,B
109	TIOTE YAYA	Marandallah	PCR2/MAR-CS/0003
110	TIMITE NAMORY	Marandallah	PCR2/MAR-CS/0004
111	TIMITE ADAMA	Marandallah	PCR2/MAR-CS/0005
112	TIMITE BAKORDAH	Marandallah	PCR2/MAR-CS/0006
113	VAS SIRIKI TIOTE	Marandallah	PCR2/MAR-CS/0007
114	TIOTE ABOU	Marandallah	PCR2/MAR-CS/0009 A
115	SEKONGO YAYA	Marandallah	PCR2/MAR-CS/0039 PCR2/MAR-CS/0040 A,B
116	FOUNGBE INZA	Kpesso	PCR2/KPE-CS/0001
117	COULIBALY KARITIA	Kpesso	PCR2/KPE-CS/0002
118	TIEMBLA TIENE	Kpesso	PCR2/KPE-CS/0003
119	SILUE MADEZOUHON	Kpesso	PCR2/KPE-CS/0004

N° Ordre	Nom et prénoms	Localité	N° Identifiant du bien
120	KONE GOSSOUHON DIT SIAKA	Kpesso	PCR2/KPE-CS/0005
121	NABARAKISSA SILLA	Kpesso	PCR2/KPE-CS/0006
122	LADJI TIENE	Kpesso	PCR2/KPE-CS/0007
123	TIENE NAMINATA	Kpesso	PCR2/KPE-CS/0008
124	NAMAMATIENE	Kpesso	PCR2/KPE-CS/0009
125	YEO NAHAMINA	Kpesso	PCR2/KPE-CS/00023 B
126	TIENE TIEMAGAN	Kpesso	PCR2/KPE-BAT/0030
127	KONATE MAMADOU	Kpesso	PCR2/KPE-CS/0031
128	Inconnu	Kpesso	PCR2/KPE-CS/00?
129	Inconnu	Kpesso	PCR2/KPE-CS/00?
130	Inconnu	Kpesso	PCR2/KPE-CS/00? A,B
131	Inconnu	Kpesso	PCR2/KPE-CS/00?
132	FOFANA YACOUBA	Lokpasso	PCR2/LOK-CS/0002
133	CISSE MAMADOU	Kamoro	PCR1/KAM-CS/0008
			PCR1/KAM-CS/0009
134	DOUMBIA FOUSSENY	Diorodougou	PCR2/DIO-BAT/0012 C
135	TIENE LAMA	Diorodougou	PCR2/DIO-BAT/0013 A
136	SORO ADAMA	Diorodougou	PCR2/DIO-CS/0015 A,B
137	COULIBALY MARIAM	Bouandougou	PCR1/BOU-BAT/0001
138	SORO SEYDOU DOTANY	Bouandougou	PCR1/BOU-BAT/0002
139	KAMAGATE LADJI	Bouandougou	PCR2/BOU-BAT/0002
140	KAMAGATE NAKOKO	Bouandougou	PCR2/BOU-BAT/0003
141	KAIVIAGATE SINDOU	Bouandougou	PCR2/BOU-BAT/0005 A
142	CAMAGATE ABOU BAKARY	Bouandougou	PCR2/BOU-BAT/0008 A,B
143	SORCI DONISSONGUI	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0009
144	KAMAGATE MARIAME	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0010
145	SAWADOGO ADAMA	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0011
146	KATVIAGATE LADJI	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0012
147	KAMAGATE BAFETEGUE	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0014
148	SILUE KASSOUIV	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0015
149	BAKAYOKO ZOUMANA	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0016
150	COULIBALY ABDOULAYE	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0018
151	OUATTARA SIAKA	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0019
152	KONATE NASSIROU	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0020
153	COULIBALY ZANA SEYDOU	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0021
154	KAMAGATE LADJI	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0022
155	KAMAGATE NAMISATA	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0023
			PCR2/BOU-CS/0024
156	KAMAGATE BAFE MORY	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0025
157	BAYE DEDOUGOU	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0026
158	KAMAGATE ABDOULAYE	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0027
159	TUO KATCHINDAHOUA	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0028
160	SEREPE HAMIDOU	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0029
161	KAMAGATE LADJI	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0030



N° Ordre	Nom et prénoms	Localité	N° Identifiant du bien
162	KAMAGATE AMADOU	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0031 A,B
163	KAMAGATE AMADOU	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0032 A,B
164	KAMAGATE ABASS	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0033 A
165	TUO NANHOUA MADOU	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0033 B
166	DOUMBIA KARIDJA	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0034 A
167	KAMAGATE NAMIZATA	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0034 B
168	BAFFETEGUE KAMAGATE	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0035
169	KAMAGATE ADAMA	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0036
170	Inconnu	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0037
171	KANGA AYA MICA	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0044 A,B
172	SILUE SETIENWOIN BERTIN	Bouandougou	PCR2/BOU-CS/0045 A,B,C

**Annexe 7 : Quelques images de l'habitat dans les localités riveraines du projet  
(Novembre-Décembre 2023)**



Vue d'une pompe hydraulique et de son environnement à Missidougou



Vue de la Mosquée de Kan-Sokoura



Vue de la maternité de Bouandougou



Vue de l'Eglise de Linguékoro



Vue de la Station d'essence de Kamoro



Vue du Lycée Privé de Kpesso



Vue du marché de Dianra village



Vue de types de construction à Gborozomba